

A une majorité des deux tiers

LA CONFÉRENCE DU PARTI TRAVAILLISTE BRITANNIQUE S'EST PRONONCÉE CONTRE LA C.E.E.

LIBRE PAGE 2
L'ARTICLE DE JEAN WETZ

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 1 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 r. ; Italie, 250 l. ; Japon, 125 y. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75117 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 65577
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DU JOUR

LA FRANCE ET ISRAËL

La visite de M. Allon à Paris met d'abord fin à un paradoxe. De même que M. Sauvagnargues a été, le 30 novembre dernier, le premier ministre français reçu en Israël depuis la création de l'Etat, M. Allon est aujourd'hui le premier ministre des affaires étrangères israélien invité en France. Seuls, des ministres techniques sont jusqu'ici venus en visite officielle à Paris, et c'est en privé que le général de Gaulle assura naguère à David Ben Gourion que la France était l'alliée d'Israël.

Ce paradoxe protocolaire est dû, à l'origine, au fait que la France n'a jamais reconnu Jérusalem comme étant la capitale d'Israël. Il s'explique plus profondément par le caractère particulier d'Israël, création récente enracinée dans un très lointain passé, mal définie, inachevée, mais animée d'une prodigieuse vitalité. Pendant la guerre d'Algérie et jusqu'aux approches de la guerre de six jours, les relations franco-israéliennes étaient excellentes et leur forme importante ; après la guerre de 1967, elles sont devenues détestables, et toute amélioration formelle est par là dérisoire. On les attendait enfin aujourd'hui leur régime de croisière ?

Le premier aspect de ces relations, c'est qu'elles sont émotionnelles. Israël dispose d'un capital de sympathie considérable dans l'opinion française, où la cause de l'Etat juif se confond peu ou prou avec celle d'un peuple persécuté. Qu'il soit menacé ou paralysé, il est, et nombre de Français se sentent une mauvaise conscience, à laquelle se mêlent certains un ressentiment contre les Arabes.

Le second aspect de ces relations est la continuité de la politique française depuis 1967, une politique qui n'hésite pas à heurter l'opinion. Contre l'attente de beaucoup, M. Valéry Giscard d'Estaing est allé bien plus loin que le général de Gaulle et Georges Pompidou dans le soutien apporté à la cause arabe. Il a envoyé son ministre des affaires étrangères serrer la main de M. Arafat et a proclamé le droit des Palestiniens d'avoir une patrie.

Expliquer cette politique par des intérêts pétroliers est un peu court. Le général de Gaulle n'a pas attendu la crise énergétique pour condamner, en 1967, la guerre de six jours, et prévoir qu'elle transformerait le problème des « réfugiés palestiniens » en « un grand problème national ».

L'intérêt de la normalisation des relations officielles entre Paris et Jérusalem est, de ce point de vue, de dédramatiser la dissension entre les deux gouvernements. Peut-on espérer qu'il sera alors moins difficile de persuader Israël que tout règlement passe par la reconnaissance réciproque et simultanée du « fait israélien » et du « fait palestinien » ; qu'un accord qui ignorerait ce principe laisserait Israël dans la position d'une forteresse assiégée ; que, pour vivre en paix, Israël doit devenir — comme disait Georges Pompidou en 1969 — « un pays du Proche-Orient comme les autres », et non chercher un rattachement illusoire à l'Europe.

La visite de M. Allon survient à un moment particulièrement difficile. Les Israéliens ne bénéficient plus de l'appui inconditionnel des Américains, leurs plus sûrs alliés. L'échec de la mission de M. Kissinger au Proche-Orient a aggravé leur isolement. La diplomatie du secrétaire d'Etat est d'ailleurs ligotée pour longtemps par le Congrès. La désagrégation du Vietnam du Sud ne peut que susciter l'incertitude en Israël.

Même si elle a perdu quelque crédibilité l'alliance américaine est, bien entendu, irremplaçable pour Israël, et nul n'aurait l'idée d'y chercher un substitut ou un dérivatif en France. Mais n'est-il pas grand temps pour Israël de chercher un autre recours que celui des armes, sans pour autant baisser sa garde ?

(Lire nos informations page 3.)

ALORS QUE SAIGON EST PRATIQUEMENT INVESTIE PAR LES COMMUNISTES

Le général Minh demande un cessez-le-feu immédiat et appelle les Vietnamiens à la réconciliation

Une fusillade a éclaté dans la capitale après le discours du nouveau président

Des fusillades ont éclaté lundi soir 28 avril à Saigon, peu après que le général Minh ait pris ses fonctions de chef de l'Etat. Des tirs d'armes automatiques ont été entendus près du palais présidentiel. La D.C.A. est entrée en action, un appareil à réaction de l'aviation saïgonnaise ayant piqué sur le palais. D'autres avions ont bombardé l'aéroport civil et militaire de Tan Son Nhut, à quelques kilomètres de la ville. On ignore encore, lundi, en fin de matinée, le motif de ces tirs. Une action pourrait avoir été engagée par des militaires mécontents de l'arrivée au pouvoir du général Minh. Il peut également s'agir d'un mouvement de panique. Le couvre-feu a été instauré à Saigon pour vingt-quatre heures.

Le général Minh a pris officiellement, lundi, à 10 heures, heure de Paris, ses

fonctions de président. Il a confié la vice-présidence à M. Nguyen Van Huyen, catholique, ancien président du Sénat, et qui s'élève dans des négociations avec le G.R.P. Le sénateur Vu Man Mau, chef de l'opposition bouddhiste au régime de M. Thieu, dirigera le gouvernement.

Le général Minh a demandé au G.R.P. que les deux parties cessent immédiatement leurs attaques. Annulant des « jours difficiles » à ses compatriotes, il a garanti que les libertés démocratiques seront respectées et que les détenus politiques vont être libérés. Il entend œuvrer en faveur de la « réconciliation » entre Vietnamiens.

C'est dans des conditions dramatiques que s'est déroulé le week-end et qu'a commencé la semaine. En effet, après une « pause » de quatre jours, les forces communistes avaient

repris l'offensive samedi. Lundi matin, Saigon était pratiquement investi. Toutes les grandes routes d'accès étaient coupées. Les troupes révolutionnaires avançaient sur tous les fronts, à l'est et au sud-est de la capitale notamment, et un commando avait attaqué à 5 kilomètres de Saigon.

● AU CAMBODGE, la situation sanitaire des personnes réfugiées à l'ambassade de France à Phnom-Penh est considérée comme précaire, et l'on continue d'importer les secours pour lesquelles ces réfugiés ne peuvent recevoir normalement du ravitaillement ou quitter les lieux. L'Élysée déclare avoir perdu tout contact depuis samedi avec l'ambassade et a demandé à M. Waldheim et aux Khmers rouges de faciliter l'évacuation des soixante-dix personnes réfugiées, dont cinq cent quinze Français.

Avant de transmettre ses pouvoirs au général Minh, le président Huong a déclaré : « Une page de l'histoire a été tournée, une nouvelle page sera écrite par le général Duong Van Minh. Nous ne pensons pas qu'il faut encore verser du sang et se battre jusqu'à la dernière cartouche et jusqu'au dernier soldat. Mon général, c'est une grande mission qui vous est confiée. Vous aurez besoin non seulement de bonne volonté mais aussi de courage. (...) En rejetant une solution militaire, nous avons choisi la voie de la réconciliation, de la concorde et, finalement, de la paix. »

Enlèvement des négociations

Le général Minh a répondu : « Accepter de diriger le pays dans les circonstances actuelles n'a rien de réjouissant. Le gouvernement que j'ai été chargé de former sera un gouvernement de réconciliation nationale, et je crois fermement que ce gouvernement pourra reprendre les négociations avec le gouvernement révolutionnaire provisoire. »

(Lire la suite page 6.)

Un devis de 1200 millions

Les élus de la majorité se rallient au compromis de l'administration pour aménager le « trou » des Halles

Les conseillers de Paris, réunis en session extraordinaire à partir de ce lundi 28 avril, pour trois jours, doivent choisir un nouveau plan d'aménagement pour le « trou » des Halles. La désignation d'un architecte ou d'une équipe revient en principe à la Société d'économie mixte d'aménagement des Halles (SEMAH). Mais en décidant l'emplacement des futurs bâtiments, les élus vont orienter le choix vers la maquette d'une des trois équipes, dont les projets viennent d'être présentés aux Parisiens (« le Monde » des 20, 23 et 26 avril).

L'administration a présenté aux conseillers un plan où seraient retenues certaines propositions des équipes de MM. Riccardo Boffill (défendu par le président de la République) et Bernard de la Tour d'Auvergne. Elle exclut, en revanche, celles de l'équipe de M. Jean-Claude Bernard et de l'Atelier parisien d'urbanisme, qui avaient recueilli le plus de suffrages favorables auprès du public.

Les groupes politiques de la majorité, à l'exception de la T.O., après des discussions très vives, n'ont pas encore officiellement pris position. Mais il semble qu'ils soient prêts à se rallier aux propositions de l'administration.

Ce qui s'est passé, vendredi 27 avril, à la commission des Halles, présidée par M. Pierre Charles Krieg (U.D.R.), est révélateur du climat dans lequel s'ouvre cette session. Les élus U.D.R., R.I., et centristes ont décidé d'accepter le projet de compromis présenté par l'administration mais en demandant que l'église Saint-Eustache et le square des Innocents soient « dégagés ».

JEAN PERRIN.

(Lire la suite page 15.)

La monstrueuse chenille des soldats en fuite et des réfugiés hagards

Saigon. — Devant le pont de la rivière Dong Nai, à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Saigon, l'armée avait dressé, dimanche après-midi, 27 avril, un barrage au-delà duquel la sécurité n'était plus assurée. Reprenant l'offensive après une pause de deux jours, les révolutionnaires avaient engagé le combat sur la route de Xuan-Loc et Long-Thanh, sur la route de Vung-Tau (l'ancien cap Saint-Jacques), maintenant coupée de la capitale.

Au camp de An-Loi, près de Long-Thanh, il y avait samedi soir cent mille réfugiés. Le convoi de la Croix-Rouge sud-vietnamienne qui avait quitté Saigon dimanche matin pour apporter des vivres à ces populations en détresse a rebrousse chemin. Deux volontaires français de l'organisation Médécins sans frontières — association qui envoie, des praticiens bénévoles partout où l'on se bat dans le monde — nous prennent dans leur voiture. Ils ont des laissez-

De notre envoyé spécial

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

passer et ils veulent essayer de rejoindre l'hôpital qu'ils ont installé quelques jours plus tôt au camp de An-Loi.

Un silence inquiétant règne autour de l'ancienne base américaine de Long-Binh. Les villages que nous avions vus pleins d'animation en nous rendant quelques jours plus tôt à Vung-Tau ont été évacués. Seul le bruit des hélicoptères trouble le silence de la route déserte. Voici, plus avant, une colonne de soldats en armes, souvent pieds nus, qui fuient droit devant eux. Le spectacle n'est pas beau, mais il y a pire : la vague de réfugiés qui suit les troupes en débandade, à quelques kilomètres d'intervalle.

Ils défilent sur la route en rangs compacts : amputés trépanés sur leur jambe de bois, femmes pliées sous le poids du

fiéu, dont les deux plateaux sont chargés des pauvres effets saisis du désastre, enfants de quatre ans portant deux frères, vieillards aveugles poussés par le courant.

L'armée est presque invisible. Quelques soldats gardent un petit pont. C'est un objectif pour l'adversaire : l'enveloppe élastique d'une roquette reste au milieu de la route, près d'un trou peu profond creusé dans le macadam.

Mais les révolutionnaires ne visent pas délibérément les civils : les combats ont lieu des deux côtés de la route, à environ 3 kilomètres, là où d'épaisses colonnes de fumée montent vers le ciel. Sur un monticule, on découvre les dimensions de la chenille monstrueuse qui progresse vers Saigon : cent mille êtres hagards, plus peut-être, avançant sans un mot, sans un cri. « Tout le camp d'An-Loi est là, plus la population de Long-Thanh », constate un médecin.

(Lire la suite page 6.)

LA PRÉPARATION DU VII^e PLAN

LA NAISSANCE D'UN MYTHE

par MICHEL ROCARD (*)

A l'automne de 1974, la planification française au sens de l'« interdite obligation » chère au général de Gaulle — était moribonde. Le VI^e Plan était abandonné, et en particulier les engagements pris par l'Etat en matière d'équipements publics, sans qu'il ait été définie une nouvelle hiérarchie des priorités et des moyens à la suite du renchérissement du prix du pétrole ; certes, un travail avait été commandé par M. Georges Pompidou en vue de ce « redéploiement » structurel qui est seul susceptible de conduire à un réajustement de l'économie française ; l'opération baptisée « Jonquille », eut le mérite de mesurer l'ampleur des mutations nécessaires et de proposer une approche sélective qui est à la base de

et M. Giscard d'Estaing, qui s'est servi du pouvoir à partir de la puissante machine de la Rue de Rivoli et qui a paralyisé un processus dont il n'était ni le maître ni le bénéficiaire. La préparation du VII^e Plan était en retard d'au moins six mois. Y aurait-il même un VII^e Plan ?

Avril 1975. Le décor a changé. Des commissions en rapports explosifs, de rapport en conseil des ministres, un nouveau Plan nous est né !

Le giscardisme aux cent fleurs a un impact certain sur l'opinion. C'est avec talent que le chef de l'Etat emprunte à la gauche quelques-unes de ses idées et désolent une partie de l'électorat à priori hostile au chef de l'Etat. Giscardisme même qu'il saura extraire un certain nombre de propositions des commissions préparatoires aux options du Plan et qu'il les traduira dans des textes législatifs.

(Lire la suite page 38.)

AU JOUR LE JOUR

Les morts et les vivants

Envoiant, cet hommage universel rendu à Jacques Duclos. Une société qui reconnaît le courage et l'intégrité de l'adversaire s'honore.

Mais, tout de même, le parti, qui s'y connaît en matière de réhabilitations tardives, en viendra peut-être à se demander avec amertume si, comme les poètes, les communistes ne sont bons que quand ils sont morts.

PABLO DE LA HIGUERA.

La densité téléphonique de la France triplera d'ici à 1982, déclare au « Monde » M. Achille-Fould

Les 42 milliards de francs que le président de la République a décidé d'affecter à la relance dans les télécommunications donnent le coup d'envoi à la « politique de la communication », dont M. Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux P.T.T., s'est fait le promoteur.

Dans l'entretien qu'on lira page 13, il explique les améliorations que les usagers peuvent attendre de cette politique : par exemple, la densité téléphonique de la France triplera d'ici à 1982 et les délais de raccordement seront réduits de quinze mois à quinze jours.

UN « LIVRE BLANC » SUR LA TÉLÉVISION

La fin des saltimbanques ?

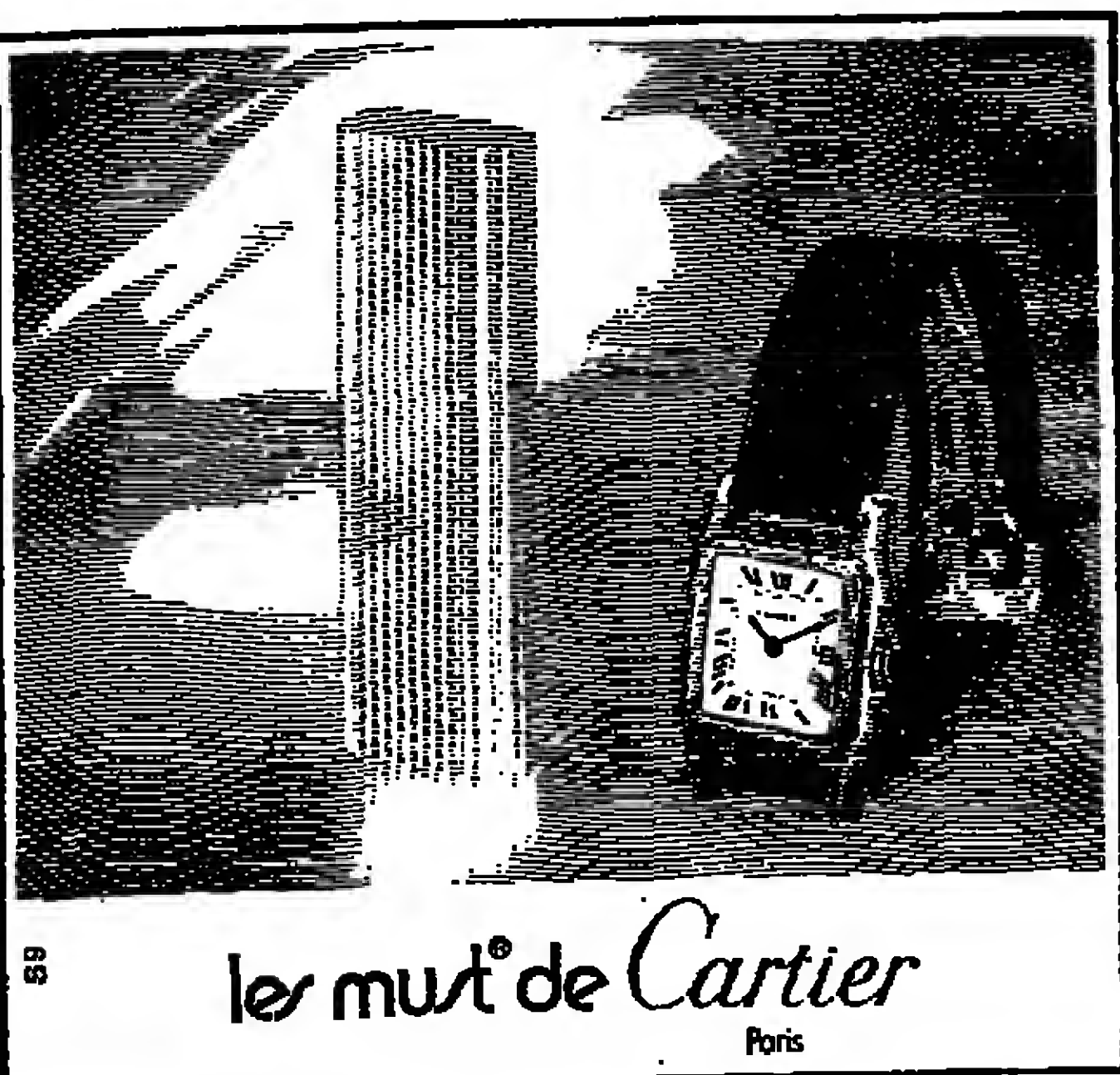
Depuis le début de 1975, 60 % des réalisateurs de télévision qui travaillaient régulièrement pour l'O.R.T.F. sont au chômage. Cela se voit déjà un peu sur les petits écrans : dans quelques mois, lorsque les stocks des administrations précédentes seront épuisés, ce sera tout à fait évident. Les syndicalistes du S.F.R.T. (G.C.T.) ont employé tous les moyens pour empêcher la rédaction d'un livre blanc sur la nouvelle télévision, qu'ils présentent ce lundi à la presse et aux présidents des sociétés de programmes, sous le titre « La fin des saltimbanques ? ».

« En 1974, à l'O.R.T.F., il y avait environ quatre vingt dix-sept heures d'antenne hebdomadaires. En 1975, sur TF 1, A 2, FR 3, il y en a environ cent soixante et onze, mais 60 % des réalisateurs qui font de la télévision leur métier sont au chômage », affirme le S.F.R.T., qui demande : « Comment se fait-il qu'une télévision où le temps d'antenne a presque doublé, procure deux fois moins de travail aux réalisateurs ? »

Le Livre blanc du S.F.R.T. sera, d'abord, un constat, le constat de la double dégradation de la quantité et de la qualité du travail. Une série de témoignages (« Je n'ai aucun travail, aucune perspective de travail... » « On me

MARTIN EVEN.

(Lire la suite page 27.)



مكتبة الأمل

EUROPE

LA VICTOIRE SOCIALISTE

Soulagement aux Etats-Unis, satisfaction en Europe occidentale comme en U.R.S.S. les résultats encore partiels des élections portugaises du 25 avril sont dans l'ensemble commentés avec mesure dans de nombreuses capitales.

● A WASHINGTON, c'est un sentiment de soulagement qui l'emporte. « Enfin une bonne surprise », dit-on, alors que s'accumulent les échecs de la diplomatie américaine. Les officiels se réjouissent de la « défaite subie par le parti communiste portugais », mais ils estiment qu'il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'avenir de la démocratie à Lisbonne.

GRAND VAINQUEUR DU SCRUTIN DU 25 AVRIL

Le parti socialiste respectera le pacte conclu avec le M.F.A. avant les élections

Lisbonne. — Dimanche de trêve dans une capitale désertée : Lisbonne n'était que le décor sans vie des lendemains de fête. Après deux mois d'une campagne intense, une nuit pour les réjouissances, les Portugais ont fait la pause.

L'ultime décompte officiel en vote et en sièges date de samedi 18 h. 25 : comme si l'ordinateur chargé de centraliser les résultats s'était paralysé et les fonctionnaires du ministère de l'Information avaient été bagués pour profiter, eux aussi, de la trêve.

Il ne restait pourtant que trois cent mille bulletins à comptabiliser sur près de six millions. Qu'importe ! Chacun a préféré s'évader de la ville pour envahir la côte. D'autres aussi ont sorti, ce week-end, dédramatisés, rassurés, comme jamais sans doute ils ne l'avaient été depuis un an : c'était un peu le soulagement des « bien-pensants », mais aussi, et surtout, de la « jeunesse des communistes ». Soulagés ? N'ont-ils pas lu, pas cru, la presse de ce dimanche, dont toutes les manchettes annoncent orgueilleusement la victoire de la gauche ? « Les forces progressistes ont vaincu », « Grande majorité aux partis de gauche », « Victoire de l'option socialiste », « La note socialiste confirmée » : pas une fausse note. Pour tous les éditorialistes, les élections du 25 avril ont révélé l'« éclatante maturité du peuple portugais », renforcé le « processus de démocratisation en cours » et resserré « les liens du peuple avec le Mouvement des forces armées ».

Comment donc ce scrutin a-t-il pu apparaître à d'autres que Portugais et à l'étranger — comme une « revanche des modérés » ? Tout repose, en fait, sur la réelle ambiguïté de la victoire du parti socialiste. La campagne électorale du P.S., souvent empreinte d'anticommunisme, son hostilité maintes fois exprimée aux « empiétements » du parti communiste, ses appels répétés pour préserver le Portugal d'une « dictature de gauche », ont fini par donner au parti de Mario Soares l'image d'une force réformatrice, donc modérée, d'un socialisme tranquille et rassurant, formé dans le sillage des social-démocrates au pouvoir en Europe occidentale. On comprend alors la vive satisfaction exprimée de part et d'autre de l'Atlantique après les succès éclatants des socialistes portugais.

Mais ses satisfactions pourraient paraître à certains regards un peu prématurées : Mario Soares n'a pas donné hier aux électeurs de la presse de Lisbonne quand, devant les caméras de télévision samedi, il a jugé bon d'ajouter les voix obtenues par son parti et celles gagnées par le parti communiste : le total devait-il constater, donne la majorité absolue : 51 %. C'était là répondre clairement aux appels pressés des sociaux-démocrates du parti populaire démocratique qui lui suggéraient aimablement une autre opération : P.S. plus P.P.D. égal 64 %.

Revanche des modérés ou victoire de la gauche ? Il est trop tôt pour juger des effets, à terme, des premières élections libres du Portugal. Mais il est évident que les socialistes ne pourront — si tant est qu'ils en aient l'intention — user de leur avantage pour

modifier sensiblement le cours de la révolution portugaise. La possibilité de choix du parti socialiste, à droite ou à gauche, ne pourrait être qu'une illusion arithmétique. « Nous n'avons d'autre choix », nous assurait un respon-

sable socialiste, que de prendre la tête de la révolution. Nous ne sommes pas un parti social-démocrate, car c'est dans ce pays une voie sans issue qui sert seulement à camoufler la droite capitaliste.

Retrouver le terrain perdu

Tactique opportuniste d'un parti qui est allé cueillir des électeurs à droite, avant de tourner à gauche ? Peut-être. Mais il est sûr aussi qu'une politique trop timorée, si elle était possible, créerait au sein même du P.S. d'importantes tensions. Des critiques ont déjà été faites au jeu de la direction et la base, très sociale aux communistes, n'en est pas moins parfois sensible aux idées de contrôle ouvrier ou d'autogestion qui figurent en bonne place dans le programme du parti. « Manifestement, dit un jeune militant, le P.S. va pouvoir avancer son programme, dire ce qu'il

postule, en fonction de l'application prochaine des premières mesures de réforme agraire.

Mais le parti socialiste voudrait sans doute peser d'abord de tout son « nouveau » poids pour retrouver le terrain perdu au profit surtout des communistes dans le contrôle de l'information et de l'administration. Il prendra aussi l'offensive pour débouquer rapidement, au niveau des structures locales, une situation de fait qu'il juge « scandaleuse ».

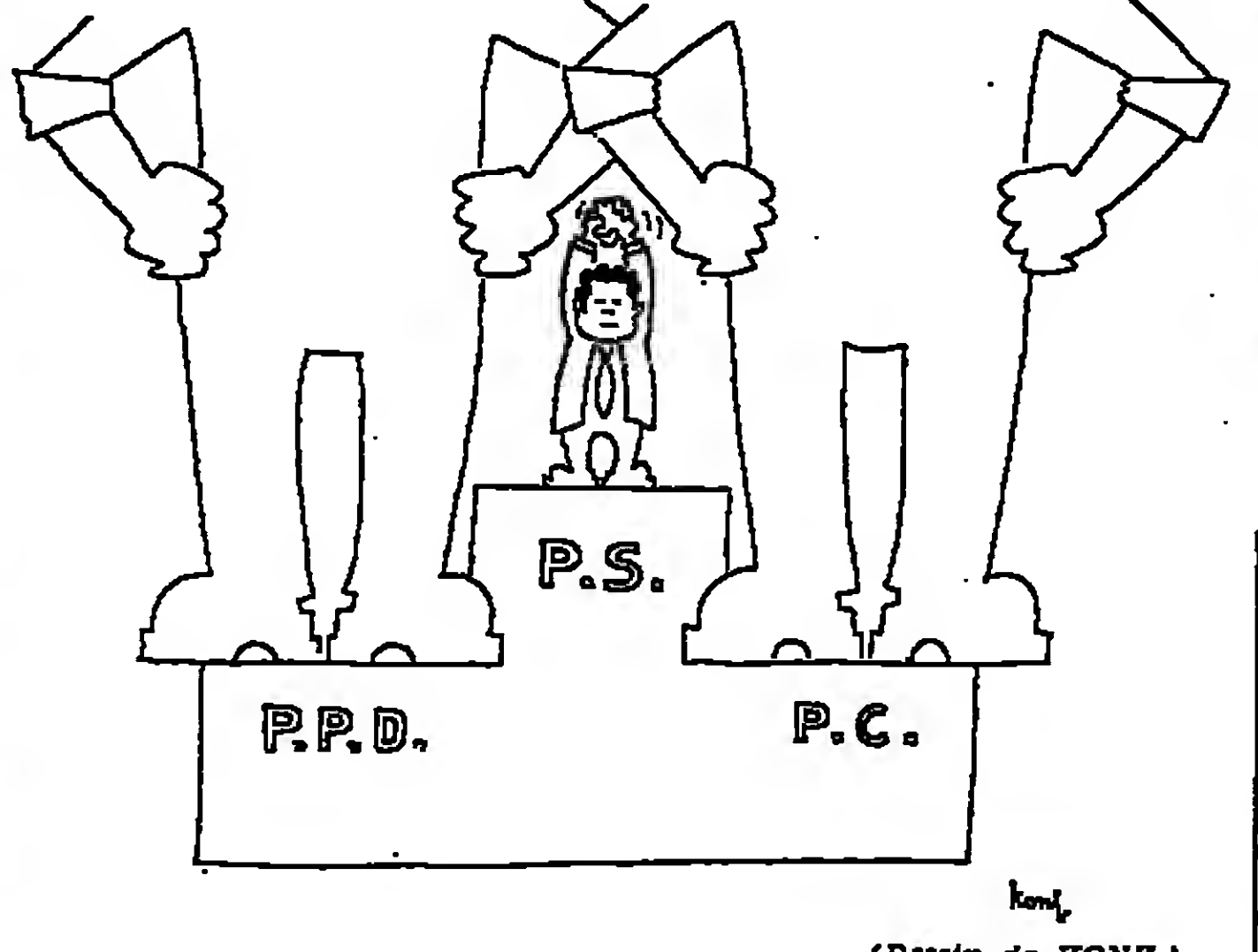
Les commissions administratives mises en place à la tête des communes, dans l'effervescence

l'essentiel, maintenant, est de gagner « la bataille de la production » engagée par le M.F.A.

C'est, en effet, à retrouver les « manches » qu'invite clairement, aujourd'hui, le général Vasco Gonçalves, premier ministre : « Dans le moment présent, déclare-t-il dans une interview publiée par le journal O Seculo, la conscience le portier, un authentique travail révolutionnaire de tous les travailleurs, sans unité des travailleurs, n'est pas possible de gagner la bataille de la production. » C'est déjà cela qui semble préoccuper d'abord les militaires portugais qui ne semblent guère « traumatisés » par les élections. Celles-ci, selon eux, ne changeront ni n'influenceront rien l'activité du gouvernement. Car, ajoute le premier ministre « une chose est d'être élu, une autre de gouverner, et la chose est le gouvernement et le développement de la voie révolutionnaire ».

Ces élections auront finalement produit ce qu'on attendait : donner une image des rapports de forces politiques dans le pays. Image déformée, assure l'extrême gauche, les communistes et certains militaires pour qui une grande part de la population n'avait pas une très claire conscience de son choix. Etape importante du processus engagé il y a un an, le scrutin ne saurait cependant être considéré comme la révolution portugaise. « L'essentiel, dit un jeune officier, fier de son bulletin blanc, c'est que le vote ait eu lieu. Cela fera peut-être faire de sérieux changements de leçons apprises en démocratie ».

DOMINIQUE POUCHIN, et JOSÉ REBELLO.



(Dessin de KONE.)

pense, ce qu'il veut, sans préoccupations électorales. Il va montrer son vrai visage. » Pour ces socialistes, la révolution du processus est claire : elle doit se fonder sur une entente P.C.-P.S. « Les deux grands partis de la classe ouvrière », autour du M.F.A.

Il semble donc exclu pour l'instant que les amis de M. Mario Soares profitent de leur succès pour exiger des modifications dans la coalition gouvernementale. Le « pacte » signé avant les élections avec le M.F.A. prévoit d'ailleurs que l'actuel gouvernement restera en place, et l'on voit mal les socialistes revenir sur leurs engagements. On peut toutefois penser qu'ils demanderont quelques « aménagements » pour mettre notamment « un pied » dans l'économie, selon eux trop exclusivement dominée par des hommes proches du Mouvement démocratique portugais. Ils pourraient aussi s'intéresser au ministère de l'Agriculture,

du premier mois de la révolution, sont très souvent contrôlés par le M.D.P., qui avait alors profité de ses cadres existants sous l'ancien régime pour occuper le terrain. Tout au long de sa campagne, M. Mario Soares n'a cessé d'exiger la tenue, aussi vite que possible, d'élections libres dans toutes ces « unités de base ».

Autre préoccupation majeure des socialistes : les syndicats. Ils voudront sans doute y confirmer l'appui populaire qu'ils estiment avoir connu à travers la campagne. Des élections se dérouleront pour désigner les directions de différents syndicats qui opposeront généralement des listes socialistes et de militants révolutionnaires. On pourrait donc bien revivre les frictions entre les deux grands partis de gauche qui ne se sont guère épargnés pendant toute la durée de la campagne.

Mais les communistes eux-mêmes seront peut-être amenés à reconsidérer leur attitude. Ils n'ont pas été étonnés par la faiblesse de leur score électoral (moins de 13 %). Ils n'attendaient pas davantage d'un vote qu'ils auraient aimé voir retardé et ont pu, non sans raisons, constater que « le scrutin ne traduit pas la force réelle du P.C., son influence, son pouvoir de mobilisation des masses ni sa place indispensable dans la révolution portugaise ». Pour la direction, « le résultat démontre que le peuple portugais s'est prononcé pour la poursuite de la politique démocratique, dans une perspective socialiste ». Mais les militants ne pouvaient, samedi, cacher leur déception.

Seront-ils tentés de se tourner désormais davantage vers les usines et l'action revendicative ? On voit mal comment le plan d'urgence imposé par la situation économique pourrait être le début d'une telle démarche. Les militants quand ses homologues, dans d'autres pays européens, provoquent des sévères de bouilliers. Les militants du P.C. seront sans doute attentifs à ne pas se laisser dépasser par une base qui pourrait manifester l'irritation et l'impatience. Mais ils seront là surtout pour expliquer que

● A MADRID, les réactions sont naturellement mitigées. Au soulagement de voir que le communisme n'a fait qu'un très modeste score se mêle, dans les milieux ultras, la crainte que l'exemple de modération donné par le Portugal ne soit une source supplémentaire d'inspiration pour les partisans d'une évolution démocratique.

● A BONN, les trois grands partis (C.D.U., F.D.P., S.P.D.) ont exprimé leur satisfaction. Le vice-président du Bundestag, M. Kai-Uwe von Hassel, président de l'Union démocrate-chrétienne européenne, a souligné que « les forces démocratiques avaient remporté

RÉSULTATS PARTIELS ET OFFICIELS

Les résultats complets et officiels des élections du 25 avril à l'Assemblée constituante n'étaient pas encore connus ce lundi 28 avril, en fin de matinée. Cinquante-cinq sièges de députés restaient alors à pourvoir. Voici les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

MAJORITÉ DE CENTRE-GAUCHE DANS LE VILLAGE NATAL DE SALAZAR

Lisbonne (Reuter). — Santos-Costa-Doo, fief de l'ancien dictateur Salazar, dont le statut récemment décapité par des inconnus réside sur la grand-place, a donné sa préférence aux partis de centre-gauche. Sur les 1 468 votants de ce hameau du nord-est du pays, 1 156 ont apporté leurs bulletins au Parti populaire démocratique (P.P.D.) et au parti socialiste. La première formation devançant de peu la seconde.

Seuls soixante-six habitants de Santa-Comba-Doo, où l'ancien dictateur est né et a été inhumé après sa mort, en 1970, ont voté pour le parti communiste.

Pourcentage de participation :	91,74 % ;
Bulletins blancs ou nuls :	378 471 ;
Pourcentage :	6,97 % ;
Résultats de chaque parti :	
Parti socialiste (P.S.) :	2 052 837 ;
Pourcentage :	37,82 % ;
Parti populaire démocratique (P.P.D.) :	1 433 392 ;
Pourcentage :	26,41 % ;
Parti communiste portugais (P.C.P.) :	680 678 ;
Pourcentage :	12,54 % ;
Centre démocrate et social (C.D.S.) :	412 692 ;
Pourcentage :	7,60 % ;
Mouvement démocratique portugais (M.D.P.) :	223 723 ;
Pourcentage :	4,12 % ;
Front socialiste populaire (F.S.P.) :	63 838 ;
Pourcentage :	1,18 % ;
Mouvement de la gauche socialiste (M.G.S.) :	55 708 ;
Pourcentage :	1,03 % ;
Union démocratique populaire (U.D.P.) :	42 798 ;
Pourcentage :	0,78 % ;
Front électoral communiste (F.E.C.) :	30 828 ;
Pourcentage :	0,57 % ;
Parti populaire monarchique (P.P.M.) :	30 396 ;
Pourcentage :	0,56 % ;
Parti d'unité populaire (P.U.P.) :	12 283 ;
Pourcentage :	0,23 % ;
Ligue communiste internationaliste (L.C.I.) :	10 359 ;
Pourcentage :	0,19 % ;
Répartition des députés élus :	
P.S.	96
P.P.D.	55
P.C.P.	28
C.D.S.	12
M.D.P.	4

Grande-Bretagne

OBTENANT UNE MAJORITÉ DES DEUX TIERS Les travaillistes anti-européens ont infligé à la conférence extraordinaire du parti un échec à M. Wilson

De notre correspondant

Londres. — La conférence extraordinaire du parti travailliste du 28 avril s'est prononcée à la majorité des deux tiers contre le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. Ce résultat est certes humiliant pour M. Wilson qui n'avait jamais été battu aux assises de son parti depuis qu'il est à la tête du Labour. Il a été privé sagement de l'ovation que tous les délégués accordent traditionnellement à leur leader lorsque celui-ci termine son discours.

A la conférence extraordinaire, les deux camps se sont affrontés : l'ennemi à dominer les débats dans le centre sportif d'un faubourg londonien où étaient réunis quelque mille deux cents délégués travaillistes.

Une fois de plus, on a remarqué la division du travail entre M. Wilson et Callaghan. Le premier ministre est resté très nettement sur la défensive, comme s'il cherchait à préserver son « image » pour le cas où, en dépit de ses efforts, le référendum sur la détermination du Marché commun, il a certes plaidé sa cause. A la veille de son départ pour la Jamaïque, il a notamment déclaré que tous les pays du Commonwealth souhaitent voir la Grande-Bretagne garder sa place au sein de la Communauté européenne.

Le premier ministre a combattu aussi les arguments de la gauche soutenant que l'appartenance au Marché commun compromettrait les relations avec le camp socialiste.

Tout cela permettait à M. Wilson de conclure que l'appartenance de la Grande-Bretagne au Marché commun serait bonne pour le pays lui-même, pour le Commonwealth et pour le reste du monde. Il n'en a pas moins fallu attendre l'intervention du secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, pour que cette argumentation soit présentée avec beaucoup plus de chaleur et de passion. L'un et l'autre, cependant, se sont retrouvés sur la même longueur d'ondes en minimisant l'importance de cette conférence travailliste. Les adversaires du Marché commun ont mis le droit parlementaire de trancher un problème qui n'appartiendrait qu'au peuple lui-même. M. Wilson et Callaghan ont retourné cette argumentation en soutenant que les décisions de la conférence du Labour, auraient encore moins de portée que celles de Westminster.

JEAN WETZ.

Allemagne fédérale

Cherchant à prendre de vitesse ses principaux concurrents

M. KOHL SE PORTE CANDIDAT DE LA C.D.U. A LA CHANCELLERIE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Se retirant à de « nombreuses conversations à l'intérieur du parti », M. Biedenkopf, secrétaire général de la C.D.U., comme candidat chancelier de l'opposition.

Un accord tacite liait les différents candidats pour que la décision fût reportée au lendemain des élections régionales de Rhénanie-Westphalie et de Sarre, le 4 mai prochain. En se déclarant ouvertement candidat, par l'intermédiaire de son plus proche collaborateur, M. Kohl a cherché à prendre de vitesse ses principaux concurrents, M. Stöckert, Carstens et Strauss. En fait, la candidature de M. Kohl qui devra être confirmée par une réunion commune des instances dirigeantes de la C.D.U. et de la C.S.U. puis par le congrès de la démocratie chrétienne, paraissait certaine depuis son succès aux élections de Rhénanie-Palatinat, la relative défaite de M. Stöckert au Schleswig-Holstein et les débordements verbaux de M. Strauss qui lui ont aliéné bien des soutiens.

M. Kohl n'est cependant pas au bout de ses peines. Il va devoir se battre encore au sein de son parti pour imposer ses conceptions modérées et pour s'entourer d'hommes de confiance. Comme on le remarque dans le parti social-démocrate, M. Strauss « pourrait faire passer à M. Kohl son renoncement à la candidature ». Le président de la C.S.U. bavaroise, qui soutiendrait en cas de victoire en 1976, les affaires étrangères ou les finances, veut en effet placer nombre de ses amis dans l'équipe qui se présentera aux élections. La C.S.U. a déjà montré qu'elle n'était pas dédaignée à se laisser mettre devant le fait accompli en déclarant que la proposition de M. Biedenkopf était « une affaire interne de la C.D.U. ». Si l'entourage du candidat-chancelier se trouvait truffé de partisans de M. Strauss, M. Kohl affronterait M. Helmut Schmidt dans des conditions plus difficiles. — D. V.

AUX ELECTIONS

Les élections du 25 avril ont été marquées par une participation record de 91,74 %. Les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

MADRID : un encouragement pour une évolution vers la démocratie en Espagne

Les élections du 25 avril ont été marquées par une participation record de 91,74 %. Les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

Les élections du 25 avril ont été marquées par une participation record de 91,74 %. Les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

Les élections du 25 avril ont été marquées par une participation record de 91,74 %. Les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

Les élections du 25 avril ont été marquées par une participation record de 91,74 %. Les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

Les élections du 25 avril ont été marquées par une participation record de 91,74 %. Les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

Les élections du 25 avril ont été marquées par une participation record de 91,74 %. Les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

Les élections du 25 avril ont été marquées par une participation record de 91,74 %. Les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

Les élections du 25 avril ont été marquées par une participation record de 91,74 %. Les résultats partiels et officiels communiqués lundi par le ministère portugais de l'Information :

Total des inscrits : 6 172 437 ;
Total des communes : 4 027 ;
Total des districts : 22 ;
Electeurs inscrits dans les communes dépouillées : 5 917 035 ;
Nombre de votants dans les communes dépouillées : 5 428 078 ;

pour une société dialoguée

Jacques ATTALI

la parole et l'outil

Si l'outil devient libérateur de la parole, il y a une voie vers l'abondance, dans un sens radicalement neuf, avec une économie politique complètement différente.

Un volume de 248 pages 35F

Economie en Liberté

puf

Jean P. ...

HISTOIRE DU PHENOMENE STALIN

Le premier livre de la collection "L'histoire du monde" de la PUF.

Par Jean P. ...

EUROPE

AUX ÉLECTIONS PORTUGAISES

une grande victoire », tandis que « les extrémistes, et notamment les communistes », subissaient « une défaite sensible ». M. Willy Brandt, président du parti social-démocrate, ancien chancelier, a adressé un télégramme de félicitation à M. Mario Soares.

● A ROME, tous les quotidiens ont consacré leurs gros titres aux élections portugaises, souvent appréciées en fonction de la situation politique italienne. « Non au compromis historique entre communistes et militaires », écrit « Il Popolo », organe de la démocratie chrétienne. « L'Unità », organe du P.C.I., estime que c'est la gauche tout entière qui l'a emporté au Portugal et souhaite la réalisation

d'une « unité entre toutes les forces qui visent au progrès et à la transformation démocratique de la société portugaise ».

● A LONDRES, la presse se réjouit de « l'échec des communistes au Portugal », selon le titre du conservateur « Daily Telegraph ». « Les perspectives des militaires de transformer leur pays en Cuba ibérique semblent être nettement affaiblies », écrit le « Sunday Times » (indépendant) estimant, quant à lui, que le résultat du scrutin du 25 avril « doit être considéré comme l'expression de l'opinion des électeurs sur la façon radicale dont le Mouvement des forces armées a rempli son programme ».

● A PARIS, M. Louis Mermeas, secrétaire national du parti socialiste, a déclaré :

« Le succès considérable remporté par le parti socialiste portugais prouve l'aptitude des socialistes à représenter les aspirations populaires dans une période de grande transformation et dans un contexte proprement révolutionnaire. L'enracinement de la démocratie socialiste dans le peuple portugais constitue un grand encouragement pour l'avenir. Bien que la situation politique soit encore loin d'être entièrement dénouée à Lisbonne, les socialistes de toute l'Europe occidentale salueront dans cette première victoire le gage d'une reconnaissance qui dépasse les frontières du seul Portugal. »

MADRID: un encouragement pour une évolution plus rapide vers la démocratie en Espagne

De notre correspondant

Madrid. — « Les socialistes ont gagné au Portugal », « Le Portugal a voté anticomuniste », « Le Portugal en faveur du centre », « Le Portugal veut un socialisme modéré » : telles sont les manchettes avec lesquelles la presse espagnole a commenté le résultat des élections portugaises du 25 avril. Les journaux ont dû réaliser des prodiges afin d'expliquer comment un pays qui, selon eux, était, vingt-quatre heures avant les élections, en plein chaos et sous la coupe des communistes et du Mouvement des forces armées, a accordé ses suffrages au centre gauche avec la « plus stricte neutralité » des forces armées, « donnant ainsi un exemple de civisme inconnu dans la plupart des pays européens ».

Les élections portugaises représentent un test pour les Espagnols, et le phénomène portugais pourrait, dans d'autres conditions, se reproduire en Espagne le jour où disparaîtrait le général Franco. Le triomphe de la modération au Portugal peut, en effet, provoquer une évolution plus rapide de l'Espagne vers la démocratie. L'un des commentateurs politiques de la presse madrilène remarque, non sans amertume : « Le résultat des élections portugaises signifie que, l'Espagne perd de son importance à l'égard de l'O.T.A.N. » Une victoire communiste au Portugal aurait eu, en effet, pour conséquence, selon les ultras du franquisme, l'entrée de l'Espagne dans l'axe atlantique, ainsi que la continuité du régime espagnol sans modification de sa structure politique.

La gauche ne cache pas sa satisfaction. Le professeur Enrique Tierno Galvan, dirigeant du Parti socialiste populaire (P.S.P.), déclare : « Le peuple portugais, considéré comme analphabète, a démontré qu'il était politiquement plus mûr que la classe politique salazariste. »

Ces résultats ont également permis de mieux voir les positions respectives du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), reconnu par l'Internationale socialiste, et du P.S.P. (petite fraction socialiste, qui fait partie, lui, de la junte démocratique d'Espagne, largement contrôlée par le parti communiste) dans leurs rapports avec le P.C.E. En partant de l'hypothèse, partagée par un grand nombre d'Espagnols, que des élections libres en Espagne aboutiraient à des résultats semblables à ceux du Portugal, les dirigeants du P.S.O.E. déclarent : « Le dogmatisme du parti communiste portugais, à propos des autres partis portugais et des libertés démocratiques, a dû peser sur les décisions de l'électorat le 25 avril. » Le professeur Paul Morero, un des dirigeants du parti socialiste populaire, déclare de son côté : « Je suis surpris par le pourcentage relativement faible obtenu par le parti communiste portugais. Cela est sans doute dû à ses prises de position, qui n'ont pas été réalistes et qui se sont éloignées des positions prises par d'autres partis communistes d'Europe occidentale. »

JOSÉ ANTONIO NOVAIS.

WASHINGTON: enfin une bonne nouvelle

De notre correspondant

Washington. — « Enfin une bonne nouvelle. » Ce propos entendu à plusieurs reprises traduit bien le sentiment prédominant de soulagement éprouvé ici, devant les résultats des élections portugaises. Plus encore que la victoire attendue de ce qu'on appelle les « modérés », la forte participation électorale est considérée comme une indication positive la plus encourageante du scrutin. On note que la congrégation de « modérés », donnée par certains éléments du Mouvement des forces armées, n'a été suivie que par 7 % environ du corps électoral. En démentant ceux qui déclaraient que les Portugais n'étaient pas prêts pour la démocratie, les électeurs ont ainsi fait preuve d'une maturité politique remarquable et inattendue après quarante ans d'obscurantisme politique.

Une des principales leçons du scrutin, dit-on, est qu'il a porté un coup d'arrêt aux communistes, démontrant ainsi que l'adhésion vers l'extrême gauche n'est pas irréversible. Ces motifs de satisfaction sont compensés, cependant, par un certain nombre de craintes. Certes, les militaires au pouvoir peuvent difficilement ignorer la volonté populaire, mais ils ne manquent pas, non plus, d'arguments ni de moyens pour

l'escamoter. En tout état de cause, le succès de la gauche démocratique ne va entretenir le conflit de tendances au sein du M.F.A., sans qu'on puisse encore présumer de l'issue de la lutte entre modérés et extrémistes. Les futures relations entre la Constituante et le M.F.A. représentent également une incertitude majeure. Enfin, les difficultés économiques grandissantes seront, pense-t-on, exaspérées par les communistes toujours prompts à dénoncer l'« électoralisme » (lorsque le vote populaire leur est défavorable) pour passer à l'action directe.

Ces préoccupations expliquent la prudence des officiels pour qui le scrutin du 25 avril justifie l'attitude très discrète prise par Washington au cours de la campagne électorale. Après comme avant les élections, le gouvernement américain, dit-on, a tout intérêt à ne pas sortir de sa réserve, à s'abstenir de toute déclaration de soutien et de sympathie en faveur de Mario Soares, ce qui pourrait lui être défavorable. Dans ces conditions, une initiative des Européens serait souhaitable, pour apporter aux modérés portugais un soutien économique, faute de quoi leur succès électoral risquerait d'être compromis.

HENRI PIERRE.

L'ex-général Spínola dénonce « l'implantation d'un régime totalitaire sous couverture démocratique »

L'ex-général Spínola s'est rendu secrètement à Paris et à Bruxelles, a déclaré le général Otelo de Carvalho, responsable du Copcon, l'organisme de coordination des forces de sécurité au Portugal, dans une interview publiée dimanche 27 avril par « O Seculo ». L'ancien président de la République aurait fait ce voyage dans la semaine du 14 au 20 avril. L'annonce coïncide en effet avec l'arrivée le lundi 14 avril dans les milieux portugais bien informés de la capitale française, que le général Spínola était à Paris.

Le journal brésilien à grand tirage « O Dia » a, d'autre part, annoncé que l'ancien président portugais pourrait prochainement quitter Rio-de-Janeiro pour s'installer en France. Cette décision serait motivée par les restrictions que lui impose

son statut de réfugié politique. L'ambassadeur du Portugal à Brasilia a, par exemple, effectué une démarche de protestation auprès du gouvernement brésilien après la déclaration faite, le 23 avril, par le général Spínola, selon laquelle le rapport du M.F.A. sur la tentative de coup d'État du 11 mars était « un modèle de fausseté » (« Le Monde », 25 avril).

L'ancien président s'est refusé à commenter l'information d'« O Dia ». Interrogé par l'Agence France-Presse, il s'est borné à déclarer qu'il se considérait « comme une personne libre, pouvant voyager où et quand elle le voulait ». L'exilé, cependant, ne cache pas, en privé, son désir de chercher asile dans un pays où il aurait « la liberté de s'exprimer », et que Paris serait le meilleur endroit possible.

De notre correspondant

déjà fixés il y a un an, répète le mouvement militaire qui milite au régime républicain. Intervenus pour remettre de l'ordre dans le

Rio de Janeiro. — C'est aux officiers qui l'ont suivi dans son exil que l'ex-général Spínola a fait ses premiers commentaires sur les élections du 25 avril. Selon lui, le peuple portugais a montré qu'il « n'était ni du côté du M.F.A. ni du côté des communistes, puisqu'il a répondu de façon peu significative aux consignes de vote en blanc lancées par certains militaires, dont le premier ministre, le général Vasco Gonçalves, et que les communistes ont obtenu des voix sortant minoritaires du scrutin ».

Désormais, selon le général, il n'y a plus que deux possibilités : ou le gouvernement de Lisbonne revient en arrière, et aligne le Portugal sur les autres démocraties occidentales, conformément aux premières orientations de la révolution du 25 avril. Ou il confesse devant le monde entier que les élections n'ont été qu'une mascarade. Ce qui se passe là-bas, c'est l'implantation d'un régime totalitaire sous couverture démocratique.

Le général ajoute dans ses commentaires que le M.F.A., en ne quittant pas le pouvoir dans les

Arabie Saoudite

LA VISITE DU CHAH D'IRAN CONSACRE LA SUPRÉMATIE MILITAIRE DE TEHRAN DANS LE GOLFE PERSIQUE.

(De notre envoyé spécial.)

Riad. — La visite officielle de quarante-huit heures que le chah d'Iran fait en Arabie Saoudite à partir de ce lundi 28 avril est considérée ici comme un événement capital, car on s'attend qu'elle mettra fin à la sourde rivalité qui opposait depuis quelques années et singulièrement depuis le départ des Britanniques de la région, en 1970 — les deux principales puissances riveraines du golfe Persique. Le chah d'Iran, en outre, se rendait à l'occasion de la célébration de la révolution du 25 avril. Il se confesse devant le monde entier que les élections n'ont été qu'une mascarade. Ce qui se passe là-bas, c'est l'implantation d'un régime totalitaire sous couverture démocratique.

DE LISBONNE A COLOMBES...

Dans ce café de la porte de Clignancourt, où des travailleurs portugais ont l'habitude de se réunir, on a moins parlé, durant ce week-end, des élections que de la victoire du « onze » de football, samedi à Colombes, aux dépens de l'équipe de France.

Est-ce, à vrai dire, parce qu'ils n'ont pas ou parce qu'ils en sont plus ou moins empêchés ? Dans un communiqué publié dimanche soir 27 avril, la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), dont le bureau national s'est réuni ce week-end, dénonce en tout cas « les entraves que les autorités portugaises ont mises à l'émigration portugaise pour participer aux événements de leur pays ». Elle affirme, notamment, que les travailleurs portugais ont été limités à la liberté d'expression accordée aux étrangers en France, que l'accès au territoire français a été interdit à des militants venus du Portugal et que « des manœuvres d'intimidation sont fréquemment exercées ».

Dans cet établissement de la porte de Clignancourt, Antonio, 32 ans, ouvrier du bâtiment, consent seulement à dire que des élections ne l'a pas surpris. « Tout le monde ici, dit-il, s'attendait à la victoire de Mario Soares ». Quant au relatif échec des communistes, un camarade d'Antonio glisse : « Peut-être que le peuple portugais, qui votait librement pour la première fois depuis cinquante ans, a eu peur de tomber dans une autre dictature. »

Intervenant enfin sur la future attitude de l'armée, les deux ouvriers portugais prétendent que les militaires n'ont pas eu l'air étonnés et qu'ils ont même applaudi après avoir vu les résultats recueillis, dans les tribunes, par le capitaine Humberto et ses camarades : ils étaient, samedi, à Colombes, pas à Lisbonne... M. C.

En recevant, à titre officiel, le souverain persan, le roi Khaled reconnaît en quelque sorte la suprématie militaire iranienne dans le golfe Persique. Ce que son prédécesseur n'avait pas osé faire. La position du nouveau souverain saoudite est dictée par la stricte prise en considération des réalités. Certes, l'Arabie Saoudite est plus riche que l'Iran (412 millions de tonnes de pétrole en 1974, contre 301 millions de tonnes), mais sa population est au moins deux fois inférieure à celle de son voisin, et surtout ses troupes ne sont pas comparables tant pour le nombre que pour l'équipement et l'entraînement, avec l'armée impériale. Les budgets militaires des deux pays sont l'un et l'autre considérables (pour l'exercice 1974-1975, plus de 10 milliards de francs en Iran et près de 10 milliards de francs en Arabie Saoudite), mais il est hors de question que les forces armées saoudiennes puissent dans les années à venir équilibrer celles de l'Iran.

L'accroissement de la présence soviétique dans l'océan Indien et la mer Rouge, que laisse pressager la prochaine réouverture du canal de Suez et que facilitent les bonnes dispositions d'Aden et de Mogadiscio à l'égard du Kremlin, sont une bonne raison de se rapprocher pour le moment saoudien et l'empereur d'Iran. En se prêtant à cette « consécration » de la puissance iranienne, le roi Khaled dépose l'immémorial antagonisme arabo-persan et confère une plus grande force au « syndicat » des têtes couronnées du Proche-Orient.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

M. PONIAWSKI FAIT « TROIS CONSTATATIONS »

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a fait « trois constatations », samedi 26 avril, sur Radio-France, au cours de l'émission « 13-14 » :

- 1) Le scrutin s'est déroulé dans le calme, ce qui est la preuve d'une maturité politique du peuple portugais ;
- 2) Le vote blanc, préconisé par les forces armées, a été très limité (11 %) ;
- 3) L'effacement de l'image de marque du parti communiste soutenu aux élections.

M. Poniatowski a ajouté : « Les forces armées ont annoncé qu'elles ne voulaient pas être contraintes par les résultats électoraux. Elles ont laissé les civils prendre le pouvoir alors que ce sont les extrémistes qui recrutaient la majorité. C'est la question que l'on peut se poser. »

(1) N.D.R. — Il n'est pas exact que le vote blanc ait été préconisé par les forces armées. A la suite d'interprétations données par divers journaux à la précédente déclaration, le commandant Jorge Correira, ministre de l'Intérieur, avait déclaré le 15 avril : « Le vote blanc n'est pas le vote M.F.A. » (« Le Monde » du 16 avril.)

PROCHE-ORIENT

La visite du ministre des affaires étrangères israélien à Paris

M. Ygal Allon, ministre israélien des affaires étrangères, est arrivé ce lundi matin 28 avril à Paris pour une visite officielle de cinq jours. M. Allon doit, avant, dans la matinée et dans l'après-midi, des entretiens avec M. Sauvagnargues, qui offrira un dîner en son honneur. Le vice-premier ministre israélien s'entretiendra mardi matin avec M. Chirac et sera reçu dans l'après-midi par le président Giscard d'Estaing.

Un soldat-paysan de Galilée

L'hôte que la France reçoit présente cette caractéristique assez rare parmi les dirigeants israéliens de ne pas situer le lieu de sa naissance dans une bourgade de la grande Russie ou dans un village de l'Empire austro-hongrois. Son enfance a été marquée par aucun souvenir de pogrom.

A l'instinct, il se brouille avec Ben Gourion, qui a décidé d'incorporer le Palmach dans l'armée nationale et de mettre un terme à l'existence de ces brigades à la coloration politique trop marquée. Presque tous les chefs du Palmach se retrouvent dans le parti Ahdouth Haavoda (l'Unité du travail), qui se situe à la gauche du parti de Ben Gourion, le Mapai. Après des études à l'université d'Oxford, Ygal Allon revient en Israël et se fait élire à la Knesset en 1954. En 1957, il s'oppose violemment à la décision de Ben Gourion d'évacuer le Sinaï et Gaza sous la pression conjuguée des Russes et des Américains. En 1961, il devient ministre du travail, et, en 1967, il est vice-premier ministre et prend la portefeuille de l'intégration des immigrants, puis, en 1969, celui de l'éducation. En 1974, dans le cabinet Rabin, il est toujours vice-premier ministre et remplace M. Abba Eban aux affaires étrangères.

Ygal Allon ne s'est entendu reprocher aucune des « négligences » qui ont entraîné le traumatisme de la guerre d'octobre 1973. Il fait figure de modéré, du gouvernement actuel. Un plan prévoyant la restitution de la Cisjordanie, à l'exception d'une ceinture de sécurité le long du Jourdain, porte son nom, mais ne paraît avoir suscité de l'intérêt que dans une faible partie de l'opinion israélienne.

C'est un robuste Galiléen, soldat et paysan, au regard clair et au visage bruni, qui a fait lundi son entrée sous les lambris du Quai d'Orsay. Il vient expliquer à la vieille Europe comment et pourquoi, dans un moment d'une gravité exceptionnelle pour lui, son pays a dû dire non, même aux Américains.

ANDRÉ SCÉMANA.

Jean Elleinstein

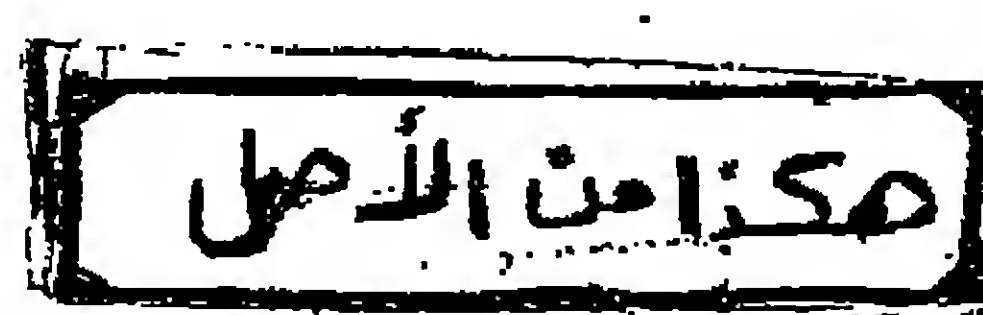
HISTOIRE DU PHENOMENE STALINIEEN

« Le Phénomène stalinien vu par un communiste... Livre dense, clair et, dans l'ensemble, véridique. »
ANDRÉ FONTAINE — *Le Monde*

« Une espèce d'événement. »
GEORGES SUFFERT — *Le Point*

« Pour la première fois peut-être, un communiste français prétend parler « objectivement » et librement du phénomène stalinien. »
PAUL-MARIE DE LA GORCE — *Le Figaro*

Grasset



Jamica
84, bd du Montparnasse,
75014 PARIS
présente la
**ligne
roset**
à la Foire de Paris
du 26 avril au 11 mai
Section aménagement
Rd. 5 - Allée D - Stand 12

**Demain l'été...
des
sites d'exception**
- PUGNOCHIUSO - PUGLIA
La côte sauvage de l'Italie
- LES TRULLI - PUGLIA
Les charmes de l'Italie baroque
- PUNTA ALA
La plage la plus privée de Toscane
- M'DIQ
Le Maroc en famille
- LE CORBIER Savoie
Sports et montagne

**POUR DES VACANCES
INTELLIGENTES**
TOURESTEL
30, Av. de Friedland Paris 8°
Tél. 755 95 31 / 227 44 78

**EXPOSITION
DE MATÉRIEL DIDACTIQUE
DE LA R.D.A.**



Sélection d'appareils pour la physi-
que, la biologie et l'enseignement
audio-visuel.
Visitez notre exposition
Itinérante à :

PARIS
Boulevard Richard Lenoir
Mardi 28 et Mercredi 30 Avril
de 9 à 12 h et de 14 à 18 h
Pour tous renseignements :
COMPAGNIE GÉNÉRALE DE PHYSIQUE
48, boulevard de la Bastille
75012 PARIS - Tél. : 344.12.34

SOLDES
**PLUS DE
1000 ROULEAUX**
**APPORTEZ
VOS DIMENSIONS**
**MONDIAL
MOQUETTE**
**POUR
LES FÊTES**
**OPERATION
POSE**
**SANS SUPPLEMENT
DE PRIX**

**POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES
SUPERIEURES A 1000F PASSEES AVANT DIMANCHE
4 MAI A 20H SUR PRESENTATION DE CETTE ANNONCE**

**ET TOUJOURS...
LES PRIX. LA QUALITE. LE STOCK**

Tous nos dépôts n'ont pas le même
stock. Ce que vous ne trouvez pas
dans l'un, se trouve sûrement dans
un autre.

FOSSÉ SURVILLIERS : 1ère industrielle
de France - Pres. G. SUD. Tél. 471.05.42
PARIS 13° : 40, Quai d'Austerlitz, face
au d'Austerlitz, Tél. 331.72.39
MAISON ALFORT : 123, rue Jean
Jaures, R.N. 5. Tél. 308.44.70
PARIS 14° : 50, bd Jourdan,
35 avenue d'Orléans, Tél. 336.36.52
SARCELLES : 25, av. de la Division
Leclerc, R.N. 19. Tél. 950.06.77

**OUVERT 7 jours de 9 h à 21 h
OUVERT dimanche de 9 h à 20 h**
PARIS 19° : 143, bd de la Villette, 13
Quai Faidherbe et J. Jaures, Tél. 203.00.28
BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni,
Tél. 605.45.12
COIGNIERES (N 101) : pres Trappes,
route du Pont d'Asnières, Tél. 961.20.12
SAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 m
des Lilas, Tél. 858.16.46

EUROPE

Tchécoslovaquie

A L'OCCASION DE LA CAMPAGNE CONTRE M. DUBCEK
**Plusieurs dirigeants signalent le danger de l'« indulgence »
envers les manifestations d'« antisoviétisme »**

De notre correspondant

ceux perpétrés par les contre-
révolutionnaires au Chili, si nos
alliés socialistes les plus proches
ne nous avaient apporté en temps
opportun leur assistance interna-
tionaliste ?

On remarque surtout que les
dirigeants qui se sont exprimés
après M. Husak n'ont pas repris
l'invitation à « plier bagages »
faite par le premier secrétaire à
M. Dubcek. Certaines interven-
tions n'ont pas été moins mena-
çantes, mais la façon dont elles
sont formulées permet de s'inter-
roger sur leur véritable destina-
tion.

Que faut-il comprendre, par
exemple, lorsque M. Blahut affirme :
« Certaines personnes qui sont
responsables de cette situation
contre-révolutionnaire (de 1968)
compromettent la tolérance de
l'actuel dirigeant du parti et
croient que le peuple tchèque
a oublié leurs activités subver-
sives » ? On lorsque M. Hoffmann
déclare : « Nous nous en o-
bène l'indulgence envers les
expressions de l'opportunisme, de
l'anticommunisme et de l'antisov-
iétisme. Dans l'esprit des auteurs
de ces propos, cette « indulgence »
et cette « tolérance » sont-elles
encore souhaitables ?

Isoler les exilés

Pour annuler l'opposition
dubcekiste, M. Husak est partisan
d'employer des méthodes poli-
tiques. En est-il de même de tous
ceux qui l'entourent ? Et que
ferait le premier secrétaire si,
d'ici quelque temps, M. Dubcek se
manifestait de nouveau ?

La résurgence du « cas Dubcek »
est d'autant plus inopportune
pour les dirigeants de Prague
qu'une campagne à double objectif
se développe depuis plusieurs
mois. D'une part, il s'agit de
démontrer que les plans d'écou-
lement moral de la Tchécoslovaquie
ont échoué, comme le montrent
les visites de M. Waldheim, des
ministres ouest-allemands, danois
et autrichiens des affaires étran-
gères ou les déplacements à
l'étranger — en France notam-

ment — de M. Choupeck, chef de
la diplomatie tchécoslovaque. Or
la polémique engagée par M. Mu-
sak avec M. Palme, premier
ministre suédois, à propos de
l'affaire Dubcek, cadre mal avec
ces efforts.

D'autre part, il faut isoler les
opposants en les faisant passer
pour un ramassis d'exilés coupés
des réalités de leur pays et sym-
patisant aussi bien avec les
maoïstes et les « revanchards »
allemands qu'avec la junte chi-
lienne. Le début de cette cam-
pagne peut être situé au mois de
novembre dernier : le 14, la presse
publiait les déclarations d'un
agent des services de renseigne-
ments tchécoslovaques, Erwin
Marak, sur « le profond abîme
moral dans lequel se trouvent les
émigrés dits « politiques » à
l'Ouest ». Entre autres révélations,
cet agent affirmait : « Il est évi-
dent que les émigrés tchèque-
slovaques réalisent un changement en Tchéco-
slovaquie, même au prix d'une
troisième guerre mondiale. »

Un symposium, tenu à la mi-
décembre à Bratislava sur « les
activités anticomunistes » des
émigrés, a confirmé l'intérêt porté
en hauts lieux au problème. Cette
rencontre avait conclu à « la crise
morale et politique » de l'émigra-
tion. Ce point de vue peut-il en-
core être maintenu ? En voyant
aux gémonies, aux côtés de
M. Dubcek, M. Jiri Pelikan, le
coordonnateur de l'opposition so-
cialiste en exil, M. Husak et ses
amis n'ont-ils pas implicitement
reconnu le rôle politique joué par
l'ancien directeur de la télévision
de Prague ?

La politique de la main tendue,
résumée lors de la dernière
réunion du comité central, en
novembre dernier, n'a pas été
sans résultat : depuis le début de
l'année, deux écrivains de premier
plan, Bohumil Hrabal, le « prince
des poètes » tchécoslovaques, et
Jiri Stolic, se sont ralliés avec
éclat au régime. Mais cette poli-
tique continue de distinguer entre
les « démocrates » et les « dé-
serteurs » et renégats » que
restent, aux yeux de M. Husak,
M. Dubcek et Pelikan.

MANUEL LUCBERT.

**OUVERTURE
AVRIL 1975**

**VACANCES
A DEAUVILLE***

1=2

**Avec l'acquisition d'un mois de haute
saison (mai, juin, juillet, août, septembre)
nous vous offrons gratuitement
un mois de moyenne saison.**

Exemple de prix pour un studio
de 4 personnes :
mai + avril 26.400 F
juin + mai 27.200 F
septembre + octobre 24.000 F

• Au « CASTEL NORMAND »,
vous bénéficiez des services hôte-
liers : petit déjeuner, repas froids,
entretien journalier, réservations,
salons de détente, etc.

• Au « CASTEL NORMAND »,
vous payez seulement le temps
de séjour dont vous profitez ple-
nement.

• Au « CASTEL NORMAND »,
virez *** étoiles!

CRÉDIT JUSQU'À 70 %
* en plein centre, à 200 m du casino.
54, rue du général Leclerc. Visitez sur place tous les jours.
Réalisation PRODOMO S.A. et JACQUES BOITARD

Bon pour une documentation gratuite
en couleurs. A envoyer à : PRODOMO
S.A., 7 place de Valois 75001 Paris -
Tél. : 231.80.36 + 233.85.45 +.

Nom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____
Tél. : _____

CAPEL habille en long comme en large

70 tailles en prêt-à-porter - Magasin principal : 74 bd de Sébastopol Paris 3°, 272.25.09 - Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse Paris 15°, 538.73.51

Publicité

savez vos cheveux...

Si vous vous alarmez parce que vos cheveux tombent au brossage ou sponta-
nément parce qu'ils sont trop gras, trop secs ou cassants, parce que vous
n'arrivez pas à vous débarrasser de vos pellicules, vous avez raison.
Ces manifestations sont les signes habituels d'une mauvaise santé de votre
cuir chevelu. Celui-ci, agacé constamment par la pollution atmosphérique ou
une hygiène inadéquate, réagit par une régénération naturelle du cheveu.
Cependant, ce déséquilibre permanent finit par amoindrir cette défense et cela
se traduit par les signes qui vous inquiètent. Cette dégradation n'est pas
irréversible, il existe en effet, un INSTITUTEUR spécialisé dans la correction de ces
troubles. A l'INSTITUT CAPILLAIRE, après une étude minutieuse de votre cuir
chevelu, nous vous dirons objectivement si nous pouvons enrayer la perte de
vos cheveux.

Des applications appropriées vous seront proposées afin de corriger et éliminer
les désordres locaux pour obtenir une repousse du cheveu sain.

Si votre problème ne relève pas de la compétence de l'INSTITUT CAPILLAIRE,
nous vous le dirons car nous avons l'habitude d'obtenir des résultats positifs.

**INSTITUT CAPILLAIRE
BRIDGE CAP**

75008 - PARIS - 116^{bis} Champs-Élysées tel. 1.225 59 49
1 rue Lord Byron

AIX-EN-PROVENCE - ANGERS - CLERMONT-FD - DIJON - LIMOGES - MARSEILLE - MONTPELLIER - NANTES - NICE - RENNES - TOULON - TOURS

en plein centre des villes

Obtenir de l'avis et vendre :
11 h - 20 h

Limoges (89) 82.45.37
Marseille (91) 33.21.60
Montpellier (67) 72.61.56
Nantes (40) 71.74.55

Nice (93) 87.11.18
Rennes (94) 92.60.34
Tours (47) 20.33.60

consultez l'annuaire
Samedi
9 h - 13 h.

**decouvrez
la CORSE**
mieux qu'en été

L'île - montagne
Une terre de contrastes, des paysages
de 1.500 m. Des fonds de pins, de châtaigniers,
de maquis et de champs. Des torrents, des jacs
de montagne, le tout par 1000 km de côtes rocheuses,
sur de longues plages de sable fin.

L'île en fleurs
Fin de l'été, le paysage offre une variété de
couleurs, les fleurs des champs, des champs,
et le parfum des pins, des pins.

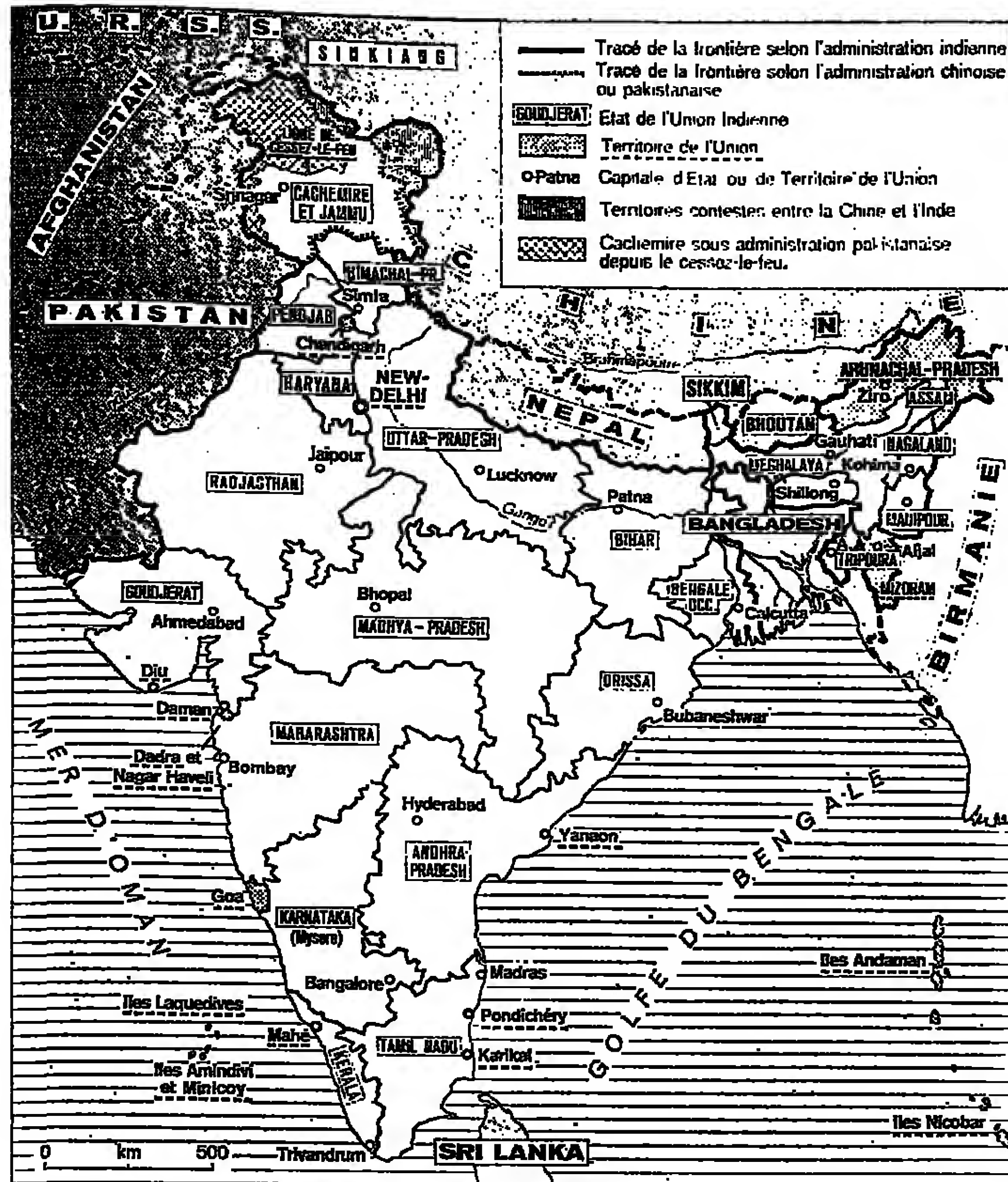
Une nature préservée
Une nature préservée et accueillante, une nature
qui vous offre une grande variété de paysages,
de paysages de nature, de paysages de nature.

Un certain style de vacances
Un certain style de vacances, un certain style de
vacances, un certain style de vacances.

Des conditions étudiées
Des conditions étudiées, des conditions étudiées,
des conditions étudiées, des conditions étudiées.

LES SEJOURS DECOU
quelques exemples résumés
Séjour de 8 jours - 100 000 F
Séjour de 10 jours - 120 000 F
Séjour de 12 jours - 140 000 F
Séjour de 14 jours - 160 000 F
Séjour de 16 jours - 180 000 F
Séjour de 18 jours - 200 000 F
Séjour de 20 jours - 220 000 F
Séjour de 22 jours - 240 000 F
Séjour de 24 jours - 260 000 F
Séjour de 26 jours - 280 000 F
Séjour de 28 jours - 300 000 F
Séjour de 30 jours - 320 000 F
Séjour de 32 jours - 340 000 F
Séjour de 34 jours - 360 000 F
Séjour de 36 jours - 380 000 F
Séjour de 38 jours - 400 000 F
Séjour de 40 jours - 420 000 F
Séjour de 42 jours - 440 000 F
Séjour de 44 jours - 460 000 F
Séjour de 46 jours - 480 000 F
Séjour de 48 jours - 500 000 F
Séjour de 50 jours - 520 000 F
Séjour de 52 jours - 540 000 F
Séjour de 54 jours - 560 000 F
Séjour de 56 jours - 580 000 F
Séjour de 58 jours - 600 000 F
Séjour de 60 jours - 620 000 F
Séjour de 62 jours - 640 000 F
Séjour de 64 jours - 660 000 F
Séjour de 66 jours - 680 000 F
Séjour de 68 jours - 700 000 F
Séjour de 70 jours - 720 000 F
Séjour de 72 jours - 740 000 F
Séjour de 74 jours - 760 000 F
Séjour de 76 jours - 780 000 F
Séjour de 78 jours - 800 000 F
Séjour de 80 jours - 820 000 F
Séjour de 82 jours - 840 000 F
Séjour de 84 jours - 860 000 F
Séjour de 86 jours - 880 000 F
Séjour de 88 jours - 900 000 F
Séjour de 90 jours - 920 000 F
Séjour de 92 jours - 940 000 F
Séjour de 94 jours - 960 000 F
Séjour de 96 jours - 980 000 F
Séjour de 98 jours - 1 000 000 F
Séjour de 100 jours - 1 020 000 F
Séjour de 102 jours - 1 040 000 F
Séjour de 104 jours - 1 060 000 F
Séjour de 106 jours - 1 080 000 F
Séjour de 108 jours - 1 100 000 F
Séjour de 110 jours - 1 120 000 F
Séjour de 112 jours - 1 140 000 F
Séjour de 114 jours - 1 160 000 F
Séjour de 116 jours - 1 180 000 F
Séjour de 118 jours - 1 200 000 F
Séjour de 120 jours - 1 220 000 F
Séjour de 122 jours - 1 240 000 F
Séjour de 124 jours - 1 260 000 F
Séjour de 126 jours - 1 280 000 F
Séjour de 128 jours - 1 300 000 F
Séjour de 130 jours - 1 320 000 F
Séjour de 132 jours - 1 340 000 F
Séjour de 134 jours - 1 360 000 F
Séjour de 136 jours - 1 380 000 F
Séjour de 138 jours - 1 400 000 F
Séjour de 140 jours - 1 420 000 F
Séjour de 142 jours - 1 440 000 F
Séjour de 144 jours - 1 460 000 F
Séjour de 146 jours - 1 480 000 F
Séjour de 148 jours - 1 500 000 F
Séjour de 150 jours - 1 520 000 F
Séjour de 152 jours - 1 540 000 F
Séjour de 154 jours - 1 560 000 F
Séjour de 156 jours - 1 580 000 F
Séjour de 158 jours - 1 600 000 F
Séjour de 160 jours - 1 620 000 F
Séjour de 162 jours - 1 640 000 F
Séjour de 164 jours - 1 660 000 F
Séjour de 166 jours - 1 680 000 F
Séjour de 168 jours - 1 700 000 F
Séjour de 170 jours - 1 720 000 F
Séjour de 172 jours - 1 740 000 F
Séjour de 174 jours - 1 760 000 F
Séjour de 176 jours - 1 780 000 F
Séjour de 178 jours - 1 800 000 F
Séjour de 180 jours - 1 820 000 F
Séjour de 182 jours - 1 840 000 F
Séjour de 184 jours - 1 860 000 F
Séjour de 186 jours - 1 880 000 F
Séjour de 188 jours - 1 900 000 F
Séjour de 190 jours - 1 920 000 F
Séjour de 192 jours - 1 940 000 F
Séjour de 194 jours - 1 960 000 F
Séjour de 196 jours - 1 980 000 F
Séjour de 198 jours - 2 000 000 F
Séjour de 200 jours - 2 020 000 F
Séjour de 202 jours - 2 040 000 F
Séjour de 204 jours - 2 060 000 F
Séjour de 206 jours - 2 080 000 F
Séjour de 208 jours - 2 100 000 F
Séjour de 210 jours - 2 120 000 F
Séjour de 212 jours - 2 140 000 F
Séjour de 214 jours - 2 160 000 F
Séjour de 216 jours - 2 180 000 F
Séjour de 218 jours - 2 200 000 F
Séjour de 220 jours - 2 220 000 F
Séjour de 222 jours - 2 240 000 F
Séjour de 224 jours - 2 260 000 F
Séjour de 226 jours - 2 280 000 F
Séjour de 228 jours - 2 300 000 F
Séjour de 230 jours - 2 320 000 F
Séjour de 232 jours - 2 340 000 F
Séjour de 234 jours - 2 360 000 F
Séjour de 236 jours - 2 380 000 F
Séjour de 238 jours - 2 400 000 F
Séjour de 240 jours - 2 420 000 F
Séjour de 242 jours - 2 440 000 F
Séjour de 244 jours - 2 460 000 F
Séjour de 246 jours - 2 480 000 F
Séjour de 248 jours - 2 500 000 F
Séjour de 250 jours - 2 520 000 F
Séjour de 252 jours - 2 540 000 F
Séjour de 254 jours - 2 560 000 F
Séjour de 256 jours - 2 580 000 F
Séjour de 258 jours - 2 600 000 F
Séjour de 260 jours - 2 620 000 F
Séjour de 262 jours - 2 640 000 F
Séjour de 264 jours - 2 660 000 F
Séjour de 266 jours - 2 680 000 F
Séjour de 268 jours - 2 700 000 F
Séjour de 270 jours - 2 720 000 F
Séjour de 272 jours - 2 740 000 F
Séjour de 274 jours - 2 760 000 F
Séjour de 276 jours - 2 780 000 F
Séjour de 278 jours - 2 800 000 F
Séjour de 280 jours - 2 820 000 F
Séjour de 282 jours - 2 840 000 F
Séjour de 284 jours - 2 860 000 F
Séjour de 286 jours - 2 880 000 F
Séjour de 288 jours - 2 900 000 F
Séjour de 290 jours - 2 920 000 F
Séjour de 292 jours - 2 940 000 F
Séjour de 294 jours - 2 960 000 F
Séjour de 296 jours - 2 980 000 F
Séjour de 298 jours - 3 000 000 F
Séjour de 300 jours - 3 020 000 F
Séjour de 302 jours - 3 040 000 F
Séjour de 304 jours - 3 060 000 F
Séjour de 306 jours - 3 080 000 F
Séjour de 308 jours - 3 100 000 F
Séjour de 310 jours - 3 120 000 F
Séjour de 312 jours - 3 140 000 F
Séjour de 314 jours - 3 160 000 F
Séjour de 316 jours - 3 180 000 F
Séjour de 318 jours - 3 200 000 F
Séjour de 320 jours - 3 220 000 F
Séjour de 322 jours - 3 240 000 F
Séjour de 324 jours - 3 260 000 F
Séjour de 326 jours - 3 280 000 F
Séjour de 328 jours - 3 300 000 F
Séjour de 330 jours - 3 320 000 F
Séjour de 332 jours - 3 340 000 F
Séjour de 334 jours - 3 360 000 F
Séjour de 336 jours - 3 380 000 F
Séjour de 338 jours - 3 400 000 F
Séjour de 340 jours - 3 420 000 F
Séjour de 342 jours - 3 440 000 F
Séjour de 344 jours - 3 460 000 F
Séjour de 346 jours - 3 480 000 F
Séjour de 348 jours - 3 500 000 F
Séjour de 350 jours - 3 520 000 F
Séjour de 352 jours - 3 540 000 F
Séjour de 354 jours - 3 560 000 F
Séjour de 356 jours - 3 580 000 F
Séjour de 358 jours - 3 600 000 F
Séjour de 360 jours - 3 620 000 F
Séjour de 362 jours - 3 640 000 F
Séjour de 364 jours - 3 660 000 F
Séjour de 366 jours - 3 680 000 F
Séjour de 368 jours - 3 700 000 F
Séjour de 370 jours - 3 720 000 F
Séjour de 372 jours - 3 740 000 F
Séjour de 374 jours - 3 760 000 F
Séjour de 376 jours - 3 780 000 F
Séjour de 378 jours - 3 800 000 F
Séjour de 380 jours - 3 820 000 F
Séjour de 382 jours - 3 840 000 F
Séjour de 384 jours - 3 860 000 F
Séjour de 386 jours - 3 880 000 F
Séjour de 388 jours - 3 900 000 F
Séjour de 390 jours - 3 920 000 F
Séjour de 392 jours - 3 940 000 F
Séjour de 394 jours - 3 960 000 F
Séjour de 396 jours - 3 980 000 F
Séjour de 398 jours - 4 000 000 F
Séjour de 400 jours - 4 020 000 F
Séjour de 402 jours - 4 040 000 F
Séjour de 404 jours - 4 060 000 F
Séjour de 406 jours - 4 080 000 F
Séjour de 408 jours - 4 100 000 F
Séjour de 410 jours - 4 120 000 F
Séjour de 412 jours - 4 140 000 F
Séjour de 414 jours - 4 160 000 F
Séjour de 416 jours - 4 180 000 F
Séjour de 418 jours - 4 200 000 F
Séjour de 420 jours - 4 220 000 F
Séjour de 422 jours - 4 240 000 F
Séjour de 424 jours - 4 260 000 F
Séjour de 426 jours - 4 280 000 F
Séjour de 428 jours - 4 300 000 F
Séjour de 430 jours - 4 320 000 F
Séjour de 432 jours - 4 340 000 F
Séjour de 434 jours - 4 360 000 F
Séjour de 436 jours - 4 380 000 F
Séjour de 438 jours - 4 400 000 F
Séjour de 440 jours - 4 420 000 F
Séjour de 442 jours - 4 440 000 F
Séjour de 444 jours - 4 460 000 F
Séjour de 446 jours - 4 480 000 F
Séjour de 448 jours - 4 500 000 F
Séjour de 450 jours - 4 520 000 F
Séjour de 452 jours - 4 540 000 F
Séjour de 454 jours - 4 560 000 F
Séjour de 456 jours - 4 580 000 F
Séjour de 458 jours - 4 600 000 F
Séjour de 460 jours - 4 620 000 F
Séjour de 462 jours - 4 640 000 F
Séjour de 464 jours - 4 660 000 F
Séjour de 466 jours - 4 680 000 F
Séjour de 468 jours - 4 700 000 F
Séjour de 470 jours - 4 720 000 F
Séjour de 472 jours - 4 740 000 F
Séjour de 474 jours - 4 760 000 F
Séjour de 476 jours - 4 780 000 F
Séjour de 478 jours - 4 800 000 F
Séjour de 480 jours - 4 820 000 F
Séjour de 482 jours - 4 840 000 F
Séjour de 484 jours - 4 860 000 F
Séjour de 486 jours - 4 880 000 F
Séjour de 488 jours - 4 900 000 F
Séjour de 490 jours - 4 920 000 F
Séjour de 492 jours - 4 940 000 F
Séjour de 494 jours - 4 960 000 F
Séjour de 496 jours - 4 980 000 F
Séjour de 498 jours - 5 000 000 F
Séjour de 500 jours - 5 020 000 F
Séjour de 502 jours - 5 040 000 F
Séjour de 504 jours - 5 060 000 F
Séjour de 506 jours - 5 080 000 F
Séjour de 508 jours - 5 100 000 F
Séjour de 510 jours - 5 120 000 F
Séjour de 512 jours - 5 140 000 F
Séjour de 514 jours - 5 160 000 F
Séjour de 516 jours - 5 180 000 F
Séjour de 518 jours - 5 200 000 F
Séjour de 520 jours - 5 220 000 F
Séjour de 522 jours - 5 240 000 F
Séjour de 524 jours - 5 260 000 F
Séjour de 526 jours - 5 280 000 F
Séjour de 528 jours - 5 300 000 F
Séjour de 530 jours - 5 320 000 F
Séjour de 532 jours - 5 340 000 F
Séjour de 534 jours - 5 360 000 F
Séjour de 536 jours - 5 380 000 F
Séjour de 538 jours - 5 400 000 F
Séjour de 540 jours - 5 420 000 F
Séjour de 542 jours - 5 440 000 F
Séjour de 544 jours - 5 460 000 F
Séjour de 546 jours - 5 480 000 F
Séjour de 548 jours - 5 500 000 F
Séjour de 550 jours - 5 520 000 F
Séjour de 552 jours - 5 540 000 F
Séjour de 554 jours - 5 560 000 F
Séjour de 556 jours - 5 580 000 F
Séjour de 558 jours - 5 600 000 F
Séjour de 560 jours - 5 620 000 F
Séjour de 562 jours - 5 640 000 F
Séjour de 564 jours - 5 660 000 F
Séjour de 566 jours - 5 680 000 F
Séjour de 568 jours - 5 700 000 F
Séjour de 570 jours - 5 720 000 F
Séjour de 572 jours - 5 740 000 F
Séjour de 574 jours - 5 760 000 F
Séjour de 576 jours - 5 780 000 F
Séjour de 578 jours - 5 800 000 F
Séjour de 580 jours - 5 820 000 F
Séjour de 582 jours - 5 840 000 F
Séjour de 584 jours - 5 860 000 F
Séjour de 586 jours - 5 880 000 F
Séjour de 588 jours - 5 900 000 F
Séjour de 590 jours - 5 920 000 F
Séjour de 592 jours - 5 940 000 F
Séjour de 594 jours - 5 960 000 F
Séjour de 596 jours - 5 980 000 F
Séjour de 598 jours - 6 000 000 F
Séjour de 600 jours - 6 020 000 F
Séjour de 602 jours - 6 040 000 F
Séjour de 604 jours - 6 060 000 F
Séjour de 606 jours - 6 080 000 F
Séjour de 608 jours - 6 100 000 F
Séjour de 610 jours - 6 120 000 F
Séjour de 612 jours - 6 140 000 F
Séjour de 614 jours - 6 160 000 F
Séjour de 616 jours - 6 180 000 F
Séjour de 618 jours - 6 200 000 F
Séjour de 620 jours - 6 220 000 F
Séjour de 622 jours - 6 240 000 F
Séjour de 624 jours - 6 260 000 F
Séjour de 626 jours - 6 280 000 F
Séjour de 628 jours - 6 300 000 F
Séjour de 630 jours - 6 320 000 F
Séjour de 632 jours - 6 340 000 F
Séjour de 634 jours - 6 360 000 F
Séjour de 636 jours - 6 380 000 F
Séjour de 638 jours - 6 400 000 F
Séjour de 640 jours - 6 420 000 F
Séjour de

DU CACHEMIRE AU SIKKIM



L'Inde consolide ses positions dans les régions frontalières de la Chine

Un amendement constitutionnel faisant du Sikkim le vingt-deuxième Etat de l'Union indienne a été adopté définitivement, samedi 26 avril, par le Parlement de New-Delhi. Lors d'un référendum organisé le 14 avril de façon expéditive, qualifié de « farce » par le journal indépendant *The Hindustan Times*, et auquel le gouvernement local, se déclarant « trop occupé », n'a pas autorisé les journalistes étrangers à assister, la population — en majorité analphabète — du petit territoire himalayen avait approuvé « massivement » l'abolition de la monarchie et l'intégration de l'Etat à l'Inde.

Le Sikkim était déjà « associé » à l'Union indienne depuis septembre 1974 et représenté en conséquence, au Parlement de New-Delhi.

Cette « association » ressemblait d'ailleurs à une annexion de fait : presque toutes les décisions du gouvernement local devaient être entérinées par le tout puissant représentant de l'Inde à Gangtok, la capitale ; le chogyal, le souverain, n'eût plus appelé à jouer qu'un rôle honorifique, mais il conservait certains droits et privilèges. Ses relations avec le chef du parti quasi unique, le Congrès du Sikkim, qui avait remporté les élections en avril 1974, n'avaient cessé de se détériorer depuis deux ans, le chogyal, appartenant à la communauté autochtone Bhoutanais, aurait voulu « préserver l'identité propre » de son pays, et il souhaitait même que celui-ci prenne ses distances à l'égard de l'Inde, présente Inde. Mais il n'avait pas la moindre chance d'être écouté par le chef du Congrès du Sikkim, le vénérable Dorji — âgé de soixante-deux ans — qui n'est « rien moins qu'un « héri-oui » des Indiens », selon les propres termes de quelques-uns de ses amis politiques. M. Dorji s'était fixé de longue date pour objectif d'abattre la monarchie, vieille de plus de trois siècles, afin « d'en finir avec cet ancien régime ». En vérité, le fougueux politicien voue une grande haine au chogyal. Ce sentiment, les factions ethniques du Congrès du Sikkim recrutent l'essentiel de ses sympathisants parmi les Sikkimais d'origine népalaise, environ les trois quarts des deux cent quatre-vingt mille habitants, — un projet de réforme agraire visant à déposséder la famille royale de ses terres, ont contribué à creuser la fosse entre les deux hommes. C'est en vain que le souverain tenta de faire entendre son point de vue par Mme Gandhi ; le premier ministre indien refusa de le recevoir.

« L'autonomie » du Cachemire. Tout le monde, au Sikkim, n'a pas apprécié la hâte avec laquelle le droit a voulu détrôner le chogyal. A la mi-mars, un tiers des membres de l'assemblée locale s'étaient montrés favorables à un dialogue avec le souverain, et disposés à prendre en considération ses propositions en vue d'une réduction des pouvoirs du représentant local de l'Inde. Conscients, d'autre part, des réactions peu encourageantes suscitées l'année dernière par l'« association » du Sikkim à l'Union, les dirigeants indiens paraissent plutôt contrariés au contraire leurs positions de prudence à M. Dorji. Ont-ils craint de perdre une précieuse marionnette, ou de voir s'étendre le courant hostile à leurs initiatives ?

Des manifestations populaires contre le chogyal — ces populations arriérées sont faciles à « manipuler » — à la découverte d'un prétendu complot menaçant la vie de personnalités du parti gouvernemental, on en est arrivé à l'intervention des troupes indiennes, qui le 7 avril, ont désarmé et démantelé la garde royale, dernier rempart de la royauté. Muré dans son palais, ne disposant plus de la possibilité de communiquer avec l'extérieur — possédant la seule radio amateur du pays, il avait lancé un véritable S.O.S. lorsque sa garde était aux prises avec les soldats indiens, — le souverain est maintenant « protégé » par ceux-ci, pratiquement déchu et appelé à connaître le sort des anciens maharajahs.

En réglant une fois pour toutes, et à sa manière, en février, le problème de souveraineté dans « son » Cachemire, l'Inde a également montré son souci de « stabiliser » la situation politique dans toutes les régions frontalières, dont le découpage est hérité de l'empire britannique des Indes.

New-Delhi a confié le pouvoir, à Srinagar, au chef autonomiste Abdullah et placé ainsi Islamabad devant le fait accompli. « Je crois fermement que l'avenir du Cachemire est en Inde en raison du fait que nous partageons des idéaux communs », a affirmé, avant de prendre ses fonctions, le 25 février, le nouveau chef du gouvernement du Jammu-et-Cachemire, en recommandant « l'inté-

gration définitive et irréversible » de ce territoire à l'Union indienne. Cette profession de foi a représenté une grande victoire politique pour Mme Gandhi. Mais l'arrangement auquel les Indiens sont parvenus ne règle pas le vieux contentieux — il date de plus de vingt-cinq ans du Cachemire, il le réactive au contraire. Les Indiens refusent d'en discuter avec les Pakistanais. La province sera, sans doute, pour longtemps encore partagée entre l'Inde et le Pakistan. La politique constante de New-Delhi depuis 1947 a été de garder le Sikkim, celle du Pakistan d'y réclamer une consultation dans l'espoir que sa population, à majorité musulmane, se prononcerait à un rattachement à cet Etat islamique.

Le cheikh Abdullah s'est rendu à l'évidence qu'il n'avait d'appui à attendre — dans les circonstances présentes — ni du Pakistan, ni de la communauté internationale, qui se désintéresse depuis longtemps d'une querelle qui a trop duré. New-Delhi a mis à profit les deux phénomènes.

Sans doute, les dirigeants indiens ont-ils estimé que les risques de l'entreprise étaient minimes et que ses avantages, en revanche, seraient notables. Le risque — les porte-parole des extrémistes hindous, qui critiquent toute initiative pour mettre des musulmans en avant, ne manquent pas de le souligner — est de voir d'autres populations, et notamment celles des régions de l'Inde orientale en lutte contre l'hégémonie indienne, se précipiter du précédent du Cachemire pour leur droit à l'autonomie, sinon à l'indépendance. Les avantages sont de consolider, plus qu'il n'y paraît de prime abord, l'unité nationale en Inde. Mais le nouveau gouvernement du Cachemire ne bénéficiera que d'une autonomie marginale. New-Delhi ne va pas relâcher son emprise sur cette région. Les Indiens consolident au contraire leurs positions dans toutes les régions frontalières de Chine, qui forment le glacis himalayen.

Le jeune souverain du protectorat himalayen, voisin du Sikkim, le Bhoutan, qui voulait affranchir plus largement son pays de la pesante tutelle indienne, a dû y renoncer, lorsqu'il

a été invité à New-Delhi, en décembre 1974. L'Inde continuera de « guider » sa politique étrangère et d'assurer sa sécurité. Le cas du Népal, qui est pleinement souverain, est un peu différent, mais les Indiens font preuve à son sujet de la même suspicion lorsque Katmandou affiche une trop grande indépendance ou dénonce les entraves indiennes à son commerce. Cinq ministres, dont ceux des affaires étrangères et de l'intérieur, ont quitté récemment le gouvernement népalais. Le remaniement ministériel qui a suivi s'est traduit par l'entrée dans le cabinet de personnalités qui passent pour être pro-indiennes et favorables à un resserrement des liens entre le royaume et l'Inde.

Au Mizoram, territoire de l'Union, l'assassinat de trois policiers indiens, au début de l'année, a mis en émoi les autorités. Cet attentat a rompu la trêve existant entre le Front national mizoramais — qui réclame l'indépendance — et le gouvernement d'Union. Depuis lors, des commandos de l'armée indienne « nettoient » la jungle et les monts proches de la frontière avec les incursions au Bangladesh.

New-Delhi a pris directement en charge, il y a quelques semaines, l'administration de l'Etat voisin du Cachemire, du subcontinent des langues tibéto-birmanaises, les tribus himalayennes. Si Pékin s'était contenté de reprendre les déclarations d'islamabad conduisant l'initiative indienne au Cachemire, sa réaction aux derniers développements de l'affaire du Sikkim a été plus vive : « L'expansionnisme indien manque de plus en plus de scrupules. C'est l'appui du social-impérialisme soviétique qui a rendu les expansionnistes indiens aussi hardis », a déclaré le *Quotidien du peuple*.

La Chine parle beaucoup, a répondu Mme Gandhi, mais les Chinois n'ont rien dit lorsque le Pakistan a pénétré dans la région du Cachemire sous leur contrôle. Et qu'on lui fait au Tibet ?

GERARD VRATTELLE.

découvrez la corse mieux qu'en été

VACANCES DEAUVILLE

1=2

L'île - montagne
Une terre de contrastes. Des sommets enneigés de plus de 2000 m. Des forêts de pins, de châtaigniers et de chênes. Les maquis et des vignes. Des torrents, des lacs, des rivières. Et toute proche, la mer sur 1000 km de côtes rocheuses, de calanques secrètes ou de longues plages de sable fin.

L'île en fleurs
Prélude de l'été, le printemps corse, inoubliable de couleurs et de parfums : broyères blanches, tapis fleuris des buissons de cistes, arbuscules, lauriers-roses... et la douceur des jours les plus longs.

Une nature préservée
Des habitants peu nombreux et accueillants, sans surpopulation touristique. Et à deux pas de villes animées comme Ajaccio, Bastia, Calvi, le silence, la pureté de vastes espaces libres ponctués de villages pittoresques accrochés à la montagne.

Un certain style de vacances
Retrouver le temps de vivre. Flâner, randonner, découvrir, vous distraire... et vous reposer en de confortables hôtels.

Des conditions étudiées...
Pour vous, les professionnels du tourisme, avec le concours des Compagnies AIR FRANCE, AIR INTER et TRANSMEDITER-RANÉENNE, ont mis au point des formules nouvelles :

LES SÉJOURS-DECOUVERTES
quelques exemples valables avant le 15/6

Séjour de 8 jours en hôtel (chambre + petit déjeuner) avec excursion en autocar grand tourisme, à partir de... F 545 (départ Nice - par personne sur base de deux personnes)

Week-end « avion » : A-R. avion, hôtel 1/2 pension et voiture kilométrage illimité - Paris/Paris... F 833 (par personne sur base de deux personnes)

8 jours avec votre voiture : hôtel 1/2 pension, Tour B - Nice/Calvi/Nice A-R, maritime places assises... F 980 (par personne sur base de deux personnes)

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyage habituelle, ou adressez le coupon-réponse ci-dessous au : Centre d'Information Corse A.D.T.C. 7, rue Beaulieu 75008 PARIS

COUPON-RÉPONSE

Demande de documentation sur les « SÉJOURS-DECOUVERTE »

Nom
Profession
Adresse Ville
Code postal
Centre d'Information Corse - A.D.T.C. / rue Beaulieu - 75008 PARIS

loterie nationale

tranche du gros lot

5 MILLIONS

Pris du billet : 92 F TIRAGE LUNDI 28 AVRIL Pris du 1.104.10 F

Vous qui cherchez des informations sérieuses sur l'U.R.S.S. de sources soviétiques sur les questions économiques, sociales, scientifiques, culturelles et touristiques

ABONNEZ-VOUS à

« ÉTUDES SOVIÉTIQUES »

Revue mensuelle remarquablement illustrée
1 an — 17 Fr. seulement
2 ans — 26 Fr.

An sommaire du numéro de mai :

- Des témoins racontent : le Maréchal Vassilievski, le Colonel Pavlov, l'entraîneur Choklov, Ponomarev, ancien commandant de l'Etat-major central du mouvement des partisans.
- Lettres bouleversantes de soldats soviétiques disparus.
- Autres articles : — L'U.R.S.S. au Salon du Bourget. — Ville rurale ou village de l'avenir, etc.

Cadeaux (contre cette annonce).

Abonnement 2 ans : Almanach « U.R.S.S.-75 » (document de 200 pages, indispensable à tous ceux qui étudient l'Union Soviétique).

Abonnement 1 an : Brochures : « Culture » - « Science » - « Industrie » - « L'ultima assaut ».

Jusqu'à épuisement des stocks

ETUDES SOVIÉTIQUES — 8, rue de Procy — 75017 PARIS C.C.P. Paris 1529.39

En vente dans les kiosques

Spécimen gratuit sur demande

ETUDES SOVIÉTIQUES vous attend aussi à la Foire de Paris

محکمات الامم

CONGO : LE SOCIALISME A PETITS PAS

De notre envoyé spécial
OLIVIER POSTEL-VINAY

Pays de contradictions, où les mots ont souvent plus d'importance que les réalités, la République populaire du Congo déconcerte à bien des égards (« Le Monde » daté 27-28 avril). Une atmosphère bon enfant dissimule une situation complexe et de vives tensions politiques.

Brazzaville. — Le commandant N'Goubi n'a pas pris le pouvoir par la force. Il y a été appelé en août 1968 par l'armée — auprès de laquelle il jouissait d'une grande popularité — pour combler le vide créé par la démission du chef de l'Etat, M. Massamba-Debat. Celui-ci est toujours en résidence surveillée, n'avait pas su s'imposer face aux pressions contradiatoires de l'extrême gauche et des modérés. En juillet 1968, il avait déclaré publiquement qu'il était prêt à laisser la place à « plus compétent que lui ».

La menace la plus sérieuse venait de l'extrême gauche. Depuis les « trois Glorieuses », qui cinq ans plus tôt, avaient abouti à la chute de l'autocratique abbé Fulbert Youlou, la « révolution congo-

Une certaine tolérance.

Aucune modification fondamentale n'est intervenue, en politique étrangère comme en politique intérieure. On note seulement plus de pondération et de défiance. Les relations avec l'U.R.S.S. et la France se sont stabilisées avec la révision des accords de coopération, en 1973. L'aide de l'O.P.E.S.S. à l'Algérie a été renouvelée. La Chine, Les liens avec le Zaïre ne se sont pas renforcés, mais sont placés désormais sous le signe de la coexistence pacifique. Enfin, une ouverture s'est faite vers certains régimes juxta-les frontières algériennes, comme ceux du Sénégal ou de la Côte-d'Ivoire, et une attitude encore timide des Etats-Unis.

A l'intérieur, le président N'Gouabi a engagé le processus de socialisation (dont la première phase a été la nationalisation de la SIA-Congo en 1970). L'osmose réalisée entre le parti et l'armée lui permet d'exercer une réelle autorité, qui n'est plus ouvertement contestée depuis la mort, en 1973, du lieutenant Ange Diawara (1).

« Marien N'Gouabi n'était pas un théoricien », nous dit M. Henri Lopes, son premier ministre. « Il s'est forcé à le devenir. » Etrange destinée que celle de cet ancien sous-lieutenant de l'armée fran-

laisse » n'était pas cessé de se « radicaliser ». Mais le hichu qui, à l'époque, séparait déjà les mots et les choses avait exacerbé la passion révolutionnaire chez les jeunes, auxquels on avait confié, de surcroît, une mission analogue à celle des « gardes rouges » dans la révolution culturelle en Chine. Ainsi, la jeunesse du M.N.R. convenait-elle idéal de la révolution, proclamant, à la fin des années 60, que « la révolution est la révolution », reprochant-elle avec aigreur à M. Massemba-Débat de renoncer aux nationalisations et de conserver de bonnes relations avec la France.

A son arrivée au pouvoir, le commandant N'Gouabi s'est empressé de dissoudre les mouvements de jeunes, tout en instituant, pour donner le change, un « conseil de la révolution ». Il déclara qu'il n'y avait pas « de changement à Brazzaville », ce qui parut invraisemblable à l'époque. Et, pourtant, le régime militaire n'a fait que poursuivre la politique que le pouvoir civil avait, maladroïtement, appliquée auparavant.

aise, qui est passé par Coëtquidan. Considéré comme intègre, apprécié pour son sérieux et sa bonne foi, il est persuadé que la vérité qu'il défient finira par triompher : son ambition est de convaincre.

Depuis qu'il est au pouvoir, le commandant N'Gouali mène ses concitoyens de discours en discours, parfois fort longs, dont des extraits sont massivement repris par la radio. Loin d'être de simples exercices de style, ces textes expriment une pensée sincère, sinon toujours originale. Selon sa formation, on peut les classer en trois genres : *l'idéologie* (il appelle le marxisme, indifféremment, science ou idéologie) *ne doit pas conduire à un catéchisme sans vis* ». Ses discours, où foisonnent les idées et les questions, procèdent à la fois de l'analyse socio-politique, de la philosophie, de la morale, de la religion, du respect des coutumes, du sens moralisateur et de l'anticritique la plus implacable.

L'originalité, on la trouve surtout dans une certaine tolérance. Sans doute les comploteurs sont-ils sévèrement châtiés. Mais ceux qui n'ont pas été tués les armes à la main ont été jugés publiquement, dans des procès dont les débats ont été retransmis à la radio. Les détracteurs du régime eux-mêmes admettent que les prisons ne

contenaient plus aucun prisonnier politique le 1^{er} janvier dernier. Ceux que les dirigeants considéraient comme les plus dangereux étaient alors en résidence surveillée (2). M. Pascal Lissouba, ancien premier ministre, impliqué dans l'affaire Diawara en 1973, adversaire déterminé du président N'Gouabi, est doyen de la faculté des sciences de Brazzaville et ne cache pas qu'il est le fonctionnaire le mieux payé du Congo.

Ce souci de tolérance s'exprime aussi vis-à-vis de la religion. Le cardinal Bayenda assure que l'Eglise est libre au Congo. De fait, jamais les offices n'ont été autant suivis. Les religions catholique, protestante, kibanguiste (3) et musulmane vivent en bonne intelligence avec le régime. Les chrétiens ont conservé un hebdomadaire de qualité (le seul), *la Semaine*. Tout de blanc vêtus, les deux responsables de l'Armée du salut assistent aux réceptions officielles.

« Tout non-marxiste n'est pas automatiquement réactionnaire. Il y a toute une gamme entre ces deux pôles », a dit le président dans le discours-fléuve prononcé à la séance d'ouverture du deuxième congrès ordinaire du P.C.T., en décembre dernier. Le cadre non

Une « contradiction secondaire »

Comme souvent en Afrique, les antagonismes politiques compliquent de rivalités ethniques. Dans la liste des *contradictions secondaires*¹, qui, selon le président de la République, ont entraîné la décolonisation, le tribalisme est cité en premier. Or l'arrivée au pouvoir de M. Marien Ngouabi a significatif, pour beaucoup de Français, la poursuite de la politique de la Sûreté. La colonisation française s'était appuyée sur les ethnies du Sud, Kongo et surtout Lari, qui ont subi la décolonisation. Le renversement de Fulbert Youlou, un Lari, par M. Massamba-Debat, un Kongo, avait manifesté la poursuite de la politique de la Sûreté de la région de Fort-Boussier. M. Marien Ngouabi est un Kongo, petit commerçant à M'Bohi, principal groupe ethnique du Nord traditionnellement

marxiste, s'il est « compétent et honnête », peut se rendre utile autant qu'un militant.

Ces idées ne sont pas toujours partagées par les responsables du parti. Les ministres tiennent souvent des discours très différents vis-à-vis du président contre systématiquement les postes de commandement des militaires. Au début de décembre, le ministre de l'Intérieur, M. L. L. ville, présidé par M. Pierre Nene, secrétaire permanent du parti, et l'un des trois ou quatre personnes qui ont été impliquées dans le régime, a a condamné toute politique incohérente dans l'emploi ou l'utilisation des sans-papiers dans les cabinets ministériels et les directions, et a exigé l'épuration du département de politique étrangère et des éléments opportunistes et rétrogrades. Il semble qu'il n'ait pas suivi M. Ganao, ministre des affaires étrangères et sans-papier, qui a déclaré que le parti ne conserve son poste. En revanche, le président a fait voter le renvoi d'un autre « sans-papier », M. Dieudonné, qui a été élu président de l'Assemblée nationale, qui s'était permis de déplorer, à plusieurs reprises, que le gouvernement ne prenne pas de mesures pour la détermination de sa politique d'immigration.

ion secondaire »

ment dévalorisés. Les ethnies du Sud, même si elles ne s'estiment pas toujours entre elles, se définissent avant tout par leur opposition aux ethnies du Nord : les premières sont très différentes des coutumes et des rites des autres, contradictoires. Et elles sont, de loin, les plus nombreuses.

En 1978, des élections ont eu lieu pour élire le président depuis l'époque de M. Massamba-Debât. Le « quorum » n'ayant pas toujours été atteint, le vote doit être répété dans certaines régions du Sud quelques mois plus tard.

A Brazzaville ou à Pointe-Noire, les Congolais du Sud accusent souvent le président N'Gouabi d'être un homme du Nord qui dirige l'administration des fiefs nordistes. Quant une usine est créée, elle est toujours implantée dans une région attribuée à priori aux membres des ethnies du Nord. Certains an-

dens systématiques, qui ont provo-
qué la chute de Fulbert Youlou, ont
et qui se considèrent comme les
pires fondateurs de la révolution
congolaise, ont l'impression qu'on
leur a volé leur révolution. Ils ne
doivent avoir de toute leur auto-
rité, en pays lari ou kongo, pour
empêcher leurs fils de se livrer à
des violences. *Que pouvons-nous
faire ?* nous dit l'un d'eux, grand
lecteur du leader nord-congolais
Kim Il Sung. *« Nous n'avons pas
d'armes. Celles-ci sont détestées
par l'armée, qui a été épurée
pour une massacre. Il faut
attendre. Le genre de nord-
congolais qui ne peut pas
pourrait rester éternellement au
pouvoir »*.

Le « cousin » du président

Le colonel Ngombi-Opango, originaire du même village que le président N'Gouabi, est un des principaux personnages du régime. Soupçonné en octobre 1973 de vouloir évincer son « cousin » (il avait déclaré dans une interview qu'il était prêt à assumer la responsabilité suprême), il fut démis de ses fonctions de chef d'état-major. Semblable mésaventure lui était déjà arrivée en août 1972, quand il fut nommé à la place de N'Gouabi et déclara que l'armée était un « réservoir à corruption ». Il avait été rétabli dans ses fonctions quatre mois plus tard.

Aujourd'hui, délégué du conseil d'Etat chargé de la défense, avec rang de ministre, il fait figure d'homme trop puissant pour que le président puisse se permettre de le tenir à l'écart.

Donc d'un tempérament de droite, c'est un adversaire convaincu et redouté de l'extrême gauche. Au ministère de la dé-

(1) Après avoir été un membre influent du bureau politique du parti, le lieutenant Diawara, déçu par la « modération » du président N'Gouabi, avait tenté un coup d'État le 21 février 1972. Il prit le maquis et fut tué en avril 1973.

(2) Certaines personnes ont été de nouveau arrêtées depuis (le Monde du 15 février).

(3) Fondée en 1921 par un ancien catholique baptiste, Simon Kibangu, l'Eglise kibanguiste compte, dans les six pays d'Afrique centrale où elle s'est implantée, quelque cinq millions de fidèles. Elle a été admise, en 1969, au Conseil œcuménique des Eglises.

Les observateurs non suspects de partialité tribale estiment que le président N'Gouabo résiste de son mieux aux pressions de son groupe ethnique. Il a dénoncé publiquement les démarches faites pour l'obliger à favoriser tel ou tel membre de sa tribu ou d'une tribu alliée. Il respecte un savant dosage parmi ses principaux collaborateurs. M. Lopes, premier ministre, est un quarantenaire du père càtre un métis cabinaids. Marié originaire du Nord, M. Pienzo N'ga principal vicaire M. Lopes, est du Nord, tandis M. Louis Sylvain Goum, ancien ministre des transports et nouveau chef d'état-major, est du Sud. Au total, quatre des huit membres du bureau politique sont du Nord.

du président

fense, dans un bureau plus somptueux que celui d'aucun autre ministre, il nous a expliqué le rôle de la sécurité d'Etat (police politique). Pour cet ancien de Saint-John, qui fut attaché militaire à Mexico, il n'y a rien que chaque matin le directeur de la sécurité ait sur son bureau l'état de toutes les activités et déclarations suspectes des Congolais ». Une armée de jeunes gens sont formés aux tâches du renseignement. Il ne faut pas croire de toute que le colonel, qui nous a reçu, est un homme dans une large fraction de l'armée serait prêt à prendre la situation

[illegible]

Prochain article :

**LE PÉTROLE
N'EST PAS TOUT**

ESPACE

Milieu idéal dans lequel sont localisées nos perceptions*

VIVRE

Réaliser toutes les possibilités de la vie*



Joie de vivre. Art de vivre. Alors, pourquoi pas un nouvel espace de vivre ? Certains ne vous parlent que de m2, d'organisation, d'efficacité... Nous, nous savons que derrière les bureaux il y a des hommes. Et que l'entreprise, c'est aussi un lieu de vie, et qu'il est temps enfin de repenser l'environnement de l'homme, et

de recréer les conditions propices à son épanouissement intellectuel.

Alors nous avons inventé pour vous une nouvelle génération de meubles de bureaux : Les STRAFOR 400. Et comme nous aimons faire les choses jusqu'au bout, nous avons créé les nouveaux sièges STEELCASE-STRAFOR 451.

Strafor, ce qui est bon pour l'homme est excellent pour l'entreprise.

STRAFOR 

Groupe Forges de Strasbourg
134 boulevard Haussmann 75008 Paris tél. 924 72-83
et 170 points de vente en France et à l'étranger

petit robert

[illegible]

هكذا من الله على

- Date limite : le 30 avril 1975 minuit

STRAFOR

POLITIQUE

IL Y A TRENTE ANS...

Citoyennes à part entière

par HÉLÈNE MISSOFFE (*)

Il y a maintenant trente ans, le 30 avril 1945, les Françaises votaient pour la première fois au cours des élections municipales de l'immédiate après-guerre. La même année, il y eut, en outre, deux autres élections : les élections cantonales où trente-neuf conseillers généraux, sur près de trois mille postes à pourvoir, furent élus, les élections législatives, où trente-trois femmes sur cinq cent vingt-deux députés entrèrent au Parlement.

Il y avait bien eu, en 1936, trois femmes nommées sous-secrétaires d'Etat. Mais, à l'exception de celle que ces femmes faisaient partie du gouvernement, les femmes en France n'étaient ni électrices ni éligibles.

En 1944, à la veille du débarquement en Normandie et de la libération, l'ordonnance du 21 avril du gouvernement provisoire du général de Gaulle décrétait dans son article 17 : « Les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes. »

C'est ainsi qu'un lendemain de la guerre, sans aucune pression de la part des associations féminines (qui, depuis le début du siècle, militaient en grand nombre et, à juste titre, pour le vote des femmes) et des partis politiques, sans campagne de presse, les Françaises devinrent citoyennes à part entière.

La guerre avait permis une évolution rapide des mentalités : la part active qu'avaient prise les femmes à la Résistance, la façon dont elles avaient, au cours de ces années difficiles, et souvent dans des conditions de douloureuse solitude, assumé des tâches auxquelles elles n'avaient pas été préparées, leur avaient acquis l'admiration et la reconnaissance des hommes.

Il en avait été d'ailleurs presque de même après la première guerre mondiale. En 1919 avait été adopté à la Chambre des députés un projet de loi accordant aux femmes la totalité des droits politiques des hommes. Ce projet fut rejeté par le Sénat, de même en 1922 et 1932 où de nouveau le Sénat argua de « l'influence de l'Église sur le comportement politique des femmes, de l'incompatibilité entre l'accès à la vie politique et la mission de la femme dans la famille, de l'instabilité naturelle des femmes à la vie politique, de leur manque de maturité politique et de leur indifférence », pour repousser le projet.

Il faut dire que la majorité des Françaises se désintéressait de la question : « En 1934, les paysannes restaient bouche bée quand je leur parlais du vote. Les ouvrières rigolent, les commerçantes haussent les épaules, les bourgeoises me repoussaient horripilées. » (Louise Weiss : « Ce que femme veut »).

Du côté des partis politiques, c'était pire. Pour la droite, le vote féminin impliquerait la mort de la famille, la fin de l'autorité maritale, l'abandon des enfants, l'effacement de la masculinité.

Pour les radicaux socialistes, ce serait « la revanche du clergé » par sa mainmise sur l'électorat féminin ; pour la gauche, le vote féminin serait évidemment réactionnaire.

Cependant, lors des premières élections, les femmes participèrent en masse aux scrutins, et depuis lors, cette tendance s'est toujours confirmée, les femmes votent presque aussi nombreuses que les hommes même si, à l'heure actuelle encore, les enquêtes révèlent qu'elles s'intéressent moins à la politique que leurs compagnons, exception faite pour les jeunes générations de moins de vingt ans. Mais le problème serait peut-être de savoir ce que recouvre le mot « politique ». S'agit-il de la vie municipale, des partis, du panier de la ménagère, de l'enseignement, de la défense nationale ?

Il faudrait être sûr que les femmes interrogées donnent bien à ce terme une signification précise et, en même temps, très large.

Il est resté d'un passé proche où la participation des femmes à la vie politique, comme nous l'avons vu, était sérieusement contestée par les hommes, même au niveau de l'acte politique fondamental le plus élémentaire, c'est-à-dire du vote, une manière de penser très révélatrice d'un pays pour qui la politique était et est encore le domaine réservé de l'homme et, comme l'écrivait un sociologue contemporain, le « fruit défendu » de la femme.

Ainsi, on reproche aux femmes leur conservatisme, terme méprisant qui recouvre aussi un certain respect de la tradition, une clairvoyance devant des promesses quelquefois utopiques, de la sagesse, de l'équilibre, du jugement. Les six millions de personnes âgées, parmi lesquelles se trouvent deux tiers de femmes, qui recherchent la sécurité, contrebalancent par leur vote celui, certes plus dynamique mais peut-être plus irréaliste, des jeunes générations.

Il est aussi reproché aux femmes de voter comme leur mari. N'est-il pas étonnant de constater qu'alors que dans la majorité des familles, maris et femmes sont ou se mettent d'accord pour régler les problèmes importants de leur vie : éducation des

enfants, mode de vie, lieu de résidence, loisirs, il faudrait, au niveau du vote, pour prouver l'émancipation politique de la femme que le dialogue, la discussion amène à prendre des orientations opposées ? et d'ailleurs comment savoir qui influence qui ?

Un slogan a la vie dure : « Les femmes ne votent pas pour les hommes » (ce qui sous-entend que les hommes ne le font pas non plus). Mais une étude sérieuse prouve que cette affirmation péremptoire ne repose sur aucune donnée précise (une enquête faite par le Centre féminin d'études et d'informations, mouvement gaulliste, auprès de six mille femmes, conteste d'ailleurs cet ostracisme).

En tout état de cause, les mentalités évoluent et les partis politiques ont conscience de l'importance et du poids que représente l'électorat féminin et de l'intérêt que constitue à tous les échelons de la vie politique une participation active des femmes. La différence entre le comportement politique des hommes et celui des femmes tend à diminuer, et l'effort réciproque des uns et des autres apparaît comme indispensable et bénéfique.

En effet, la politisation plus grande de la jeunesse et la disparition progressive des générations marquées par la période où seuls les hommes votaient, la mixité accrue des études, de la formation professionnelle, du travail et des loisirs, l'information rendue plus accessible grâce à la télévision et à l'élévation générale du niveau culturel, l'idée que

la valeur d'une personne dépend de ses qualités et de son caractère, et non pas de son sexe, de son âge ou de son éducation, amènent à considérer d'un œil nouveau l'accès des femmes à une vie politique active. Pour ne donner qu'un exemple parmi d'autres, le journal dans lequel paraît cet article comptait en 1947 32 % de femmes parmi ses lecteurs, 41,8 % en 1970 et 43 % en 1972 !

Il est évident que les obstacles que les femmes ont à surmonter sont multiples : le nombre important de leurs tâches spécifiques, l'effort qu'elles ont à faire pour s'affirmer en public, participer à des débats, s'imposer (car, en politique, on ne va pas vous chercher, quels que soient vos mérites), exiger de la presse dite féminine une formation et une information politique meilleures ; enfin il leur faut obtenir des partis politiques, par la pression des associations féminines et de la presse, par un militantisme intelligent, qu'ils prennent en considération leurs problèmes et qu'ils ne continuent pas à penser qu'une circonscription ou une municipalité confiées à des femmes sont des sièges perdus d'affirmation d'ailleurs démentie par les faits.

La réalité de nos jours est que la responsabilité politique ne peut plus être le privilège exclusif d'un sexe pas plus que d'une classe sociale ou d'une tranche d'âge. Il n'est pas d'équilibre réel sans la possibilité de participation à tous les niveaux, des femmes comme des hommes. Et puisque c'est ensemble qu'ils donnent la vie pourquoi ne l'organiserait-ils pas en commun ?

(*) Député U.D.R. de Paris, déléguée nationale à l'action féminine.

LE SURSAUT POPULAIRE

Mensuel des gaullistes d'opposition

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

• Dialogue avec l'Union de la gauche, par Dominique Gallet • Stupidité du giscardisme atlantiste, par Jacques Debré-Bridel • Réforme Haby : pour un avortement, par Claude Fouquier • Cambodge et Vietnam libérés • Rapport Soudan • La grande illusion de Pierre Broques • Conférences sur l'énergie : débats difficiles, par Michel Grimaud • L'Uruguay sous le fascisme, par Étienne Roux • Après le colloque de Groullec, par Jacques Bort • Halls à l'impérialisme culturel américain • Nécessité d'une internationale gaulliste, par le prince Moussat Farouk

EN VENTE DANS LES KIOSQUES OU SUR DEMANDE : 10 bis, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. : 330-55-21. Le numéro : 3,50 F - Abonnement annuel : 30 F

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pouvez vous offrir les Bahamas ?

Les Bahamas (au nord de la Mer des Caraïbes) où tout est possible ! Imaginez ! Il y a 700 îles ensoleillées, au climat tempéré toute l'année.

Il ne vous coûtera que 2.240 F* pour une semaine à Nassau la capitale si vous aimez la vie trépidante et sophistiquée : Casino, Golf, Tennis, Equitation, Yachting, Piscine... Si vous préférez le far niente, choisissez les "Out Islands" : Eleuthera, Exuma, Great Harbour Cay, Abaco... leurs plages immenses et... desertes ou toutes les îles de la mer vous sont offertes dans une débauche de couleurs...

Vous voulez en savoir plus... retournez-nous cette annonce et vous recevrez nos propositions de vacances et de long week-end aux Bahamas!

Nom..... Agent de voyages.....

Adresse.....

Profession..... Tel.....

International Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 073.75.42.742.52.20 32 bis, rue du Maréchal-Léot, 06000 Nice, tél. 88.73.41.

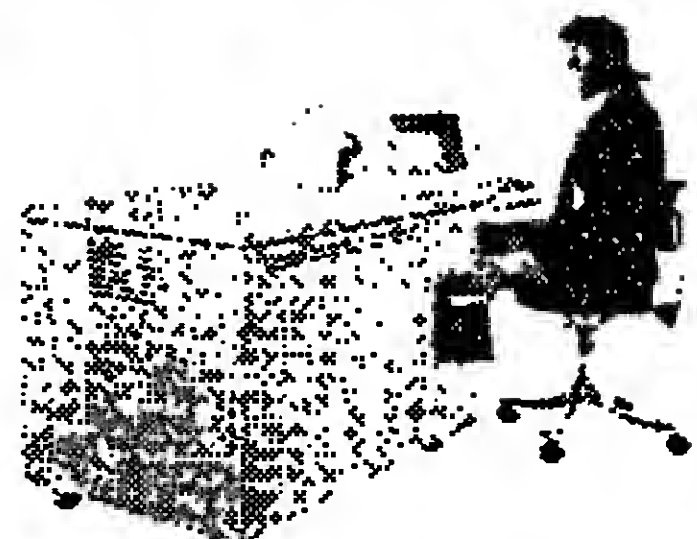
* 1 semaine transport D.V. 4 et 1 hôtel type "3 étoiles" compris du 15 au 30 e 1990 F. Organisation L.A. 478 et L.A. 496



Cette année, les Bahamas!

AIR BAHAMA

le nouvel IBM 32...



... un véritable ordinateur à partir de 4746 F (ht)* par mois.

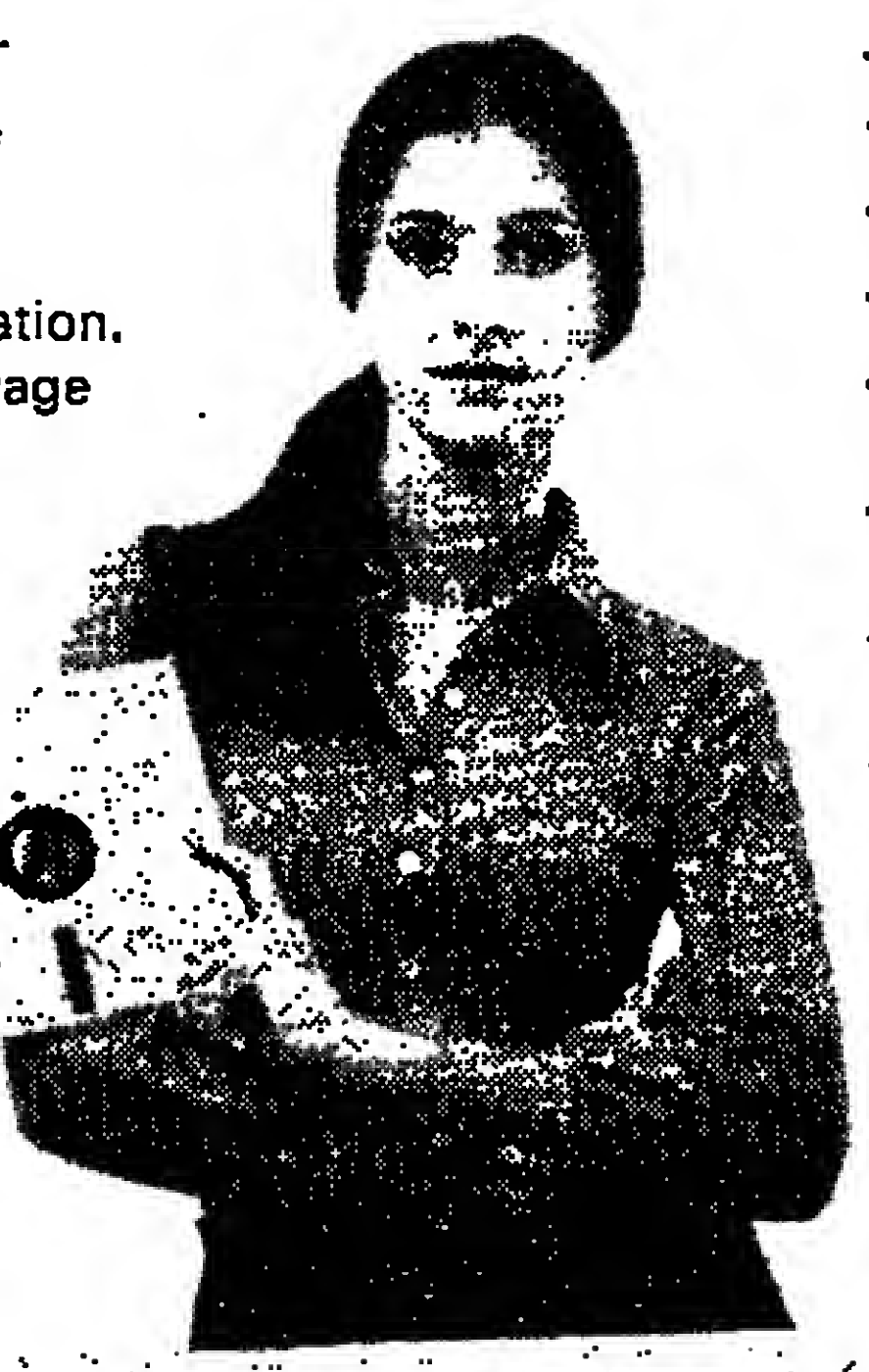
L'ordinateur IBM 32... Le voici.

Il réunit, en une seule machine compacte, la puissance de l'ordinateur et la simplicité de la machine comptable.

C'est un ordinateur à part entière, doté de toutes les fonctions nécessaires à une gestion cohérente de l'information.

Priorité a été donnée à sa facilité d'emploi : son langage de programmation est simple, son mode d'utilisation l'est aussi. Son installation est facile.

Oui, le 32 peut être l'instrument de votre progression : il vous aidera à gérer plus rigoureusement vos affaires, à réagir plus rapidement aux fluctuations du marché, et surtout à avoir une vue d'ensemble sur la marche de votre entreprise.



IBM pour les petites entreprises comme pour les grandes

Division des Systèmes de Grande Diffusion
Soc 2007 M - BP 82 - 75021 PARIS CEDEX 01



Téléphonez au centre régional IBM le plus proche :
- PARIS et région parisienne - M. Gauffreteau - Tél. 778 43 43 poste 6000
- BORDEAUX (Limoges, Pau, Toulouse) - M. Ferré - Tél. (56) 08 94 85
- LILLE (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) - M. Boulter - Tél. (20) 51 92 54
- LYON-ECULLY (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Saint-Étienne) - M. Du Fayet de la Tour - Tél. (78) 33 81 70
- MARSEILLE (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon, Valence) - M. Stern - Tél. (91) 75 07 27
- NANTES (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours) - M. Vilette - Tél. (40) 47 39 00
- STRASBOURG (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes) - M. Franck - Tél. (88) 61 48 15

* Prix de location mensuelle : à partir de 5 695 F TTC
Prix de vente : à partir de 218 249 F TTC

محکمات الامم

مركز من الأصل

LA JOURNÉE DE LA DÉPORTATION

OTAGES VOLONTAIRES DES SS

Croix-Rouge contre croix gammée

par
DRAGO ARSENIJEVIC (*)

Le 12 mars 1945. Dans une petite auberge, sur la route menant au col d'Arberg, deux hommes sont assis face à face. D'un côté, le professeur Carl Burckhardt, historien célèbre, ancien haut commissaire de la Société des Nations à Danzig, président du Comité international de la Croix-Rouge. De l'autre, Ernst Kaltenbrunner, général de la S.S., bras droit de Himmler, responsable des camps de concentration.

L'atmosphère est tendue. Carl Burckhardt est inquiet. En ce moment où la guerre touchait à sa fin, il craignait que Hitler ne décidât d'exercer sa vengeance sur les déportés des camps de la mort, supprimant du même coup les preuves de ses crimes odieux.

Le chef de la Sécurité centrale du Reich ne se montre pas que sur un seul point : « Il n'est pas question de mettre les détenus civils sur le pied d'égalité avec les prisonniers de guerre... »

Les heures passent. Dehors, il fait beau. L'Obergruppenführer propose à Burckhardt de faire une promenade. Soudain plus conciliant, Kaltenbrunner dit : « Formulez une demande, une seule, et je vous la ferai accepter. » Le président du C.I.C.R. n'hésite pas : « Que nos délégués puissent s'installer dans les camps de concentration. » Le SS réfléchit un long moment. Puis : « Je suis prêt à accepter votre proposition, mais à une condition. Que vos délégués restent dans les camps jusqu'à leur libération. »

Carl Burckhardt est heureux et inquiet à la fois. Heureux parce qu'il a réussi à arracher une concession de taille, Inquiet parce qu'il n'est pas sûr que les délégués du C.I.C.R., malgré toute leur abnégation, acceptent de rester jusqu'à la fin des hostilités dans un camp de concentration, de devenir de véritables otages volontaires des SS.

Pour avoir le cœur net, Burckhardt réunit dès son retour à Genève, tous les délégués de passage au siège de l'Institut. « Si on devait vous charger d'une telle mission, leur demande-t-il, seriez-vous volontaires ? Que ceux qui croient pouvoir l'accepter lèvent la main. » Le visage du président du C.I.C.R. s'éclaircit comme un seul homme, tous les délégués viennent de lever la main.

Encouragé par cet enthousiasme, Burckhardt demande que l'on se mette immédiatement à recruter des volontaires pour des missions spéciales dans les camps de concentration. Ils seront au nombre de dix, de divers horizons. Employés de banque, fonctionnaires, représentants de commerce. Aucun n'aura une qualification quelconque pour réussir une tâche aussi extraordinaire. Préparation sommaire, lecture des témoignages des évadés, un brassard de la Croix-Rouge : c'est tout ce qu'il leur sera donné. Ils ont le reste, c'est-à-dire le courage et la volonté.

Trois seulement réussissent. Mais ils accompliront des miracles, puisqu'ils feront libérer, seuls face à l'Ordre noir, en dépit des ordres précis des chefs de la S.S., Dachau et Mauthausen. Et leurs efforts ont permis de sauver la Croix-Rouge sur le ghetto de Theresienstadt.

A Dachau

Victor Maurer arrive à Dachau le 23 avril. Il loge dans la chambre numéro 3 de la baraque 202. Les bruits de la bataille sont proches. Sur le fond du grondement continu des canons, les officiers S.S. deviennent plus bavards. Maurer apprend que lors

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT D'UN JUGEMENT DÉFINITIF

RENDU LE 29 DÉCEMBRE 1974 PAR LA 1^{re} CHAMBRE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

ENTRE : La Société Anonyme CHANEL, dont le siège social est à Neuilly-sur-Seine, 125, avenue Charles-de-Gaulle, demanderesse, représentée par M^{re} ALAIN LE TARNÉC, Avocat à la Cour,

ET : La Société Française de Représentation Import-Export SOFRIE, dont le siège social est à Paris, 10, rue Gail, défenderesse, représentée par M^{re} G. BRIEF, Avocat à la Cour.

Il est jugé que la dénomination CHANEL = 5 constitue la contrefaçon des marques CHANEL et n° 5 appartenant à la S.A. CHANEL.

Il est jugé que les expressions CHANEL STYLO, STYLO CHANEL, STYLOS CHANEL, CHANÈL, LADY CAPRICIE CHANEL constituent autant de contrefaçons de la marque CHANEL.

Condamne la Société SOFRIE à payer à la Société CHANEL la somme de 7 500 F à titre de dommages-intérêts pour usage abusif de la marque CHANEL et pour détention de 300 stylos et vente de 54 stylos parfumés sous les marques CHANEL et n° 5 contrefaîtes.

Ordonne la publication de la partie du dispositif du présent jugement relative à la condamnation prononcée contre la Société SOFRIE dans un journal du choix de la S.A. CHANEL, aux frais de la défenderesse.

Condamne la défenderesse aux dépens qui seront supportés à raison de 1/5 par la Société SOFRIE et de 4/5 par les Sociétés X... et Y...

Fait à Paris, le 29 décembre 1974.

ALAIN LE TARNÉC, Avocat à la Cour.

cueillent le premier char russe le 8 mai 1945, à 21 heures. Mis à part un jardinier, tué par une balle allemande, et un vieux colonel autrichien, tué par un obus russe, ils sont tous en vie au moment où sonnent les cloches de la liberté.

A Mauthausen

Comme Dunant, Louis Haefliger aura des difficultés à pénétrer dans le camp de Mauthausen. « Votre présence est indésirable », lui dit le commandant Zierler, qui affirme n'avoir reçu aucune instruction à ce sujet du général Kaltenbrunner.

Haefliger insiste. Zierler, croyant manœuvrer habilement, se déclare prêt à envoyer un télégramme à l'Obergruppenführer. Haefliger ne tente cependant pas en Suisse pour attendre la réponse, mais s'installe à Saint-Georgen. Tous les jours, il parcourt à pied les 10 kilomètres qui séparent Saint-Georgen de Mauthausen. Zierler pense qu'il finira par y renoncer, mais il ne sait pas que Haefliger est un authentique champion de marche et qu'une volonté indomptable l'anime.

Chaque fois que Haefliger se présente à l'entrée du camp, il entend des sous-officiers SS crier aux déportés revenant de leur travail : « Dépêchez-vous, demain vous ne vivrez plus ! » En rentrant le soir à Saint-Georgen, ce père de trois enfants, nous dit-il, il est de retour.

Le camp de Mauthausen est une « bastille de granit » dont chaque pierre représente une vie humaine et est souillée de sang humain. Malgré tout, je persiste dans ma volonté de pénétrer dans ce camp, pleinement conscient de la responsabilité que j'assume à l'égard de ma famille.

Louis Haefliger est, en effet, doublement inquiet. D'une part, avant son départ de Suisse, il avait appris que Himmler avait donné l'ordre de faire sauter à l'approche de l'ennemi tous les camps de concentration et de liquider tous les détenus. D'autre part, selon l'évolution des fronts, il est évident que le camp de Mauthausen va se trouver pris entre les lignes russes et américaines. Et que cela n'arrangera rien. Sa persévérance est récompensée. Zierler l'autorise à prendre ses quartiers dans la chambre d'un SS. Son compagnon de chambre, employé de banque dans le civil, comme lui, l'informe que les ordres de destruction des camps de Mauthausen, de Gusen I et II ont été donnés.

Haefliger demande à Zierler d'annuler cet ordre, mais il refuse. Haefliger fait alors appel à son cœur. Zierler, qui exécutait lui-même chaque matin devant à quarante détenus d'une balle dans la nuque, n'y est guère sensible. Haefliger fait appel à son grade, à son honneur de soldat allemand qui ne peut laisser exécuter un ordre pareil.

Zierler finit par accepter de retirer l'ordre verbalement, mais Haefliger exige un contreordre écrit. Devant le refus du commandant, le délégué du C.I.C.R. inscrit lui-même, sur l'ordre de la direction générale de la SS : « Annulé verbalement par le Standartenführer Zierler. » Et il signe : Haefliger.

Haefliger fait préparer un drapeau de la Croix-Rouge, quitte le camp et s'avance vers les troupes américaines. Dans tous les villages, il demande à la population de laisser le système de défense antichars ouvert. Avec son mouchoir en guise de drapeau parlementaire, Haefliger prend contact avec les Américains et conduit une petite colonne blindée à Mauthausen. Lorsque sa voiture blanche franchit le dernier lacet et arrive devant le commandant, le pavillon à croix gammée est abaissé et le drapeau blanc hissé. C'est le signal de la révolte au camp. Sur le coup de midi, ce 5 mai 1945, tous les Allemands de Mauthausen sont désarmés.

A travers toute la France, messes, prises d'armes, minutes de silence pénétrantes et défilés de gerbes ont marqué cette journée qui célébrerait la mémoire de millions de Français morts dans les camps d'extermination nazis. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. André Bord, a déposé une gerbe devant le monument du Mont-Valérien, avant de présider à l'Arc de triomphe la cérémonie qui marquait la fin de la journée nationale de la déportation et du trentième anniversaire de la libération des camps.

La veille à Paris, Mme Gisèle d'Estaing avait planté dans le jardin du mémorial de la déportation, un rosier baptisé *Résurrection*, à la demande de l'Association des anciens déportés de Ravensbrück.

Riquet, ancien du camp de Dachau, a lu un « message des déportés aux Français » soulignant qu'il ne saurait y avoir « de bonheur sous liberté si de liberté sans courage ».

A travers toute la France, messes, prises d'armes, minutes de silence pénétrantes et défilés de gerbes ont marqué cette journée qui célébrerait la mémoire de millions de Français morts dans les camps d'extermination nazis. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. André Bord, a déposé une gerbe devant le monument du Mont-Valérien, avant de présider à l'Arc de triomphe la cérémonie qui marquait la fin de la journée nationale de la déportation et du trentième anniversaire de la libération des camps.

La veille à Paris, Mme Gisèle d'Estaing avait planté dans le jardin du mémorial de la déportation, un rosier baptisé *Résurrection*, à la demande de l'Association des anciens déportés de Ravensbrück.

Le président de la République et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont assisté, dimanche 27 avril, à Notre-Dame de Paris, à l'office religieux célébré à l'occasion de la Journée de la déportation, fixée comme chaque année au dernier dimanche d'avril. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, plusieurs membres du gouvernement, des représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat, étaient présents.

Dans son homélie, le cardinal Marty, archevêque de Paris, a réaffirmé le refus de l'Eglise de toute torture morale ou physique, « celle qui mutille le corps, celle qui blesse l'esprit, celle qui arrache la liberté. Nulle idéologie, nulle théorie, nul progrès politique, à-t-il ajouté, ne méritent que l'on bafoue la dignité de la personne humaine. De cette malade qui n'est jamais totalement guérie, la fièvre peut remonter du fond des âges ».

Après la communion et la sonnerie aux morts, le Père Michel Riquet, ancien du camp de Dachau, a lu un « message des déportés aux Français » soulignant qu'il ne saurait y avoir « de bonheur sous liberté si de liberté sans courage ».

A travers toute la France, messes, prises d'armes, minutes de silence pénétrantes et défilés de gerbes ont marqué cette journée qui célébrerait la mémoire de millions de Français morts dans les camps d'extermination nazis. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. André Bord, a déposé une gerbe devant le monument du Mont-Valérien, avant de présider à l'Arc de triomphe la cérémonie qui marquait la fin de la journée nationale de la déportation et du trentième anniversaire de la libération des camps.

La veille à Paris, Mme Gisèle d'Estaing avait planté dans le jardin du mémorial de la déportation, un rosier baptisé *Résurrection*, à la demande de l'Association des anciens déportés de Ravensbrück.

Le président de la République et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont assisté, dimanche 27 avril, à Notre-Dame de Paris, à l'office religieux célébré à l'occasion de la Journée de la déportation, fixée comme chaque année au dernier dimanche d'avril. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, plusieurs membres du gouvernement, des représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat, étaient présents.

Dans son homélie, le cardinal Marty, archevêque de Paris, a réaffirmé le refus de l'Eglise de toute torture morale ou physique, « celle qui mutille le corps, celle qui blesse l'esprit, celle qui arrache la liberté. Nulle idéologie, nulle théorie, nul progrès politique, à-t-il ajouté, ne méritent que l'on bafoue la dignité de la personne humaine. De cette malade qui n'est jamais totalement guérie, la fièvre peut remonter du fond des âges ».

Après la communion et la sonnerie aux morts, le Père Michel Riquet, ancien du camp de Dachau, a lu un « message des déportés aux Français » soulignant qu'il ne saurait y avoir « de bonheur sous liberté si de liberté sans courage ».

A travers toute la France, messes, prises d'armes, minutes de silence pénétrantes et défilés de gerbes ont marqué cette journée qui célébrerait la mémoire de millions de Français morts dans les camps d'extermination nazis. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. André Bord, a déposé une gerbe devant le monument du Mont-Valérien, avant de présider à l'Arc de triomphe la cérémonie qui marquait la fin de la journée nationale de la déportation et du trentième anniversaire de la libération des camps.

La veille à Paris, Mme Gisèle d'Estaing avait planté dans le jardin du mémorial de la déportation, un rosier baptisé *Résurrection*, à la demande de l'Association des anciens déportés de Ravensbrück.

TÉMOIGNAGE

« Et s'il était à refaire... »

par le posteur
AIMÉ BONIFAS (*)

héros, ceux qui s'ignorent. Mais il y en eut aussi beaucoup d'obscurs, de ceux qui ne reçurent jamais de décorations !

Rappelez-vous : l'occupation, les prisonniers, les réquisitions, les réfugiés politiques livrés à l'Allemagne par un gouvernement d'abandon, les rafles des juifs, une politique de collaboration trompeuse, les otages, les fusillés. Et, non contents d'être humiliés, affamés, expulsés, traqués, on eût voulu que nous nous prostituions !

C'est la grandeur humaine si simple de ceux qui ont crié en cette folle aventure, en cette raisonnable aventure : le triomphe final de la justice. La Résistance, ce furent des hommes fraternels, courageux, qui y croyaient. Quelques-uns furent grands et exemplaires. C'était aussi la fermentation d'une grande idée : refaire une France pure et dure.

N'oublions pas les fruits vénéneux que portèrent le fascisme et toute idéologie dans laquelle l'homme n'est pas l'ultime référence. Tant de millions de nos frères sont morts dans d'indéfinissables souffrances. Qui dira l'immensurable ampleur du crime ! Je ne dis pas qu'il faille vivre obsédé par cet univers démentiel, mais savoir qu'il a existé et surtout que la menace peut toujours resurgir « Il est toujours fécond, le ventre immonde » (B. Brecht).

Les quelques rescapés, témoins des horreurs des camps, ne veulent pas avoir de haine : quand on a tant souffert, on a franchi un seuil après lequel l'éphémère et trompeuse satisfaction de la vengeance n'a plus de sens. Ils réclament simplement un peu de

la Résistance fut un grand plan clandestin, dangereux, pur dans son inspiration. Il est vrai que la chance d'un SS. Son compagnon de chambre, employé de banque dans le civil, comme lui, l'informe que les ordres de destruction des camps de Mauthausen, de Gusen I et II ont été donnés.

Haefliger demande à Zierler d'annuler cet ordre, mais il refuse. Haefliger fait alors appel à son cœur. Zierler, qui exécutait lui-même chaque matin devant à quarante détenus d'une balle dans la nuque, n'y est guère sensible. Haefliger fait appel à son grade, à son honneur de soldat allemand qui ne peut laisser exécuter un ordre pareil.

Zierler finit par accepter de retirer l'ordre verbalement, mais Haefliger exige un contreordre écrit. Devant le refus du commandant, le délégué du C.I.C.R. inscrit lui-même, sur l'ordre de la direction générale de la SS : « Annulé verbalement par le Standartenführer Zierler. » Et il signe : Haefliger.

Haefliger fait préparer un drapeau de la Croix-Rouge, quitte le camp et s'avance vers les troupes américaines. Dans tous les villages, il demande à la population de laisser le système de défense antichars ouvert. Avec son mouchoir en guise de drapeau parlementaire, Haefliger prend contact avec les Américains et conduit une petite colonne blindée à Mauthausen. Lorsque sa voiture blanche franchit le dernier lacet et arrive devant le commandant, le pavillon à croix gammée est abaissé et le drapeau blanc hissé. C'est le signal de la révolte au camp. Sur le coup de midi, ce 5 mai 1945, tous les Allemands de Mauthausen sont désarmés.

A travers toute la France, messes, prises d'armes, minutes de silence pénétrantes et défilés de gerbes ont marqué cette journée qui célébrerait la mémoire de millions de Français morts dans les camps d'extermination nazis. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. André Bord, a déposé une gerbe devant le monument du Mont-Valérien, avant de présider à l'Arc de triomphe la cérémonie qui marquait la fin de la journée nationale de la déportation et du trentième anniversaire de la libération des camps.

La veille à Paris, Mme Gisèle d'Estaing avait planté dans le jardin du mémorial de la déportation, un rosier baptisé *Résurrection*, à la demande de l'Association des anciens déportés de Ravensbrück.

Riquet, ancien du camp de Dachau, a lu un « message des déportés aux Français » soulignant qu'il ne saurait y avoir « de bonheur sous liberté si de liberté sans courage ».

A travers toute la France, messes, prises d'armes, minutes de silence pénétrantes et défilés de gerbes ont marqué cette journée qui célébrerait la mémoire de millions de Français morts dans les camps d'extermination nazis. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. André Bord, a déposé une gerbe devant le monument du Mont-Valérien, avant de présider à l'Arc de triomphe la cérémonie qui marquait la fin de la journée nationale de la déportation et du trentième anniversaire de la libération des camps.

La veille à Paris, Mme Gisèle d'Estaing avait planté dans le jardin du mémorial de la déportation, un rosier baptisé *Résurrection*, à la demande de l'Association des anciens déportés de Ravensbrück.

Le président de la République et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont assisté, dimanche 27 avril, à Notre-Dame de Paris, à l'office religieux célébré à l'occasion de la Journée de la déportation, fixée comme chaque année au dernier dimanche d'avril. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, plusieurs membres du gouvernement, des représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat, étaient présents.

Dans son homélie, le cardinal Marty, archevêque de Paris, a réaffirmé le refus de l'Eglise de toute torture morale ou physique, « celle qui mutille le corps, celle qui blesse l'esprit, celle qui arrache la liberté. Nulle idéologie, nulle théorie, nul progrès politique, à-t-il ajouté, ne méritent que l'on bafoue la dignité de la personne humaine. De cette malade qui n'est jamais totalement guérie, la fièvre peut remonter du fond des âges ».

Après la communion et la sonnerie aux morts, le Père Michel Riquet, ancien du camp de Dachau, a lu un « message des déportés aux Français » soulignant qu'il ne saurait y avoir « de bonheur sous liberté si de liberté sans courage ».

A travers toute la France, messes, prises d'armes, minutes de silence pénétrantes et défilés de gerbes ont marqué cette journée qui célébrerait la mémoire de millions de Français morts dans les camps d'extermination nazis. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. André Bord, a déposé une gerbe devant le monument du Mont-Valérien, avant de présider à l'Arc de triomphe la cérémonie qui marquait la fin de la journée nationale de la déportation et du trentième anniversaire de la libération des camps.

La veille à Paris, Mme Gisèle d'Estaing avait planté dans le jardin du mémorial de la déportation, un rosier baptisé *Résurrection*, à la demande de l'Association des anciens déportés de Ravensbrück.

Le président de la République et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont assisté, dimanche 27 avril, à Notre-Dame de Paris, à l'office religieux célébré à l'occasion de la Journée de la déportation, fixée comme chaque année au dernier dimanche d'avril. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, plusieurs membres du gouvernement, des représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat, étaient présents.

Dans son homélie, le cardinal Marty, archevêque de Paris, a réaffirmé le refus de l'Eglise de toute torture morale ou physique, « celle qui mutille le corps, celle qui blesse l'esprit, celle qui arrache la liberté. Nulle idéologie, nulle théorie, nul progrès politique, à-t-il ajouté, ne méritent que l'on bafoue la dignité de la personne humaine. De cette malade qui n'est jamais totalement guérie, la fièvre peut remonter du fond des âges ».

Après la communion et la sonnerie aux morts, le Père Michel Riquet, ancien du camp de Dachau, a lu un « message des déportés aux Français » soulignant qu'il ne saurait y avoir « de bonheur sous liberté si de liberté sans courage ».

A travers toute la France, messes, prises d'armes, minutes de silence pénétrantes et défilés de gerbes ont marqué cette journée qui célébrerait la mémoire de millions de Français morts dans les camps d'extermination nazis. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. André Bord, a déposé une gerbe devant le monument du Mont-Valérien, avant de présider à l'Arc de triomphe la cérémonie qui marquait la fin de la journée nationale de la déportation et du trentième anniversaire de la libération des camps.

La veille à Paris, Mme Gisèle d'Estaing avait planté dans le jardin du mémorial de la déportation, un rosier baptisé *Résurrection*, à la demande de l'Association des anciens déportés de Ravensbrück.

pouvoir à l'endroit de quelques très grands criminels de guerre qui continuent à promener leur morgue hautes. Alors qu'ils ont des comptes à rendre à la justice humaine.

N'oublions pas ce qu'il est le nazisme, le fascisme, fondés sur le mépris de l'homme, le culte de la force brutale, faisant du génocide un moyen politique. Toute une jeunesse a ainsi été entraînée dans la recherche de l'avilissement de l'homme, la jouissance sadique devant la souffrance, le vertige du nihilisme.

Désormais, nous ne devrions pas tolérer qu'un être humain soit méprisé, qu'il ait faim, qu'il soit torturé, qu'il soit emprisonné pour délit d'opinion, qu'il ne soit qu'un matricule, qu'un esclave, dans l'engrenage des puissances économiques, que le racisme puisse se donner libre cours.

Mais des camps de la mort, c'est aussi une grande leçon d'espérance en l'homme que nous rapportons. Nous avons vu que l'homme était capable de se dépasser dans ses capacités de résistance : résistance physique, mais morale aussi. Il y eut des solidarités véritablement admirables, dans les conditions de détresse générale qui étaient les nôtres. Il y eut une volonté de vivre, une espérance insensée dans la puissance de la vie, je veux dire dans ses valeurs les plus hautes. C'est ainsi que si nos bourreaux ont extorqué nos chairs, ils n'ont pas souillé nos consciences !

Trente ans, déjà ! Aragon, apprenant que Gabriel Péri venait d'être fusillé comme otage au Mont-Valérien, le 15 décembre 1941, écrivait l'émouvant poème :

« Une voix monte des fers
Et parle des lendemains
Et s'il était à refaire
Je refaisais ce chemin. »

Ce sont des mots graves, qu'un n'a pas le droit de prononcer à la légère. Mais, en tremblant, nous disons : s'il était à refaire, il faudrait refaire ce chemin, ce chemin de la résistance et de l'insurrection contre des forces formidables d'avilissement de l'homme dans lequel nous nous sommes engagés, précédemment pour que les générations futures n'aient jamais à le faire.

(*) Ancien déporté à Buchenwald.

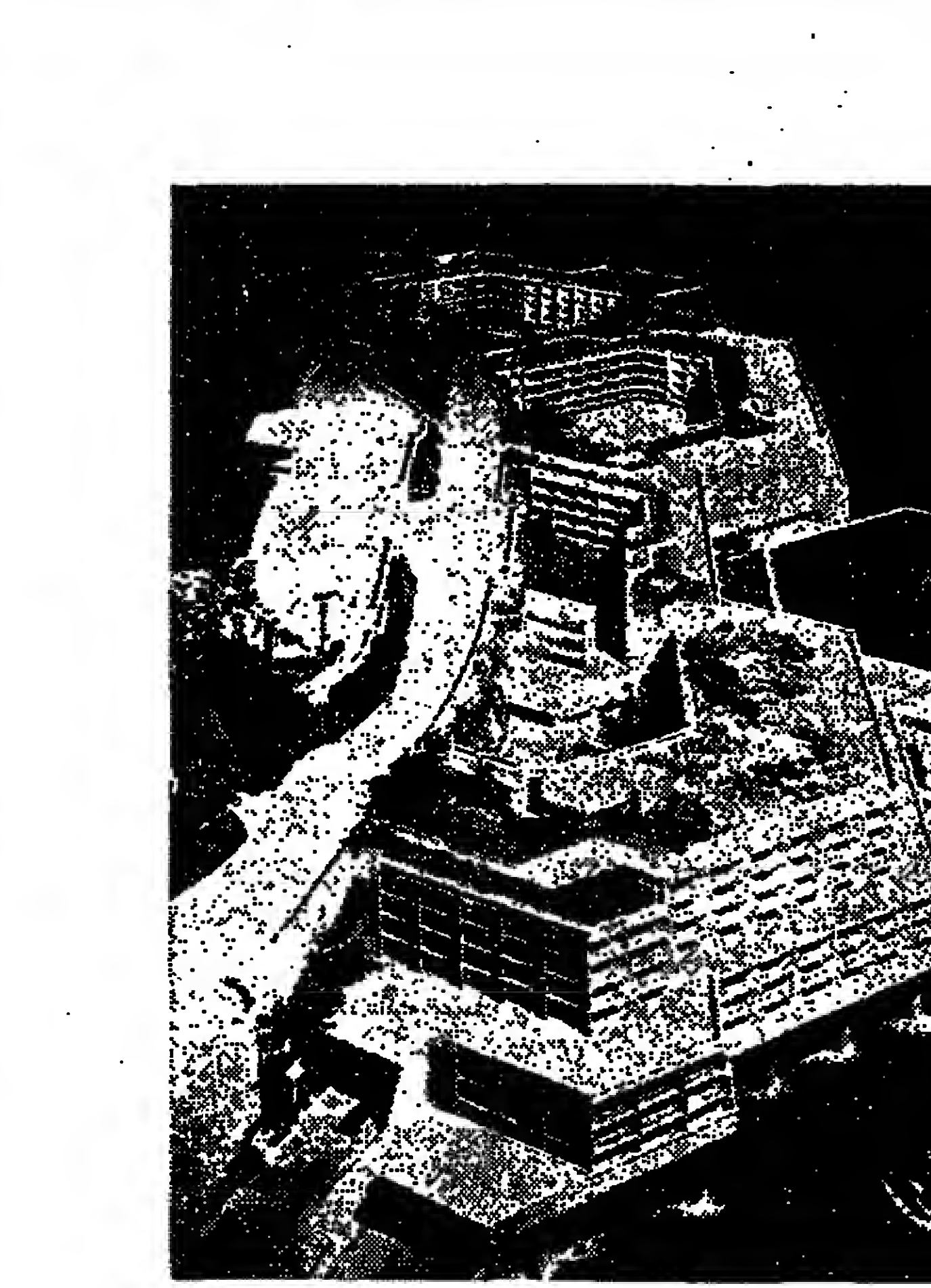
LOIRE DE PARIS

Demain nocturne jusqu'à 22 h 30

26 AVRIL - 11 MAI 1975 - 10 h - 19 h

Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22 h 30

POUVOIR CHOISIR POUR MIEUX ACHETER



La nouvelle Rolls-Royce s'appelle Camargue. La nouvelle Méditerranée s'appelle Monte-Carlo Star.

La nouvelle Rolls-Royce tout le monde la connaît, c'est la perfection. Monte-Carlo Star procède du même esprit de raffinement : architecture exceptionnelle résultant du cocktail heureux de l'esthétique et de la technique contemporaines, matériaux les plus nobles et luxueux, appartements prestigieux conçus pour jouir intensément de la mer et du soleil avec en fond de toile le rocher, le Palais et le port.

Monte-Carlo Star, joyau blotti dans un merveilleux coin d'azur au pied du plus célèbre casino, face à la Méditerranée. Monte-Carlo Star avec son choix de 1 à 5 pièces, pour vous dès le printemps 1976.

Monte-Carlo Star attend votre jugement. Et s'il est habitué de trouver des Rolls-Royce dans le parking du Casino, il est exceptionnel d'habiter, à quelques mètres, Au Monte-Carlo Star.

Monte-Carlo Star est une réalisation Manera s.a.

Vous ne pouvez pas vous passer d'une documentation concernant "Monte-Carlo Star"

Nom _____

Rue _____

N° _____

Ville _____

Code Postal _____

Pays _____

A retourner à : "Monte-Carlo Star" c/o Charles III Monte-Carlo - Téléphone : 30.97.66

4,2 milliards de

LA DENSITÉ TÉLÉPHONIQUE

nous déclare

En 1974, la densité téléphonique en France a atteint 4,2 milliards de lignes. Ce chiffre est le résultat d'une politique de développement des télécommunications qui a permis de réduire considérablement les coûts de l'appel à longue distance. Cette politique a été mise en œuvre par le gouvernement français, qui a investi massivement dans la construction de nouvelles lignes et de nouveaux équipements. Le résultat est une amélioration significative de la qualité et de la rapidité des communications téléphoniques. Cette politique a également permis de créer de nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries. Le développement des télécommunications est donc un facteur essentiel de la croissance économique et de la modernisation de la société.

Et la poésie ?

La poésie est une forme d'expression artistique qui vise à transmettre des émotions et des idées à travers des mots choisis avec soin. Elle est une forme de communication qui permet de partager des expériences et de créer une connexion avec le lecteur. La poésie est une forme d'art qui a évolué au fil du temps et qui continue à évoluer aujourd'hui. Elle est une forme de communication qui permet de partager des expériences et de créer une connexion avec le lecteur. La poésie est une forme d'art qui a évolué au fil du temps et qui continue à évoluer aujourd'hui.

LE MONDE IN

ADRESSES

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

PARIS, PLEYEL

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

4,2 milliards de francs supplémentaires pour le téléphone

LA DENSITÉ TÉLÉPHONIQUE DE LA FRANCE TRIPLERA D'ICI À 1982

nous déclare M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'État aux P. T. T.

Après les mesures de relance annoncées, le 23 avril, par le président de la République, notamment dans le domaine des télécommunications où 4,2 milliards de francs seront investis en 1975 et 1976, M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'État aux P. T. T., précise, dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, les changements que les usagers, les industriels et le personnel de son administration peuvent attendre d'une « politique de la communication ».

« Vous avez lancé l'idée d'une « politique de la communication ». C'est très intéressant pour la P. T. T. ? Obtenir des crédits et les hommes nécessaires pour la mener à bien ?

« La politique de la communication exige, naturellement, des crédits et des décisions techniques et technologiques importantes pour le monde industriel. Mais elle représente bien autre chose, à partir du moment où le président de la République a choisi de donner une première priorité à la communication durant le VII^e Plan. Cette politique constitue un grand dessein. Il s'agit de promouvoir une meilleure communication entre les hommes avec tout ce que cette idée comporte de philosophique, d'humain et de sentimental.

« Au plan économique, cela entraîne un effort considérable pour créer des emplois : l'industrie des télécommunications embauchera, d'ici à 1977, entre dix mille et quinze mille personnes. Pour les P. T. T., cela veut dire un changement de rythme, de « braquet », et, le cas échéant, de mentalité. J'ai parlé récemment de la mobilisation que cette accélération suppose. En effet, l'obtention de 4,2 milliards de francs (1,7 milliard cette année et 2,5 l'an prochain) exige de nous tous un grand effort. Il nous faut utiliser au mieux cette masse financière qui s'ajoute à un bud-

get 1978 déjà ambitieux. La courbe de croissance continuera à grimper pendant les cinq prochaines années.

« Par ailleurs, dans le cadre de la fonction publique, nous sommes en discussion avec le ministre de l'économie et des finances, afin que les effectifs budgétaires pour 1976 correspondent à l'effort déjà accompli en matière de crédits, ce qui constitue une condition impérative. Multiplier les raccordements téléphoniques et moderniser la poste, ce n'est pas seulement accroître le nombre des machines. Nous avons besoin d'un nombre convenable de personnel qualifié ayant une formation moderne. Nous retrouvons là les vrais problèmes de cette maison, dont certains étaient à l'origine des problèmes sociaux récents. Nous devons les résoudre dans le cadre nouveau tracé par le président de la République et vous constaterez si le gouvernement nous suit dans nos ambitions à l'occasion du budget 1976, que celles-ci ne sont pas minces.

« Quelles améliorations les usagers du téléphone peuvent-ils attendre des mesures décidées par le président de la République ?

« D'abord, un accroissement sensible du nombre des lignes qui doit nous permettre de rattraper, en tout cas en 1982, nos grands partenaires européens. Sous réserve d'accident conjoncturel que ni nous ni nos partenaires de la C.E.E. ne pouvons toujours maîtriser, cela signifie qu'en France il y aura vingt-trois lignes téléphoniques pour cent habitants en 1976 et trente-six en 1982 au lieu de douze aujourd'hui. Les chiffres de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne s'élèveront, si l'on prolonge les tendances actuelles de ces pays, à vingt-sept pour cent habitants en 1976 et à trente-six en 1982.

« Ensuite, une meilleure fluidité du trafic téléphonique et des communications de meilleure qualité. Enfin, des délais de raccordement sensiblement écourtés. Autant que je puisse engager l'avenir, je prévois que les futurs abonnés ne patienteront, en 1981, que quinze jours au lieu de quinze mois aujourd'hui et cinq mois en 1978.

Et la poste ?

« La poste bénéficiera-t-elle, elle aussi, des progrès que vous annoncez ?

« Dans le cadre de cette politique de la communication, les P. T. T. tout entiers sortiront de la morosité et je suis sûr que le service public y gagnera. Nous profiterons des budgets futurs pour moderniser l'ensemble des services postaux — en particulier par la mécanisation du tri, — pour améliorer les conditions de travail et pour accroître l'action sociale.

« Quand je parle de conditions

rons aussi une partie de la formation du personnel.

« Enfin, nous continuerons à faire un grand effort sur le budget social car il faut à la fois en augmenter les crédits et en moderniser l'action.

« Par ailleurs, un sondage auprès des usagers des P. T. T. est en cours. Nous les interrogerons sur le téléphone, sur le service postal, sur leurs relations avec le personnel. Grâce à ce sondage, nous pourrions encore améliorer l'efficacité du service du public et, par exemple, répondre à la question de savoir s'il faut continuer à appliquer rigoureusement la règle classique du « 3-1-1 », car il est inexact de prétendre que tout Français reçoit une lettre postée la veille en n'importe quel point du territoire. Ceci n'est possible aujourd'hui qu'au prix d'acrobaties qui me semblent tout à fait inutiles. Je crois bien davantage à la régularité, c'est-à-dire à la garantie pour l'usager qu'il recevra deux jours après une lettre en provenance d'une autre province, quel qu'en soit l'éloignement.

« Vous êtes partisan d'une généralisation du téléphone électronique. Selon quel échéancier le substitueriez-vous au matériel électromécanique ?

« Les instructions que j'ai données au directeur général des

télécommunications sont claires. Chaque fois qu'un central téléphonique nouveau sera construit, ses services étudieront les moyens de ne plus y mettre du matériel de commutation électromécanique « Crossbar », mais du matériel électronique. Il faut que la courbe de croissance du « Crossbar » s'infléchisse jusqu'à devenir une ligne droite pour décroître au fur et à mesure que se mettront en place les systèmes les plus modernes.

« Même à Paris, où c'est difficile, nous installerons des systèmes électroniques ou semi-électroniques. Vous savez qu'entre le premier (commutation temporelle) et le second (commutation spatiale) la différence tient à la quantité d'abonnés desservis. L'objectif étant naturellement d'attendre, dès que possible, une proportion maximale pour le système actuellement le plus moderne, le E. 10, et, plus tard, pour le E. 12 qui est la forme la plus évoluée des systèmes temporels.

« Je reçois, dès la semaine prochaine, l'ensemble des industriels intéressés pour établir avec eux l'importance de cette modernisation, mais aussi celui de l'augmentation des commandes, qui tiendront compte de leur plan de charge et de leur capacité de production inemployée.

« Être plus dirigiste à l'extérieur, cela signifie demander et, le cas échéant, exiger de notre environnement industriel une coordination et une cohérence des efforts à l'exportation, tels qu'une bataille entre des sociétés ayant investi en France et fournissant des emplois à des travailleurs de chez nous n'aboutisse pas, en fin de compte, à la victoire de concurrents étrangers, comme cela s'est récemment produit. Certaines sociétés ne pourraient-elles pas conclure entre elles des accords industriels ? Cela nous permettrait de devenir une puissance exportatrice, industrielle et technologique qui soit concurrentielle avec l'importe lequel des monstres du téléphone qui existent et qui exportent dans le monde.

« J'ai pris des dispositions au sein de mon cabinet pour que le gouvernement, par l'intermédiaire de mon ministère, puisse jouer pleinement son rôle en matière d'exportation. Ce sont souvent des affaires qui se traitent d'Etat à Etat, et il est très conséquent, normal que j'apporte mon aide aux exportateurs.

« Contraindre les industriels à s'entendre à l'exportation est un terme un peu fort, mais j'ai bonne mémoire et je verrai bien comment les choses seront conduites sur les marchés extérieurs. J'en

tirerai des conclusions pour le marché intérieur.

« Quelle sera votre politique en matière de téléinformatique et de télédistribution ?

« Le gouvernement considère qu'il y a des tâches tellement plus urgentes qu'il n'y a pas lieu de se presser pour résoudre ces problèmes.

« Cherchez-vous à améliorer les procédures de recrutement et le système de rémunération des agents des P. T. T. ?

« La grille de la fonction publique est un grand problème. L'ensemble du personnel est très attaché à son appartenance à la fonction publique, même si certaines entreprises nationales ou certains établissements publics pourraient lui offrir des statuts plus avantageux. C'est ainsi, et je n'ai pas l'intention de toucher à ce système dont je suis l'héritier et le gardien. Cela étant, nous allons bien voir, le personnel et moi, si nos structures actuelles

sont adaptées à la tâche et au rythme soutenu qu'on nous a demandé. S'il fallait les améliorer, nous le ferions dans la concertation la plus totale, mais le problème n'est pas d'actualité.

« Le chef de l'Etat s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur soit d'une transformation des P. T. T. en établissements publics, soit d'une franchise séparant entre le budget des postes et celui des télécommunications. Ces réformes vous paraissent-elles urgentes ?

« Non, dans la mesure où il y a bien d'autres urgences. Remettre cette maison au travail dans le cadre budgétaire élargi dont nous venons de parler, était prioritaire, et j'ai bien l'intention d'effectuer ce rétablissement dans des structures unitaires. Ce problème, lui non plus, ne me paraît pas d'actualité.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.



Il faut savoir au moins une langue à fond

Les cours accélérés du Conseil de Londres garantissent une assimilation dont le résultat peut être comparé avec plusieurs années d'études traditionnelles. C'est-à-dire que les participants avec des bases de connaissances, des besoins et des intérêts différents peuvent obtenir des résultats surprenants.

Anglais-Londres ; Allemand-Berlin 14 ou 28 jours
Français-Paris ; Espagnol-Barcelone
Langues scandinaves - Stockholm
L'institut de langue des entreprises européennes.

LE CONSEIL DE LONDRES
104, rue Réaumur - 75002 Paris - Téléphone : 231-11-08

J'aimerais recevoir votre brochure d'information détaillée.

Nom
Adresse
Téléphone
Langue

LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

ADRESSES	PRIX MOYEN AU M2	SURFACE M2	DATE LIVRAISON	LOCATION	VENTE	DESCRIPTION	NOM DU CONSTRUCTEUR
PARIS							
FLANDRE 90 90, rue de Flandre PARIS	19	de 350 à 450 P. P.T.T. redécoration comprise	3.700 m2 divisibles à partir de 130 m2	Immédiate	*	Dans quartier rénové, proximité immédiate du périphérique. Face métro CHAMPS (direction Opéra, liaison R.E.R.) Bus n° 80. Immeuble NEUF de 10 étages entièrement terminé comprenant : — Une aile séparée sur jardin, superficie de 800 m2. Des étages de 410 m2 divisibles en 2 lots, 130 et 280 m2. Tous les bureaux en premier jour, panoramiques ou cloisonnés à la demande avec ou sans climatisation.	DEMOMERY 39, rue Demourville, 75015 PARIS Tél. : 533-68-91
BANLIEUE							
PARIS - PLEYEL Carrefour Pleyel SAINT-DENIS	93	3.750 P.T.T. redécoration incluse P.T.T. 575 P. redécoration	14.500 m2 divisibles par plateaux de 800 m2 environ	Immédiate	*	Entièrement terminé y compris cloisonnement (mobile) et auto-commutateur téléphonique - climatisation intégrale • Métro (ligne n° 13) jusqu'au-dessous de l'immeuble, prolongée jusqu'à CHAMPS-ELYSEES - CLERMONT-ROUGE • Autobus : 7 lignes, n° 142 - 153 - 154 A - 154 B - 155 - 168 - 174. • A proximité du périphérique et des autoroutes A1 et A3.	COGIFRANCE 47, rue du St-Honoré, 75008 Paris Tél. : 286-70-70 (poste 359) BOURDAIS - BUREAUMATIQUE 142-184, bd Haussmann, 75008 PARIS Tél. : 227-11-55
SUD-EXPANSION 40 à 62, rue du Général- Mallieret-Joinville, VITRY	94	Location 200 P.T.T. Prix fermes et définitifs Vente 2.500 P.T.T. hors redév. jusqu. 20-6-76	8.500 m2 divisibles en lots de 500 m2	1 ^{er} sem. 76	*	5 km de la Porte de Chelles. A proximité du complexe industriel de Thiais, de la zone commerciale de Rungras, d'Orly. Moyens d'accès : N. 305, N. 18, Dép. 154, Bus : 185, 183, Extension prévue du métro. Bureaux neufs conçus pour être confortables et fonctionnels. Cloisonnement mobile - Parkings - Cafétéria - Restaurant d'entreprise.	SOVIC 43, rue des Plantes, 75014 PARIS Tél. : 533-88-30

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux

مركز امين الاميل

La région parisienne

Des « plans » pour occuper les sols

MÉNILMONTANT

Le plan d'occupation des sols (POS) de la capitale est présenté aux Parisiens dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville jusqu'au 28 juin (1). L'assemblée publique sur ce document, approuvé par les conseillers de Paris en décembre dernier, débute ensuite. Dans les semaines qui viennent, des expositions seront organisées dans chaque mairie d'arrondissement.

Le dossier épais, les définitions précises et les plans détaillés. Le sort de chaque parcelle de terrain est défini : hauteur de l'immeuble, densité et type de la construction, gabarit, alignement. Tout est dit. Chaque propriétaire connaît désormais ses droits et ses devoirs. Le plan d'occupation des sols remplace les anciens plans d'urbanisme, beaucoup moins précis. C'est essentiellement un document de droit foncier. Mais, par les règles qu'il édicte, il dessine la forme de la ville future.

L'article ci-contre sur le vingtième arrondissement montre dans quel sens « bougera » ce quartier de Paris si l'on y applique le POS et comment les dispositions à la fois précises et abstraites de ce document agissent sur la ville et ses habitants. Un lexique des termes techniques illustre, avec la carte, un « échantillon » de plan, enfin, est analysée la méthode de « fabrication » du plan d'occupation des sols dans deux communes du Val-de-Marne.

(1) Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 30, rue de Bièvre, 75001 Paris (ouvert tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à 18 heures).

Du haut de la rue de Ménilmontant, on aperçoit la tour Saint-Jacques. Les promoteurs ne s'y sont pas trompés qui ont baptisé leurs immeubles dans le XX^e arrondissement : la Montgolfière, le Haut-Ménil, le Tolt-de-Paris. Le XX^e arrondissement, c'est Paris-collines, Paris-villages, Belleville et Ménilmontant. Un quartier populaire, un des derniers à « mal voter ».

C'était le XX^e, comme tout Paris, s'embourgeoise : les ouvriers le quittent (37 % en 1968 contre 44 % en 1954) ; arrivent les jeunes cadres. Dans les îlots insulaires, vivent encore beaucoup d'étrangers, et les quatre cinquièmes des habitants paient moins de 200 francs de loyer par mois. Mais, parmi les terrains vagues, les taudis à moitié démolis, les immeubles mal entretenus et « mal habités », s'édifient à la petite semaine des logements de « standing ». Des immeubles de quinze étages se cachent, les uns aux autres, la vue sur la ville. Les promoteurs savent que le quartier changera, et ils s'attirent, comme leurs clients d'ailleurs, par des prix un peu moins élevés que dans le reste de la capitale.

Pour ce quartier déshérité dont le grand jardin est un cimetière (le Père-Lachaise), que veut le plan d'occupation des sols ?

Tout d'abord, quatre zones, qui couvrent une bonne partie des terrains constructibles, sont exclues du régime général : au sud, l'îlot Saint-Blaise, entre le boulevard Davout et la rue des Pyrénées, non loin de l'église Saint-Germain-de-Charonne ; à l'ouest, l'îlot des Amariers, entre l'avenue Gambetta et la rue des Cendriers ; au nord, les deux zones de rénovation privée baptisées « Nouveau Belleville ». Des conven-

tions et des règlements particuliers s'y appliquent que le POS ne reproduit pas. Un plan désastreux, tout en tours et en barres, avait été prévu pour l'îlot Saint-Blaise. En 1972, les services des affaires culturelles ont heureusement demandé son remaniement, après un début d'exécution. Un nouveau plan-masse, moins simpliste, est à l'étude.

Pour les autres terrains, deux combinaisons de densités s'appliquent dans le vingtième arrondissement. Du côté de la place de la Réunion, au nord de la rue de Bagnollet et au nord-ouest de l'arrondissement, le dosage favorise l'installation d'équipements collectifs, de commerces ou d'activités artisanales (COS de 3,5) plutôt que la construction de logements (COS de 2) ou de bureaux (COS de 1). Ailleurs, l'habitat est à égalité (COS de 3) avec les activités et les commerces contre 1,5 pour les bureaux.

Mais les densités autorisées sont beaucoup plus fortes que celles qui existent : l'occupation moyenne du sol est aujourd'hui de 1,5 seulement

(contre 2,6 pour l'ensemble de la capitale) à cause des nombreuses maisons basses, vestiges des anciens villages et faubourgs. C'est pourquoi la rénovation « sauvage », en dehors des secteurs où elle est expressément voulue, va continuer à vivre libre. Les propriétaires ont en effet le plus souvent intérêt à démolir ce qui existe pour construire plus.

La plafond de hauteur, d'abord fixé à 50 mètres, a été ramené, sauf pour le « nouveau site » de Saint-Blaise, à 37 et 31 mètres. Il est même de 25 mètres dans le haut de la rue des Pyrénées, au bord du Père-Lachaise, autour de la place de la Réunion et à 18 mètres dans l'ancien village de Charonne. N'aurait-il pas fallu être plus sévère dans un quartier aux reliefs si accentués : le cimetière de Belleville est à 120 mètres d'altitude, comme Montmartre... Les gabarits de protection qui limitent la hauteur des façades des Cascades ou rue de l'Ermitage suffiront-ils à préserver les vues. Que se passera-t-il rue des Envierges ?

de ces morceaux de banlieue aérée d'imposants bâtiments qui les écrasent.

La 20^e arrondissement couvre 100 hectares, le dixième de la capitale : 10 hectares de terrain figurent au POS comme « réserves pour équipements publics », que la collectivité s'engage à acheter si le propriétaire, qui ne peut pas y construire, désire vendre. Un terrain de sports est ainsi prévu rue des Cendriers ; une douzaine de terrains sont réservés à des écoles ; la police, les P.T.T. et les

équipements sociaux se partagent quelque milliers de mètres carrés. Enfin, près de 5 hectares sont colorés en vert, le couleur qu'ils auront peut-être un jour pour de bon. Mais il s'agit, pour le plus part de ces derniers, notamment les 3 hectares de jardins prévus sur les pentes, rue Villin, d'espaces verts de compensation : leur création a été décidée par la loi Lefebvre de 1953, en échange des constructions entreprises sur la démolie « ceinture verte ».

La voirie, enfin. Après d'âpres dis-

cussions, de nombreux arrêtés d'alignement ont été abandonnés. Certains élargissements sont toutefois maintenus, notamment celui de la rue de Belleville. Et toujours, tant qu'il n'aura pas été officiellement rejeté, le projet de la radiale de Bagnollet, le projet de la radiale de Bagnollet, cette autoroute urbaine qui irait de la porte de Bagnollet au boulevard de Charonne, après avoir démolir sur son passage de nombreuses maisons et frôlé une école, la villa Godin, le cimetière de Charonne et celui du Père-Lachaise, qui sont, ne l'oublions pas, des lieux de promenade.

Les « promenades » de l'Ermitage

Sur place, une association d'habitants combat ce projet fou... et absurde, à moins qu'on ne transforme aussi en autoroute le boulevard de Charonne, dans lequel se déverserait la voie radiale. Cette association, le Comité de liaison et d'animation (CLAD 20^e), a surtout fait, depuis sa création en 1971, un sérieux travail d'analyse et d'information sur les questions d'urbanisme. Afin d'expliquer aux habitants ce qu'est le plan d'occupation des sols, le CLAD a, par exemple, organisé, depuis octobre dernier, plusieurs expositions dans l'arrondissement.

Pour expliquer, critiquer et proposer. Des critiques : la hauteur des immeubles ne devrait jamais, selon le CLAD, dépasser 31 mètres ; la densité est trop forte : les équipements publics, concentrés au nord, sont insuffisants au sud ; l'arrondissement est mal desservi par les transports en commun et aucun plan de circulation n'a été établi ; rien ne protège sérieusement les abords de la place Gambetta, bel ensemble du dix-neuvième siècle, la place de la Réunion, déjà bancale après des aménagements disproportionnés, et l'ancien village de Charonne, dont la sauvegarde est à l'étude...

Des propositions, enfin. Les habitants du XX^e n'oublient pas, eux qui grimpent et dévalent les pentes,

le relief de leur quartier, moins viable sur les plans d'urbanisme. Ils souhaitent que de nombreuses « échappées » soient préservées : la dorsale de la rue Gasnier-Guy (85 mètres d'altitude), qui offre à la vue l'Opéra et la Madeleine sur fond de Mont-Valérien, le haut de la rue Robinson, celui de la rue Haxo, vers la banlieue nord-est... Le POS prévoit des points de vue protégés depuis les rues Plat, de Ménilmontant et de Belleville. Aux yeux des animateurs du CLAD, cela ne suffit pas.

Toujours pour tirer parti du relief, le CLAD propose aussi d'aménager des « promenades » le long des rues de l'Ermitage et des Cascades, aux alentours des octes 35 et 100. « Une bande de verdure pourrait s'appuyer sur le futur espace vert de la Cloche et sur le square Bidasco et se ramifier, vers l'est et l'ouest, par des voies piétonnes », rêvent les animateurs du CLAD. Les collines du XX^e arrondissement redeviendraient alors un belvédère de Paris. Et le XX^e ne serait plus cet arrondissement mal-aimé, mal connu, ce quartier déshérité, abandonné, où la population « désespère », selon le CLAD, d'y vivre des jours meilleurs.

MICHEL CHAMPENOIS.

* CLAD 20^e, 30, rue Planchat, 75020 Paris.

VAL-DE-MARNE

Santeny qui grogne, Périgny qui rit

On trouve réunis sur le plateau de Brie, aux confins du département du Val-de-Marne, tous les « ingrédients » de la spéculation immobilière : des espaces libres bon marché puisque le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) n'y prévoit que des activités agricoles ; de charismatiques petits villages entourés de vergers qui sentent bon la France « rétro » ; les plans d'occupation des sols, qui arrivent bien tard, pour rendre indigeste la multiplication des « villages » pour cadres moyens ou supérieurs ? Peut-être à Périgny-sur-Yerres : peut-être pas à Santeny.

Périgny est toujours la plus petite commune du Val-de-Marne : 400 habitants hier ; 1400 aujourd'hui. Au nord-est, le plat pays et la lourde terre bricole. Au sud, la rivière Yerres et ses coteaux. De quoi inspirer plus d'un promoteur : de réservations de terrains en demande de permis de construire, ils ont tenté leur chance, mais se sont heurtés au veto du maire, qui n'avait, au début, à sa disposition qu'un mauvais plan d'urbanisme et beaucoup d'entêtement.

Le plan d'occupation des sols qui a été publié le 18 février 1974 met, en principe, Périgny à l'abri de ces menaces. Son adoption n'a pas été trop difficile : le maire (G.D.P.), Michel Lucas, avait le dynamisme nécessaire pour entraîner l'adhésion de son conseil municipal et de la population. Il a choisi la meilleure méthode, encore praticable à Périgny : le porte-à-porte.

M. Lucas savait ce qu'il voulait faire de sa commune. D'abord ne pas dépasser 1500 habitants. Remettre en culture « la plaine » grâce à l'aménagement de lots de 5 hectares... pour les espaces verts. Restaurer le vieux bourg, en installant une trentaine d'artisans d'art dans les anciennes granges. Déjà riche de quatre peintres et trois sculpteurs, dont Dubuffet, Périgny a réservé le terrain nécessaire pour construire une rue marchande pour ses futurs artisans. Enfin, « le coteau » et « les bords de l'eau » ont été déclarés inconstructibles : une partie sera aménagée en parc naturel et tous les contribuables recevront une action ; un secteur de production fruitière sera classé « zone de promenade champêtre ».

Les risques de ce POS ne doivent pas être mésestimés ; Périgny pourrait devenir une sorte de « village suisse » ou se figer dans le tourisme de week-end. Les

inconvenients sont certains : les choix aboutissent à une rénovation de luxe. Pourtant ces projets ont le mérite d'être nés et le POS immobilière un développement maîtrisé.

Tout autre est la situation à Santeny, quelques kilomètres plus au nord. C'est également une petite commune rurale (2 300 habitants) où le plan d'occupation des sols est en cours d'élaboration.

Deux familles alliées se partagent la quasi-totalité des sols. L'une vend morceaux par morceaux ses terres aux promoteurs (400 pavillons déjà construits) ; l'autre cherche à sortir d'une indigence. La majeure partie du conseil municipal et le maire, M. Fernand Gauchard (modéré), font partie de la vieille génération qui n'a pas été formée aux lois d'urbanisme. Ils suivent les événements en donnant le feu vert à des constructions pour la raison de bon sens que l'un des conseillers possède les terrains. Ils veulent une zone industrielle le long de la voie de chemin de fer et en attendant un accroissement de la patente. Ils ne sont pas opposés à la deuxième zone d'aménagement

concerté des Gravières (soixante pavillons).

Les « opposants » qui siègent au conseil sont plus jeunes que les détenteurs du pouvoir. Ils souhaitent qu'il y ait moins de ségrégation sociale et refusent que Santeny se spécialise dans l'habitat de cadres. Pourquoi pas des H.L.M., disent-ils ? Plus volontaristes que leurs aînés, ils ne voient pas pourquoi ils devraient accepter le trac foncier proposé par les promoteurs : « Vous nous autorisez à construire et nous vous céderons près du centre ville une parcelle sur laquelle vous installerez vos équipements collectifs ». Ils ont récemment obtenu du conseil municipal le rejet provisoire des soixante pavillons de la ZAC des Gravières ; mais ils demeurent minoritaires.

Les plans d'occupation des sols s'élaborent lentement ; le groupe de travail a été constitué. Il devra prendre en compte les « coups partis » : un hypermarché est prévu sur la route nationale 19 ; les quatre cents pavillons de la ZAC des « Quarante Arpents » déséquilibrent la commune. Le

POS souffrira aussi d'un manque de vision d'ensemble : les responsables s'aperçoivent à retardement que telle ZAC empêcherait les agriculteurs de se rendre dans leurs champs ou que la zone industrielle au droit des débouchés directement sur la nationale 19 à cause des risques d'accidents. Le développement de Santeny doit-il se faire à partir du bourg ou de façon dispersée ? Laissera-t-on le commerce et l'industrie transformer en rue la route nationale 19 ? Appliquera-t-on le SDAU du plateau de Brie qui prévoyait une ZAC dans le Haut-Montargis ? Autant de questions qui demandent réponse avant que le POS ne devienne opérationnel.

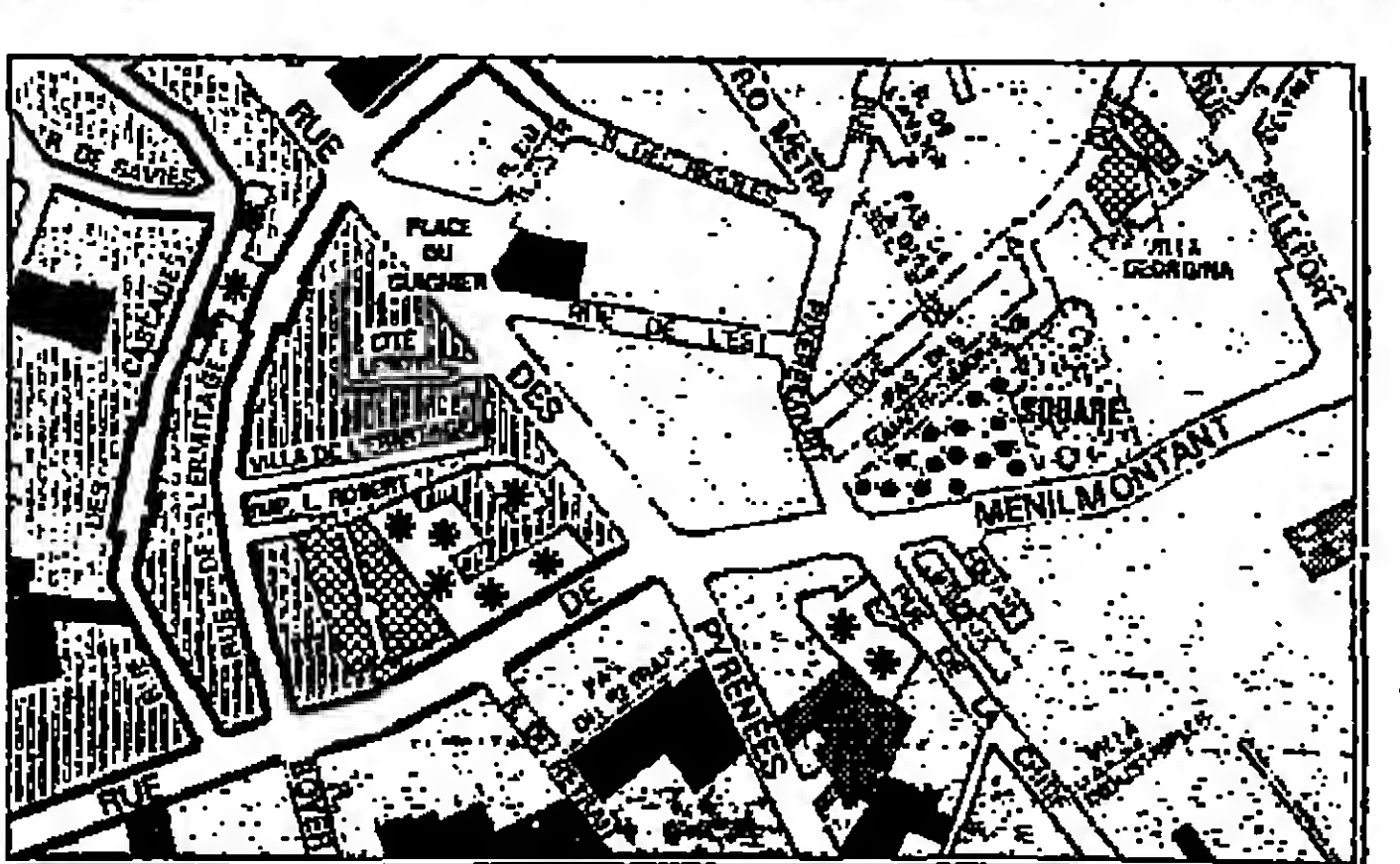
Devant le plan « modèle » de Périgny et les difficultés d'élaboration de celui de Santeny, on se tente de dire que « tel était tel POS ». En expression est instrument d'un urbanisme volontaire, celui-ci n'a d'efficacité qu'à la condition d'être fait par un homme ou une équipe ayant des idées arrêtées sur l'avenir de la commune.

ALAIN FAUJAS.

Un échantillon à la loupe

Ci-dessous : un exemple partiel du plan d'occupation des sols de Paris, dont les couleurs ont été traduites en grisées.

LA DENSITÉ : il y a trois dosages différents de densités suivant le type de construction. Dans le



Secteur UMa
Secteur UMo
Réserve pour équipement public
Espace vert existant
Réserve pour espace vert
Espace vert intérieur à protéger
Zone UL
Équipement public existant
Gabarit de protection
0 100 200

Trains Autos Couchettes

50% de réduction 220 jours par an sur le transport de votre voiture

Cette réduction est valable pendant les périodes creuses sur les Trains Autos Couchettes, les Services Autos Express et les Trains Autos Jour pour toutes les relations intérieures françaises.



Renseignez-vous dans les gares et les Agences de voyages.

UNE PRÉFÉRENCE POUR LA MAQUETTE DE JEAN-CLAUDE BERNARD

Le projet de la maquette de Jean-Claude Bernard est une œuvre d'art qui se présente sous la forme d'une maquette de ville. Elle est constituée de nombreux petits éléments qui se rassemblent pour former une image globale. La maquette est présentée dans un cadre et est accompagnée d'un texte explicatif. Le projet est une œuvre d'art qui se présente sous la forme d'une maquette de ville. Elle est constituée de nombreux petits éléments qui se rassemblent pour former une image globale. La maquette est présentée dans un cadre et est accompagnée d'un texte explicatif.

uper les sols
n veut, ce qu'on peut

Les élus de la majorité se rallient au compromis

(Suite de la première page.)

Il ont souhaité, d'autre part, que l'ensemble s'intègre mieux au quartier, que l'on construise des logements sociaux et que les bâtiments ne comportent pas de décalages de hauteur. Pour la commission il faut enfin que la garantie apportée par l'Etat à la ville puisse dépasser le déficit de 60 millions de francs prévu jusqu'ici.

En prenant cette position, les élus acceptent que le projet de l'Atelier parisien d'urbanisme, soit rejeté. Le mémoire préfectoral leur proposait en effet un « nouveau » parti architectural tenant seulement compte des études de M. Ricardo Bofill et Bernard de la Tour d'Auvergne. Le projet de ce dernier étant le plus apprécié aussi bien par les Parisiens que par les élus, cela revenait à laisser la voie libre à l'architecture catalane.

Mais si Ricardo Bofill est en passe de gagner, il n'en est pas tout à fait de même pour son projet initial qui a été quelque peu modifié par les amendements de la commission des Halles. Ce combat d'arrière-garde aboutira à faire d'un projet de nouvelle maquette reprenant les grandes orientations de la première, même si le « théâtre de verdure et les colonnades » doivent disparaître.

En demandant une nouvelle fois que soit privilégiée la perspective sur Saint-Eustache, les élus reconnaissent une des ambiguïtés de leur choix : le projet restant réellement en faveur de l'église est celui de M. Bernard, que personne n'ose plus officiellement défendre.

En ne proposant pas au sein de la commission des Halles de soutenir le projet de M. Jean-Claude Bernard, qui avait leur préférence, mais seulement d'insister le mémoire préfectoral, les élus U.D.R. ont rallié aux thèses de l'administration. Certes, le préfet de Paris, M. Jean Teulade, les a aidés puisqu'il ne s'agit pas d'accepter le projet de Ricardo Bofill dont ils ne voulaient pas entendre parler au mois d'octobre 1974 : il s'agit seulement d'adopter un plan de zone qui ne leur se « plaquera » une œuvre de plusieurs architectes, dont celle de l'artiste espagnol.

Certes, les contraintes techniques et financières des Halles prévues s'élevaient à 1 200 millions de francs — sont au cœur du débat. L'aspect architectural du projet définitif restait toujours l'indéterminé. Mais la perspective des élections municipales de 1977 pèse déjà très lourd sur l'attitude des conseillers de Paris.

JEAN FERRIN.

Trains Autos Couchettes

50% de réduction
220 jours par an
sur le transport
de votre voiture

Les élus de la majorité se rallient au compromis

(Suite de la première page.)

Le projet de M. Ricardo Bofill obtient 54 % d'observations favorables à pour l'aspect architectural « stricto sensu », contre 32 % à M. Jean-Claude Bernard et 41 % à M. de la Tour d'Auvergne. L'aspect vert de l'architecture catalane recueille 56 % des observations favorables, mais son motif central (théâtre de verdure et colonnades) est condamné par 80 % des visiteurs.

Le projet de M. Bernard de la Tour d'Auvergne recueille 75 % des observations favorables pour son jardin anglais et 55 % pour sa place d'eau. L'importance donnée au forum est condamnée par 33 % des visiteurs.

SNCF

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Paris

L'AFFAIRE DES HALLES

POINT DE VUE

ANGÉLISME SUSPECT

par JEAN REY (*)

L'AFFAIRE des Halles est dou-
blement révélatrice : quant
aux méthodes du pouvoir
quant aux conceptions du président
de la République en matière d'urbanisme.

Des trois projets en compétition, le premier, celui de Ricardo Bofill, bénéficiait des faveurs élyséennes ; le second, conçu par M. de la Tour d'Auvergne, était soutenu par la Société d'équipement et d'aménagement des Halles, présidée par M. de la Motte (U.D.R.), jusqu'à rétroceder devant les initiatives du chef de l'Etat ; le troisième, œuvre de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), bureaux d'études de la Ville de Paris, et conçu par M. Jean-Claude Bernard, semblait recueillir l'adhésion de la majorité des habitants du quartier. Il fallait donc l'éliminer pour se retrouver entre gens de bonne compagnie et tenter, en toute tranquillité, de négocier une réconciliation convenable.

Que de péripéties avant que le monarque parvienne à imposer son architecte ! Les instances de tutelle ont tout d'abord essayé de s'opposer à la présentation même du projet de l'APUR. Par un extraordinaire retournement, la SERETE, société chargée de la promotion du forum commercial, après avoir dans une étude approfondie marqué sa préférence pour les conceptions de l'Atelier parisien, s'est ensuite prononcée « plutôt en faveur » du projet de M. Bofill. Le pas décisif vient d'être franchi par le préfet de Paris : son mémoire recommande de fusionner les projets de M. Bofill et de la Tour d'Auvergne et d'écarter définitivement celui de l'APUR. Une fois de plus, on tente de réduire à rien le rôle des élus représentants de la population.

Que d'intrigues, que de temps perdu, que de dépenses supplémentaires engagées pour voir satisfaits les goûts du prince ! J'ai mentionné l'obligation de respecter pour les façades une ordonnance architecturale marquée notamment par un alignement d'arcades, déclare le préfet. Que ne ferait-on pas pour un alignement d'arcades ? Car les fois naturelles vont dans ce sens : c'est toujours dans le centre des villes qu'on trouve les palais. (1) « Foras immanable des lois naturelles...

L'urbanisme glaciarrien procède, pour l'essentiel, d'une esthétique. Pour le président de la République, c'est parce qu'elle choque le goût par ses laideurs, parce que son contour n'est plus lisible, que la ville doit être changée. Comme si l'objet principal était que le bourgeois privilégié retrouve dans les centres urbains l'atmosphère calme, verdoyante, apaisée de ses résidences secondaires. Et au mal de vivre que l'on connaît aujourd'hui dans les zones urbanisées, on oppose simplement ce vieux mythe de la société rurale, la cité intégrée, sans conflit, immobile. Angélisme suspect.

M. Glacard d'Estang reconnaît que le front de Seine fut une erreur. Non parce qu'on y a construit à l'aide d'une procédure d'expropriation des logements à 6 000 francs le mètre carré, faisant ainsi disparaître un quartier populaire, mais simplement parce que l'urbanisme horizontal lui paraît plus humain que l'urbanisme vertical et mieux respecter le gabarit parisien. Quelle étrange priorité qui voudrait faire de la ville un lieu de cohabitation distinguée, une occasion de plaisirs visuels. Non que ces considérations soient négligeables. Mais elles ne sont pas essentielles. La ville n'est pas un décor que chaque président changerait à sa guise : après la mode « tours », la mode « rétro », la mode « arcades ».

(1) Interview de M. Glacard d'Estang donnée à notre confrère le Point, le 7 avril.

URBANISME

M. LECANUET approuve la réforme foncière. — M. Jean Lecanuët, garde des sceaux, interviendra par notre confrère le Point, estime que la nouvelle loi portant réforme foncière, préparée par M. Robert Galley, ministre de l'équipement, n'a violé pas le droit de propriété. Elle le limite simplement pour tenir compte de l'intérêt général. Prenant l'exemple de Rouen, ville dont il est le maire, le garde des sceaux indique que la réforme « touchera moins de 2 % des permis de construire déposés chaque année ». Grâce aux nouveaux textes, le maire serait désormais à même de contrôler le développement d'une urbanisation qui lui échappe en partie et accentue les phénomènes de ségrégation sociale.

Faut-il rappeler que la concentration urbaine est un phénomène puissant qu'il s'agit de maîtriser, non de nier ? Affirmer la croissance zéro de la région parisienne est un slogan commode, mais irréaliste. La ville est un lieu de travail, une zone de création d'emplois. Il ne peut pas y avoir d'urbanisme digne de ce nom sans une réflexion sur les fonctions sociales que le groupement urbain permet d'assurer et notamment sur les relations entre le travail et l'habitat.

Pour nous, c'est d'abord parce que les classes sociales modestes, les ouvriers, les employés, les travailleurs immigrés, en sont chaque jour davantage rejetés, repoussés par la

spéculation foncière, toujours plus loin de leur lieu de travail, dans des banlieues dénuées d'équipements collectifs, qu'il faut changer la ville. C'est parce que l'assignation du domicile est, comme la considération sociale, directement fonction de la richesse. C'est parce que l'habitat renferme exactement les inégalités de revenus.

A travers la ville, c'est l'organisation même du système économique et social qui est en cause. Il ne s'agit pas de discuter des formes et du dessin. Aucune recette ne permettra de masquer ce fait : on ne changera pas la ville sans changer la société et ses structures.

(*) Délégué national du parti socialiste, chargé de l'équipement.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les responsables des neuf communautés urbaines réclament d'urgence des ressources nouvelles

Les communautés urbaines réclament une attribution de 10 % dans la répartition du versement représentatif de la taxe sur les salaires, la prolongation de la majorité de la subvention de 33 % sur les dépenses d'équipement (en souhaitant que ce taux soit porté à 50 %), la renonciation aux infrastructures coûteuses à l'exception légale du « fonds de concours », et l'affectation aux communautés d'une part d'impôt. Trois sont les points essentiels d'une motion adoptée à l'unanimité par les responsables des neuf communautés urbaines, réunis au Creusot-Montceau-les-Mines les 25 et 26 avril.

Pour sa part, M. Georges Lom-

bard, président de la communauté de Brest, a déclaré : « Il faut que le gouvernement comprenne que si des mesures rapides, modernes, efficaces et dynamiques ne sont pas prises, nous allons à une épreuve de force entre le pouvoir central et les collectivités locales. »

Selon M. Jacques Chabannon (Bordeaux), on a cru, à tort, que les ressources fiscales banales suffiraient pour alimenter les budgets. Mais les travaux confiés aux communautés en vertu de la loi de 1966 sont « babyloviens ». « Si le système de répartition des ressources n'est pas modifié, a dit l'ancien premier ministre, il ne se créera plus aucune communauté urbaine. »

A PROPOS DE...

L'AMÉNAGEMENT DU CENTRE DES VILLES

Faire mieux avec moins

Les élus locaux vont avoir les mains libres pour aménager et préserver les quartiers centraux de ville. A l'occasion du colloque organisé par l'Association des maires de France sur le thème « la reconstruction des centres de ville », le représentant du ministère de l'équipement a annoncé une prochaine réforme d'ensemble de l'organisation administrative et des mécanismes de financement.

Après les transports en commun il y a quelques mois, la commission des communes urbaines de l'Association des maires de France a été d'accord pour condamner la « rénovation-bulldozer », longue, coûteuse et traumatisante pour les habitants. Il faut respecter davantage, ont-ils souligné, les immeubles existants et l'architecture ancienne ; éviter de chasser en lointaine banlieue les familles aux ressources modestes ; contenir la poussée des bureaux et des appartements de luxe ; créer des espaces verts et des rues pour les piétons.

à réfléchir sur l'aménagement des centres de ville. On ne pouvait, en effet, trouver meilleure illustration du décalage qui existe entre les idées et les faits.

La plupart des quelque cinquante représentants des communes qui ont participé au colloque de Marseille ont été d'accord pour condamner la « rénovation-bulldozer », longue, coûteuse et traumatisante pour les habitants. Il faut respecter davantage, ont-ils souligné, les immeubles existants et l'architecture ancienne ; éviter de chasser en lointaine banlieue les familles aux ressources modestes ; contenir la poussée des bureaux et des appartements de luxe ; créer des espaces verts et des rues pour les piétons.

Cloisonnement et embûches

Mais comment atteindre ce but ? Les maires se sont plaints des multiples cloisonnements administratifs et de la complexité des procédures de financement qui font obstacle à une intervention à la fois souple et efficace. En réponse à ces préoccupations, le représentant du ministère de l'équipement a annoncé une prochaine réforme qui devrait — en partie, au moins — lever les embûches.

Il s'agit de mettre dans un « pot commun », à la disposition des municipalités, les services de l'administration et les moyens de financement. Dans chaque département un organisme rassemblera sous l'autorité du préfet, les représentants des administrations concernées (équipement, affaires culturelles, environnement, etc.). On facilitera ainsi la tâche des maires qui n'auront plus à s'adresser à de trop multiples interlocuteurs rarement d'accord entre eux.

Une même coordination sera organisée au niveau national entre les directions des ministères. Les procédures réglementaires et financières seront aussi simplifiées pour que les élus disposent d'une plus grande liberté de manœuvre. Ainsi, les crédits de l'Etat seront « globaux » et pourront servir aussi bien à la rénovation, à la restauration des secteurs sauvegardés, qu'à la suppression des îlots in-

salubres, à l'aménagement d'espaces verts ou encore à la construction de logements sociaux.

« Avec une même enveloppe financière, il est possible de faire beaucoup mieux », a estimé le représentant du ministère de l'équipement. Cette opinion est loin d'avoir été partagée par les élus réunis à Marseille. « Nous sommes d'accord pour balayer devant notre porte, a affirmé M. Lagrange, maire de Châtillon-sur-Marne, mais cela ne suffit pas. » Aménager de façon harmonieuse le cœur des villes est une œuvre complexe qui coûte cher, qu'on le veuille ou non, et qui requiert une attention de tous les instants, ont fait remarquer les élus.

Dans ces conditions, les nouvelles responsabilités que le gouvernement s'approprie, à juste titre, à confier aux maires ne devraient-elles pas s'accompagner de la réforme des finances locales et d'une plus grande décentralisation d'un pouvoir qui reste encore essentiellement entre les mains de l'administration centrale ? L'idée telle son chemin. Mais depuis si longtemps qu'on comprend les maires qui doutent de la volonté du président de la République et du gouvernement d'appliquer dans les faits la politique d'urbanisme préconisée dans leurs déclarations.

ÉTIENNE MALLET.

Vacances Festival à Tabarka (Tunisie)

JE NE VEUX PAS BRONZER IDIOT

POURQUOI DES VACANCES A TABARKA ?

Pour ceux qui ne veulent pas être les « Faurages » du mois d'août, pour ceux qui rêvent de vacances pleines, inoubliables, de fêtes ensoleillées, de places immenses, de paysages d'été... bref, pour ceux qui ne veulent pas bronzer idiot, « RIVAGES » propose une formule de vacances originales : le festival de TABARKA.

QU'EST-CE QUE LE FESTIVAL DE TABARKA ?

Une extraordinaire fête qui s'étale sur deux mois, du 15 juillet au 15 septembre, une ambiance sera entretenue non seulement par la qualité des spectacles mais encore par l'animation de rue à laquelle se prêtent un certain nombre de troupes théâtrales et surtout par la volonté des participants qui y sont conviés.

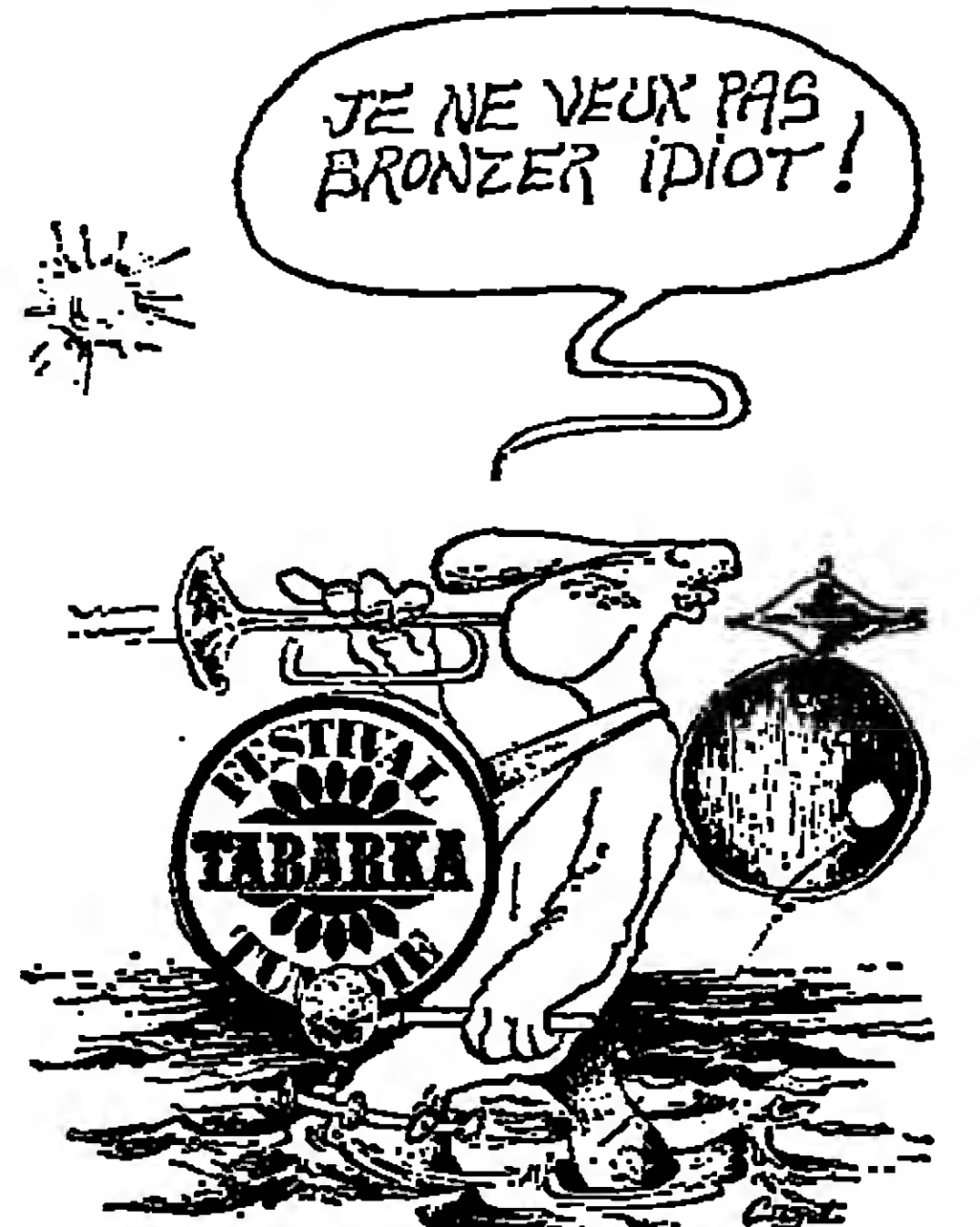
OU ET QUAND ?

TABARKA se situe sur la côte nord-ouest de la Tunisie près de la frontière algérienne. Ce village de pêcheurs est bordé de vastes plages de sable, de collines boisées, de pins, de chênes-lièges et de minimes. Le festival a lieu en juillet et en août, chaque nuit y restera auant

de semaines qu'il le désire. Les départs ont lieu de Paris, tous les lundis, mardis et mercredis, de Lyon et de Marseille, tous les mardis. Des vols spéciaux AIR FRANCE/TUNIS AIR vous amèneront jusqu'à Tunis. De là, des cars affectés par nos soins vous conduiront à TABARKA. Les participants au Festival seront reçus dans un village de huttes (tours en dur et tout de chaume), tables et draps fournis. Sanitaires sur place (douche, lavabos, W.C.). Entre deux sessions, après un bon bain et durant toute la fête, plusieurs restaurants sont à votre service (certains sont ouverts très tard le soir). Leurs prix sont incroyables : 3 plats pour 800 millimes tunisiens (850 F). Possibilité de séjour à l'hôtel.

SPECTACLES ET ATELIERS

Chaque nuit, à partir de 20 heures, des activités artistiques. Des professeurs qualifiés permettront toujours à ceux qui le désirent, d'initier ou de se perfectionner dans les domaines de la peinture, la sculpture, la danse moderne, l'improvisation et les techniques théâtrales, les bases de la langue arabe, etc.



VEDETTES

5 juill.	TINA MARIA (Brest).
12 juill.	OSCAR PETERSON (Paris).
19 juill.	ATYANALPA TUPANQUI (Amér. que latine).
26 juill.	CHEICK CORRA (Jazz rock).
1 ^{er} août	OSSEIRISA (Aldique).
2 août	PACO IBANEZ (Saguen).
9 août	DIZZY GILLESPIE (Jazz).
23 août	ANNE SYLVESTRE (Chant).

THEATRE

2-7 au 12-7	TH. CASABLANCA.
4-7 au 12-7	THEATRE DU REP. TUNISIEN.
THEATRE CASABLANCA	
Pièces présentées :	
« DIVAN SIDI ABERRAHMANE EL MASDOUB »	
« LES MOUTONS REPESENT »	
« LES MILLE ET UNE NUITS », de Nacer Khemir (TUNISIEN).	
4-8 au 12-7	THEATRE CAPE SOLUBLE.
MUSIQUE CLASSIQUE	
3-7 au 12-7	ARS EUROPEA.
16-7 au 27-7	JOHN VON DYKE.
2-7 au 12-7	DUO PIANO VIOLEN.
4-8 au 12-7	ORCHE. DE CHAMBER.
18 au 23-8	QUATROU FRANÇAIS.
FOLKLORE INTERNATIONAL	
2-7 au 12-7	MASTEN SAINT-PIERRE.
16-7 au 27-7	JOHN VON DYKE.
2-7 au 12-7	MALOUF TESTOUR.
16-7 au 27-7	MALOUF TESTOUR.
2-7 au 12-7	GOUYOU FANTASIA.
Dernière semaine du Festival :	
Rencontre Folk Song catalan, occitan et arabe, avec tous les soirs bals folk sur la place du village.	

ATELIERS

POUR ADULTES ET ENFANTS	
LANGUE ARABE	
DANSE, MUSIQUE ET CHANTS TUNISIENS	
DANSE AFRICAINE	
1 août	Avec Lucy Zebda
LABO PHOTO	
Tout pour amateurs	
1 juillet	Arlette Bressand Lo-
1 août	Silvère Martini

SPORTS POUR TOUS :

Plongée sous-marine	
Natation	
Volley	
Equitation	
JAZZ	
14-7 au 10-8	AMRACH CIRCUS.
15-7 au 31-7	BRATSL.
4-8 au 12-8	RAMSA.
2-7 au 12-8	NEW ORLEANS J.B.
18-8 au 23-8	MARC ROBERT.
14-7 au 22-7	ALAIN PINOUILLE.
DANSE	
7-7 au 12-7	DANCE TH. EXP.
25-7 au 11-8	BALLETS BALNAIS.
8-8 au 23-8	BALLETS ZEBDA.
4-8 au 10-8	SUSAN BUTER.
11-8 au 23-8	DANSE OPERA
PARIS.	

CINEMA

L'HIERIPHAGE, Algérie.	
TAMIA YA DIDOU, Algérie.	
JULIUS ET JOSE MONDADA.	
HURLEMENTS, Tunisie.	
ASFOUR, Egypte.	
LES DUPES, Egypte.	
LA NOIRE DE SÉNÉGAL.	
L'AUBE DE L'ISLAM, Tunisie.	
PELERINAGE A LA MECCQUE, Tunisie.	
LE SANG DU CONDOR, Bolivie.	
LES BICOTS NERGES, NOS VOISINS, Mauritanie.	
KAPER KACEM, Liban.	
AVOIR VINGT ANS DANS LES AURES, France.	
R.A.S., France.	
TOUS LES AUTRES S'APPELLENT ALI, R.F.A.	
LA MER CRUELLE, Koweït.	
(Cette liste n'est pas limitative.)	

UNE SEMAINE : 870 FRANCS

Semaine supplémentaire : 240 F

Prix garantis et définitifs

Prix hôtel : nous consulter

Réductions importantes pour départs LYON et MARSEILLE

Possibilité de prolonger séjour en Tunisie avec voitures de location ou « Land Rovers » dans Sahara tunisien.

LE FESTIVAL DE TABARKA

réalisé par

AQUARIUS INTERNATIONAL

et la SEUT (TABARKA)

Renseignements et inscriptions à :

Tél. 325-43-99

330, rue Saint-Jacques, PARIS (5^e)

en collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien (ONTT)

Veuillez m'adresser votre brochure

VACANCES - FESTIVAL DE TABARKA

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

Code postal :

مركز الفن الأصلي

ÉDUCATION

Les présidents d'université demandent des crédits supplémentaires pour la formation continue

Au cours de la réunion de la conférence des présidents d'université, le jeudi 23 avril, M. Jean-Pierre Solson, secrétaire d'État aux universités, s'est engagé à doter celles-ci de « moyens permanents » pour la formation continue, notamment en personnel. Cet engagement apaisera-t-il les inquiétudes qui ont été exprimées par les présidents et, quelques jours plus tôt, par le Syndicat national de l'enseignement supérieur ?

Cette « morosité » s'était déjà exprimée récemment, au cours des réunions des « chargés de mission » des universités pour la formation continue. Le sort de

ceux-ci et des équipes qu'ils ont formées depuis trois ans dépend, en effet, du renouvellement annuel du « contrat d'assistance initiale » accordé par l'administration depuis 1972. Cette incertitude « nuisible au moral », comme l'a souligné au cours d'une conférence de presse M. Claude Champaud, président de l'université de Rennes, rend difficile un investissement à plus long terme.

Surtout, les possibilités des universités en matière de formation continue n'ont-elles pas été surévaluées ? Au départ, les établissements devaient rapidement couvrir la totalité de leurs dépenses, grâce à des contrats passés avec des entreprises en vertu de la loi du 16 juillet 1971. En fait, la possibilité d'« autofinancement » paraît aujourd'hui illusoire. D'abord parce que, comme le rappelle le SNE-Sup, la part des dépenses des entreprises consacrée à des formations « extérieures » tend à diminuer au profit des formations « internes » : le syndicat n'arrive pas à réclamer une « budgétisation » de la taxe. Les présidents d'université ne vont pas jusque-là. Mais ils réclament une « régulation » de la concurrence entre les établissements : « Il n'y a pas de vraie concurrence, a fait valoir M. Champaud, puisque le débiteur de la taxe — l'entreprise — est aussi le prescripteur de la formation ».

D'autre part, les universités assurent des tâches reconnues comme « spécifiques » par le gouvernement : formation des personnes « non solvables », ou dont la formation n'est pas prise en charge par leur entreprise. Celles-ci leur imposent des charges supplémentaires qui ne sont pas couvertes par le « 1 % ». « En raison de ces missions et de la situation du marché, on ne peut demander aux universités de couvrir la totalité de leurs dépenses », a-t-il dit. Les actions qui ne relèvent pas du « 1 % » constituent dans la plupart des universités, par force ou par conviction, la plus grande partie de l'activité de formation continue. A tâches « spécifiques », crédits « spécifiques », estiment les universités. Le SNE-Sup, lui, réclame que les conventions passées par l'État avec les établissements d'enseignement public permettent à

ceux-ci d'assurer toujours le même volume d'activités.

Une autre raison contribue à la « morosité » des universitaires : leur travail pour la formation continue n'est pas pris en compte pour leur carrière. M. Solson a promis de réunir un groupe de travail pour étudier comment il pourrait l'être. Mais la solution dépend, en fait, largement des universitaires eux-mêmes, du moins du comité consultatif des universités.

Un autre projet du secrétariat d'État concernant les adultes a été présenté aux présidents : il s'agit d'assouplir l'examen d'entrée à l'université pour les non-bacheliers. On envisage, notamment, d'inscrire dans les jurys des responsables de formations d'adultes et de donner davantage d'importance aux acquis des candidats, de façon à restreindre les épreuves de contrôle des connaissances proprement dites, et de tester les « motivations » et les « aptitudes » à réussir des études supérieures. Un début d'orientation serait assuré pour les non-bacheliers.

Il s'agit d'une première application de la volonté manifestée par M. Solson de faciliter l'entrée des non-bacheliers à l'université. Toutefois, le SNE-Sup s'est inquiété des « tests de motivation » prévus par ce projet. D'autre part, il estime que l'accès des non-bacheliers aux universités nécessite aussi des aménagements des études supérieures, notamment la création d'unités de valeurs spécifiques, la réduction de certains horaires d'enseignement et la création d'« enseignements de soutien ». — G. H.

**H. DORRA
G. MILLET**
Comment mener un entretien individuel
Coll. « Dunod entreprise »
DUNOD 29 F

Dans les C.E.T.

LE MOUVEMENT « CEUX DU TECHNIQUE » SE DONNE UNE ORGANISATION

Environ cent trente collégiens de l'enseignement technique, parisiens et provinciaux, ont participé, le dimanche 27 avril, avec des militants du groupe trotskiste Lutte ouvrière, à la première « conférence nationale » du mouvement « Ceux du technique ». Il s'agissait de transformer celui-ci, qui depuis deux ans a été à l'origine de nombreux mouvements d'élèves dans les collèges d'enseignement technique, en une organisation dotée de statuts, de cartes, d'adhérents, de comités d'établissements, de « bureaux de ville », etc. Les animateurs du mouvement ont estimé que leurs succès, en mars dernier, leur permettaient de constituer une organisation permanente qu'ils s'étaient refusés à former jusque-là : selon eux, plusieurs centaines de collégiens y auraient déjà adhéré. Les délégués réunis dimanche représenteraient des groupes — d'effectif variable — de soixante-dix-huit C.E.T., dont plus de la moitié de province (notamment de Bordeaux, Toulouse, Lyon et Saint-Etienne).

Les participants ont réaffirmé que les collégiens « doivent s'organiser à part » et constituer « une force autonome pour défendre leurs revendications », même s'ils sont « solitaires » des autres jeunes, et notamment des lycéens, parce que « la classe ouvrière doit s'organiser en tant que force indépendante par rapport aux autres forces sociales » ; le C.E.T. « est un avant-goût de l'usine où le dressage des enfants de travailleurs commence... ».

Si l'organisation doit être particulièrement attentive aux conditions de vie des collégiens (discipline et organisation des études), elle doit aussi les amener à « lutter pour le socialisme » aux côtés de Lutte ouvrière. Les militants de cette organisation espèrent ainsi étendre l'implantation et l'influence de celle-ci dans la classe ouvrière. Arlette Lagulier l'a expliqué aux collégiens présents : « Votre action prendra toute sa dimension quand vous lutterez avec nous contre les patrons... Vous constituerez notre raison de croire que la révolution sociale sera demain une réalité. »

Après l'échec de leur rassemblement national

Les lycéens d'extrême gauche affirment la nécessité d'un regroupement permanent

Environ deux mille lycéens, dont deux cents venus de province, se sont réunis, samedi 26 et dimanche 27 avril, à l'université de Vincennes. Durant ces deux jours ont eu lieu plusieurs « forums » et assemblées générales, au cours desquels est apparue la nécessité de mettre en place un regroupement permanent du mouvement lycéen. Devant le peu d'adhésion rencontré par leur « rassemblement national », les participants — généralement proches de l'extrême gauche — ont affirmé, au dernier moment, la nécessité d'un regroupement permanent après-midi place Danton-Berchères. Les présents ont néanmoins affirmé leur intention de défiler le 1^{er} mai à Paris aux côtés des organisations syndicales.

Trente mille manifestants, le 13 mars, à Paris, malgré les intempéries. Deux mille personnes, ce week-end, à Vincennes, malgré le ciel bleu. Le mouvement lycéen contre le projet de réforme de M. René Haby, ministre de l'éducation, a-t-il fondé comme neige au soleil ?

Estimant l'entreprise hasardeuse, les militants de l'UNICAL (Union nationale des comités d'actions lycéens, proche du parti communiste) avaient jugé bon de ne pas apporter leur concours à cette rencontre, qualifiée un peu prématurément par ses organisateurs de « rassemblement national ». Celui-ci n'a finalement réuni, selon l'expression d'un participant, qu'une partie des « cadres » du mouvement lycéen. Les raisons de cet échec ne manquent pas. La distance était un handicap pour nombre de lycéens de province. Beaucoup de militants parisiens ont préféré participer, samedi après-midi, à la manifestation « antinucléaire », organisée au même moment par plusieurs mouvements d'extrême gauche. La proximité des examens de fin d'année a, de son côté, fait reculer les plus hésitants. Le retour au calme dans la plupart des lycées explique enfin ce revers.

Malgré ce manque d'enthousiasme, les participants ont néanmoins annoncé leur intention d'organiser une « grève générale » à l'automne si le gouvernement présentait un projet d'ensemble devant le Parlement. Mais ils se sont surtout montrés inquiets de la volonté manifestée par M.iscard d'établir de nouvelles propositions de loi. M. Haby. Convaincus que ce changement de tactique les engageait à une vigilance particulière, les militants présents à Vincennes ont

affirmé la nécessité de regrouper de façon permanente les lycéens rassemblés jusque-là au sein des « comités contre la réforme Haby ». A cet égard, les Cercles rouges, animés par la Ligue communiste révolutionnaire de M. Alain Krivine, semblent s'être rangés au point de vue des « comités de lutte », où se retrouvent les militants proches de l'organisation communiste Révolution ! Ceux-ci reprochaient aux « comités contre la réforme Haby » de n'être liés qu'aux périodes « éphémères » de mobilisation. Un tel regroupement pourrait faciliter les contacts entre le mouvement lycéen et les organisations syndicales, qui avaient jusqu'à présent tendance à lui reprocher son instabilité.

BERTRAND LE GENDRE.

● Le groupe de travail chargé dans le cadre de la mission interministérielle pour l'aménagement et l'équipement de la Corse, présidé par M. Libert Bon, a défini les structures de la future université corse. Le groupe de travail, qui s'est réuni pendant deux jours à Corte, où l'université doit ouvrir à la rentrée 1977, propose de créer trois instituts : études et recherches corse ; sciences et technologie ; formation permanente. Le deuxième (« Institut méditerranéen de sciences et technologie ») comprendrait six départements : technologie rurale, agronomique et maritime, science des matériaux, unité de coordination médicale, informatique appliquée à la gestion et à la technologie, administration économique et sociale, sciences juridiques. Ces propositions confirment les options retenues par une assemblée régionale le 13 décembre 1974, sur la base des travaux d'une commission ad hoc.



Vous savez dépenser. Vous saurez gagner.

Déclarez-vous !

du 10 avril au 10 mai 1975
participez au grand concours
« Les jeunes, l'argent et l'écureuil », réservé
aux 16-20 ans

Vous allez pouvoir gagner si vous êtes né entre le 11 mai 1954 et le 11 mai 1959. La liste des prix est fantastique. Mais ce n'est pas tout : les Caisses d'Epargne offrent aussi à 24 gagnants un voyage dans un pays étranger. Et parmi ces 24 voyageurs, il y aura un super-gagnant. Mais que faut-il donc faire pour gagner ? Il suffit d'établir des budgets-type pour quelques garçons et filles de votre âge, c'est-à-dire répartir à votre idée leurs dépenses selon leurs besoins et l'argent dont ils disposent. Ce n'est pas très difficile et c'est très amusant.

Allez vite chercher votre bulletin de participation à votre Caisse d'Epargne
Celle où est l'écureuil.



Alors, pour en savoir plus sur ce concours, allez dans l'un des 20 000 points d'accueil de la Caisse d'Epargne-Épargne, il y en a sûrement un tout près de chez vous.

Liste des principaux prix :

- 3 Honda 500, ou
- 3 Magnétoscopes Akai
- 3 Dérivateurs 470 (avec spinnaker et chariot)
- 10 Honda 125 S, ou
- 10 Téléviseurs couleurs (51 cm, angle 110°)
- 10 Caméras sonores
- 15 Honda Amigo, ou
- 15 Téléviseurs (noir et blanc), etc.

soit 2 500 prix pour plus de 200 000 F.




La santé

de l'impact de ces facteurs sur la santé, il faut se méfier des affirmations trop générales. Les études épidémiologiques sont en effet très complexes et leur interprétation doit être faite avec précaution. Les facteurs de risque sont nombreux et interagissent les uns avec les autres. Il est donc difficile de tirer des conclusions définitives à partir de données isolées. Les recherches actuelles tendent à montrer que la santé est le résultat d'un ensemble de facteurs, dont certains sont modifiables. C'est pourquoi il est essentiel de promouvoir des mesures de prévention adaptées à chaque situation individuelle.

Vous savez dépenser.
Vous saurez gagner.

... Et vous offrez des

... et vous offrez des

... et vous offrez des

MÉDECINE

Inauguré par Mme Veil

L'hôpital d'enfants de Dijon aura 317 lits

De notre correspondant

Dijon. — Mme Simone Veil, ministre de la Santé, a inauguré samedi 26 avril à Dijon un service autonome de cardiologie et un hôpital d'enfants de 317 lits — dont deux cent vingt seulement sont occupés du fait de l'insuffisance de personnel para-médical. L'hôpital d'enfants, comprenant des services de prématurés, de pédiatrie, de chirurgie, d'orthopédie et divers services médico-techniques constitués par un bloc opératoire, la radiologie centrale, la réadaptation fonctionnelle, a coûté 39 800 000 F. Une école de puériculture, une école de kinésithérapie, ainsi qu'une école primaire employant deux instituteurs, fonctionnent à l'intérieur de l'hôpital, qui s'intègre dans l'ensemble du complexe hospitalier du Bocage.

La visite de Mme Veil a provoqué une manifestation organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. réunissant une centaine de personnes qui ont pu pénétrer à l'intérieur du complexe hospitalier. A l'issue de l'inauguration, Mme Veil a reçu les représentants des syndicats Force ouvrière, puis ceux de la C.G.T. et de la C.F.D.T., ainsi que des délégués d'étudiants en médecine. Les syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. ont notamment réclamé à Mme Veil le versement de treize heures supplémentaires mensuelles pour l'ensemble des hospitaliers.

En réponse à une question sur les décrets d'application de la loi sur l'avortement, le ministre de la Santé a déclaré : « Je pense que [ces décrets] vont [tout] sortir dans le courant du mois de mai. Je signale d'ailleurs que ces décrets d'application, en dépit de la loi d'ores et déjà, il y en a qu'un qui empêche l'application de la loi, c'est celui sur les femmes étrangères. Celui-là est déjà passé au Conseil d'Etat, et il va être publié très prochainement. Celui qui reste, et qui n'a pas encore été examiné par le Conseil d'Etat, c'est celui sur l'agrement des établissements privés, qui avait quelques difficultés qui sont maintenant réglées, mais qui, en fait, n'empêche pas les hôpitaux publics et les établissements déjà agréés de faire des interruptions de grossesse. » — C.M.

Aux seizièmes Entretiens de Bayonne

La santé et l'homme

De notre envoyé spécial

Bayonne. — La santé, préoccupation de chacun ? Les dépenses de santé ne cessent de croître et occupent une place importante dans le budget des individus... et dans leur esprit, à en juger par le public important qui a suivi du 21 au 26 avril les seizièmes Entretiens de Bayonne. « La santé et l'homme », et sous-jacents, les rapports de la santé et de la société furent, en effet, le sujet qui a mobilisé une semaine durant, de trois cents à cinq cents personnes chaque soir et quelque trente intervenants.

La société rend-elle malade ? S'il est difficile de répondre tout de suite par l'affirmative, notre environnement ne manque pas, lui, d'y avoir une certaine responsabilité : c'est la pollution, avant tout fruit d'un cercle vicieux, qu'a noté notamment, dénoncé M. Pierre Bastères, directeur du Centre international sur les nuisances. « L'homme ne sait plus distinguer qualité et quantité », et, au nom d'une certaine « qualité de vie », réclame toujours plus de biens dont la création multiplie les pollutions industrielles, pollutions que nous retrouvons dans l'air que nous respirons et les aliments dont nous vivons, pollutions qui risquent également

de mettre en péril l'équilibre de notre planète, si l'on en croit le professeur Raymond Latarjet, oncologue, évoquant la destruction partielle de l'ozone de la stratosphère qui pourrait, par exemple, accroître — certes dans une faible mesure — le nombre des cancers de la peau.

C'est bien d'un choix de société qu'il s'agit. Faut-il choisir la pollution ou accepter de réduire nos dépenses d'énergie ? Faut-il accepter de voir en France le troisième âge — sept millions d'individus de plus de soixante-dix ans — devenir un secteur marginal, ou bien, conformément au désir du professeur Jean Vignatou, gérontologue, revoir de fond en comble le système de la retraite, « bien souvent une catastrophe », en n'hésitant pas pour cela à « pier l'économie aux exigences de l'humain » ?

Tout n'est cependant pas noir, et la médecine, si elle ne se confond pas avec la santé, a tout de même beaucoup contribué à l'améliorer. Mais la technicité finit paradoxalement par apporter de nouveaux dangers. De ceux-ci, c'est la déshumanisation, notamment dans les hôpitaux, qui fut le plus violemment dénoncée. Inhumains, les hôpitaux le sont souvent par leur taille, et, si l'on en croit le professeur Louis Pouyanne, chirurgien, il faut, en premier lieu, en finir avec les « monstres » que sont devenus les plus grands centres hospitalo-universitaires et revenir à des établissements de taille plus modeste où peut subsister la « convivialité » chère à Ivan Illich. Pour le professeur Amouretti, cependant, l'humanisation ne sera pas obtenue par la seule transformation de salles communes en chambres individuelles, mais surtout par un nouveau comportement de toute l'équipe soignante, et en particulier du chef de service hospitalier, qui doit renoncer à une partie de son pouvoir.

« Officier de santé », c'est souvent le rôle dans lequel se voit enfermé le médecin contraint de régulariser par un acte de travail la situation de grippe qui saurait bien se soigner seule. Le médecin est ainsi dévié de sa fonction première, lutter contre la maladie en prenant en charge le malade dans sa totalité, et pour le docteur Bidegaray, membre du

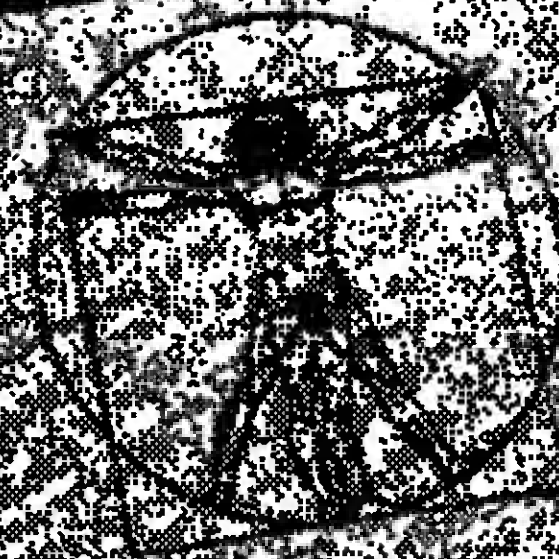
comité directeur du Syndicat national des médecins, il convient de revoir la formation psychologique du jeune médecin et d'insérer une formation spécifique du généraliste, dont le travail tend à se développer.

« Les rapports entre le médecin et son patient doivent devenir des rapports d'adultes », a déclaré, pour sa part le docteur Jacques Monier, président de la confédération des syndicats médicaux français, qui refuse lui aussi une médicalisation des faits sociaux.

La santé de l'âme et du corps, valeur suprême ? N'est-ce pas souvent la peur de la maladie qui cache le culte de la santé ? La peur de l'altération de notre corps, plutôt que la volonté de disposer de cette véritable valeur suprême qu'est la possibilité de pouvoir agir et donner ? Si cette question reste sans réponse, force est de constater que, tout au moins, la lutte pour la santé devrait prendre un triple aspect : combat contre certaines structures de la société, y compris une véritable priorité accordée à la prévention, combat contre la maladie et... combat contre soi-même.

XAVIER WEEGER.

LES CLES DU TRAVAIL TEMPORAIRE EN 1975

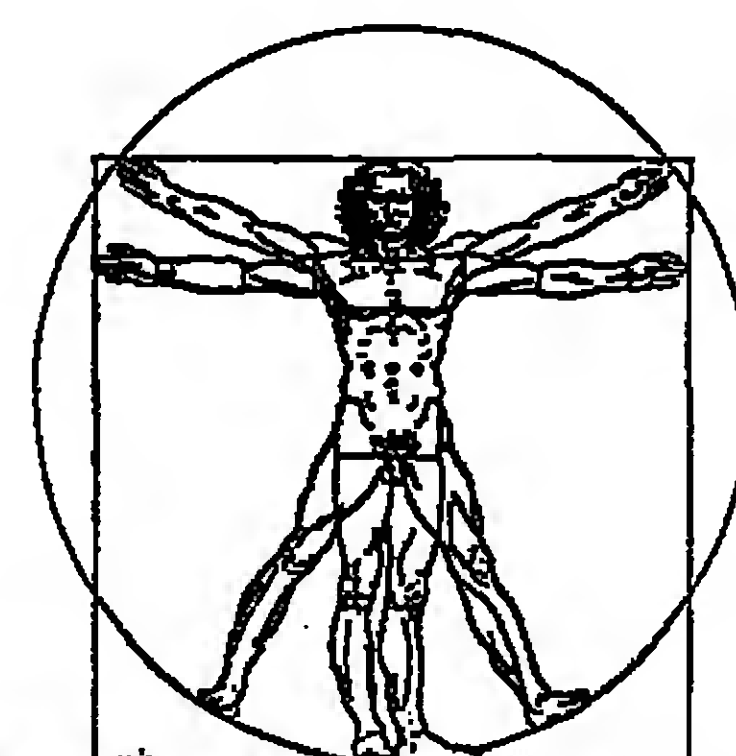


Lisez cette brochure
... Et si votre entreprise de travail temporaire
offre des garanties comparables, gardez-la.
C'est un bon partenaire.

Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure
"Les clés du travail temporaire en 1975"

Nom _____ Adresse _____
Société _____

Bon à renvoyer à Manpower - 88, rue La Fayette - 75009 Paris



MANPOWER
Membre du **MANUT**

مركز العمل

Comment on « tire » un Arabe...

Après le Syndicat des commandants et officiers, le Syndicat national autonome des policiers en civil, qui revendique 80 % des effectifs, a décidé de réserver quelques réserves sur le projet de réforme des structures de la police présenté dernièrement par le Syndicat des commissaires de police et de leurs fonctionnaires de la police nationale.

« Si l'on n'est pas hostile à une harmonisation des carrières tendant à une unité de la police nationale, le S.N.A.P.C. estime que les nouvelles structures devront permettre les promotions internes sans cloisonnement avec toute la hiérarchie des services judiciaires. » D'autre part, « conscient que la situation actuelle conduit à utiliser certains postes de police pour des tâches auxquelles ils ne sont pas qualifiés, et par suite à violer quotidiennement le code de procédure pénale, le S.N.A.P.C. souhaite d'une réforme fonctionnelle que le ministère à faire concorder la pratique avec la loi ».

Le S.N.A.P.C. d'autre part, que le ministère de l'Intérieur, qui ne paraît pas avoir « d'idée arrêtée sur une réforme escomptée », s'était engagé à consulter les organisations de personnel préalablement à toute modification de structure.

désert. Deux gardiens de la paix se présentent à l'entrée, allongent sur les banquettes, se déchaussent. Une jeune infirmière qui rentre dans son travail leur fait remarquer qu'une telle attitude l'incommode. Pour son malheur, elle est Martiniquaise. Aussitôt, les injures pleuvent et elle est obligée de voyager s'interpose. Lui est rabbin. Alors les insultes redoublent.

Le rabbin écrit au préfet de police. L'inspecteur principal retrovoie les deux fautes. L'un est révoqué. L'autre n'était que stagiaire, c'est-à-dire qu'il comptait moins d'un an de métier. Il est mis fin à son stage. A la suite de l'incident, le préfet de police envoie une lettre aux chefs de bureau, aux gardiens et gradés parisiens pour leur raconter l'histoire, condamner sévèrement de tels attitudes et rappeler tout le monde au respect intransigeant de certaines règles de vie et de comportement.

Le congrès de la fédération syndicale des personnels de la préfecture de police, qui vient de se réunir à Paris,

biens de l'inséparable. Au cours de la séance, le préfet de police a fait connaître cent seize gardiens et gradés parisiens ont comparu devant le conseil de discipline. Les sanctions prononcées se répartissent comme suit :

Relaxe, 5 ; avertissement, 3 ; blâme, 24 ; radiation du tableau d'avancement, 0 ; réduction d'ancienneté d'échelon, 28 ; suspension d'un échelon, 14 ; de deux échelons, 9 ; déplacement d'office, 1 ; rétrogradation, 1 ; mort à la retraite, 0 ; révocation sans suspension des droits à pension, 70 ; révocation avec suspension des droits à pension, 0.

Hors de l'échelle des dites exclusions de moins d'un mois et vingt-deux d'un à six mois.

« Il est à constater qu'un nombre important de fonctionnaires ont eu à répondre devant le conseil de discipline », a déclaré M. Bernard Delaplace, secrétaire fédéral, dans son rapport sur la séance. Avant de s'inqurer de la monnaie de la petite différence dans les rangs policiers. — J. Gin.

Le rabbin écrit au préfet de police. L'inspection générale retrouve les deux fautes. Elle est rétrogradée, mais le rabbin n'était que stagiaire, c'est-à-dire qu'il comptait moins d'un an de métier. Il est donc rétrogradé à la suite de l'incident, le préfet de police envoie une lettre personnelle à chacun des gardiens et gardes parisiens pour leur proposer de condamner sévèrement de telles attitudes et rappeler tout le monde au respect des règlements et des règles de vie et de comportement.

Le congrès de la fédération syndicale des fonctionnaires de la préfecture de police, qui vient de se réunir à Paris, fixe, 7^e rétrogradation, 1 mois, à la retraite d'office, 8 rétrogradation sans suspension d'office, 9 rétrogradation avec suspension des droits à pension, 10.

Hors de l'échelle des dites exclusions de moins d'un mois et vingt-deux d'un à six mois.

Il est à constater que nombre important de fonctionnaires ont eu à répondre de leurs erreurs devant le conseil de discipline, y a-t-il eu des rétrogradations ? Le secrétaire fédéral, dans son rapport sur la discipline, avait su résumer de la sorte la peine des rétrogradations dans les rangs policiers. — J. S.

Dans un nouveau communiqué le Syndicat des avocats de France qui avait déjà protesté contre l'existence de ce « centre d'habilitation » (Le Monde du 25 avril) rétorque du silence à M. Levesque, ministre de la justice, qui « fait le plus lâche des ministres de la police ». Pondation de la liberté ». Il constate également l'annexion des différents quartiers dans le ressort desquels se trouvent les prisons de la police qui constitue une « abomination inacceptable ». Il appelle tous les citoyens et les organisations intéressées à « prendre position contre l'arbitraire de la police ».

prise qui n'avaient pas pris part à un récent mouvement de grève. ■ **Mme Hédié Dorhac, secrétaire** — **Mme Dorhac** a tenu sa réunion **tentative**, a présidé l'assemblée générale de l'œuvre de la visite aux détenus, a reçu des prisonniers, qui a eu lieu le 26 avril.

Mme Dorhac a voulu, par sa présence, manifester aux visiteurs l'importance de la tâche que leur action auprès des détenus, dans le but de les préparer à leur émancipation sociale lors de leur libération.

flueurs et rioliers et contribuent à la mort de l'océan ». Place Borbier, les manifestants brûlèrent des pancartes, un drapeau symbolique dans un grand feu de joie qui ouvrit une fête et un bal populaire.

Quelques incidents ont marqué le début de la manifestation. Pierres, grenades lacrymogènes, ont été échangées entre un groupe de personnes appartenant à la manifestation et un groupe qui ne participait pas à la manifestation douce » et les forces de l'ordre qui fermaient l'avenue de la République. Deux voitures ont été renversées et incendiées. Une vitrine a été brisée.

En province, d'autres manifestations ont été organisées. Quelques deux mille ont eu lieu à Orléans, à Saint-Étienne samedi et dimanche, à Pauel (Sainte-Marie).

● LA FINLANDE REPREND L'ASSEMBLÉO. Un cargo danois vient d'arriver dans le port finlandais de Naantali (sur le golfe de Botnie, près de Turin). Il était chargé de 100 tonnes de déchets d'assemblé repartis dans des tonneaux. Le 15 mars dernier, un pétrolier finlandais, l'«Energi», avait ces tonneaux avec lui. L'intention de le faire quel que part dans l'Atlantique sud. Devant les protestations de pays riverains, il dut faire demi-tour. Il échoua au large du Portugal; un cargo danois prit sa cargaison. Les déchets sont arrivés à terre sous doute scellés dans une raffinerie de Naantali. (Reuter).

AUTOMOBILI

RAIT SES PRIX DE 3.5 % DES LE 29 AVRIL

LA RÉNOVATION
Cinq nouveaux tribunaux de grande instance
seront créés dans la région parisienne

La mise en cause des circuits urbains

A la suite d'un très grave accident qui a provoqué la mort de quatre personnes et occasionné des blessures à une dizaine d'autres, le Grand Prix automobile d'Espagne, disputé à Barcelone sur le circuit de Montjuich, a été arrêté au vingt-neuvième tour, soit à un peu plus du tiers de l'épreuve. C'est la perte de l'aileron de la Lola de l'Allemand de l'Ouest Rolf Stommelen qui a été à l'origine du drame. A l'endroit où s'est produit l'accident, les voitures roulaient à plus de 250 kilomètres-heure et c'est la brusque détérioration de l'adhérence de la Lola de Stommelen après l'arrachage de l'aileron, plus le bruit d'un concurrent qui

Le déroulement du Grand Prix d'Espagne a donné raison à l'impressionnisme de Fittipaldi. Le fait que la décision de forfait ait été prise sans précédent, qu'il s'agisse du champion du monde en titre et premier du classement, a été perçu comme une revivification de l'importance de la compétition. Dans un tel contexte, les autres pilotes ont pu bénéficier d'une « mesure de justice » et l'aileron de Stommelen a été refusé, au gré des besoins, parce que l'espace est disponible. Ces circuits sont réputés sûrs et ne font l'objet d'aucune menace. La deuxième catégorie, en revanche, réunit les circuits occasionnels, tracés dans la cité ou dans ses abords et transformés artificiellement, quelques fois

Des essais trop courts

Il est vrai qu'une pression avait été faite sur les constructeurs — la saisie des voitures, — avec la caution de principe de la commission sportive internationale (C.S.I.), laquelle considérait que les essais du samedi 26 avril pouvaient se dérouler comme prévu. En définitive, intérêt et sécurité se sont séparés, tout au moins la majorité d'entre eux. Ce n'est en effet qu'après un vote que l'Association des pilotes de Grand Prix (A.P.G.P.) a décidé de prendre part à la dernière journée d'essais et à la course. Ceux qui étaient contre ont joué le jeu « démocratique ».

Il n'est pas exclu que le peu de temps dont ont pu disposer les pilotes pour les essais soit insuffisant. C'est avant tout l'absence du réglage des voitures de formule 1, en fonction des particularités de chaque circuit, qui commande de tels essais. Sans doute est-ce possible à chacun de mettre parfaitement au point sa voiture. C'est une hypothèse parmi d'autres qui expliquent l'absence de l'aileron de Rolf Stommelen. Beaucoup de pilotes sont convenus que le Grand Prix a eu lieu dans une certaine fébrilité, d'un préparatif qui n'a fait que l'épreuve n'avait pas été précédée par des essais suffisants, et quelques-uns jugent que les positions sur la grille de départ, et donc le résultat, ont été déterminés sur un circuit comme Montjuich où les dépassements sont difficiles — n'étaient pas conformes à la logique. On a d'ailleurs remarqué, coïncidence ou conséquence de cet état d'énervement généralisé, que bon nombre d'accidents sont survenus (Lauda, Regazzoni, Hunt, etc.) avant celui de Stommelen.

Double sauvegarde

Dans cette affaire, il est opportun de bien distinguer la cause de l'incident mécanique et ses répercussions. Quel que soit le soin apporté à la préparation des voitures, qui ne soit le déroulement d'une épreuve, le sport automobile sera toujours exposé à l'imprévisible, telle la perte de l'aileron de Rolf Stommelen. Sur ce point, pilotes et constructeurs, les premiers concernés, sont bien d'accord, et c'est pour parer, dans la mesure du possible, à tous les événements qu'ils mènent — surtout les pilotes — leur action en faveur de la sécurité.

A leur sens, cette sauvegarde doit être double et, à ce titre, les constructeurs, par exemple, leurs revendications portaient sur des travaux à réaliser, tant pour eux que pour l'environnement. Ils sont bien conscients

La mise en cause des circuits urbains

Le déroulement du Grand Prix d'Espagne a donné raison à l'impressionnisme de Fittipaldi. Le fait que la décision de forfait ait été prise sans précédent, qu'il s'agisse du champion du monde en titre et premier du classement, a été perçu comme une revivification de l'importance de la compétition. Dans un tel contexte, les autres pilotes ont pu bénéficier d'une « mesure de justice » et l'aileron de Stommelen a été refusé, au gré des besoins, parce que l'espace est disponible. Ces circuits sont réputés sûrs et ne font l'objet d'aucune menace. La deuxième catégorie, en revanche, réunit les circuits occasionnels, tracés dans la cité ou dans ses abords et transformés artificiellement, quelques fois

ENVIRONNEMENT

Plus de dix mille voitures
contre le bruit

AUTOMOBILISME

QUATRE MORTS AU GRAND PRIX D'ESPAGNE

La mise en cause des circuits urbains

A la suite d'un très grave accident qui a provoqué la mort de quatre personnes et occasionné des blessures à une dizaine d'autres, le Grand Prix automobile d'Espagne, disputé à Barcelone sur le circuit de Montjuich, a été arrêté au vingt-neuvième tour, soit à un peu plus du tiers de l'épreuve. C'est la perte de l'aileron de la Lola de l'Allemand de l'Ouest Rolf Stommelen qui a été à l'origine du drame. A l'endroit où s'est produit l'accident, les voitures roulaient à plus de 250 kilomètres-heure et c'est la brusque détérioration de l'adhérence de la Lola de Stommelen après l'arrachage de l'aileron, plus le bruit d'un concurrent qui

a fait perdre au pilote allemand le contrôle de sa monoplace. Après avoir tapé sur le rail bordant le circuit, la Lola a rebondi de l'autre côté et est retombée entre le rail de sécurité opposé et le grillage destiné à protéger le public. Les quatre personnes qui s'étaient trouvées dans cette zone, entre rail et grillage, risquées aux officiers, aux services de secours et aux professionnels de la course automobile. Rolf Stommelen souffre de fractures.

Cet accident repose d'autant plus le problème de la protection sur les circuits automobiles que les pilotes, avant l'épreuve, avaient considéré que les installations de

l'an, en lieu de course. C'est notamment le cas du circuit de Montjuich, à Barcelone.

Compte tenu de leurs particularités — trottoirs, zone de dégagements inexistants ou résiliés — la meilleure volonté ne suffit pas pour proposer aux concurrents et au public toute la sécurité souhaitée. Lorsque s'y ajoute une certaine désinvolture, telle celle que les pilotes ont cru constater à Barcelone, le danger est grand que tout incident ne se transforme en catastrophe. Tout pousse à croire, à la réserve près que les pilotes aient le bon sens de poursuivre leur action — que ces circuits et à court ou à moyen terme condamnés. Le bilan de l'accident de Barcelone engagera désormais les organisateurs de courses automobiles à ne plus ignorer ou à recevoir avec l'at-

Il manquait l'envie de jouer

Au lendemain d'une journée historique pour le peuple portugais, il est venu à l'esprit de quelques-uns, en ces heures nationales, commentent entre eux les premiers résultats des élections, symbole d'une liberté nouvelle, et satisfaisant leur passion constante pour le football.

Envahie par les distributeurs de tracts proposant les services des banques pour les transferts de fonds au Portugal ou par les militants et sympathisants des principaux partis populaires vainqueurs, la ville de Colombes vivait à l'heure portugaise le samedi 26 avril. Ce fut aussi le cas sur le stade de la ville de Colombes où l'équipe de France subit la loi de sa rivale portugaise, victorieuse par 2 buts à zéro.

Le printemps n'inspire jamais les joueurs français, physiquement fatigués par un programme trop chargé et moralement préoccupés par le sort de leurs clubs. Au terme d'une saison où grâce à la Coupe d'Europe le football français semblait enfin sorti de sa médiocrité, le vol de nouveau brusquement revenu à ses errements passés avec les deux défaites subies la même semaine, le même score par l'Association sportive de Saint-Etienne et par l'équipe nationale. Curieux et fragile football qui alterne invariablement les automnes riches de promesses et les printemps qui déchantent.

C'est, en effet, une formation nationale fantomatique qui se remuait hantée de la Col-

Une équipe désemparée

C'est encore une erreur défensive qui allait permettre aux visiteurs de s'emparer d'une facile victoire. L'arrière droit français Jean-François Jodet prolongeait de la tête la course du ballon. Maisinho, qui dès lors se présentait seul devant Barattelli, qui avait remplacé Charrier à la mi-temps.

Arrivé des Stéphanois, exempté de ce match, abandonné depuis le début de l'année par Chessa et Lacombe, l'équipe de France offrit quatre-vingt-dix minutes durant l'image d'une formation amorphe et désemparée par ce vent de Colombes qui souffle toujours sur toute la longueur du terrain en faussant les trajectoires, et plus encore par cette défense en ligne portugaise, présentée comme un piège aux initiatives des attaquants français.

L'entraîneur national, Stefan Kovacs, eut beau multiplier les changements de joueurs en cours de match, en faisant même sor-

Double sauvegarde

Dans cette affaire, il est opportun de bien distinguer la cause de l'incident mécanique et ses répercussions. Quel que soit le soin apporté à la préparation des voitures, qui ne soit le déroulement d'une épreuve, le sport automobile sera toujours exposé à l'imprévisible, telle la perte de l'aileron de Rolf Stommelen. Sur ce point, pilotes et constructeurs, les premiers concernés, sont bien d'accord, et c'est pour parer, dans la mesure du possible, à tous les événements qu'ils mènent — surtout les pilotes — leur action en faveur de la sécurité.

A leur sens, cette sauvegarde doit être double et, à ce titre, les constructeurs, par exemple, leurs revendications portaient sur des travaux à réaliser, tant pour eux que pour l'environnement. Ils sont bien conscients

ENVIRONNEMENT

Plus de dix mille voitures
contre le bruit

AUTOMOBILE

CITROEN AUGMENTERAIT SES PRIX DE 3,5 % DÈS LE 29 AVRIL

Le prix des automobiles va augmenter dans les prochains jours pour la quatrième fois en six mois. Les hausses de tarifs devraient osciller, selon les déclarations de chaque constructeur, de 2,5 à 3,5 %. Le premier, Citroën, appliquera dès le 29 avril une augmentation moyenne de 3,4 % à 3,5 % sur l'ensemble de sa gamme. Peugeot annonce de son côté une majoration moyenne de 2,5 % de ses prix « clés en main » à compter du 5 mai. Celle-ci variera notablement d'un modèle à l'autre, les voitures de petite cylindrée et les véhicules diesel subissant des majorations plus faibles (+ 2,6 % pour la berline 104, + 2,6 % pour la

504 Diesel, par exemple) que les modèles moyens (+ 3,17 % pour la 304 ou puissants (+ 3,35 % pour la 504 G.I.).

Renault, qui n'a pas encore officiellement arrêté sa décision, annonce que la hausse moyenne sur ses modèles ne dépassera pas 3 %, et qu'elle ne sera pas appliquée avant la semaine prochaine.

Chez Simca-Chrysler, enfin, on attend de connaître précisément les mesures prises par les autres constructeurs pour fixer la date et le taux d'augmentation des tarifs. Selon certaines sources, devant se situer aux alentours de 2,5 %.

Le jeune gaucher américain Jimmy Connors a triomphé le 26 avril, à Las Vegas, du champion australien John Newcombe, qui n'avait jamais battu auparavant, en 5-4, dans un match-défi de 1 million de dollars.

Outre les 377 spectateurs présents au Caesar's Palace, 50 millions de téléspectateurs ont pu suivre cette exhibition en direct aux États-Unis, en Australie, au Canada, au Mexique et au Japon.

RUGBY

Brive pose sa candidature à la mise à mort de Béziers le Minotaure

Le Racing Club de France contre Béziers, Narbonne contre Brive, voilà les équipes qui seront opposées, le 8 mai, à Toulouse et à Lyon, pour les demi-finales du championnat de France de rugby. En dehors du match Narbonne-Agen (9-6), les autres scores sont de voir à ce stade de la compétition. Il semble cependant, au vu des résultats, que les victoires s'obtiennent avec moins de parcimonie. Outre le match Narbonne-Agen (9-6), les autres scores sont de ceux qui montrent que les vainqueurs ont remporté la saison passée. Le 27 avril, c'est ce que Brive a démontré en battant Dax (14-9).

De notre envoyé spécial

Agen. — On avait prévu un match de la couleur contre le noir et blanc : la deuxième chaîne contre la première chaîne. Dax joue en maillot rouge et affiche volontiers ses couleurs écarlates et l'intensité de ce rouge de Gascogne dopés au saint-émilion. Les joueurs de Brive, corsés de blanc et de noir, sont sérieux, tendus, plus soucieux de dessin net et d'économie de moyens que de couleur chaude et de variations chromatiques.

Le soleil brillait si fort, si chaud, faisant miroiter la Garonne comme un Nil frangé de prunelle et de peuplier, peuplant le stade de filles aux blouses claires, le ciel était si vacancier, si lumineux, qu'on y voyait comme un 200 mètres, ce fond de tableau appelait les taches gaies des joueurs de l'Adour, rouge sur bleu, rouge sur vert, rouge et blanc, couleur quaternaire, cette fête d'Agon, cette toile de Dufy qu'était le stade à 3 heures de l'après-midi.

C'est pourtant le film en noir et blanc qui est sorti. Un très bon film. Tandis que les rouges Dax, qui virent au rose, puis au mauve, couleur de corré-d'œil, on a vu les gens de Dax donner au blanc sa valeur profonde de couleur plurielle et rassembleuse. On les disait fins, les Brivistes, fourbus et vieilliss, plus blancs de cheveux que de nuillat, figés dans un système de jeu forcé, aux temps anciens du rugby de pape, avant l'ère de la touche, un jeu d'attente dans un étroit portillon. On a vu la Brive, ce dimanche, sur l'herbe d'Agon, on a vu une très belle équipe, haute de taille, bien en jambes, le souffle long, un peu monocoque, mais qui joue juste et fait tenir son rythme. Deux champions y ont fait leur entrée, Peyberre et Badin, qui lui a apporté en un jeu pur et d'autre sa dure élégance de Fautasio.

Mais ce qui frappe surtout dans cette équipe, ce sont deux nouveaux joueurs, le numéro 7 Joël et le numéro 8 Magnan, grands, découplés comme des pur-sang, qui font penser aux meilleurs Britanniques de la spécialité. Épatants, ces deux garçons. Fiançés du bouledogue Yachvili, ils forment une troisième ligne d'une efficacité peut-être sans égale aujourd'hui en France.

Tout le match s'est résumé à celui qu'ils ont gagné contre J. P. Bastiat en l'occurrence, dans cette bataille, tout est conforme aux règles ? Bousculé, contourné, pris à contre-pied, berné, le géant de Dax, le numéro 10 Joël, a été balayé par les deux champions, les deux pures, qui ont fait passer son après-midi à jouer à colimaillard, le bandeau sur les yeux.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement — 1. Fittipaldi (McLaren), 2. tours, soit 109,515 km en 42 min. 53 sec. 70 (183,794 km/h). 2. Jekx (Lotus), 1 sec. 1. 2. Reutemann (Brabham), 1 tour. 4. Jarier (Shadow), 5. Brambilla (March). 6. Brabham (March). 7. Watson (Surtees), 3 tours; 8. Watson (Surtees), 3 tours; etc.

Classement du championnat du monde

1. Fittipaldi, 15 pts; 2. Reutemann, 10 pts; 3. Fittipaldi, 10 pts; 4. Jekx, 8 pts; 5. Reutemann, 8 pts; 6. Jarier, 7 pts; 7. Depallier, 6 pts; 8. Watson, 5 pts; 9. Brabham, 4 pts; 10. Jekx, 3 pts; 11. Jarier, 2 pts; 12. Brambilla, 1 pt; 13. Lella Lombardi, 0,5 pt.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement général

1. Laiffe (Martini BMW), 1 h. 48 min. 34 sec. (moyenne 180,3 km/h). 2. Tambay (March BMW), 1 h. 47 min. 38 sec.; 3. Ertl (Chevron BMW), 1 h. 47 min. 54 sec.; 4. Reutemann (Brabham), 1 h. 48 min. 51 min. 6 sec.; 5. Clivio (March BMW), 1 h. 51 min. 7 sec. 6; etc.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement général

1. Laiffe (Martini BMW), 1 h. 48 min. 34 sec. (moyenne 180,3 km/h). 2. Tambay (March BMW), 1 h. 47 min. 38 sec.; 3. Ertl (Chevron BMW), 1 h. 47 min. 54 sec.; 4. Reutemann (Brabham), 1 h. 48 min. 51 min. 6 sec.; 5. Clivio (March BMW), 1 h. 51 min. 7 sec. 6; etc.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement général

1. Laiffe (Martini BMW), 1 h. 48 min. 34 sec. (moyenne 180,3 km/h). 2. Tambay (March BMW), 1 h. 47 min. 38 sec.; 3. Ertl (Chevron BMW), 1 h. 47 min. 54 sec.; 4. Reutemann (Brabham), 1 h. 48 min. 51 min. 6 sec.; 5. Clivio (March BMW), 1 h. 51 min. 7 sec. 6; etc.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement général

1. Laiffe (Martini BMW), 1 h. 48 min. 34 sec. (moyenne 180,3 km/h). 2. Tambay (March BMW), 1 h. 47 min. 38 sec.; 3. Ertl (Chevron BMW), 1 h. 47 min. 54 sec.; 4. Reutemann (Brabham), 1 h. 48 min. 51 min. 6 sec.; 5. Clivio (March BMW), 1 h. 51 min. 7 sec. 6; etc.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement général

1. Laiffe (Martini BMW), 1 h. 48 min. 34 sec. (moyenne 180,3 km/h). 2. Tambay (March BMW), 1 h. 47 min. 38 sec.; 3. Ertl (Chevron BMW), 1 h. 47 min. 54 sec.; 4. Reutemann (Brabham), 1 h. 48 min. 51 min. 6 sec.; 5. Clivio (March BMW), 1 h. 51 min. 7 sec. 6; etc.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement général

1. Laiffe (Martini BMW), 1 h. 48 min. 34 sec. (moyenne 180,3 km/h). 2. Tambay (March BMW), 1 h. 47 min. 38 sec.; 3. Ertl (Chevron BMW), 1 h. 47 min. 54 sec.; 4. Reutemann (Brabham), 1 h. 48 min. 51 min. 6 sec.; 5. Clivio (March BMW), 1 h. 51 min. 7 sec. 6; etc.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement général

1. Laiffe (Martini BMW), 1 h. 48 min. 34 sec. (moyenne 180,3 km/h). 2. Tambay (March BMW), 1 h. 47 min. 38 sec.; 3. Ertl (Chevron BMW), 1 h. 47 min. 54 sec.; 4. Reutemann (Brabham), 1 h. 48 min. 51 min. 6 sec.; 5. Clivio (March BMW), 1 h. 51 min. 7 sec. 6; etc.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement général

1. Laiffe (Martini BMW), 1 h. 48 min. 34 sec. (moyenne 180,3 km/h). 2. Tambay (March BMW), 1 h. 47 min. 38 sec.; 3. Ertl (Chevron BMW), 1 h. 47 min. 54 sec.; 4. Reutemann (Brabham), 1 h. 48 min. 51 min. 6 sec.; 5. Clivio (March BMW), 1 h. 51 min. 7 sec. 6; etc.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

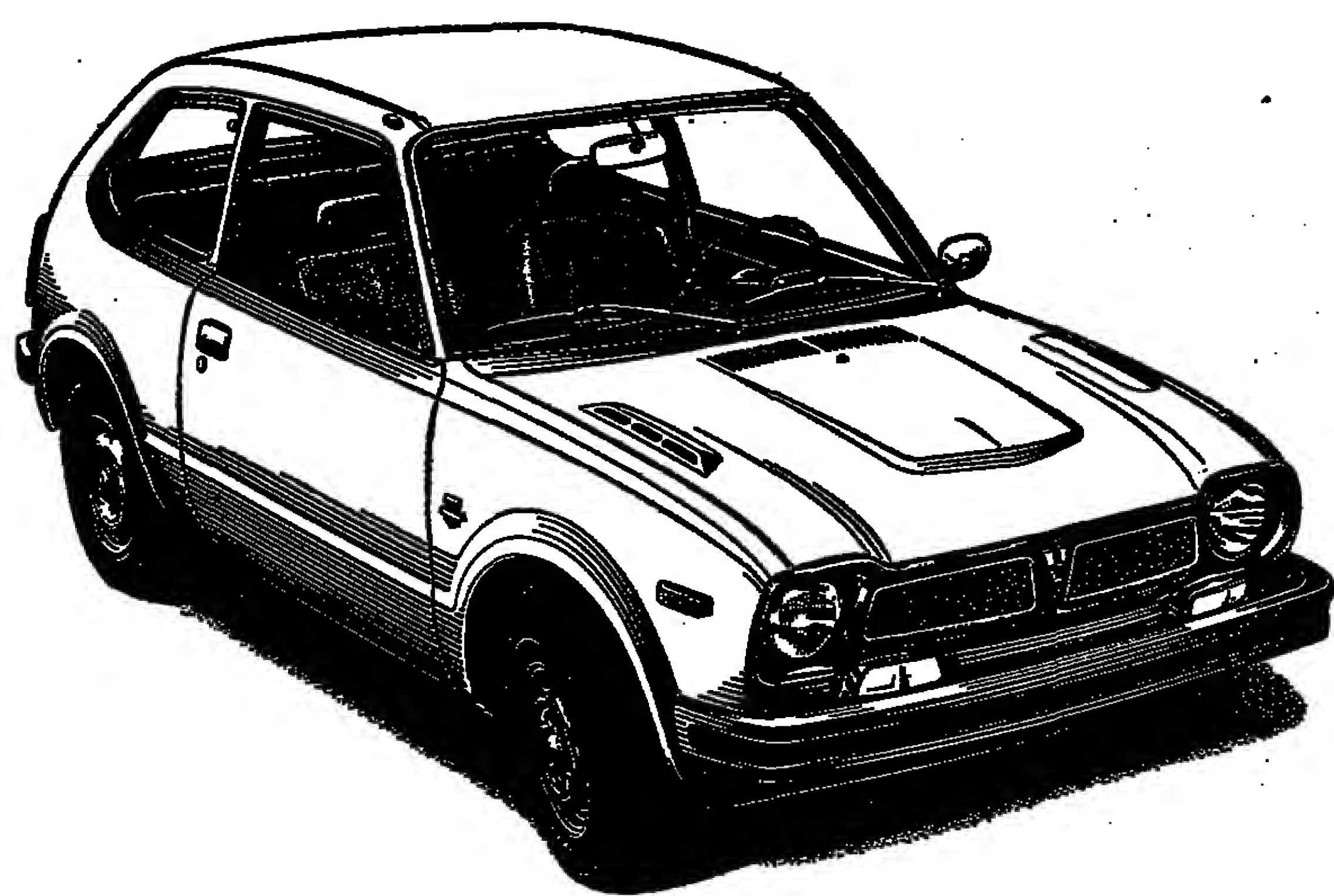
CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS

GRAND PRIX D'ESPAGNE

DIÉPOTE, MONTJUICH (BARCELONE)

Classement général

1. Laiffe (Martini BMW), 1 h. 48 min. 34 sec. (moyenne 180,3 km/h). 2. Tambay (March BMW), 1 h. 47 min. 38 sec.; 3. Ertl (Chevron BMW), 1 h. 47 min. 54 sec.; 4. Reutemann (Brabham), 1 h. 48 min. 51 min. 6 sec.; 5. Clivio (March BMW), 1 h. 51 min. 7 sec. 6; etc.



Voici notre gamme.

Un seul et même moteur.
Mais un moteur si tranquillement
puissant, 1169 cc, si robuste,
5.500 tours/mn (pas plus) à 145 km/h,
si économique, 6,5 litres d'essence
à 90 km/h et si simple
- n'importe quel garagiste s'y retrouve
instantanément - qu'on ne voit vraiment
pas pourquoi il faudrait en inventer un
autre. Ou, comme certains,
en fabriquer plusieurs versions.

Une seule et même mécanique.
Mais une mécanique qui pense avant tout
à votre sécurité. La Civic est une
traction avant, à 4 roues indépendantes,
équipée d'un double circuit de

freinage en diagonale. Sa structure est monocoque, son polygone de sustentation maximum, et son centre de gravité très bas, ce qui lui assure sa tenue de route fantastique. Pourquoi modifier tout ceci pour le seul plaisir de vous mettre devant un faux choix? Une seule et même carrosserie. Mais une carrosserie qui abrite un très vaste habitacle (le moteur est placé transversalement à l'avant) où 4 personnes voyagent à l'aise, qui ne mesure que 3,54 petits mètres, dont le hayon arrière permet de la transformer en break immédiatement et dont le profil est tout spécialement étudié pour

résister aux caprices du vent et traverser la mode. Alors, pourquoi la modifier ? Une seule voiture, une seule idée. Donner à tous les Français la possibilité de se faufiler en ville et d'aller en famille de la ville à la campagne sans risque et sans fatigue. Sans doute est-ce pour cela, tout cela, que plus de 300.000 Civic naissent aujourd'hui chaque année dans le monde. Equipées en série d'une boîte mécanique ou d'une transmission automatique. C'est là un premier véritable choix. Et puis des Civic blanches, des grises, des orange, des bleu-ciel, des brunes

pour satisfaire le goût de chacun.
Enfin deux prix 14.215 F en version boîte
 mécanique (I) et 15.535 F en version
 transmission automatique (I).
 Stupefiant, n'est-ce pas ?
 Vous le voyez, vous avez un très large
 choix. Mais une seule certitude :
 celle d'acquiescer le meilleur modèle de la
 gamme Honda. Votre Civic.

(1) Prix TTC au 1^{er} mai 1975 + frais de transport et de mise en route.

HONDA CIVIC

Honda-France 20, rue Pierre-Curie - 93170 Bagnolet - Tél. 360.01.00.

Le Mio

LE REDRESSEMENT DU FRANC

**De l'importance d'être
au deutschemark
plutôt qu'au dollar**

D. [Illegible text]

Agressão das monnaies fortes

[illegible]

« dévaluation » de 1974 effectuée

[illegible]

DÉCISION AVEC

MARTIN LUTHER KING JR. morreu no domingo, 4 de abril, vítima de um atentado a bomba. O líder da luta pela liberdade racial nos Estados Unidos morreu aos 39 anos, no primeiro dia da Páscoa, em Memphis, Tennessee, onde estava para dirigir uma marcha pacífica em apoio aos direitos civis.

[illegible]

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

LE REDRESSEMENT DU FRANC

De l'importance d'être lié au deutschemark plutôt qu'au dollar

DEPUIS le 14 avril dernier, le franc a retrouvé à l'égard du deutschemark un cours égal ou supérieur à celui qu'il avait avant le 19 janvier 1974, c'est-à-dire avant qu'il ne devienne une monnaie flottante vis-à-vis de toutes les devises, y compris celle du « serpent » européen, dont il faisait partie jusqu'à ce jour-là. M. Giscard d'Estaing n'a pas manqué, dans son allocution télévisée de la semaine dernière, de souligner ce résultat qui est effectivement d'une très grande importance.

La question reste posée de savoir si le président de la République décidera en fin de compte, comme il en a la tentation, de faire rentrer le franc au cours des mois à venir dans le « serpent » c'est-à-dire dans le groupe de monnaies européennes — deutschemark, franc belge, florin néerlandais, couronne danoise auxquels sont asso-

ciées les couronnes norvégienne et suédoise — qui sont restées liées entre elles par une parité fixe (mais en admettant une marge de fluctuation relativement large). Même si le retour du franc devait être marqué par un assouplissement des règles en vigueur, on comprend que le président de la République et son ministre des finances hésitent, car de nos jours un gouvernement dont la monnaie est liée à d'autres par un taux de change officiel ne peut plus guère se permettre des fantaisies. La spéculation le guette et, au moindre écart de sa part, elle joue sa chute avec toutes les chances de gagner, étant donné qu'une banque centrale se laisse vite de perdre en quelques semaines plusieurs milliards de dollars pour défendre sa parité, comme cela avait été le cas pour la Banque de France à l'automne de 1973.

Le groupe des monnaies fortes

Mais l'essentiel pour l'instant n'est pas dans la réintégration officielle du franc dans le « serpent ». Il suffit que la devise française continue à se comporter sur le marché des changes comme si elle en faisait partie.

Ce n'est pas céder au félicisme monétaire que d'estimer, dans une période caractérisée par une forte récession dont l'aggravation est presque certaine malgré les mesures de relance prises, que le maintien du franc dans le groupe de monnaies fortes ou relativement fortes de l'Europe est un impératif. C'est constater simplement qu'un gouvernement n'a aucune chance de garder si peu que ce soit la maîtrise de ses affaires financières et économiques si sa monnaie est constamment disputée sur les marchés. Dans la phase actuelle de l'histoire monétaire, pour un pays quelconque, avoir une monnaie faible, c'est le plus souvent avoir

une monnaie dont les fluctuations sont plus ou moins liées avec celles du dollar. C'est en gros le cas de l'Italie, de l'Espagne et, dans une certaine mesure, de la Grande-Bretagne, bien que le rôle considérable joué par la place de Londres, qui l'année dernière a encore attiré 37 % des pétrodollars, fasse de la livre sterling un cas à part. Causée par l'absence de lutte sérieuse contre l'inflation à l'intérieur, la dépréciation de la devise nationale sur les marchés des changes devient à son tour une source continue d'évaluation du niveau général des prix, par le biais notamment du renchérissement des importations. La crainte de nouvelles dépréciations à l'avenir encourage les achats immédiats à l'étranger et au contraire ralentit l'effort d'exportation. D'où nouvelle aggravation de l'équilibre extérieur qui amène à augmenter encore les emprunts sur le marché international des capitaux.

La « dévaluation » de 1974 effacée

Comme on le voit actuellement avec une particulière netteté en Grande-Bretagne et en Espagne, le coût de la vie continue à monter de plus belle (au rythme de plus de 25 % par an au Royaume-Uni depuis trois mois) bien que la récession soit aussi brutale dans ces pays que dans les autres.

C'est de même une période prolongée de relâchement des disciplines financières, notamment en matière de crédit et de politique fiscale (la malencontreuse décision prise à la fin de 1972 d'abaisser la TVA alors que la demande s'emballe), qui avait conduit Georges Pompidou alors président de la République, et M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, à prendre le parti de laisser flotter le franc en conditions où elle avait été prise, cette grave décision revenait à dévaluer le franc et c'est ce que la suite des événements allait montrer. Le franc devait perdre au cours des mois qu'il s'ensuivirent jusqu'à 14 % de sa valeur vis-à-vis du deutschemark et même se déprécier quelque peu vis-à-vis du dollar, dont il suivait en gros la baisse (mais jamais les remontrances temporaires).

Cependant, une fois élu président de la République, M. Giscard d'Estaing devait appliquer une politique toute différente, plus proche de celle qu'il avait suivie depuis juin 1973 les autorités allemandes. On peut largement attribuer au plan que son gouvernement a lancé en juin le redressement du franc à ce moment-là à se rapprocher des monnaies fortes du « serpent » à partir de novembre dernier, c'est-à-dire à peu près à partir du moment où la balance commerciale est devenue pratiquement équilibrée. Aujourd'hui la dévaluation de fait décidée au début de 1974 est annulée. Il n'y a pas de doute que ce soit un élément très positif pour donner au moins à la France le seul « avantage » que peut apporter la récession, à savoir le ralentissement dans la hausse des prix (avantage qu'on ne connaît même pas outre-Manche et outre-Pyrénées).

L'enjeu est sans doute encore plus important qu'il n'y paraît d'abord. En dépit de l'enthousiasme intéressé et irresponsable que continuent à exprimer la plupart des économistes et politiciens américains, anglais et même européens en faveur des changes flottants, il est plus que probable que la flexibilité des taux de change est en train de miner lentement le régime de libre-échange sur lequel ont reposé l'expansion et le dynamisme des pays occidentaux. Le commerce mondial est lui aussi désormais en récession, ce qui n'est guère étonnant, mais on voit de nombreuses entreprises, sauf peut-être les très grandes, renoncer petit à petit à des marchés extérieurs qu'elles pourraient encore conquérir

Dialogue ou affrontement avec le tiers-monde ?

LA DIPLOMATIE DU CAMÉLÉON EST AU POINT MORT

La conférence de Paris (7 au 15 avril) a échoué à cause notamment du refus des pays industrialisés d'une discussion sur l'indexation des matières premières et non pas seulement sur le pétrole. Mais cette attitude restrictive était-elle vraiment conforme à l'intérêt des pays qui l'ont adoptée ? Comme on le verra en lisant l'article ci-dessous, la question mérite d'être posée. On lira au page 2 les articles d'Alain Giraudo et de François Renard relatifs à l'évolution récente des marchés des céréales et des métaux non ferreux.

PARIS, centre du monde, ne fut-ce que le temps d'une conférence ; Paris, médiateur entre les pays industrialisés et le tiers-monde ; ouvrant le dialogue pour la fondation d'un nou-

singer, avec le chah celui du chah, avec les Européens celui de l'Europe, avec Boumedienne celui du tiers-monde. Mais, lorsque le caméléon s'est retrouvé posé sur une table de négociations, dont le tapis était bariolé de toutes ces couleurs, il a dû avouer son impuissance à les refléter toutes à la fois.

Jusqu'à ce jour de vérité, que de contortions. D'abord, pour ne pas effaroucher l'Algérie, on avait renoncé, au moins formellement, au caractère trilateral de la future conférence. Alger y voyait, non sans raison, le signe qu'on voulait opposer les pays pétroliers au tiers-monde. Sans doute, par la suite, M. Giscard d'Estaing s'est convaincu qu'il n'était pas convenable que le tiers-monde n'était pas aussi facilement divisible, mais qui peut nier, aujourd'hui, que l'intention initiale était bien que les pays les plus pauvres fassent enfin entendre leur voix indépendamment de l'Organisation des

Trois semaines avant l'ouverture de la réunion de Kéliber, les Etats-Unis ont voulu obtenir une assurance supplémentaire. M. Thomas Enders, l'un des adjoints de M. Kissinger, s'est rendu à l'Elysée pour y tenir à peu près ce langage : la Communauté économique européenne doit, avant que ne s'ouvre la réunion de Paris, entériner les choix en matière de prix-plancher pour le pétrole brut importé, sinon, les Etats-Unis ne participeront pas à la réunion de Paris. La mesure était comble. L'Elysée se rebiffa, ne pouvant admettre que l'Agence internationale de l'énergie dicte la politique énergétique de la Communauté, ce qui était pourtant, si l'on peut dire, dans la nature des choses, puisque le Marché commun n'a pas réussi à définir sa propre politique énergétique et que huit sur neuf de ses membres font partie de l'Agence. On était donc au bord de la rupture. Mais, heureusement, les pays européens membres de l'Agence résistèrent aux visées américaines et les Etats-Unis retirèrent leur manière d'ultimatum.

Entre-temps, une opération de charme était faite en direction de la Communauté. Lors du conseil des ministres des affaires étrangères qui se réunit à Dublin, la France accepta que le mandat qui en ressortit fût très restrictif puisque le terme même de matières premières n'y figurait pas, domant ainsi des gages aux alliés des Américains, gages qui par la suite ont été difficiles à reprendre.

La main de velours et le gant de fer

Dans cette ambiance on ne peut plus ambiguë s'est ouverte la réunion préparatoire de Paris. Les contradictions ne pouvaient pas ne pas éclater. A Alger, M. Giscard d'Estaing, en concluant avec M. Boumedienne une sorte d'accord sur l'ordre du jour qui était éminemment discuté à Paris faisait une fois de plus la preuve de la « souplesse » de sa diplomatie. Mais cet « ordre », venu d'Alger, fut assez mal pris avenue Kléber, où les partenaires de la France au sein du Marché commun eurent la pénible impression que la France, pour obtenir de l'Algérie quelques concessions d'ordre fort peu tangibles, ne respectait pas le mandat de Dublin.

Quant à la déclaration que fit l'Elysée ensuite à propos du président Thieu (le caméléon adoptant une fois encore la couleur du moment), elle entraîna un raidissement immédiat de la délégation des Etats-Unis. « On ne tire pas sur une ambassade », dit un diplomate américain, ulcéré par le lâchage de la France, ou ce qu'il considérait comme tel.

Pourtant, pendant les premiers jours de la réunion de Paris, les Américains avaient admirablement joué. Ils avaient deux visages, celui fin et aimable de M. Robinson, et celui, brutal et parfois même grossier, de M. Enders. L'astuce américaine a consisté à pousser la Communauté économique européenne à se mettre en avant et à tenir, face aux pays du tiers-monde, le « vilain » rôle du « mauvais riche ». Ici aussi, l'un des calculs de M. Giscard d'Estaing était déjoué, qui se fondait sur les divergences d'intérêts entre l'Europe, pauvre en ressources naturelles, et l'Amérique, qui en regorge.

Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, la Communauté économique européenne a défendu, pendant la plus grande partie du temps, l'ensemble des pays industrialisés, y compris, bien sûr, les Etats-Unis. Puis, quand la rupture devint inévitable, le gant de velours de M. Robinson s'est retiré, faisant apparaître la main de fer de M. Thomas Enders.

Ainsi, en voulant plaire à tout le monde, on s'est brouillé avec chacun : les relations franco-américaines, qui étaient au beau fixe depuis la réunion de la Martinique, sont redevenues moins bonnes ; la Communauté économique européenne, qui avait réussi à parler d'une seule voix, se demande à quel jeu on a voulu la faire jouer et il s'en est fallu de peu que la réunion se termine par un constat de défaillance au sein des Neuf.

PHILIPPE SIMONNOT.

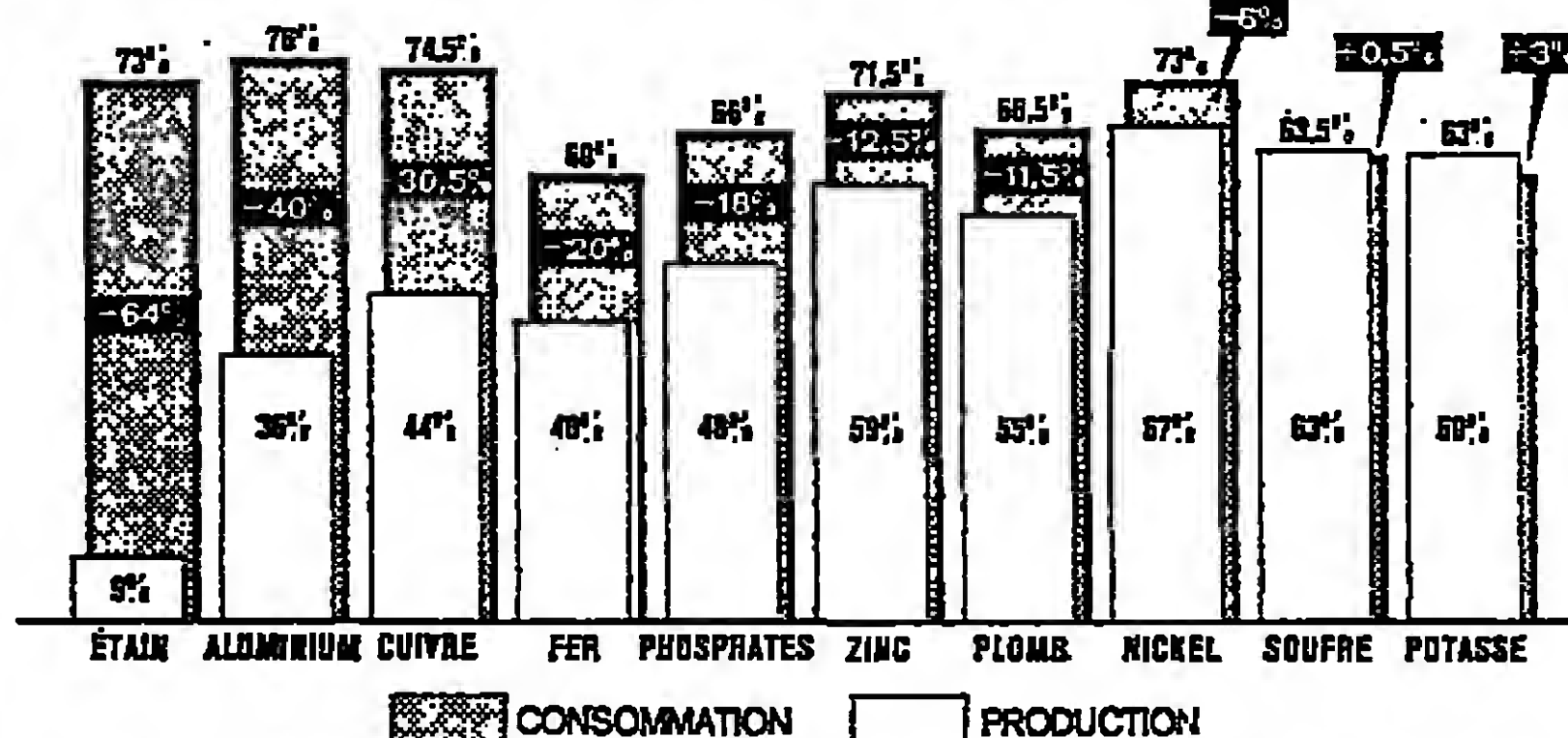
(Lire la suite page 23, 1^{re} col.)

Lire :

Page 24 : l'article du professeur André Babeau sur la croissance ralentie et l'investissement.

Page 25 : la critique du livre de Josée Doyère « Le Combat des consommateurs », par Gilbert Mathieu.

LA DÉPENDANCE DES PAYS RICHES EST TRÈS VARIABLE SELON LES MINÉRAUX



En blanc, la part des pays riches dans la production mondiale de chaque minéral ; en gris, la part de ces mêmes pays dans la consommation mondiale ; la différence entre ces deux pourcentages mesure leur degré de dépendance. Celle-ci n'est supérieure à 30 % que pour trois produits : l'étain, l'aluminium et le cuivre. C'est aussi pour ces trois produits que la part du tiers-monde dans la production mondiale est supérieure à 30 % (respectivement 76 %, 59 % et 38 %). Dans le commerce international des principaux minéraux et métaux, on remarquera d'autre part (voir le tableau page 23) que les pays riches occupent une place plus importante en moyenne que les pays pauvres.

vel ordre économique international ; réussissant là où Washington ne pouvait qu'échouer : mettre les pays pétroliers en face de leurs responsabilités mondiales ; Paris innovant dans les relations diplomatiques internationales en mettant en œuvre une sorte d'ONU miniaturisée et opérationnelle ; Paris, capitale d'une France à la fois généreuse et raisonnable, capitale de la paix économique. C'était un beau rêve et l'on comprend que d'autres capitales aient pu en être jalouses.

Pour l'accomplir, une méthode : parler avec Kissinger le langage de Kis-

pays exportateurs de pétrole (OPEP). Comme pour répondre à ce défi, les sept délégations du tiers-monde présentes avenue Kléber à Paris ont serré les rangs et présenté un front si uni que les spécialistes eux-mêmes en ont été surpris. Parce que ces délégations étaient composées de fonctionnaires dont la marge de manœuvre était très limitée, le front n'a pu être fissuré. Si c'était à refaire, l'Elysée convoquerait directement une réunion ministérielle avec l'espérance que, cette fois, des hommes politiques responsables s'expriment plus librement.

Concessions à Washington

Ensuite, il a fallu séduire les Américains. Au cours d'un petit déjeuner à l'Elysée, M. Kissinger exigea que « sa »

machine diplomatique-économique, à savoir l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), soit présente à la réunion de Paris. Proposition logique puisque, dans l'esprit de M. Giscard d'Estaing lui-même, il s'agissait d'abord d'une conférence sur l'énergie. On lui fit cette concession, mais à condition que l'A.I.E. qui de toute façon n'assisterait à la réunion de l'avenue Kléber qu'à titre d'observateur, n'apparaisse pas en elle-même mais en tant qu'organisme de l'O.C.D.E. C'était se cacher derrière son petit doigt, et on l'a bien vu avenue Kléber, où la présence de M. Davignon, président de l'Agence, a été l'occasion d'incidents de séance qui ont plutôt alourdi l'atmosphère.

D'ailleurs, puisque l'O.C.D.E. était invitée, les organisateurs, si leurs intentions étaient aussi pures, auraient pu tout aussi bien convoier le Comité d'aide au développement de cette même organisation. Au château de la Muette, on se pose des questions à ce sujet. L'OPEP, quant à elle, n'a pas répondu à l'invitation : selon elle, il ne pouvait pas s'agir d'une conférence sur l'énergie.

Autre concession à Washington : les termes de l'invitation de M. Giscard d'Estaing (« conférence sur l'énergie et les problèmes qui s'y rattachent »), lesquels ont fourni aux Américains, pendant la réunion de l'avenue Kléber, un argument extrêmement solide pour résister aux requêtes du tiers-monde. On caricaturera à peine la chose en disant que l'argument de la délégation américaine consistait à dire : vous nous aviez invités à une partie de tennis et c'est maintenant au rugby qu'il faudrait jouer ! Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que, dès le début de la conférence, la délégation américaine avait rappelé les termes mêmes de la lettre de M. Giscard d'Estaing et répété quelle les approuvait. Si cette mission avait été rédigée autrement, les Américains, tout simplement, ne seraient pas venus à Paris.

BULLETIN

DÉCISION AVEUGLE A BRUXELLES ?

MONTAGNES de beurre ou de poudre de lait, blocs glacés de viande, tas de « gros rouge », qui envoient tour à tour rigos et chills. Décidément, l'accumulation de stocks reste bon an mal en le soulci le plus permanent des responsables de l'Europe verte. Par sa conception, comme par sa mise en œuvre, la politique agricole commune encourage les agriculteurs à produire davantage pour obtenir un revenu à peu près décent. On ne doit pas s'étonner qu'elle soulève de difficiles problèmes d'exercice de la loi que le seul de l'autosuffisance est franchi.

Jusqu'à présent, les autorités communautaires s'en sont dégagées tant bien que mal par des opérations ponctuelles dont on peut toutefois se demander si elles sont toujours bien fondées sur les plans économique et financier : ventes à l'Union soviétique à des prix défilant effectivement toute concurrence, dilution des surplus viticoles, Les mariages sont ainsi d'une façon ou d'une autre bradés. Les gouvernements font la différence. Il arrive que les consommateurs grincents des dents, mais on ne les écoute pas longtemps.

On ne peut indéfiniment mener une politique à coup de solutions partielles. La question commence à se poser de savoir si Bruxelles a encore une vue d'en-

semble des besoins de l'économie agricole européenne. Le président des Jeunes Agriculteurs estime qu'on y prend des « décisions aveugles ». Son propos est sévère. Est-il tout à fait sans justification ? On ouvre les frontières de la C.E.E. aux importations de bovins maigres, alors que 250 000 tonnes de bœuf congelé attendent des acheteurs et que les éleveurs ont du mal à trouver des clients pour leurs jeunes animaux. On fixe un prix injustement bas pour la poudre de lait, mais les producteurs s'interrogent sur leurs futurs débouchés étant donné que 600 000 tonnes resteront sans doute invendues, faute de trouver une demande solvable dans le reste du monde. On importe des millions de tonnes de maïs alors que les sites français sont engorgés (voir p. 22). En sans contraire, les riziculteurs camarguais n'ont pas obtenu un prix assez rémunérateur et la France doit importer en masse du riz américain.

Bref, la relation paraît de moins en moins faite entre, d'une part, la décision de produire et, de l'autre, les possibilités d'écoulement à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire de la Communauté. Ce qu'il reste de la politique agricole des Neuf est condamné à devenir de plus en plus une fiction si les décisions dites communautaires continuent à être prises, isolément les unes des autres, pour répondre à des critères nationaux à court terme.

مركزنا من الأصل

FAITS ET TENDANCES

• MÉTAUX NON FERREUX : la crise

MAI 1974 : les cours des métaux non ferreux atteignent des sommets vertigineux sur des marchés bouillonnants, la spéculation est déchaînée, et les consommateurs craignent pour leurs approvisionnements, stockent pour se protéger contre une hausse ultérieure des prix. C'est l'euphorie malsaine de l'inflation, avec en perspective un ralentissement de l'expansion mondiale, qui pourrait provoquer des surprises.

La chute du cuivre

L'exemple du cuivre, le plus utilisé des métaux non ferreux après l'aluminium, et celui dont la production est la plus concentrée, donne la mesure de ce renversement et des préoccupations qui assaillent actuellement les principaux pays exportateurs pour lesquels il représente souvent la principale ressource.

Après avoir doublé en 1973, le prix du métal rouge augmentait à nouveau de 50 % pour atteindre tous les records en mai 1974 à près de 1 400 livres la tonne, il retombait à 600 livres la tonne dès le mois de novembre suivant. Le refroidissement de l'économie mondiale entraînait une diminution de la consommation, notamment chez les constructeurs d'automobiles, et surtout le « déstockage » inconnu de certains pays comme le Japon, qui avaient stocké d'une manière non moins inconsidérée en 1974 et au début de 1975, contribuant fortement à la chute des cours. A 600 livres la tonne, un pays producteur comme le Chili, dont 75 % des ressources proviennent de l'extraction du métal rouge, ne recueillait pas davantage que sept ans auparavant en monnaie nationale, et beaucoup moins en tenant compte de l'érosion générale des monnaies, et de la livre en particulier.

Les principaux exportateurs de cuivre (Chili, Pérou, Zaïre, Zambie) réunis depuis 1967 au sein d'un organisme commun, le CIPEC, décident alors, pour la première fois, de réduire de 10 % leurs livraisons pour essayer de stabiliser les prix. Cette décision, qualifiée de « révolutionnaire », tant par les intéressés que par les consommateurs, n'eut guère d'influence sur la tenue des cours, qui continuèrent à glisser tranquillement. Face à une production globale qui, fin 1974, était en augmentation de près de 3 % à 7,7 millions de tonnes, les stocks, en dépit des fortes ventes du deuxième semestre 1974, se gonflaient à près de 800 000 tonnes : un volant disponible de 10 % sur un marché n'était guère propice à un redressement de la situation, d'autant que la demande continuait à s'affaiblir dans tous les pays occidentaux.

Au printemps 1975, les perspectives à court terme ne sont guère réjouissantes. Les stocks dans les entrepôts du London Metal Exchange sont les plus élevés depuis deux ans.

Des spécialistes pessimistes

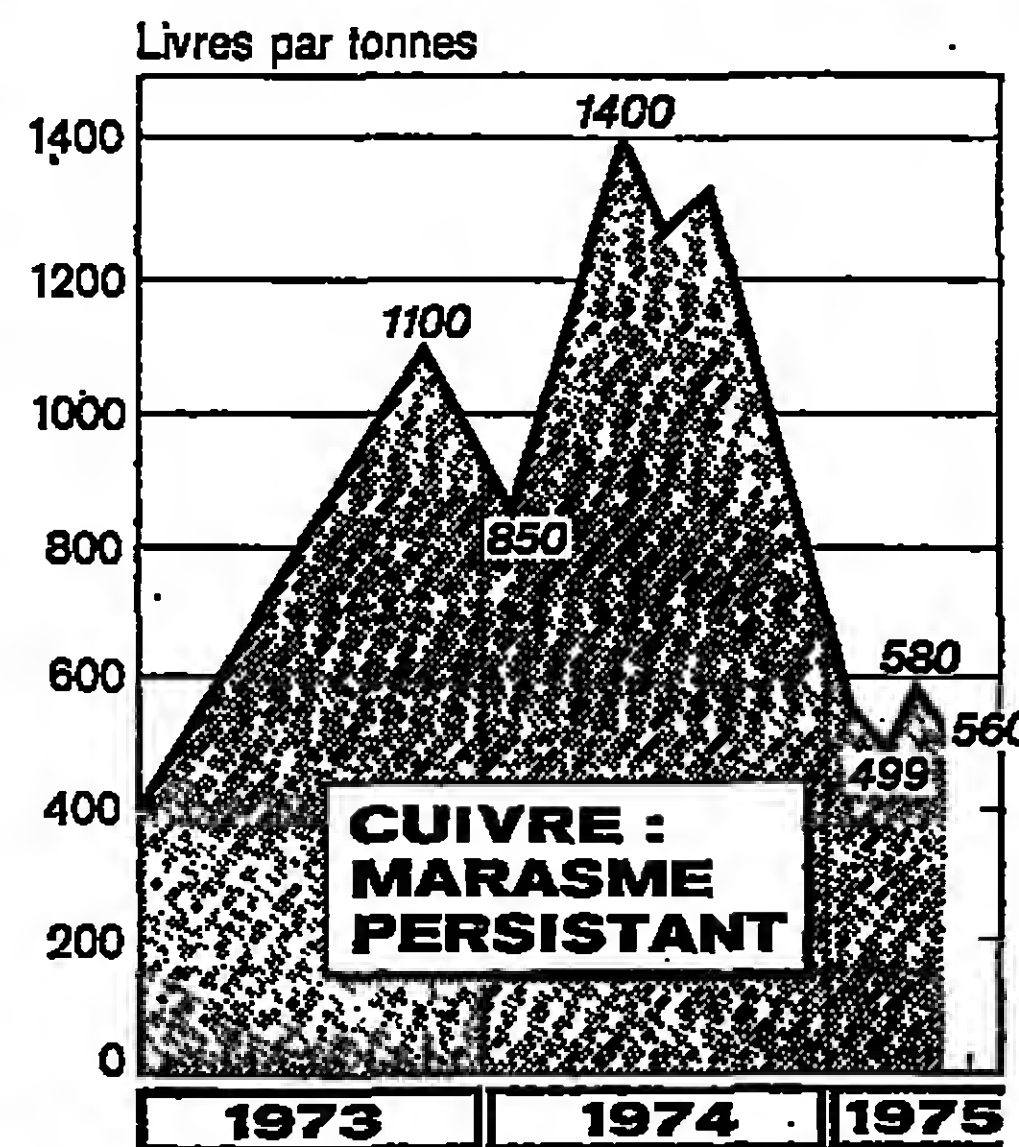
Les spécialistes américains sont peu optimistes et, dans l'immédiat, prévoient pour les États-Unis de nouvelles réductions de la production minière. L'un parle de 20 % et bien davantage, ce qui est supérieur aux 15 % de réduction que les quatre pays membres du CIPEC ont décidé d'appliquer à partir du 15 avril 1975, prenant position, pour la deuxième fois, en faveur d'une diminution volontaire de l'extraction.

Sans doute, cette nouvelle mesure a eu pour effet de stabiliser le cours du cuivre aux environs de 550 livres sterling la tonne, comme l'indique le graphique. Un glissement au-dessous de 500 livres, en février 1975, a même pu être stoppé. Mais selon toute vraisemblance, il y a peu d'espoir de voir ce cours se redresser avant de longs mois. Dans le cas le plus favorable d'une reprise économique aux États-Unis, à la

la consommation de matières premières, les stocks se gonflent et les exportateurs de métaux non ferreux sont obligés de réduire leur production pour éviter un effondrement des cours. Sans doute, l'espoir d'une reprise de l'expansion mondiale se profile-t-il à l'horizon, notamment aux États-Unis, où une amélioration de la conjoncture est théoriquement prévue pour le courant, ou la fin du second semestre. Mais jamais dans le passé si tumultueux des marchés des métaux non ferreux, un renversement n'a été aussi brutal, et aussi spectaculaire, dans le temps comme dans l'espace.

fin de l'année 1975, les conditions sur le marché du cuivre ne s'amélioreraient que bien plus tard, le « délai de réponse » étant estimé à six ou huit mois, et même davantage pour certains qui le fixent à douze ou quinze mois. En outre, l'existence de stocks très importants constitue un frein puissant à toute amélioration. Ce n'est donc guère avant le printemps 1976 que les spécialistes entendent une remontée des prix du métal rouge. Mais ils conseillent de tenir compte des phénomènes d'anticipation, qui sont de nature à brouiller bien des calculs. Il y a des précédents.

Une fois de plus se pose le problème lancinant de la régularisation des marchés des matières premières par la



constitution de stocks amortisseurs, destinés à absorber les excédents en cas de surproduction et à alimenter les marchés en cas de pénurie. Si les difficultés matérielles du stockage peuvent être résolues plus ou moins facilement, celles de son financement restent intactes. A la récente conférence de Lima de la CNUCED il a été instamment demandé aux grands pays industriels de contribuer massivement à ce financement, sans succès apparent.

Les pays producteurs ne peuvent donc qu'attendre, avec patience, le retour du balancier, sacrifiant ainsi aux nécessités des cycles. Pendant ce temps, le prix de revient des métaux extraits continue à monter, ce qui devrait, à court terme, amorcer la remontée des prix et même l'accélérer, par un juste retour des choses.

FRANÇOIS RENARD.

• CÉRÉALES : le scénario de l'absurde

AOUT 1974. Le secrétaire d'Etat américain à l'Agriculture fait une tournée des capitales européennes. Objectif : convaincre le « vieux monde » de réduire ses achats de maïs aux États-Unis. A Chicago, le blé est alors coté entre 760 F et 810 F la tonne, le maïs entre 660 F et 690 F.

Octobre 1974. Le secrétaire d'Etat américain au Trésor bloque la vente à l'Union soviétique de 2,3 millions de tonnes de maïs et de 1 million de tonnes de blé. Washington précise qu'il ne s'agit pas d'une mesure discriminatoire à l'égard de Moscou — les contrats ne portent relativement que sur de petites quantités, — mais les stocks sont trop « tendus », et l'opération risque d'entraîner une nouvelle flambée des cours, comme lors de la première vague d'achats soviétiques en 1972. L'administration américaine demande d'ailleurs aux firmes de négoce international de lui soumettre tous les contrats importants pour contrôler les exportations. La tonne de blé et de maïs se traitent alors à Chicago respectivement 800-910 F et 700-725 F.

Novembre 1974. Le directeur général de la F.A.O. consacre une large part de ses efforts pendant la conférence mondiale de l'alimentation (le Monde du 5 au 17 novembre) à obtenir des pays producteurs la fourniture de 10 millions de tonnes de céréales, au cours des sept mois suivants, pour enrayer les menaces les plus graves de famine dans les pays pauvres. Efforts sans succès. Les pays producteurs qui fournissent habituellement de 5 à 6 millions de tonnes de grain pour l'aide alimentaire se déclarent incapables de faire la différence. Sur les bords du lac Michigan, le blé est coté de 890 F à 910 F, le maïs de 690 F à 700 F.

Mars 1975. Le département américain à l'Agriculture lève définitivement les contrôles sur les exportations de céréales. L'Union soviétique, la Chine, annulent plusieurs de leurs commandes. L'Égypte ajourne la livraison de certains contrats. L'aide alimentaire versée par les pays arabes ne dépasse pas la valeur de 8 millions de tonnes. Les stocks de grains représentent toujours quelques semaines de consommation. Dans la grande cité de l'Illinois, on n'enregistre que très peu de transactions. La tonne de blé vaut entre 810 F et 860 F, celle de maïs entre 620 F et 640 F (le niveau des cours de juillet-août 1973).

C'est le film rapide des événements sur le marché mondial des céréales au cours des huit derniers mois : scénario de l'absurde. Comment les prix, résultat de la confrontation de l'offre et de la demande, ont-ils pu chuter de près de 30 % pour les deux principales céréales alors que globalement les besoins restent plus importants que les disponibilités ?

« Depuis des années, on marchait au bord du gouffre. Maintenant, on sombre et on ne sait comment se raccrocher », avoue tristement un courtier de la plus importante firme mondiale pour le négoce des grains. En effet, depuis 1972, toutes les prévisions sur l'évolution du marché mondial ont été déjouées tour à tour : en 1972, les prix ont quadruplé alors même que la crainte des excédents restait la préoccupation essentielle de nombreux gouvernements. La confusion n'a fait que croître au cours de ces huit derniers mois.

Après l'espoir d'une récolte abondante — « record » selon certains augures, — les États-Unis ont subi des intempéries pour la troisième année consécutive : leur capacité d'exportation de blé est tombée à 28 millions de tonnes contre 31 millions au cours des deux campagnes précédentes. Or, habituellement, les États-Unis couvrent la moitié du commerce mondial. La situation s'est révélée analogue pour l'orge, le maïs, le sorgho et l'avoine : les réserves américaines de ces céréales fourragères ont baissé de 8,2 millions de tonnes et leurs possibilités d'exportation sont tombées de 41 à 30 millions de tonnes.

Bref, une fois la récolte enragée, les

cours ne pouvaient que flamber. Après une certaine détente au cours du printemps et de l'été, les prix remontèrent à l'automne à leur niveau de décembre 1973. Quels sommets atteindront-ils ? Les experts n'osent

faire de prévisions. De toute façon, elles auraient été fausses. Comment, en effet, intégrer dans les calculs les conséquences d'une grève de consommateurs ? L'affaire est peu banale, elle mérite de s'y arrêter.

La grève de la biffette

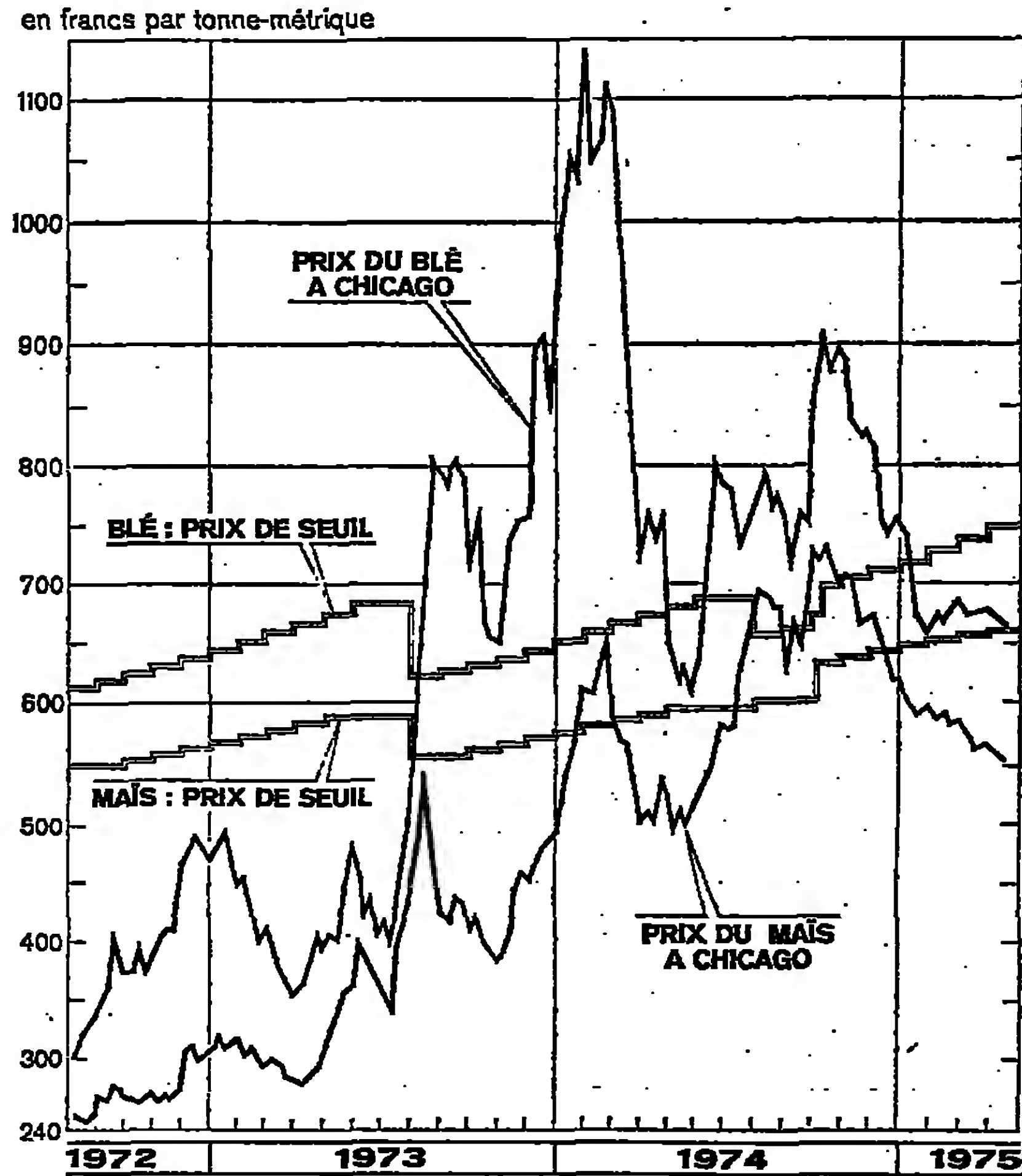
Entre l'Atlantique et le Pacifique, la viande de bœuf a atteint, en 1973, un prix qui dépassa les ménages américains. Elles décidèrent de boycotter ce « produit de luxe ». Conséquence : l'industrie de la viande n'est plus rentable. Les avocats ou les médecins qui investissent dans l'élevage pour échapper au fisc reprennent leur « mise ». Les étables des éleveurs industriels — les fameux *feedlots*, où les céréales se « transforment » en viande — se vident, cinquante mille bêtes ne sont pas remplacées, les autres ne restent plus à l'engrais que quelques semaines. Au total, la production de viande diminue fortement. Il en va de même pour la consommation d'aliments du bétail, c'est-à-dire essentiellement le maïs : — 20 %.

les négociants à reporter des contrats sur la prochaine campagne.

● LA POSITION DE LA C.E.E. : tant que les prix mondiaux ont dépassé les prix européens (720 F la tonne pour le blé ; 640 F la tonne pour le maïs) la C.E.E. a freiné ses exportations pour garantir ses approvisionnements ; la hiérarchie étant renversée, la Communauté européenne a pu proposer ses blés (et ses maïs dans le cas de la France), qui sont venus peser encore sur les cours.

A ces causes « mécaniques » de baisse, plusieurs opérateurs en ajoutant désormais une dernière : Chicago, le marché où se cotent les cours mondiaux, ne permet pas réellement une confrontation de l'offre et de la demande. Les pays de l'Est, les États

LES PRIX MONDIAUX A NOUVEAU INFÉRIEURS AU PRIX EUROPÉEN



En clair, les récoltes semblaient insuffisantes en août, début décembre elles couvrent les besoins. L'effet est immédiat : en quelques semaines les cotations de Chicago tombent pour le maïs de 680 à 620 F la tonne. Puis c'est la chute en cascade des prix du blé et de l'orge, accentuée encore par plusieurs éléments :

● LA FAIBLESSE DU DOLLAR : l'effritement de la devise américaine abaisse le prix payé en monnaie nationale par les importateurs ;

● LES PRÉVISIONS DE RÉCOLTE : après trois années médiocres, la perspective d'une très bonne récolte de céréales de l'ordre de 875 millions de tonnes permettant de stabiliser les stocks mondiaux a incité

arabes n'interviennent pas directement ; ils passent leurs commandes à des « courtiers » : ces derniers pour couvrir leurs opérations — les arbitrer dans le jargon professionnel — anticipent sur les ordres accentuant les tendances.

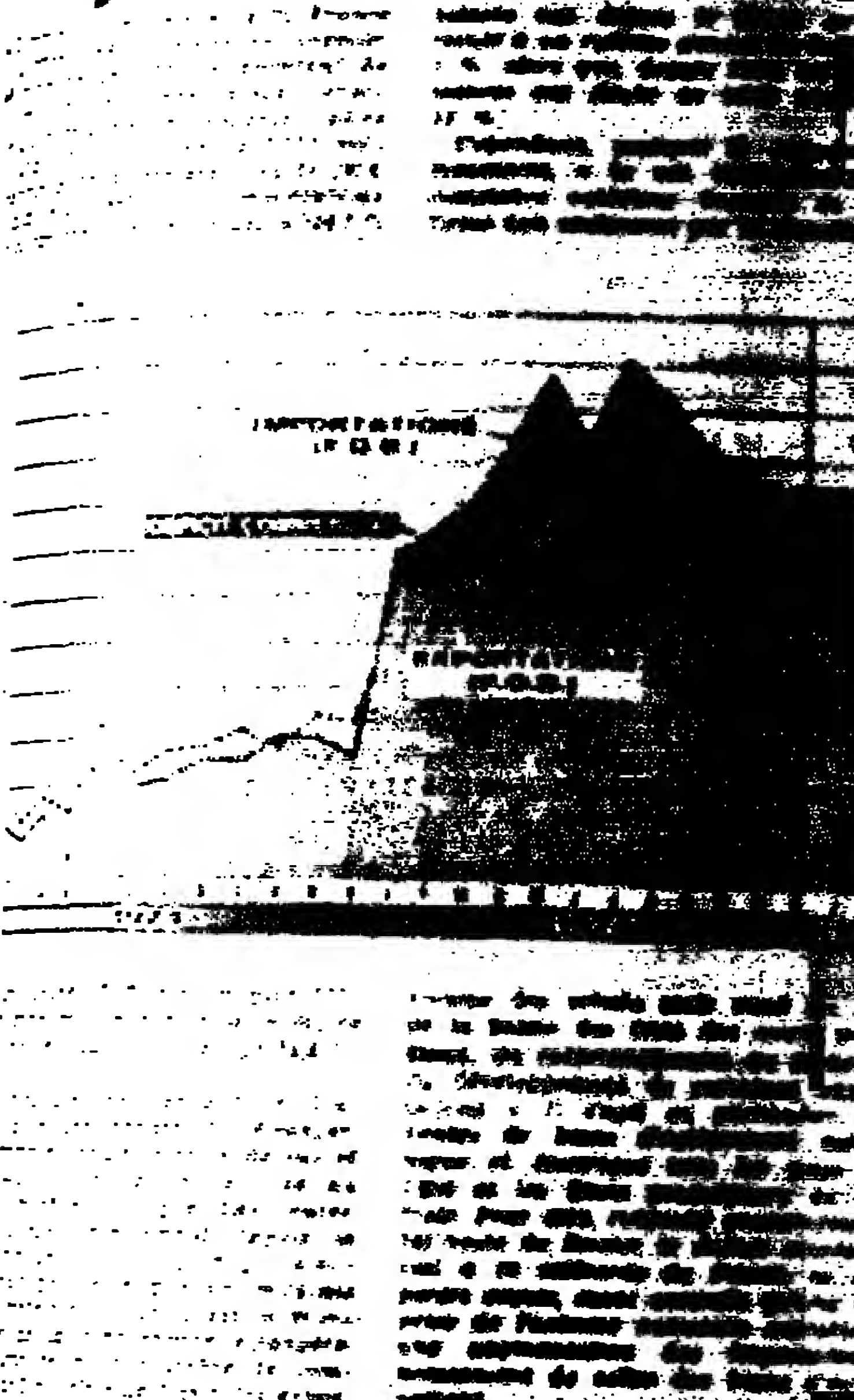
Pourtant la plupart des spécialistes s'accordent à reconnaître qu'il y a désormais un « plancher technique » à la baisse. Le coût de revient d'un quintal a sensiblement augmenté en raison du renchérissement des engrais, de l'énergie, du matériel agricole et du prix des terres. Les producteurs n'accepteraient pas que les cours retombent aux niveaux des années 1960-1970. Toutes les prévisions de la F.A.O. ou de la Banque mondiale montrent que l'équilibre restera extrêmement précaire entre la production et la consommation, alimentaires pendant les dix prochaines années. Les stocks de grains se reconstitueront difficilement et la tendance devrait rester à la hausse.

Finalement l'intérêt commun des pays producteurs et États consommateurs est, dans ces conditions, de mettre un terme aux fluctuations déraisonnables du marché. La mise en œuvre des recommandations adoptées lors de la conférence alimentaire de Rome y contribuerait largement : échange d'informations sur la production et la consommation alimentaires, stockage à l'échelle continentale des denrées pour éviter les famines et régulariser les cours. Mais cela suppose que les questions alimentaires ne soient pas considérées comme un argument dans la confrontation politique internationale.

ALAIN GIRAUDO.

LE MONDE

COMMERCE EXTÉRIEUR
l'objectif de M. Fourcade



La diplomatie

Le commerce extérieur, c'est la diplomatie. C'est la diplomatie qui décide de la politique commerciale d'un pays. C'est la diplomatie qui négocie les accords commerciaux. C'est la diplomatie qui défend les intérêts nationaux. C'est la diplomatie qui crée les opportunités. C'est la diplomatie qui ouvre les portes. C'est la diplomatie qui fait la différence.

PAYS PAUVRES NE PARTICIPENT QUE POUR UN PRIX MINÉRIEL AU COMMERCE DES MINÉRAIS ET DES MÉTAUX

Pays	Blé (F/tonne)	Maïs (F/tonne)	Or (F/kg)
Algérie	120	80	150
Argentine	110	75	140
Autriche	100	70	130
Belgique	90	65	120
Bulgarie	80	60	110
Canada	70	55	100
Chine	60	50	90
France	50	45	80
Allemagne	40	35	70
Grèce	30	25	60
Inde	20	15	50
Italie	10	10	40
Japon	5	5	30
Maroc	4	4	20
Népal	3	3	15
Pakistan	2	2	10
Pérou	1	1	5
Portugal	0,5	0,5	2
Roumanie	0,2	0,2	1
Soudan	0,1	0,1	0,5
Tunisie	0,05	0,05	0,2
Yugoslavie	0,02	0,02	0,1

BO DU TI
3 et
Taux de
à partir de
(monnaie)
13,1
9,1
15,1
10,5
UN PLACEMENT SÉRIÉUX

COLLOQUE SUR LE REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL
PARIS PALAIS DES CONGRÈS

27 MAI - LE REDEPLOIEMENT INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE.
28 MAI - L'INDUSTRIALISATION FRANÇAISE : AUJOURD'HUI ET DEMAIN.
29 MAI - LA CONCERTATION ENTRE L'ÉTAT ET LES AGENTS ÉCONOMIQUES POUR L'ÉLABORATION DES POLITIQUES DE REDEPLOIEMENT.

POUR OBTENIR LES PROGRAMMES ET CARTES DE PARTICIPATION S'ADRESSER À :
SECRETARIAT GENERAL DU COLLOQUE REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE
101, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. 551.17.36 - 551.52.49

pour votre mieux-être et vos loisirs

Labor Hako
THAC 800
78700 Fleury - Tél. 480.3210

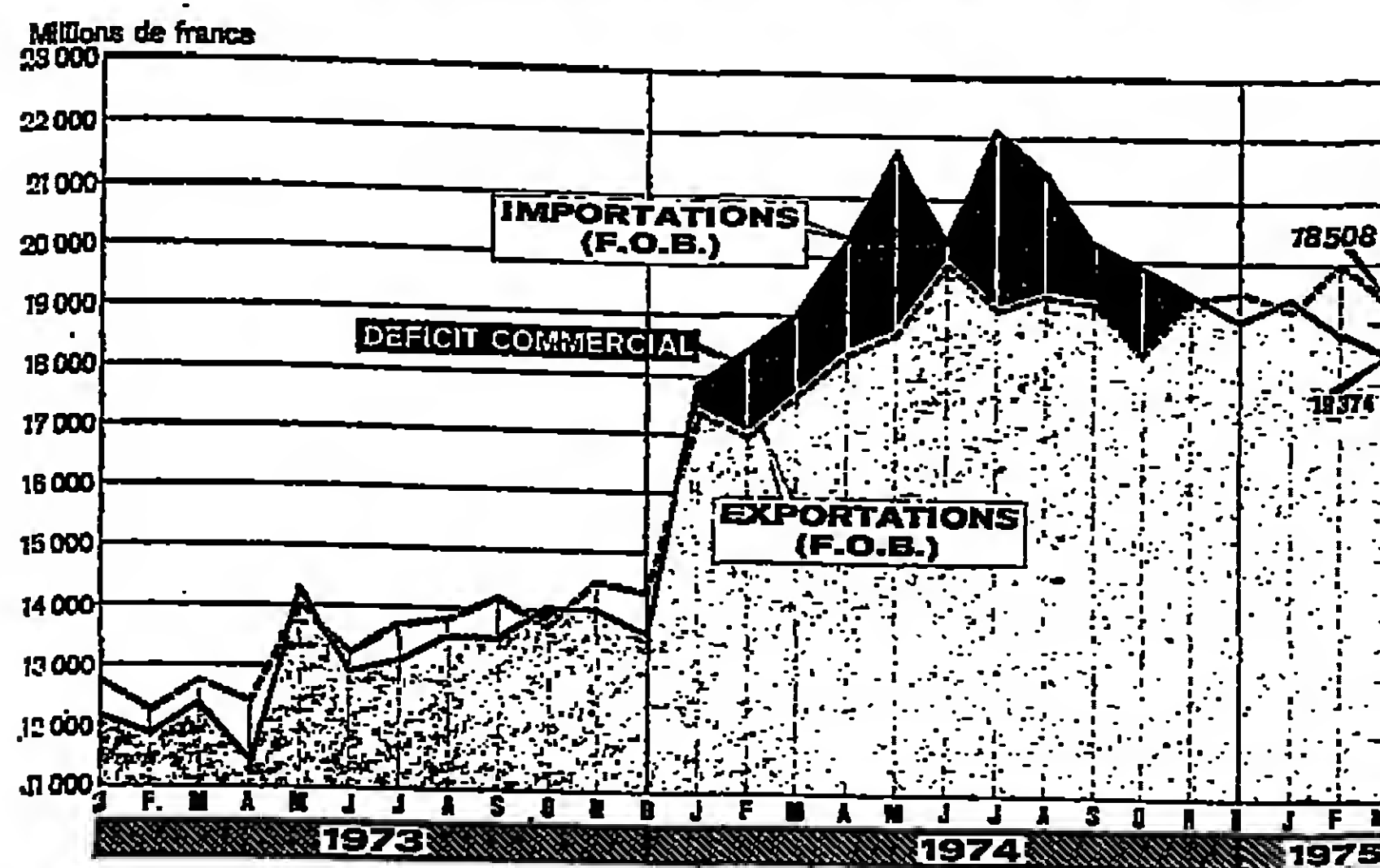
NOM _____
Adresse d'utilisation _____

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé.
Aucune limite d'âge.
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 625
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petits-Champs,
75008 PARIS - CEDEX 02

FAITS ET TENDANCES

• COMMERCE EXTÉRIEUR : l'objectif de M. Fourcade atteint

Le commerce extérieur de la France a enregistré au cours du premier trimestre de 1975 un excédent de 1918 millions de francs (après correction des variations saisonnières), alors qu'il avait été déficitaire de 2703 millions pour les trois derniers mois de 1974. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 104,7 %.



en mars contre 93 % un an plus tôt ; en moyenne mensuelle sur trois mois, ce taux a été de 101,5 % au lieu de 94,4 %.

Ces résultats proviennent surtout d'une baisse des achats à l'étranger, interrompue depuis le mois de juillet 1974 (-24 % en valeur) et liée au ralentissement économique. Les ventes, quant à elles, plafonnent depuis la même période (+0,9 %), ce qui d'ailleurs n'est pas un mauvais score compte tenu de la récession mondiale et de la concurrence étrangère. En volume, selon la chambre de commerce, de l'industrie de Paris, les exportations ont depuis le début de 1974 reculé à un rythme annuel de l'ordre de 3 %, alors que, depuis l'été, les importations ont fléchi au taux annuel de 12 %.

Cependant, souligne la chambre de commerce, « le net redressement du commerce extérieur français se confirme non seulement par la réduction du

volume des achats mais aussi du fait de la baisse des frets des cours mondiaux, du raffermissement du franc et du développement de certaines exportations ». Il s'agit en particulier des ventes de biens d'équipement mécanique et électrique vers les pays de l'Est et les États producteurs de pétrole. Pour 1975, l'objectif gouvernemental reste de limiter le déficit commercial à 10 milliards de francs, ce qui paraît acquis, étant entendu qu'une partie de l'augmentation des importations, notamment de celles des biens d'équipement,

La crise économique va-t-elle affaiblir les syndicats américains ?

De notre correspondante

New-York. — Avec l'épuisement progressif des fonds de secours, le problème du chômage aux États-Unis entre dans une phase épineuse. En effet, les ouvriers des industries où les licenciements massifs ont commencé l'automne dernier, ou même avant, voient leur protection diminuer considérablement. En voici quelques exemples :

Un ouvrier de l'automobile, employé dans une usine de Detroit, est en chômage, disons, depuis quatre mois. Il reçoit, et continuera à recevoir pendant une période pouvant aller jusqu'à soixante-cinq semaines, une allocation-chômage de l'État du Michigan, dont le montant est au minimum de 90 dollars (soit environ un peu moins de 400 francs) et au maximum de 106 dollars

(un peu plus de 450 francs) par semaine (1). Il a, en outre, reçu jusqu'à la semaine dernière une aide financière supplémentaire, qu'on appelle ici « sub pay », versée par son ex-employeur à l'aide d'un fonds spécial institué selon les termes d'une convention collective. La « sub pay », ajoutée à l'allocation-chômage, lui assurait un revenu égal à 95 % environ du salaire qu'il recevait avant son licenciement. C'est dire que sa famille avait peu modifié son train de vie, si ce n'est qu'on faisait quelques économies par prudence et qu'il consommait plus de bière au café, et allait plus souvent au cinéma qu'à l'habitude.

syndicats du bâtiment et des travaux publics, rémunérés selon un tarif à peine égal à la moitié du tarif syndical, et cela après accord avec les syndicats. Il s'agit d'emplois créés avec les fonds spéciaux obtenus par le gouvernement Ford, et dont l'administration ressemble en fait de plus en plus au W.P.A. (Works Projects Administration) de l'ère rooseveltienne. Il s'agit de restauration de sites, de l'amélioration des parcs et jardins publics, de l'agrandissement des musées, du ravalement des édifices publics en vue de la célébration du bicentenaire des États-Unis, etc. Le salaire horaire pour ces travaux est fixé raisonnablement à 6 dollars l'heure, mais ne représente que la moitié du salaire conventionné des chômeurs en question.

D'aucuns regardent cet arrangement avec la crainte qu'il ne signale une diminution des salaires conventionnés lors de la reprise. Et les chômeurs non syndiqués, qui comptent être pratiquement les seuls bénéficiaires de la création d'emplois publics avec fonds fédéraux, sont également déçus.

On s'attend donc que les négociations qui vont s'ouvrir pendant l'année pour le renouvellement de certains contrats de travail mettent l'accent sur le salaire garanti plutôt que sur les augmentations de salaires liées à l'inflation — dont le taux a, d'autre part, diminué de moitié par rapport à l'été dernier. Au-delà de ces problèmes, les revendications ouvrières semblent devoir être aussi modérées qu'il convient en période de fort chômage (1,7 % en mars), et le patronat espère marquer des points dans le domaine de la suppression des postes redondants, la définition des tâches, l'élimination du gaspillage et le renforcement de la discipline.

L'année 1975 sera d'ailleurs une période de faible activité syndicale. Les contrats renouvelables ne concernent que deux millions et demi de travailleurs, soit la moitié d'une année moyenne, et n'affecteront pas les principaux secteurs sensibles (automobile, acier, transports routiers). De plus, les négociations se feront dans plusieurs secteurs avec des entreprises en difficulté — bâtiment, transports aériens, chemins de fer — dont on ne peut pas espérer obtenir grand-chose. Les conflits du travail, s'il en éclate, menaceraient surtout les services postaux, dont les six cent cinquante mille syndiqués sont considérés comme particulièrement « durs », les docks de la côte du Pacifique et les chemins de fer.

Il est caractéristique qu'un des grands syndicats de ce dernier secteur (doux cent cinquante mille membres) vienne de refuser de signer un contrat accordant 4 % d'augmentation de salaires et rémunérations accessoires sur une période de trois ans, et déjà approuvé par sept autres syndicats de cheminots. Le syndicat récalcitrant veut y ajouter une protection contre les licenciements et a menacé de se mettre en grève le 18 avril, menace qui a été écartée pour soixante jours, comme l'autorise la loi, pour permettre à un comité d'enquête désigné par le président Ford de faire son rapport.

JAY McCULLLEY.

(1) Le montant de l'allocation-chômage varie d'un État à l'autre, dans les limites imposées par les standards fédéraux. Cependant, depuis que le gouvernement fédéral apporte une aide financière aux États dans ce domaine, les montants de l'allocation-chômage correspondent à 35 % du salaire, pour l'ensemble des activités donnant droit à cette allocation.

PHILIPPE SIMONNOT.

La diplomatie du caméléon

(Suite de la page 21.)

De toute façon, les huit partenaires de la France sont enclins à penser qu'un moins, l'Agence internationale de l'énergie aboutit à des résultats d'autant plus précieux que l'essai d'un dialogue s'est terminé par un échec et que, apparemment, il ne reste plus d'autre voie que celle de l'affrontement, notamment par les lois du marché. Enfin, le tiers-monde se méfie de la diplomatie française.

Et pourtant, l'idée était bonne. La meilleure preuve est que des discussions de l'avenue Kléber ont permis à des positions initialement antagonistes de se rapprocher sensiblement (reste à savoir si le rapprochement entre hautes fonctionnaires avait une signification réelle

politiquement parlant). Mais, au lieu de cultiver l'ambiguïté pour obtenir à tout prix l'ouverture de la réunion de Paris, peut-être aurait-il mieux valu convaincre d'abord les pays industrialisés qu'il était de leur intérêt bien compris de discuter réellement de l'indexation des matières premières, comme le demandait l'O.P.E.P. Pour la bonne raison que, dans le commerce international de la plupart des minerais et métaux, ainsi que le montre le tableau ci-contre, les pays industrialisés occupent une place prépondérante.

On retrouve le même phénomène, plus contrasté encore, en ce qui concerne les autres matières premières. Sans doute, les pays du tiers-monde ont-ils le monopole de l'exportation du thé, des bananes, du cacao, du café, et, à un moindre degré, du sucre (62 % des exportations pour ce dernier produit) mais, mis à part le sucre, ces quatre produits ne peuvent pas être considérés comme stratégiques.

Par contre, pour les autres produits alimentaires, la part des pays en voie de développement est beaucoup plus faible : 25 % pour les agrumes, 35 % pour le tabac, 22 % pour le poisson, 20 % pour la viande, 32 % pour les oléag-

neux, 10 % seulement pour les céréales et 3 % pour les produits laitiers.

Dans les matières premières agricoles, la part des pays pauvres est fort variable : 100 % pour le caoutchouc et les fibres dures, 50 % pour le coton, produits qui sont assez facilement substituables, mais 15 % pour les produits forestiers et 8 % pour la laine.

Autrement dit, il fallait profiter de l'occasion de la réunion de Paris pour détruire un mythe tenace qui consiste à assimiler pays pauvres et pays producteurs de matières premières.

Au terme d'une étude fort intéressante, des experts ont écrit : « Pour environ 80 % des habitants du tiers-monde, un accroissement du prix des matières premières minérales n'apporte aucun bénéfice mais constitue, au contraire, un fardeau supplémentaire, en particulier pour les plus pauvres d'entre eux (1). C'est cela qu'il fallait faire comprendre particulièrement aux pays de l'O.P.E.P. »

À contrario, on peut dire que les pays industrialisés n'avaient rien à craindre à poser le problème des matières premières. S'ils avaient accepté d'en parler,

(1) Matières premières minérales et relations internationales, par P. Bourrellet, et C. B. Dietrich et J. P. Bourrellet. Voir Annales des mines, janvier 1975.

ils auraient pu, du même coup, et avec moins d'hypocrisie, mettre les rentiers de l'or noir devant leurs responsabilités. Mais chacun s'est enfoncé derrière des « jalousies » diplomatiques hors de saison, chacun comptant que le jeu du marché lui sera favorable : les pays consommateurs de pétrole escomptant une baisse, au moins en valeur réelle, du prix du brut, et les pays producteurs espérant que la reprise retournera de nouveau le marché pétrolier en leur faveur.

Faut-il l'idée est bonne, elle sera reprise un jour ou l'autre, ici ou là. Les Britanniques projettent d'organiser avec le Commonwealth une conférence sur les matières premières. Dans cette perspective, ils n'ont rien fait, c'est le moins qu'on puisse dire, pour empêcher l'échec de la réunion de Paris. Les Américains de leur côté ne resteraient pas inactifs. Et l'Europe ?

PHILIPPE SIMONNOT.

LES PAYS PAUVRES NE PARTICIPENT QUE POUR UN TIERS DANS LE COMMERCE DES MINÉRAIS ET DES MÉTAUX

	(1) P.V.D. % (a)	(2) P.E.M. % (a)	(3) P.E.P. % (a)
Aluminium			
— bauxite	88	12	—
— métal	5	34	11
Chrome			
— minéral	22	37	41
Cuivre			
— minéral	42	33	—
— métal	44	34	2
Etain			
— minéral	64	36	—
— métal	77	23	—
Fer			
— minéral	42	58	—
Manganèse			
— minéral	51	34	15
Nickel			
— minéral	24	76	—
— métal	7	93	—
Plomb			
— minéral	12	88	—
— métal	11	84	5
Zinc			
— minéral	14	86	—
— métal	12	74	14
Ensemble brut	43	22	35
Ensemble	32,7	61,8	4,5
dont			
— minéral	(46,7)	(34,0)	(4,9)
— métaux	(39,6)	(65,0)	(4,4)

Sources : Document A/3544/Add. 1 du 3 avril 1974 établi par le secrétariat des Nations unies pour la situation économique internationale.

(1) Pays en voie de développement.
(2) Pays à économie de marché.
(3) Pays à économie planifiée.
(a) Part de chaque groupe de pays dans les exportations mondiales de minerais et métaux en 1970.

BONS DU TRESOR 3 et 5 ans

Taux de rendement à partir du 1^{er} janvier 1975 (avant impôt)

à 3 ans
9,10 %
à 5 ans
10,50 %

UN PLACEMENT SUR, PRATIQUE, RENTABLE.

Construction d'un bâtiment à toiture plate de 17000 m².



Aix-les-Milles : Lavage du comble couvert et isolé en une seule opération.

C'est à la C.M.E. (Constructions Métalliques et Entreprises) que la Société SODIM a confié la construction de ses nouveaux entrepôts de la Zone Industrielle d'Aix-les-Milles (Bouches-du-Rhône).

Spécialiste de la conception et réalisation d'ouvrages métalliques, la C.M.E. a réussi à livrer clés en main, en l'espace de 3 mois, ces quelques 17.000 m² de bâtiments « clos, couverts, fondés ».

Pour accomplir cette performance, la C.M.E. a utilisé une technique de charpente métallique qui convient particulièrement aux chantiers de grande surface (usines, entrepôts de stockage, centres commerciaux, salles de sport, hangars, etc.).

Ce système breveté C.M.E., qui a reçu le nom de « structure-canneau », permet de franchir des portées de 15 à 55 m et de

réaliser des toitures très légères à pente pratiquement nulle en utilisant des techniques séchées. Le montage du comble couvert et isolé peut être assuré en une seule opération. Ainsi les délais de fabrication sont considérablement réduits et l'implantation des poteaux devient très libre (écartements de 6 à 24 m).

Grâce à ce procédé, la C.M.E. s'est assurée une solide réputation dans la construction de bâtiments métalliques de grande surface, qui constitue maintenant une de ses nombreuses spécialités. (Ville de Marseille, Ville de Lyon, Blauwhof, Caucherou, etc.).

Division Bâtiments Industriels 13, rue Domer 69533 Lyon Cedex 2 Tél. : (78) 69.50.04

مركز الامم

Une faible croissance peut nécessiter un taux élevé d'investissements

Le gouvernement vient de prendre un certain nombre de mesures en faveur de l'investissement. Mais les industriels vont-ils en profiter à un moment où les capacités de production sont largement inemployées et où la croissance est remise en question pour une période plus ou moins longue ? Pourtant à un taux de croissance ralenti ne correspond pas nécessairement un effort d'investissement moindre surtout à une époque où la redéploiement des activités est à l'ordre du jour. L'épargne sera-t-elle capable de faire face aux besoins de financement ?

théorique et en privilégiant le plus souvent la causalité dans le sens épargne-croissance : il s'agissait de déterminer le taux d'épargne conduisant à une croissance optimale au regard d'un certain critère.

Or, dans la réalité, l'évolution du taux d'épargne et d'investissement n'est pas forcément une « variable de commande » du système comme dans les modèles : la nécessité de nous placer sur une trajectoire d'expansion moins ambitieuse que celle que nous avons connue au cours des dernières décennies amène à s'interroger de façon plus pragmatique quant aux effets d'une décelération de la croissance sur l'épargne et l'investissement, puisque, quel que soit le rythme choisi, il faudra bien que les deux grandeurs s'équilibrent si nous voulons éviter l'inflation et ses méfaits.

par ANDRÉ BABEAU (*)

Il sera aisé de ralentir le rythme de substitution du capital au travail : l'évolution des mentalités comme la nécessité de préserver la cohérence sociale du système productif peuvent, directement ou indirectement, pousser au maintien de ce rythme, au détriment d'investissements dits de « capacité » qui ont principalement pour but d'augmenter les niveaux de production et sont pourvus de ce fait d'une plus forte productivité que les investissements de substitution.

Surtout nous entrons, suivant l'expression consacrée, dans une phase de redéploiement de notre activité, et il serait fallacieux de comparer, ainsi

que certains l'ont fait, cette phase à une période de reconstruction de l'économie comme celle que nous avons connue après la deuxième guerre mondiale. En un certain sens, le redéploiement est même tout le contraire de la reconstruction. Dans cette dernière situation, les investissements réalisés ont une très forte productivité apparente : il s'agit en effet de relancer des productions traditionnelles en faisant sauter des goulets d'étranglement et en utilisant le capital déjà existant. Dans le redéploiement, il s'agit souvent, au contraire, de mettre en œuvre des productions nouvelles : les immobilisations anciennes pourront apparaître, dans certains cas, plus comme une gêne que comme une aide.

remboursement corrélatif à l'augmentation des emprunts au titre de l'immobilier qu'à la hausse proprement dite du revenu réel.

Il semble bien actuellement, à partir des observations que l'on a pu faire en France et à l'étranger (2), que ce n'est plus le niveau absolu de leur consommation que les ménages cherchent à préserver, mais le *taux de croissance réelle* de celle-ci. A court et à moyen terme, en présence d'un ralentissement de la croissance de leur revenu réel, les ménages semblent faire jouer à l'épargne le rôle de « cousin amortisseur » pour permettre à la croissance « en volume » de la consommation sinon de se maintenir, du moins de connaître une décelération plus lente que celle du revenu. Dans ces conditions, la simple diminution du taux de croissance du revenu entraîne bien un tassement du taux d'épargne. Le virus de la croissance nous a été à ce point inoculé qu'un ralentissement paraît avoir à présent les mêmes effets que jadis une récession. On se prend à songer à la fausse formule de Louis Carroll : « Ici, il faut courir autant que vous pouvez pour rester au même endroit ».

Entre des investissements productifs dont le rythme d'expansion devra sans doute se maintenir et une épargne qui pourrait être relativement moins importante qu'aujourd'hui apparaît un « écart inflationniste ». Cet écart est d'autant plus inquiétant que déjà, au cours de la période passée, l'équilibre entre l'épargne et l'investissement n'a été obtenu qu'ex-post, comme disent les économistes, c'est-à-dire après une série d'ajustements à base de création monétaire.

DEPUIS que Frank Ramsey — une sorte d'Evariste Galois anglais, mort en 1929, à vingt-six ans — a posé le problème de la relation entre taux d'épargne et taux de croissance, la littérature économique a traité de ce thème un nombre incalculable de fois. Mais presque uniquement de façon

Cet équilibre, en raison des conditions nouvelles de la croissance et de phénomènes d'asymétrie dans les comportements mal perçus jusqu'à présent, nous paraît rien moins qu'assuré.

Le tassement du taux d'épargne

Enfin, d'une part, les investissements en recherche-développement — qui ont peut-être représenté, au cours de la décennie passée, entre le tiers et le quart des investissements de capacité — auront nécessairement tendance à prendre de l'importance dans cette phase de redéploiement ; d'autre part, dans certains secteurs, les investissements de productivité ou de capacité seront rendus plus coûteux du fait de la lutte contre les nuisances.

Rien d'étonnant alors si les projections faites pour 1980 dans le cadre du VII^e Plan retiennent des hypothèses où, malgré une certaine diminution du taux de croissance de la production, la progression nécessaire des investissements reste soutenue. La question est de savoir, en face de ces besoins, ce que pourront être les ressources d'épargne.

Les ménages rassemblent encore en France plus de 40 % de l'épargne totale, il n'est donc pas inutile de connaître leur comportement en période de décelération de la croissance.

Les Français sont traditionnellement considérés comme de bons épargnants, et nul doute qu'ils le resteront, comparativement aux ménages anglais et américains ; mais il est cependant peu pro-

bable, dans la tendance actuelle, que leur taux d'épargne mesuré par rapport à leur revenu disponible reste aux sommets atteints en 1973 et 1974. C'est que les comportements d'épargne ne semblent pas correctement traduits par la classique relation keynésienne suivant laquelle le taux d'épargne augmenterait avec le revenu. En vertu de celle-ci, au niveau de l'ensemble des ménages, la croissance du revenu à rythme ralenti devrait se traduire non par une diminution, mais par une élévation du taux d'épargne. Cependant, une étude sur une période longue de l'évolution du taux d'épargne des ménages montre que le comportement des épargnants n'a jamais obéi à un tel modèle, et l'élévation du taux d'épargne des ménages français entre 1963 et 1970 est sans doute davantage due à la croissance des charges de

Refermer les ciseaux

Si la lutte contre l'inflation doit être au cœur de nos préoccupations en courte comme en moyenne période, il importe de tout mettre en œuvre pour faire disparaître l'écart entre les deux branches des ciseaux. Un premier réflexe consisterait à affirmer que nous sommes encore trop ambitieux pour la croissance et que nous devons rechercher l'équili-

bre épargne-investissement à un niveau de croissance inférieur à celui qui sont actuellement explorés. Si ce qui vient d'être avancé est plausible, un tel espoir est grossièrement trompeur : toute décision accentuée de la croissance a de fortes chances non pas de combler l'écart entre l'épargne et l'investissement, mais de l'augmenter. Après avoir connu une croissance accélérée inflationniste, nous connaissons une croissance décelérée cette fois, mais également inflationniste.

Il faut donc qu'à un taux de croissance raisonnable et non malthusien on puisse opérer un rapprochement entre besoins d'investissements et ressources d'épargne. Ce problème est évidemment très complexe et il n'appartient pas aux instances compétentes d'en débiter. Mais il faut certainement chercher à « économiser » l'investissement et donc avoir une connaissance approfondie des causes qui ont été à l'origine de la baisse de productivité de ce facteur au cours des dix dernières années. Il faudrait aussi avoir une vue claire du rôle à venir de l'épargne propre des entreprises et du financement par augmentation du capital.

Enfin, il est important de prévoir les comportements d'épargne des ménages et de savoir si l'on peut les influencer : le taux d'épargne des particuliers, par rapport à leur revenu disponible baisserait plus nettement encore si le mouvement d'accession à la propriété du logement principal venait à se ralentir à la suite, par exemple, d'une diminution des possibilités d'endettement. Mais l'épargne au titre de l'immobilier développe surtout un certain secteur et n'est peut-être pas la plus efficace au regard des exigences du financement de l'investissement productif. Entre une épargne déprimée et une épargne plus forte, mais pour beaucoup consacrée à l'immobilier, n'y a-t-il pas une troisième voie qui ferait place à une épargne financière de moyenne et longue durée honnêtement garantie et rémunérée ? Il s'agit là, croyons-nous, d'un choix susceptible d'orienter durablement les comportements et dont dépend finalement la plus ou moins bonne adéquation des ressources financières aux besoins. Nous sommes certes à une époque de « structures en mouvement », comme le disait Louis Armand ; encore faut-il que ce mouvement ne soit pas erratique.

(1) Cette productivité est ici mesurée en rapportant la valeur ajoutée au montant du capital utilisé. Cf. *Fresque historique du système productif*, Collection de l'INSEE, série E, n° 27, 1974.

(2) Surrey (M.J.O.), « Saving, Growth and the Consumption Function », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, août 1974.

Les charges du « redéploiement »

Un modèle économique simple lie l'investissement productif (investissement des entreprises) à la croissance du produit et, de même qu'une forte croissance exige un investissement important, une baisse du taux de croissance devrait permettre un net ralentissement de l'investissement. Mais cette relation, qui semble raisonnable à première vue, est loin d'être entièrement confirmée par les faits et, en exagérant quelque peu, on peut se demander si, dans les conditions actuelles, il n'y a pas une certaine indépendance entre le taux d'investissement et le taux de croissance.

Depuis 1964, la productivité du capital paraît être en baisse dans notre pays (1) et, entre 1969 et 1973, une augmentation de plus de six points du taux global d'investissement n'a, en définitive, entraîné qu'une hausse un peu supérieure à un demi-point du taux de croissance de la production. Certes, on pourrait penser qu'il suffit de renoncer à ce demi-point pour pouvoir abaisser sensiblement notre taux

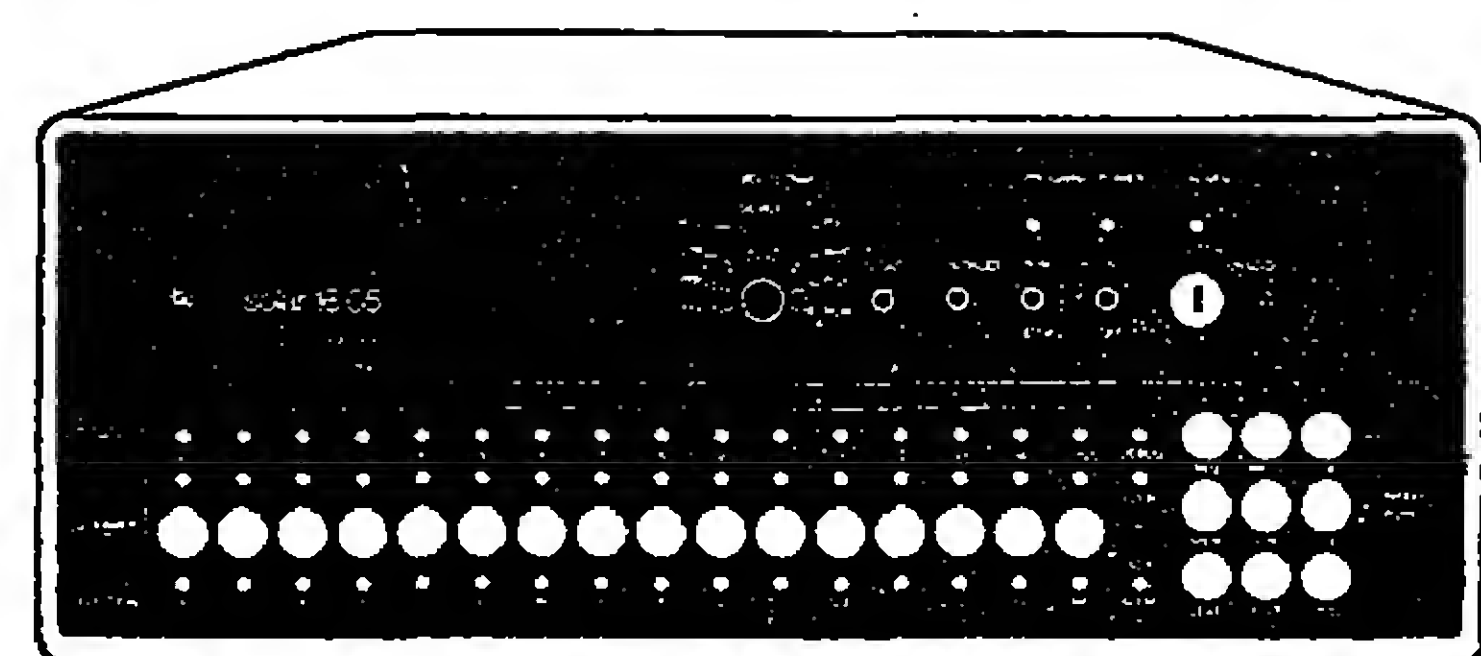
d'investissement ; malheureusement, en économie, il arrive souvent que les processus ne soient pas réversibles, et, compte tenu des caractéristiques nouvelles de la croissance, il n'est pas interdit d'envisager le cas où, à l'avenir, une diminution sensible du taux de croissance de notre produit ne serait compatible qu'avec une diminution nettement plus faible du taux d'investissement.

Sans doute, au cours de la décennie écoulée, la diminution de la productivité du capital — phénomène complexe et qu'il ne faudrait pas appréhender globalement — a eu de multiples causes et notamment une substitution rapide du capital au travail, dont le « prix » s'est assez régulièrement élevé : ce type d'investissement, considéré comme indispensable par la quasi-totalité des entreprises, a eu pour conséquence d'accroître considérablement la productivité du travail, mais moins vite la production relativement à la quantité de capital utilisé. Rien ne dit cependant que, demain,

à la fois micro et mini

(par le prix)

(par les performances)



Solar 16-05, Mini-Ordinateur Télémécanique.

Prix : Celui d'un « micro ». Solar 16-05 est modulaire et fabriqué en série industrielle. Cela permet des contrôles serrés et cela fait tomber les coûts.

Performances : Celles d'un mini-ordinateur. Cela ne signifie nullement « mini-performances »...

De 1 à 32 K mots, Solar 16-05 est un travailleur sûr, maniable, rapide. A la fois novateur et compatible : Solar 16-05 utilise la technologie MOS pour ses mémoires et les composants TTL, des séries S74, MSI, LSI, une structure organisée autour d'un bus unique et tout le logiciel solidement éprouvé du T 1600.

A la fois bien fait et bien servi : le Service de Solar 16-05, c'est Télémécanique.

Télémécanique

33, avenue de Chateau
92503 Rueil-Malmaison
tél. : 967.25.30

Etats-Unis voyages et vacances

une équipe de spécialistes expérimentés à votre service

12, rue d'Amboise 75002 Paris
tél. 634.73.22 (par 10-57-55)

Trois mérites

Le taux de croissance...
Le taux de croissance...
Le taux de croissance...

J. DELMAS et Cie

Le taux de croissance...
Le taux de croissance...
Le taux de croissance...

BIBLIOGRAPHIE

«Le combat des consommateurs», de JOSÉE DOYÈRE

«Il faudrait que certains industriels, certains commerçants, certains publicitaires perdent beaucoup d'argent, avant que ces puissants d'aujourd'hui conçoivent la nécessité d'une nouvelle morale de l'entreprise, avant qu'ils ne traitent avec le respect qui leur est dû les représentants des consommateurs. Et la considération des hommes politiques et des fonctionnaires sera tout naturellement, ainsi que l'apostrophe de Nader en face de General Motors est à cet égard exemplaire, mais il serait puéril de penser que la France a besoin d'un Nader. La défense des consommateurs a certes besoin dans notre pays d'hommes de grande valeur capables de galvaniser et de rendre efficaces les énergies dispersées. Mais c'est en chacun de nous que réside la vraie réponse.»

Rien illustre mieux le propos de Josée Doyère — et le titre qu'elle a donné à son livre : «Le combat des consommateurs» — que ces phrases de sa conclusion, d'une grande actualité au moment même où éclate au grand jour le conflit qui oppose entre les organisations de consommateurs (soutenues par les syndicats) et les pouvoirs publics, alliés du patronat en cette affaire. (Le Monde des 26 et 27-28 avril). Avec ce livre, on est loin des fadaïes si souvent répétées sur le «consommateur-roi». La réalité, si elle est marquée de quelques victoires des organisations de consommateurs, n'est infiniment plus par la domination du patronat producteur, habile à susciter le besoin (pour rentabiliser ses fabrications), à «matraquer» l'usager par la publicité (pour ajuster la demande à l'offre), à imposer ses prix (en limitant la concurrence), à assésier le législateur (en finissant de dossiers justifiant le statu quo, parce que le progrès serait impossible ou trop coûteux).

Ce n'est pas par des propos léni-fiants ou des actions artisanales que le consommateur se fera rendre justice, mais par un combat énergique, inspiré de celui des syndicats ouvriers, où l'action groupée des mouvements de consommateurs sera amplifiée par les mille et une initiatives et contestations personnelles des acheteurs et des ménagères. Pourquoi n'en sommes-nous pas encore là ? Que faudrait-il pour que le consommateur français, à défaut de couronne, conquière quelques lauriers ? Tel est le thème de cet ouvrage d'une remarquable richesse de documentation et dont le ton — des centaines d'anecdotes aidant — est bien celui d'une journaliste.

Josée Doyère fait profiter le lecteur de dix années d'expérience professionnelle, qui l'ont conduite à suivre en première ligne les «combats de la consommation», grands ou petits : l'affaire des bébés tués par le talc Morhange, aussi bien que les obscures disputes sur l'étiquetage informatif ; les procès sur le guide des médicaments de Fradai, tout comme les disputes sur le colas, les emballages plastiques, le démarchage à domicile, la loi Royer contre les grandes surfaces. A chaque bataille, elle a écouté les confidences des combattants, pesé leurs arguments, comparé la richesse de leurs moyens de persuasion. L'ensemble se lit comme un roman ; suffisamment humain pour qu'on en saisisse le dramatique, mais teinté d'humour aussi, pour laisser au lecteur son entière liberté de jugement.

Trois mérites

Par rapport aux ouvrages précédents sur la consommation, celui-ci présente plusieurs avantages. D'abord celui de présenter tels qu'ils sont tous les partenaires du conflit ; à commencer par les personnages que Josée Doyère appelle «les spécialistes». Il s'agit des producteurs, qui font souvent semblant de se laisser guider par le choix du client, alors qu'en réalité ils décident seuls du produit qu'ils fabriquent, de sa présentation, de son prix et, bien entendu, de l'article qui le remplacera quelque temps plus tard pour relancer la demande. Le tout présenté de façon telle que l'acheteur y perdra son latin : quinze marques de détergentes, quel choix ! En réalité, quatre producteurs seulement vendant des articles comparables.

«Les sorciers» de la publicité facilitent l'opération en paillard de qualité souvent illusoire les articles proposés et en jouant sur les réflexes de l'opinion — «la nuit du subconscient collectif».

admet M. Bleustein-Blanchet — pour faire acheter le client «au-dessus de ses moyens», quand ce n'est pas à côté de ses besoins. Le commerçant moderne, lui, organise «la fête» : cette grand-messe de la consommation, où acheter devient un plaisir quasiment sacrificiel, au milieu de musiques, de lumières, de décors somptueux ou exotiques... propres à faire oublier les limites du porte-monnaie.

Et les pouvoirs publics, là-dedans ? Législateurs, fonctionnaires, conseillers des ministres, ces «dieux lointains» de la consommation, ne restent pas étrangers au spectacle. Mais ils le voient de haut, avec quelque superbe, sans expérience directe (quand «font»-ils eux-mêmes le marché ou les magasins ?). De sorte qu'ils interviennent trop peu, trop tard, souvent à contre-courant, en tombant parfois dans les pièges que leur tendent les lobbies de la vente à tout prix. Réglementation trop générale,

contrôles insuffisants, sanctions dérisoires : il y a de beaux jours encore pour les profiteurs de la consommation et les fraudeurs.

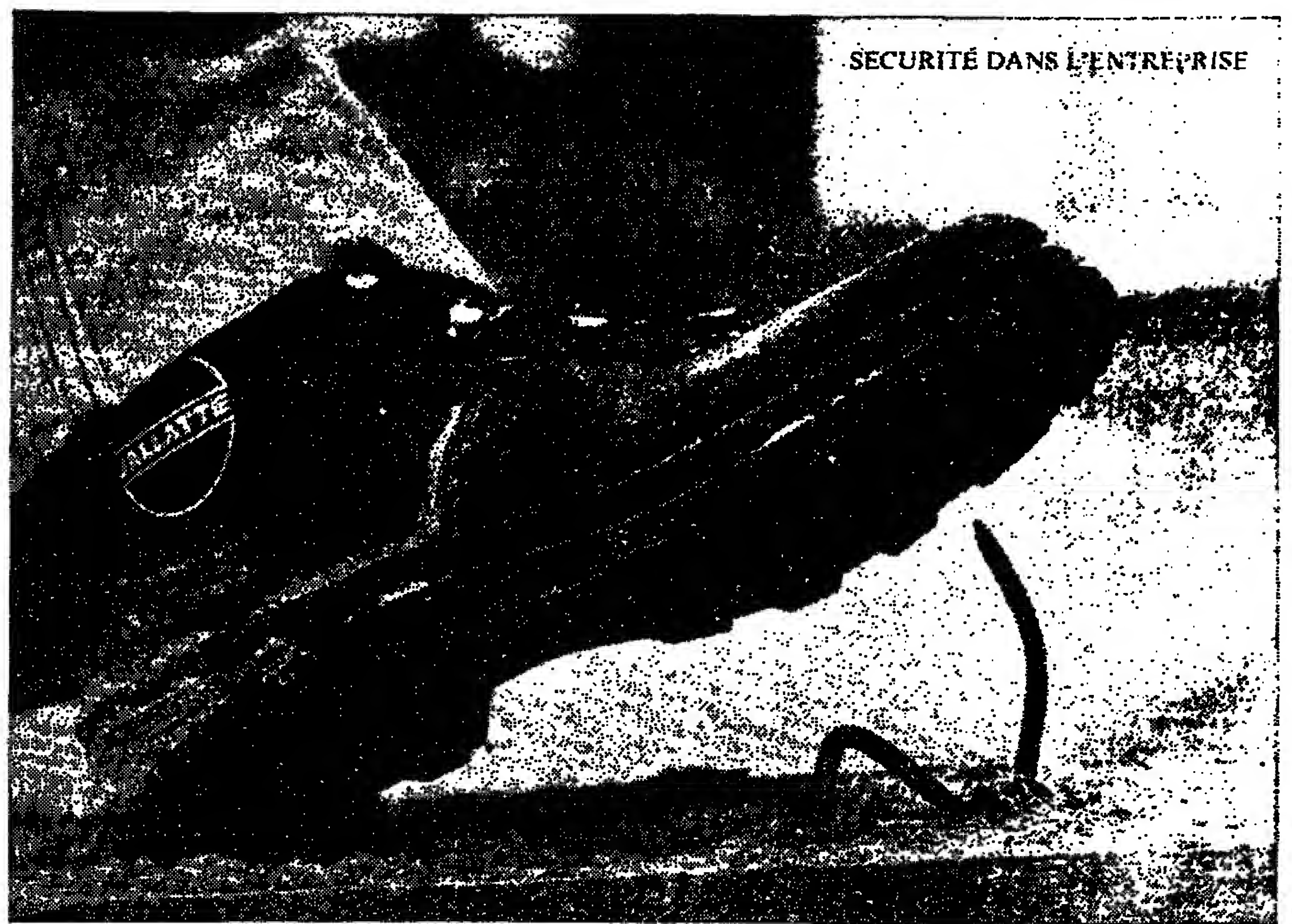
Seconde qualité de ce livre : une analyse enfin précise et sans complaisance des efforts entrepris pour défendre les consommateurs. Amis de nombreux dirigeants européens d'organisations de consommateurs, Josée Doyère décrit leurs ambitions et leurs résultats, avec un souci constant d'objectivité. Elle montre autant de rigueur pour juger les efforts poursuivis en France, notant les reculs aussi bien que les progrès et déplorant tout à la fois les limites et les ambiguïtés de l'Institut de la consommation, le double jeu des coopératives de consommation, la petite guerre que se livrent les organisations de consommateurs, qui n'ont pas encore compris que l'union sur l'essentiel valait mieux que les disputes sur des détails. Troisième mérite de l'ouvrage : la

réflexion conduite dans la dernière partie quant aux conditions de succès en France d'une «action-consummateurs». Si l'on veut que débouchent enfin les efforts des précurseurs, il faut qu'ils soient amplifiés par les consommateurs eux-mêmes (qui, groupés, peuvent jouer un rôle réel, bien des exemples le montrent), et relayés au plan politique par les partis et le Parlement. Ce qui suppose évidemment, tout n'étant pas possible à la fois, des arbitrages conséquents sur les grands choix : opter pour les transports en commun plutôt que pour les transports individuels implique des choix budgétaires, une transformation de l'industrie automobile, un développement des travaux publics. Des conséquences du même ordre sont à envisager si l'on préfère des biens moins obsolescents, une structure des dépenses moins orientée vers les gadgets, un développement des consommations culturelles.

Tenir ces propos simples relève pres-que, à notre époque, de la provocation : c'est demander aux Français de s'unir pour agir, plutôt que de rouspéter individuellement ; c'est inviter les groupements de consommateurs à situer leurs choix dans la perspective politique d'ensemble qui permet de les satisfaire ; c'est inviter le mouvement ouvrier à se soucier non plus seulement du revenu mais de son emploi ; enfin, c'est demander aux responsables politiques de considérer la consommation comme un des champs essentiels des options du pays. Pourtant, c'est bien là qu'il faudra en venir. Josée Doyère a raison de le rappeler. Peut-être même aurait-elle pu se montrer plus précise sur les voies et les moyens de ce cheminement. Ce sera, souhaitons-le, pour les prochaines éditions.

GILBERT MATHIEU.

* Le Combat des consommateurs, Cerf, 223 pages, 29,50 F.



Un des 30 modèles de chaussures de sécurité Jallatte (avec semelle antiperforation incorporée).

600 pieds mutilés chaque jour au travail

95 % de ces accidents pourraient être évités par le port de chaussures de sécurité...

Plus de 140 000 victimes, soit 1/8^e des accidents du travail. 3 000 000 de journées perdues. Coût pour les entreprises : 1 milliard 500 millions de francs actuels. Tel est le bilan annuel des accidents aux pieds.

A l'origine : le manque d'information des travailleurs, mais aussi des dirigeants d'entreprise.

Un énorme gaspillage

Le fait est qu'à l'exception des ingénieurs de sécurité, peu de responsables sont en mesure de citer spontanément le taux de cotisation de leur entreprise au titre des accidents du travail.

Pourtant, celui-ci représente en moyenne 4 % des salaires : 3,4 % dans l'automobile, 13,9 % dans la construction métallique. Ce taux dépasse même 20 % dans certaines branches d'activités. Coût direct auquel les économistes ajoutent encore le coût (indirect) du remplacement de la personne accidentée, des pertes de production, des dégâts éventuels causés par l'accident, etc.

An total, un accident grave aux pieds coûte en moyenne 70 000 F à l'entreprise.

95 % des accidents pourraient être évités

Réduire - voire supprimer - les accidents aux pieds revient d'abord à en connaître les causes.

En premier : l'écrasement des orteils qui représente plus de 70 % des accidents aux pieds dans l'industrie.

En second : la perforation de la plante des pieds (clous, fers en attente, etc.), plus de 80 % des cas dans le bâtiment et les travaux publics.

Le solde se partage entre les brûlures par les acides, les métaux en fusion... et surtout les chutes dues à la faible adhérence des semelles traditionnelles.

Or, les experts des Comités d'hygiène et de sécurité sont formels : le port de chaussures de sécurité comme celles produites par la Société Jallatte (numéro 1 dans le monde) permet dans 95 % des cas d'éviter l'accident.

Maximum de protections

De fait, l'exemple de ce spécialiste français vaut d'être cité.

En effet, tous ses modèles sans exception sont aujourd'hui pourvus d'une coquille d'acier (qui peut supporter jusqu'à 3,5 tonnes de pression). A laquelle s'ajoute tout un ensemble de protections spéciales.

Ainsi, sur les chaussures de sécurité destinées au secteur du B.T.P. (voir schéma ci-dessous) la perforation du pied est évitée par l'incorporation d'une fine semelle en acier flexible.

Quant à l'adhérence, Jallatte propose des modèles de semelles dont les matériaux et les reliefs ont été étudiés en fonction des différents types de sols

sur lesquels les travailleurs auront à se déplacer.

Enfin, les chercheurs de la Société Jallatte viennent de mettre au point une nouvelle gamme de chaussures à semelle Softane, aussi légères et confortables que des chaussures d'usage courant.

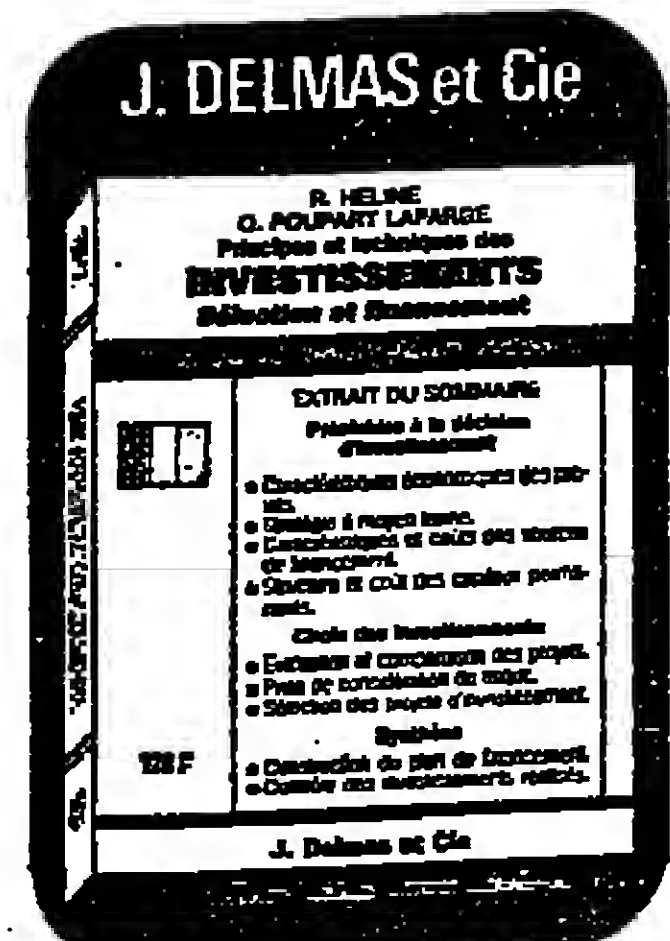
La sécurité : un investissement rentable

Quant aux 60 F que coûte en moyenne une paire de chaussures de sécurité, ils sont largement remboursés par la réduction du taux de cotisation «accidents du travail» (qui est fonction du nombre des accidents enregistrés). Et la diminution considérable des accidents aux pieds.

C'est pourquoi il est raisonnable d'espérer que les mois à venir permettront de constater, au moins dans ce domaine, une augmentation sensible du nombre des entreprises qui protègent leur personnel.

Pour tous renseignements sur les chaussures de sécurité

Ecrire ou téléphoner à Jallatte S.A.
Boîte postale n° 5,
30170 Saint-Hippolyte-du-Fort.
Téléphone : (66) 80.22.66 +.
Téléc : 49020 Jallatte Shipf.



محکمات الاموال

VU LES PROGRAMMES

VU

**COMPLEXE
D'INFÉRIORITÉ**

On se connaît mal au fond. On se savait, talant sur le cheptre du social, du quotidien, de la fiction aux prises avec la réalité. On enviait sa fameuse « Gale est morte » à la B.B.C. Et on se croyait très fort sur la question de l'Histoire, du posthume, de la biographie, de l'adaptation, le grand roman, le grand homme à l'écran, Videoo qu' Mueppasant. Alors, là, imparable.

Pas du tout. Ici encore, les

Anglais nous bannir le plus.
Rappelez-vous les Forsythe,
Henry VIII, Elisabeth. Voyez ces
jours-ci... Maitres et Valets »,
ou « Jenny », la mère de Churchill
plaquée, samedi, par son
second mari. Une fille ce mariage
avec un garçon à peine
plus âgé que son propre fils.
Le prince de Galles y était absolument
opposé. Tout le monde
l'avait prévenue. Elle n'avait que
ce qu'elle méritait. On était un
peu triste quand même, un peu
déçu. Une femme si charmante,
si distinguée. Très bien Winston

Anglais nous débarquèrent le lundi. Rappelons que le 10 août 1870, le roi Louis XVIII, Elisabeth, Voyez ces jours-ci « Malres et Valais », ou à Jenny « la mère de Churchill plâquée, samedi, par son second mari. Une folle ce mariage avec un garçon à peine plus âgé que son propre fils. Le mariage de Casse était absolument opposé. Tout le monde l'avait prévenu. Elle n'avait que ce qu'elle méritait. On était un peu triste quand même, un peu déçu. Une femme si charmante, si distinguée. Très bien Winant dans cette affaire, très compréhensive. Elle avait été très dévouée ont le marière et ce n'est rien comparé à leur Napoléon, ou à leur prince Albert. Non, il faut se faire une raison, le musée de Madame Tussaud veut fargement notre Musée Grévin.

Même erreur d'appréciation sur le terrain des séries policières. Impossible — et inutile — disaient-ou de rivaliser avec les Américains. De Tokyo à Mexico,

des produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kojac, les Colombo, qui passent et représentent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non... eh bien si : ils peuvent l'asser, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kojae, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : ils peuvent lasser, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Antenne-2, — on se disait que notre avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces défectives bavardes. Dans ce genre, le genre voyageur sans bagages et sans mémoire — d'un épisode à l'autre, tout s'efface, rien ne demeure, — le personnage que j'oue, et très bien, Pierre Santini, ne se distingue pas.

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et représentent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si ! Ils peuvent l'essayer, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ça n'a pas été le cas de retrouver François Gaillard... Il fait un deuxième tour de piste sur l'Antenne 2... on se disait que notre avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le genre voyageur sans bagages et sans mémoire — un épisode à l'Antenne 2, tout s'efface, rien demeure... le personnage que j'aime, et très bien, Pierre Santini, est parfaitement crédible parce qu'étrotement inséré dans un milieu ; dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réalités que ses apparences et son comportement. Ce qui lui donne cette

produits, bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : ils peuvent lasser, et on peut les concurrencer. De la revolté tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, c'est un dénouement tout à fait plat sur l'Arène-2 — on se disait que tout avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le genre voyageur sans bagages et sans mémoire — d'un épisode à l'autre, tout s'efface, rien ne demeure, — le personnage que joue, et que bien jouait, Paddy Santini, est une véritable flèche de bois qu'étrangement inséré dans un milieu ; dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réalités que son apparence et son comportement. Ce qu'il donne cette liberté indifférente et souveraine. Ses interlocuteurs, les gens qu'il croise, sont solidement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il s'agit justement de résoudre de la façon la plus simple. Bien dosée — et c'est ce que les bien exécutées, la recette de ces séries est infatigable. Quand

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : le peuvent l'asser, et de par là les concurrents. De là revolt tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Antenne-2, — on se disait que notre avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces défectives bavardes. Dans ce genre, le genre vogue sans bagages, sans mémoire, sans *épisode* de l'autre, tout s'efface, rien ne demeure, — le personnage que joue, et très bien, Pierre Santini, est parfaitement crédible parce qu'étroitement inséré dans un milieu : d'innocence, d'état celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, n'a-t-il pas, dans tout ce qui apparaît et son comportement. Ce qu'il lui donne cette liberté indifférente et souveraine. Ses interlocuteurs, les gens qu'il croise, sont solidement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il s'agit justement de résoudre et de résoudre. Bien dosée — et c'est le cas — bien exécutée, la recette de ces séries est infaillible. Quand nous saurons les fabriquer à la chaîne et pour pas cher, les Buttes-Chaumont n'auront plus rien à envier à Hollywood.

CLAUDE SARRAUTE

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : ils peuvent lasser, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ces Jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Antenne-2, — on se disait que notre avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le bon voyageur sans bagages et sans mémoire — un épisode de l'autre, tout d'efface, rien ne demeure, — le personnage que joue, et très bien, Pierre Santini, est parfaitement crédible parce qu'étrotement inséré dans un milieu ; dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réalités que son apparence et son comportement. Ce qui lui donne cette liberté indistincte et souveraine. Ses interlocuteurs, les pens qu'il croise, sont solidement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il s'agite justement de résoudre, de dénouer. Bien dosée — et c'est le cas — bien exécutées, la recette de ces séries est infaillible. Quand nous aurons les fabriquer sur la chaîne et pour pas cher, les Buttes-Chaumont n'auront plus rien à envier à Hollywood. Ah, mais !

CLAUDE SARRAUTE.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

EXPOSITIONS

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : ils peuvent lasser, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Antenne-2, — on se disait que notre avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le genre voyageur sans bagages et sans mémoire — d'un épisode à l'autre, tout s'efface, rien ne domine, le personnage qui joue, lui, très bien, Pierre Santini, est parfaitement crédible parce qu'étoilamment inséré dans un milieu ; dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réelles que son apparence et son comportement. Ce qui lui donne cette liberté indifférente et souveraine. Ses interlocuteurs, les gens qu'il croise, sont soigneusement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il s'agit justement de résoudre, de dénouer. Bien dosée — et c'est le cas — bien exécutée, la recette de ces séries est infallible. Quand nous aurons les fabriques à la chaîne et pour peu cher, les Suites-Chimement n'auront plus rien à envier à Hollywood. Ah, mais !

CLAUDE SARRAUTE.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

de 11 heures à 15 heures

S. 1. — Succurs. V. d. K. Livres anciens. Tableaux. Monnaies en objets d'arts du XVIII^e - XIX^e siècles. Adm. Lecante, Lecante, Padetti, Marchaux. M^{me} Aden, Picard, Tajan.

S. 10. - Art d'Orient. M^{me} Xéorikian. M^{me} Bolapirad.

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et représentent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : ils peuvent lasser, et on peut les concurrencer. De là revolt tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Ardenne-2, — on se disait que notre avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le gosse voyageur sans bagages et sans mémoire — d'un épisode à l'autre, tout à l'urgence, rien ne demeure, — la personnalité que j'oue, et très bien, Pierre Santini, est certainement exaltée parce qu'étrangement inséré dans un milieu : dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réalités que son apparence et son comportement. Ce qu'il donne cette liberté indifférente et souveraine. Ses interlocuteurs, les gens qu'il croise, sont solidement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il s'agit justement de résoudre, de découvrir. Bien dosée — et c'est le cas — bien exécutée, la recette de ces séries est infallible. Quand nous saurons les fabriquer à la chaîne et pour pas cher, les Buttes-Chaumont n'auront plus rien à envier à Hollywood. Ah, mais !

CLAUDE SARRAUTE.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

EXPOSITIONS

de 11 heures à 18 heures

1. — Success. V. d. K. Livres anecdot. Tableaux. Membrures et objets d'art des XVIII^e - XIX^e siècles. MM. Lecaute, Lecaute, Poullet, Marchebau.
M^{me} Aden. Picard. Tadjin.

2. 10. - Art d'Orient. M^{me} Kéroukian. M^{me} Botzgrand.

3. 11. - Coll. d'ivoires de M^{me} T. Art russe. Collection de cannes et céramiques en trompe-l'œil. S.C.F. Couturier. Nicolay.

5. 14. - Ex. meubl. style. M^{me} Bondy

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : ils peuvent lasser, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Arnette-2, — on se disait que notre avocat-enquêteur n'aurait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le genre voyage sans bagages et sans mémoire d'un épisode à l'autre, tout d'efface, rien ne demeure, — le personnage qui joue, et très bien, Pierre Santini, est parfaitement crédible parce qu'étrotement inséré dans un milieu ; dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réalités que son apparence et son comportement. Ce qui lui donne cette liberté infiniment et souverainement. Ses interlocuteurs, les pens qu'il croise, sont solidement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il s'agit juste-ment de résoudre, de dénouer. Bien dosée — et c'est le cas — bien exécutées, la recette de ces séries est infatigable. Quand nous saurons les fabriquer à la chaîne et pour pas cher, les Buttes-Chaumont n'auront plus rien à envier à Hollywood. Ah, mais !

CLAUDE SARRAUVE.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

EXPOSITIONS

de 11 heures à 18 heures

- S. 1. — Success. V. d. K. Livres anecdot. Tableaux. Monnaies et objets d'art des XVIII^e - XIX^e siècles. MM. de Launay, Leclercq, Lefebvre, Marchaux, M^{me} Ad. Picard, Tajan.
- S. 10. — Art d'Orient. M^{me} Révorkian. M^{me} Bogdanoff.
- S. 11. — Coll. d'ivoires de M^{me} T. Art russe. Collection de cannes et épingles en trompe-l'œil. S.O.F. Couturier, Nicolai.
- S. 14. — Ex meubl. style. M^{me} Bondur.

Immeuble à l'Écluse

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : ils peuvent lasser, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Antenne-2, — on se disait que notre avocet-enquêteur n'avait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le sens voyageur sans bagages et sans mémoire — d'un épisode à l'autre, tout s'efface, rien ne domine, le personnage que joue, et très bien, Pierre Santini, est parfaitement crédible parce qu'étroitement inséré dans un milieu ; dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réalités que son apparence et son comportement. Ce qui lui donne cette liberté indifférente et souveraine. Ses interlocuteurs, les gens qu'il croise, sont soigneusement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il s'agit justement de résoudre, de dénouer. Bien dosée — et c'est le cas — bien exécutée, la recette de ces séries est infallible. Quand nous aurons le fabriquer à la chaîne et nous pas cher, les Buttes-Chaumont n'auront plus rien à envier à Hollywood. Ah, mais !

CLAUDE SARRAUTE.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

EXPOSITIONS

de 11 heures à 18 heures

S. 1. - BUCCHIA. V. d. K. Livres anod. Tableaux. Médailles et objets d'art des XVIII^e - XIX^e siècles. MM^{es} Lacoste, Lacoste, Pacetti, Maréchaux M^{me} Aden, Picard, Tajan.

S. 19. - Art d'Orient M^{me} Kéroul. M^{me} Bataillard.

S. 11. - Coll. d'œuvres de M^{me} T. Art russe. Collection de cannes et céramiques en trompe-l'œil. S.C.F. Couturier, Nicodaly.

S. 14. - Ex modél. style. M^{me} Bondy

meuble solutions

Il est divisible de moins de 100 à plusieurs milliers de m². Cela nous permet de vous offrir une large gamme de

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : ils peuvent lasser, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Antenne-2, — on se disait que notre avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le gosse voyageur sans bagages et sans mémoire — d'un épisode à l'autre, tout s'efface, rien ne demeure, — le personnage que j'aime, et très bien, Pierre Santini, est parfaitement crédible parce qu'étroitement inséré dans un milieu ; dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réalités que son apparence et son comportement. Ce qui lui donne cette liberté indifférente et souveraine. Ses interlocuteurs, les gens qu'il croise, sont solidement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il agit justement de résoudre, de dénouer. Bien dosé — et c'est le cas — bien exécutée, la recette de ces séries est infallible. Quand nous saurons les fabriquer à la chaîne et pour pas cher, les Buites-Chaumont n'auront plus rien à envier à Hollywood. Ah, mais !

CLAUDE SARRAUTE.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

EXPOSITIONS

de 11 heures à 18 heures

S. 1. - Succées. V. d. K. Livres anciens. Tableaux. Monnaies et objets d'art des XVII^e - XIX^e siècles. M^{lle} Lacoste, Lacoste, Pautet, Marchaux M^{me} Ader, Picard, Tajan.

S. 10. - Art d'Orient. M^{me} Xérovkian. M^{me} Bologrand.

S. 11. - Coll. d'Ivresses de M^{me} T. Art russe. Collection de canons et démolisseurs en bronze-Yell. S.C.F. Couturier, Nicotlay.

S. 14. - Ex meublé, style. M^{me} Bondu

Immeuble
solutions

Il est divisible de moins de
100 à plusieurs milliers de m²
Cela nous permet de vous
offrir une large gamme de
surfaces, répondant
exactement à vos besoins.

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si : ils peuvent lasser, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Antenne-2, — on se disait que notre avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le genre voyageur sans bagages et sans mémoire d'un épisode à l'autre, tout d'efface, rien ne demeure, — le personnage que j'aime, et très bien, Pierre Santini, est parfaitement crédible parce qu'étrotement inséré dans un milieu : dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réalités que son apparence et son comportement. Ce qui lui donne cette liberté indimentable et souveraine. Ses interlocuteurs, les gens qu'il croise, sont solidement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il s'agit juste-ment de résoudre, de dénouer. Bien dosés — et c'est le cas — bien exécutés, la recette de ces séries est infallible. Quand nous aurons les fabriqueurs de la chaîne et pour pas cher, les Buttes-Chaumont n'auront plus rien à envier à Hollywood. Ah, mais !

CLAUDE SARRAUER.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

EXPOSITIONS

de 11 heures à 15 heures

S. 1. - Succées. V. d. K. Livres anciens. Tableaux. Monnaies et objets d'art des XVIII^e - XIX^e siècles. MM^{es} Leconte, Lecoate, Pautré, Maréchaux

M^{me} Adé. Art. Picard. Tajan.

S. 10. - Art d'Orient. M^{me} Révorikian. M^{me} Bolligard.

S. 11. - Coll. d'ivoires de M^{me} T. Art russe. Collection de canons et démolisseurs en trompe-l'œil. S.O.P. Couturier, Nicolaï.

S. 14. - Ex meubl. style. M^{me} Bondu

produits bien faits et bon marché, les Mannix, les Kolco, les Colombo, qui passent et repassent un peu partout, avec un succès à peu près constant. Eh bien non, eh bien si ! Ils peuvent l'asser, et on peut les concurrencer. De les revoir tous, ces jours-ci, et de retrouver François Gaillard, — il fait un deuxième tour de piste sur Antenne-2, — on se disait que notre avocat-enquêteur n'avait rien à envier à ces détectives bavards. Dans ce genre, le sens voyageur sans bagages et sans mémoire — d'un épisode à l'autre, tout s'efface, rien ne domine, le personnage qui leu, et très bien, Pierre Santini, est parfaitement crédible parce qu'étoilamment inséré dans un milieu ; dimanche, c'était celui des cascadeurs.

Sans attaches, sans vie personnelle, lui n'a d'autres réelles que son apparence et son comportement. Ça qui lui donne cette liberté indifférente et souveraine. Ses interlocuteurs, les gens qu'il croise, sont soigneusement attachés, rattachés à des problèmes et à des situations qu'il s'agit justement de résoudre, de dénouer. Bien dosée — et c'est le cas — bien exécutées, la recette de ces séries est infallible. Quand nous aurons les tabliers sur la chaîne et pour pas cher, les Suites-Chaumont n'auront plus rien à envier à Hollywood. Ah, mais !

CLAUDE SARRAUTE.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

EXPOSITIONS

de 11 heures à 18 heures

S. 1. - Succées. V. d. K. Livres anciens. Tableaux. Monnaies et objets d'art des XVIII^e - XIX^e siècles. MM. Lecoute, Lecoute, Pautit, Marchaux. M^{me} Aden, Picard, Tajan.

S. 10. - Art d'Orient. M^{me} Xérovkian. M^{me} Badgirad.

S. 11. - Coll. d'œuvres de M^{me} T. Art russe. Collection de cannes et céramiques en trompe-l'œil. S.O.F. Couturier, Nicolay.

S. 14. - Ex. meubl. style. M^{me} Bondy

● CHAÎNE 1 : TF 1

18 h. 30 Le fil des jours.
19 h. 20 Pour les petits : Chapi Chapiro.
19 h. 35 Pour les jeunes : "Je t'aime, enfants...".
19 h. 40 Une minute pour les femmes.
19 h. 45 Le temps de vivre, le temps d'aimer.
20 h. 35 "L'Amour du monde" : regard sur l'histoire. Extrait de "Sierra de Ternel" de A. Malraux (1933), avec J. Semperé, A. Mejuto, J. Pena, P. Codolista, J. Lado.

Américo Mejuto, architecte, dialogiste, metteur en scène musical d'un film écrit de juin 1933 à janvier 1935 dans les studios de Barcelona. Une autre tentative de ce genre, jouée par les acteurs, eut lieu la fraternité des républicains espagnols se battait contre les troupes de Franco dans la région de Ternel : prix Louis Delluc 1945.

Maurice Roy (le Poète), F.-H. de Vireux (le Mouve), Observateur, et M. Tardieu (les Esclaves).

● CHAÎNE III (couteur) : FR 3

19 h. Pour les jeunes : Flah.
19 h. 40 Tribune libre : La société Nietzsche.
20 h. Emissions régionales.
20 h. 30 "Friedrich Schumann : Projection privée" de F. Letetier (1973), avec F. Fabian, J.-L. Bideau, J. Birkin, B. Ogier, J. Weber, E. Lange.

Un universier en scène de cinéma prépare un film dont il a écrit le scénario en s'inspirant d'événements de la vie, les uns réels, les autres plus purs. Cette fiction, sur laquelle les acteurs présents donnent leur avis, va faire éclore une œuvre imprévue.

MARDI 29 AVRIL

● CHAÎNE I : TF 1

8 h. 20 Le 61 des jours.
 13 h. 45 Pour les petits : Chapi Chapi.
 18 h. 55 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
 19 h. 40 Une minute pour les femmes.
 19 h. 45 Feuilletton : Le temps de vivre, le temps d'aimer.

20 h. 35 Les animaux du monde, de F. de La Grange - « La faune d'Argentine ».
 21 h. 45 Emilion Vidénaire : Même page. prod. A. Bourin et F. Sicard.
 Avec Dominique Rolin (pour « Deux »).

● CHAÎNE III (couleur) : FR 3

19 h. Pour les jeunes : Improvisation sur un livre.
 19 h. 40 Tribune libre : L'action catholique féminine.
 20 h. 15 L'imaginaire : La vie sexuelle d'Yves

20 h. 45 L'actualité : Les élections municipales à Lyon.
 21 h. 45 L'actualité : Les élections municipales à Lyon.

Assurances des enfants, étudiants, une seule femme tuée dans les fureurs du sang sur la prostitution. Un caméionneur, épié d'elle, suit l'adultère à la dérobée.

Débat: La prostitution.

Avec la participation de M. Robert-André Viezin, député U.D.R. du Val-de-Marne et

M. Donati, E. Soderstrom, C. Berthelin, P. Esmond. Un petit chanteur de Vienne, Corbis Muséum de Vienne, Direction N. Harmonium, suivi des dix-neuf et dix-neuf concertos bandes-sonores de Bach ; 22 h. 40 (S.). Concours international de violons ; 22 h. Chœurs russes ; 23 h. Tchaïkovski, Pendergast, Stockholm, Xenakis, Attanasio ; 24 h. (S.). La musique et ses classiques ; 1 h. 30 (S.). Nocturnales.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 28 AVRIL

— Le roi Hassan II est l'invité de « Dix questions dix réponses pour convaincre » sur France-In-ter, à 19 h. 20.

— M. Georges Ségué, secrétaire

MARDI 29 AVRIL

— M. Olyvier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, est l'invité de Philippe Souvard sur R.T.L., à 13 heures.

— L'union européenne démi-

D'une chaîne à l'autre

LE MIP-TV A CANNES

● Le XI^e Marché international

l'achat et la vente de tonnes de commerce
banques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout / F et 36, rue de Moïse, 75011 Paris

d'Indochine, de Corée et du Vietnam, l'essor du pays, le conflit idéologique entre la Chine et l'U.R.S.S. et le rôle actuel de la Chine dans le monde moderne.

Le fin des saltimbanques ?

[illegible][illegible]

La politique
à l'appareil

PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF YEMEN

La fin des saltimbanques ?

La politique de l'applaudimètre

(Publicité)

THE PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF YEMEN

Expositions

**ROUGEMONT
SUR TOILE**

Théâtre

UN COLLOQUE
AU PROCHAIN FESTIVAL
DE NANCY

Petites nouvelles

Renseign. : 325-24-33
(Postes : 380 et 382)

Cinéma

« L'Extradition », de Peter von Gunten

« PORTES OUVERTES »

URBAIN, note.

En bref

Cinéma

« Belladonna »

Cette œuvre insolite, à l'écart de la production courante, mérite un détour. — J. B.

« Rosebud »

* Cluny-Ecoles. Ermitage
(v.o.), Maxéville, Miramar, Mis-
tral, Liberté, Murat, Napoléon,
Clichy-Pathé (v.f.).

PRESSE

« PORTES OUVERTES » AU « PARISIEN LIBÉRÉ »

Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA) ont organisé récem-

JEUNESSE

**vingt années d'« accueil »
au festival d'Avignon**

Musique

**Brahms, Bartok
et Daniel Barenboïm**

Le retour de Daniel Barenboïm au pupitre de l'Orchestre de Paris, dont il va devenir le chef permanent, constituait un événement attendu. Ce qui frappe dans l'interprétation qu'il donne de la *Deuxième Symphonie* de Brahms, c'est son absence à imprimer à chaque mesure — et elles sont particulièrement nombreuses — un caractère propre en relation intime avec son écriture. Loin d'en souffrir, la vision d'ensemble y gagne, car Barenboïm n'attache pas moins d'importance aux transitions. Cette œuvre aurt pu faire oublier la première partie du concert si elle n'était pas — Pourcelle — jouée le *Premier Concerto* de Bartok de façon aussi remarquable. Ce jeune pianiste n'est plus ce qu'il est devenu d'appeler un « espoir ». Ce concert constituait donc moins une révélation qu'une consécration largement méritée. Le *Concerto de Brahms* d'aujourd'hui est prêt pour mettre en valeur, outre sa musicalité, son absence à peser d'un jeu perçu à un toucher extrêmement sensible et nuancé, puisque c'est là l'essence même de l'œuvre. — G. C.

هكذا من الأمل

سكنا من الأصل

RECAMIER

LE BALCON
DE JEAN GENET

BOURSEILLER

A22 H30

TROIS FEMMES
UN SPECTACLE DE GARANCE

TEL. 684.51.51 - 3 RUE RECAMIER - 75
BOULEVARD

THEATRE DE LA PORTE SAINT MARTIN
à partir du 2 mai 1975
30 représentations exceptionnelles

KOLO

Le Grand Ballet National Yougoslave

Soirées 20 h. 30. Matinées Samedi 17 h. Dimanche 15 h.
Relâche Dimanche soir et Lundi
Location au Théâtre (tel. 607 37 53) et dans les Agences
en Mai **ROCKY HELLOR** passe à 22 h. 30
Dimanche Matinée 15 h.

COMPAGNIE
RENAUD BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

en alternance
CHRISTOPHE COLOMB
HAROLD ET MAUDE
AINSI PARLAIT
ZARATHOUSTRA
(6 dernières)
DETTOUR
Samuel Beckett
Pas moi
La dernière bande
à partir du 19 mai
spectacles du
FESTIVAL DE NANCY
soirée 20 h 30, relâche dim. et lundi
matinée dimanche 15 h
location 548.55.50 et agences

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL
GROUPE DE RECHERCHES MUSICALES

INTERNATIONALE III - concert
SALLE WAGRAM
20 avril, 20 h. 30
LÉVINE & Traces et réminiscences
DRUCKMAN & Valentine, 1^{re} audition, contrebasse J.-P. JENNY
CLARK
SCHWARTZ & Symphonie, création
LIGET & Artikulation en 4 pistes

Théâtre Municipal ROLLAND
18, rue E. Varlin
94 VILLEJUIF
Mercredi 30 avril à 21 h.

BERNARD HALLER

Prix des places : 20 F - 15 F.

A PARTIR DU 6 MAI

THEATRE DE LA RENAISSANCE

Luxe

Soirées 21 h.
Matinées Dimanche 15 h. et 18 h. 30
Relâche Dimanche soir et Lundi
Location 208 18 50 et Agences
20 Bd St-Martin / METRO :
Strasbourg-St-Denis ou République

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Comédie-Française, 20 h. 30 : L'Idiot.

Les salles municipales

Le Nouveau Carré, 18 h. 45 : Comédie à une voix (André Frère); Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Printemps musical de Paris (voir concert).

Les autres salles

A.C.T. - Alliance française, 10 h. : le Médicament malgré lui; 14 h. 30 : la Fausse Suivante; 20 h. 30 : Je ne fais que rêver, le seul le rêve; 21 h. : Truist fruit.
Caraculière de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or; 21 h. 45 : la Tricorne de l'Amour; 22 h. 30 : l'Internationale; 23 h. 30 : le Canada, 20 h. : Sidaakdar (Théâtre populaire maghrébin); Comédie Cammarin, 21 h. 10 : Boeuf-Boeuf.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : le Lit; 22 h. : l'Idiot conviction; Danon, 21 h. : Monsieur Masure; Dix-Heures, 20 h. 30 : Et les petits cailloux seront contents; Fontaine, 20 h. 45 : les Jeux de la nuit; Hébertot, 21 h. : l'Amour fou; Huchet, 20 h. 45 : la Cantatrice obscure; la Lapon; Mathurina, 21 h. : Grenouille; Michel, 21 h. 10 : Deux sur canapé; Nouveautés, 21 h. : la Libellule; Palais, 22 h. 30 : la Chose blanche; Palais-Royal, 20 h. 30 : Benoit; Poches-Montparnasse, 20 h. 45 : le Port-Saint-Martin, 20 h. 30 : Rocky Horror Show.
Régence, 20 h. 30 : le Balcon; 21 h. 30 : le Carrousel; 22 h. 30 : Trois femmes; Théâtre de la Cité internationale - Le Jardin, 21 h. : Max Rongier; Théâtre d'Edgar, 19 h. : la Station Champbaudet; 21 h. : Yves Blon; 22 h. : l'Idiot; Théâtre de la Plaine, 21 h. : Audio-visual (Singapour, Java, Bali); Théâtre Rive-Gauche (Alliance française), 19 h. : l'Idiot; 21 h. : l'Idiot; 23 h. 15 : l'Idiot.

Les muséothéâtres

Comédie des Champs-Élysées, 21 h. : C'est qu'un en avoir; Olympia, 21 h. 30 : Robert Froy; Expo Théâtre de la Cité internationale, 21 h. : Max Rongier.

Les cafés-théâtres

Aud. Sec. 18 h. 30 : Chair pour l'après-midi; 20 h. 30 : l'Idiot; 21 h. 30 : l'Idiot; 22 h. 30 : l'Idiot; 23 h. 30 : l'Idiot; 24 h. 30 : l'Idiot; 25 h. 30 : l'Idiot; 26 h. 30 : l'Idiot; 27 h. 30 : l'Idiot; 28 h. 30 : l'Idiot; 29 h. 30 : l'Idiot; 30 h. 30 : l'Idiot; 31 h. 30 : l'Idiot; 32 h. 30 : l'Idiot; 33 h. 30 : l'Idiot; 34 h. 30 : l'Idiot; 35 h. 30 : l'Idiot; 36 h. 30 : l'Idiot; 37 h. 30 : l'Idiot; 38 h. 30 : l'Idiot; 39 h. 30 : l'Idiot; 40 h. 30 : l'Idiot; 41 h. 30 : l'Idiot; 42 h. 30 : l'Idiot; 43 h. 30 : l'Idiot; 44 h. 30 : l'Idiot; 45 h. 30 : l'Idiot; 46 h. 30 : l'Idiot; 47 h. 30 : l'Idiot; 48 h. 30 : l'Idiot; 49 h. 30 : l'Idiot; 50 h. 30 : l'Idiot; 51 h. 30 : l'Idiot; 52 h. 30 : l'Idiot; 53 h. 30 : l'Idiot; 54 h. 30 : l'Idiot; 55 h. 30 : l'Idiot; 56 h. 30 : l'Idiot; 57 h. 30 : l'Idiot; 58 h. 30 : l'Idiot; 59 h. 30 : l'Idiot; 60 h. 30 : l'Idiot; 61 h. 30 : l'Idiot; 62 h. 30 : l'Idiot; 63 h. 30 : l'Idiot; 64 h. 30 : l'Idiot; 65 h. 30 : l'Idiot; 66 h. 30 : l'Idiot; 67 h. 30 : l'Idiot; 68 h. 30 : l'Idiot; 69 h. 30 : l'Idiot; 70 h. 30 : l'Idiot; 71 h. 30 : l'Idiot; 72 h. 30 : l'Idiot; 73 h. 30 : l'Idiot; 74 h. 30 : l'Idiot; 75 h. 30 : l'Idiot; 76 h. 30 : l'Idiot; 77 h. 30 : l'Idiot; 78 h. 30 : l'Idiot; 79 h. 30 : l'Idiot; 80 h. 30 : l'Idiot; 81 h. 30 : l'Idiot; 82 h. 30 : l'Idiot; 83 h. 30 : l'Idiot; 84 h. 30 : l'Idiot; 85 h. 30 : l'Idiot; 86 h. 30 : l'Idiot; 87 h. 30 : l'Idiot; 88 h. 30 : l'Idiot; 89 h. 30 : l'Idiot; 90 h. 30 : l'Idiot; 91 h. 30 : l'Idiot; 92 h. 30 : l'Idiot; 93 h. 30 : l'Idiot; 94 h. 30 : l'Idiot; 95 h. 30 : l'Idiot; 96 h. 30 : l'Idiot; 97 h. 30 : l'Idiot; 98 h. 30 : l'Idiot; 99 h. 30 : l'Idiot; 100 h. 30 : l'Idiot; 101 h. 30 : l'Idiot; 102 h. 30 : l'Idiot; 103 h. 30 : l'Idiot; 104 h. 30 : l'Idiot; 105 h. 30 : l'Idiot; 106 h. 30 : l'Idiot; 107 h. 30 : l'Idiot; 108 h. 30 : l'Idiot; 109 h. 30 : l'Idiot; 110 h. 30 : l'Idiot; 111 h. 30 : l'Idiot; 112 h. 30 : l'Idiot; 113 h. 30 : l'Idiot; 114 h. 30 : l'Idiot; 115 h. 30 : l'Idiot; 116 h. 30 : l'Idiot; 117 h. 30 : l'Idiot; 118 h. 30 : l'Idiot; 119 h. 30 : l'Idiot; 120 h. 30 : l'Idiot; 121 h. 30 : l'Idiot; 122 h. 30 : l'Idiot; 123 h. 30 : l'Idiot; 124 h. 30 : l'Idiot; 125 h. 30 : l'Idiot; 126 h. 30 : l'Idiot; 127 h. 30 : l'Idiot; 128 h. 30 : l'Idiot; 129 h. 30 : l'Idiot; 130 h. 30 : l'Idiot; 131 h. 30 : l'Idiot; 132 h. 30 : l'Idiot; 133 h. 30 : l'Idiot; 134 h. 30 : l'Idiot; 135 h. 30 : l'Idiot; 136 h. 30 : l'Idiot; 137 h. 30 : l'Idiot; 138 h. 30 : l'Idiot; 139 h. 30 : l'Idiot; 140 h. 30 : l'Idiot; 141 h. 30 : l'Idiot; 142 h. 30 : l'Idiot; 143 h. 30 : l'Idiot; 144 h. 30 : l'Idiot; 145 h. 30 : l'Idiot; 146 h. 30 : l'Idiot; 147 h. 30 : l'Idiot; 148 h. 30 : l'Idiot; 149 h. 30 : l'Idiot; 150 h. 30 : l'Idiot; 151 h. 30 : l'Idiot; 152 h. 30 : l'Idiot; 153 h. 30 : l'Idiot; 154 h. 30 : l'Idiot; 155 h. 30 : l'Idiot; 156 h. 30 : l'Idiot; 157 h. 30 : l'Idiot; 158 h. 30 : l'Idiot; 159 h. 30 : l'Idiot; 160 h. 30 : l'Idiot; 161 h. 30 : l'Idiot; 162 h. 30 : l'Idiot; 163 h. 30 : l'Idiot; 164 h. 30 : l'Idiot; 165 h. 30 : l'Idiot; 166 h. 30 : l'Idiot; 167 h. 30 : l'Idiot; 168 h. 30 : l'Idiot; 169 h. 30 : l'Idiot; 170 h. 30 : l'Idiot; 171 h. 30 : l'Idiot; 172 h. 30 : l'Idiot; 173 h. 30 : l'Idiot; 174 h. 30 : l'Idiot; 175 h. 30 : l'Idiot; 176 h. 30 : l'Idiot; 177 h. 30 : l'Idiot; 178 h. 30 : l'Idiot; 179 h. 30 : l'Idiot; 180 h. 30 : l'Idiot; 181 h. 30 : l'Idiot; 182 h. 30 : l'Idiot; 183 h. 30 : l'Idiot; 184 h. 30 : l'Idiot; 185 h. 30 : l'Idiot; 186 h. 30 : l'Idiot; 187 h. 30 : l'Idiot; 188 h. 30 : l'Idiot; 189 h. 30 : l'Idiot; 190 h. 30 : l'Idiot; 191 h. 30 : l'Idiot; 192 h. 30 : l'Idiot; 193 h. 30 : l'Idiot; 194 h. 30 : l'Idiot; 195 h. 30 : l'Idiot; 196 h. 30 : l'Idiot; 197 h. 30 : l'Idiot; 198 h. 30 : l'Idiot; 199 h. 30 : l'Idiot; 200 h. 30 : l'Idiot; 201 h. 30 : l'Idiot; 202 h. 30 : l'Idiot; 203 h. 30 : l'Idiot; 204 h. 30 : l'Idiot; 205 h. 30 : l'Idiot; 206 h. 30 : l'Idiot; 207 h. 30 : l'Idiot; 208 h. 30 : l'Idiot; 209 h. 30 : l'Idiot; 210 h. 30 : l'Idiot; 211 h. 30 : l'Idiot; 212 h. 30 : l'Idiot; 213 h. 30 : l'Idiot; 214 h. 30 : l'Idiot; 215 h. 30 : l'Idiot; 216 h. 30 : l'Idiot; 217 h. 30 : l'Idiot; 218 h. 30 : l'Idiot; 219 h. 30 : l'Idiot; 220 h. 30 : l'Idiot; 221 h. 30 : l'Idiot; 222 h. 30 : l'Idiot; 223 h. 30 : l'Idiot; 224 h. 30 : l'Idiot; 225 h. 30 : l'Idiot; 226 h. 30 : l'Idiot; 227 h. 30 : l'Idiot; 228 h. 30 : l'Idiot; 229 h. 30 : l'Idiot; 230 h. 30 : l'Idiot; 231 h. 30 : l'Idiot; 232 h. 30 : l'Idiot; 233 h. 30 : l'Idiot; 234 h. 30 : l'Idiot; 235 h. 30 : l'Idiot; 236 h. 30 : l'Idiot; 237 h. 30 : l'Idiot; 238 h. 30 : l'Idiot; 239 h. 30 : l'Idiot; 240 h. 30 : l'Idiot; 241 h. 30 : l'Idiot; 242 h. 30 : l'Idiot; 243 h. 30 : l'Idiot; 244 h. 30 : l'Idiot; 245 h. 30 : l'Idiot; 246 h. 30 : l'Idiot; 247 h. 30 : l'Idiot; 248 h. 30 : l'Idiot; 249 h. 30 : l'Idiot; 250 h. 30 : l'Idiot; 251 h. 30 : l'Idiot; 252 h. 30 : l'Idiot; 253 h. 30 : l'Idiot; 254 h. 30 : l'Idiot; 255 h. 30 : l'Idiot; 256 h. 30 : l'Idiot; 257 h. 30 : l'Idiot; 258 h. 30 : l'Idiot; 259 h. 30 : l'Idiot; 260 h. 30 : l'Idiot; 261 h. 30 : l'Idiot; 262 h. 30 : l'Idiot; 263 h. 30 : l'Idiot; 264 h. 30 : l'Idiot; 265 h. 30 : l'Idiot; 266 h. 30 : l'Idiot; 267 h. 30 : l'Idiot; 268 h. 30 : l'Idiot; 269 h. 30 : l'Idiot; 270 h. 30 : l'Idiot; 271 h. 30 : l'Idiot; 272 h. 30 : l'Idiot; 273 h. 30 : l'Idiot; 274 h. 30 : l'Idiot; 275 h. 30 : l'Idiot; 276 h. 30 : l'Idiot; 277 h. 30 : l'Idiot; 278 h. 30 : l'Idiot; 279 h. 30 : l'Idiot; 280 h. 30 : l'Idiot; 281 h. 30 : l'Idiot; 282 h. 30 : l'Idiot; 283 h. 30 : l'Idiot; 284 h. 30 : l'Idiot; 285 h. 30 : l'Idiot; 286 h. 30 : l'Idiot; 287 h. 30 : l'Idiot; 288 h. 30 : l'Idiot; 289 h. 30 : l'Idiot; 290 h. 30 : l'Idiot; 291 h. 30 : l'Idiot; 292 h. 30 : l'Idiot; 293 h. 30 : l'Idiot; 294 h. 30 : l'Idiot; 295 h. 30 : l'Idiot; 296 h. 30 : l'Idiot; 297 h. 30 : l'Idiot; 298 h. 30 : l'Idiot; 299 h. 30 : l'Idiot; 300 h. 30 : l'Idiot; 301 h. 30 : l'Idiot; 302 h. 30 : l'Idiot; 303 h. 30 : l'Idiot; 304 h. 30 : l'Idiot; 305 h. 30 : l'Idiot; 306 h. 30 : l'Idiot; 307 h. 30 : l'Idiot; 308 h. 30 : l'Idiot; 309 h. 30 : l'Idiot; 310 h. 30 : l'Idiot; 311 h. 30 : l'Idiot; 312 h. 30 : l'Idiot; 313 h. 30 : l'Idiot; 314 h. 30 : l'Idiot; 315 h. 30 : l'Idiot; 316 h. 30 : l'Idiot; 317 h. 30 : l'Idiot; 318 h. 30 : l'Idiot; 319 h. 30 : l'Idiot; 320 h. 30 : l'Idiot; 321 h. 30 : l'Idiot; 322 h. 30 : l'Idiot; 323 h. 30 : l'Idiot; 324 h. 30 : l'Idiot; 325 h. 30 : l'Idiot; 326 h. 30 : l'Idiot; 327 h. 30 : l'Idiot; 328 h. 30 : l'Idiot; 329 h. 30 : l'Idiot; 330 h. 30 : l'Idiot; 331 h. 30 : l'Idiot; 332 h. 30 : l'Idiot; 333 h. 30 : l'Idiot; 334 h. 30 : l'Idiot; 335 h. 30 : l'Idiot; 336 h. 30 : l'Idiot; 337 h. 30 : l'Idiot; 338 h. 30 : l'Idiot; 339 h. 30 : l'Idiot; 340 h. 30 : l'Idiot; 341 h. 30 : l'Idiot; 342 h. 30 : l'Idiot; 343 h. 30 : l'Idiot; 344 h. 30 : l'Idiot; 345 h. 30 : l'Idiot; 346 h. 30 : l'Idiot; 347 h. 30 : l'Idiot; 348 h. 30 : l'Idiot; 349 h. 30 : l'Idiot; 350 h. 30 : l'Idiot; 351 h. 30 : l'Idiot; 352 h. 30 : l'Idiot; 353 h. 30 : l'Idiot; 354 h. 30 : l'Idiot; 355 h. 30 : l'Idiot; 356 h. 30 : l'Idiot; 357 h. 30 : l'Idiot; 358 h. 30 : l'Idiot; 359 h. 30 : l'Idiot; 360 h. 30 : l'Idiot; 361 h. 30 : l'Idiot; 362 h. 30 : l'Idiot; 363 h. 30 : l'Idiot; 364 h. 30 : l'Idiot; 365 h. 30 : l'Idiot; 366 h. 30 : l'Idiot; 367 h. 30 : l'Idiot; 368 h. 30 : l'Idiot; 369 h. 30 : l'Idiot; 370 h. 30 : l'Idiot; 371 h. 30 : l'Idiot; 372 h. 30 : l'Idiot; 373 h. 30 : l'Idiot; 374 h. 30 : l'Idiot; 375 h. 30 : l'Idiot; 376 h. 30 : l'Idiot; 377 h. 30 : l'Idiot; 378 h. 30 : l'Idiot; 379 h. 30 : l'Idiot; 380 h. 30 : l'Idiot; 381 h. 30 : l'Idiot; 382 h. 30 : l'Idiot; 383 h. 30 : l'Idiot; 384 h. 30 : l'Idiot; 385 h. 30 : l'Idiot; 386 h. 30 : l'Idiot; 387 h. 30 : l'Idiot; 388 h. 30 : l'Idiot; 389 h. 30 : l'Idiot; 390 h. 30 : l'Idiot; 391 h. 30 : l'Idiot; 392 h. 30 : l'Idiot; 393 h. 30 : l'Idiot; 394 h. 30 : l'Idiot; 395 h. 30 : l'Idiot; 396 h. 30 : l'Idiot; 397 h. 30 : l'Idiot; 398 h. 30 : l'Idiot; 399 h. 30 : l'Idiot; 400 h. 30 : l'Idiot; 401 h. 30 : l'Idiot; 402 h. 30 : l'Idiot; 403 h. 30 : l'Idiot; 404 h. 30 : l'Idiot; 405 h. 30 : l'Idiot; 406 h. 30 : l'Idiot; 407 h. 30 : l'Idiot; 408 h. 30 : l'Idiot; 409 h. 30 : l'Idiot; 410 h. 30 : l'Idiot; 411 h. 30 : l'Idiot; 412 h. 30 : l'Idiot; 413 h. 30 : l'Idiot; 414 h. 30 : l'Idiot; 415 h. 30 : l'Idiot; 416 h. 30 : l'Idiot; 417 h. 30 : l'Idiot; 418 h. 30 : l'Idiot; 419 h. 30 : l'Idiot; 420 h. 30 : l'Idiot; 421 h. 30 : l'Idiot; 422 h. 30 : l'Idiot; 423 h. 30 : l'Idiot; 424 h. 30 : l'Idiot; 425 h. 30 : l'Idiot; 426 h. 30 : l'Idiot; 427 h. 30 : l'Idiot; 428 h. 30 : l'Idiot; 429 h. 30 : l'Idiot; 430 h. 30 : l'Idiot; 431 h. 30 : l'Idiot; 432 h. 30 : l'Idiot; 433 h. 30 : l'Idiot; 434 h. 30 : l'Idiot; 435 h. 30 : l'Idiot; 436 h. 30 : l'Idiot; 437 h. 30 : l'Idiot; 438 h. 30 : l'Idiot; 439 h. 30 : l'Idiot; 440 h. 30 : l'Idiot; 441 h. 30 : l'Idiot; 442 h. 30 : l'Idiot; 443 h. 30 : l'Idiot; 444 h. 30 : l'Idiot; 445 h. 30 : l'Idiot; 446 h. 30 : l'Idiot; 447 h. 30 : l'Idiot; 448 h. 30 : l'Idiot; 449 h. 30 : l'Idiot; 450 h. 30 : l'Idiot; 451 h. 30 : l'Idiot; 452 h. 30 : l'Idiot; 453 h. 30 : l'Idiot; 454 h. 30 : l'Idiot; 455 h. 30 : l'Idiot; 456 h. 30 : l'Idiot; 457 h. 30 : l'Idiot; 458 h. 30 : l'Idiot; 459 h. 30 : l'Idiot; 460 h. 30 : l'Idiot; 461 h. 30 : l'Idiot; 462 h. 30 : l'Idiot; 463 h. 30 : l'Idiot; 464 h. 30 : l'Idiot; 465 h. 30 : l'Idiot; 466 h. 30 : l'Idiot; 467 h. 30 : l'Idiot; 468 h. 30 : l'Idiot; 469 h. 30 : l'Idiot; 470 h. 30 : l'Idiot; 471 h. 30 : l'Idiot; 472 h. 30 : l'Idiot; 473 h. 30 : l'Idiot; 474 h. 30 : l'Idiot; 475 h. 30 : l'Idiot; 476 h. 30 : l'Idiot; 477 h. 30 : l'Idiot; 478 h. 30 : l'Idiot; 479 h. 30 : l'Idiot; 480 h. 30 : l'Idiot; 481 h. 30 : l'Idiot; 482 h. 30 : l'Idiot; 483 h. 30 : l'Idiot; 484 h. 30 : l'Idiot; 485 h. 30 : l'Idiot; 486 h. 30 : l'Idiot; 487 h. 30 : l'Idiot; 488 h. 30 : l'Idiot; 489 h. 30 : l'Idiot; 490 h. 30 : l'Idiot; 491 h. 30 : l'Idiot; 492 h. 30 : l'Idiot; 493 h. 30 : l'Idiot; 494 h. 30 : l'Idiot; 495 h. 30 : l'Idiot; 496 h. 30 : l'Idiot; 497 h. 30 : l'Idiot; 498 h. 30 : l'Idiot; 499 h. 30 : l'Idiot; 500 h. 30 : l'Idiot; 501 h. 30 : l'Idiot; 502 h. 30 : l'Idiot; 503 h. 30 : l'Idiot; 504 h. 30 : l'Idiot; 505 h. 30 : l'Idiot; 506 h. 30 : l'Idiot; 507 h. 30 : l'Idiot; 508 h. 30 : l'Idiot; 509 h. 30 : l'Idiot; 510 h. 30 : l'Idiot; 511 h. 30 : l'Idiot; 512 h. 30 : l'Idiot; 513 h. 30 : l'Idiot; 514 h. 30 : l'Idiot; 515 h. 30 : l'Idiot; 516 h. 30 : l'Idiot; 517 h. 30 : l'Idiot; 518 h. 30 : l'Idiot; 519 h. 30 : l'Idiot; 520 h. 30 : l'Idiot; 521 h. 30 : l'Idiot; 522 h. 30 : l'Idiot; 523 h. 30 : l'Idiot; 524 h. 30 : l'Idiot; 525 h. 30 : l'Idiot; 526 h. 30 : l'Idiot; 527 h. 30 : l'Idiot; 528 h. 30 : l'Idiot; 529 h. 30 : l'Idiot; 530 h. 30 : l'Idiot; 531 h. 30 : l'Idiot; 532 h. 30 : l'Idiot; 533 h. 30 : l'Idiot; 534 h. 30 : l'Idiot; 535 h. 30 : l'Idiot; 536 h. 30 : l'Idiot; 537 h. 30 : l'Idiot; 538 h. 30 : l'Idiot; 539 h. 30 : l'Idiot; 540 h. 30 : l'Idiot; 541 h. 30 : l'Idiot; 542 h. 30 : l'Idiot; 543 h. 30 : l'Idiot; 544 h. 30 : l'Idiot; 545 h. 30 : l'Idiot; 546 h. 30 : l'Idiot; 547 h. 30 : l'Idiot; 548 h. 30 : l'Idiot; 549 h. 30 : l'Idiot; 550 h. 30 : l'Idiot; 551 h. 30 : l'Idiot; 552 h. 30 : l'Idiot; 553 h. 30 : l'Idiot; 554 h. 30 : l'Idiot; 555 h. 30 : l'Idiot; 556 h. 30 : l'Idiot; 557 h. 30 : l'Idiot; 558 h. 30 : l'Idiot; 559 h. 30 : l'Idiot; 560 h. 30 : l'Idiot; 561 h. 30 : l'Idiot; 562 h. 30 : l'Idiot; 563 h. 30 : l'Idiot; 564 h. 30 : l'Idiot; 565 h. 30 : l'Idiot; 566 h. 30 : l'Idiot; 567 h. 30 : l'Idiot; 568 h. 30 : l'Idiot; 569 h. 30 : l'Idiot; 570 h. 30 : l'Idiot; 571 h. 30 : l'Idiot; 572 h. 30 : l'Idiot; 573 h. 30 : l'Idiot; 574 h. 30 : l'Idiot; 575 h. 30 : l'Idiot; 576 h. 30 : l'Idiot; 577 h. 30 : l'Idiot; 578 h. 30 : l'Idiot; 579 h. 30 : l'Idiot; 580 h. 30 : l'Idiot; 581 h. 30 : l'Idiot; 582 h. 30 : l'Idiot; 583 h. 30 : l'Idiot; 584 h. 30 : l'Idiot; 585 h. 30 : l'Idiot; 586 h. 30 : l'Idiot; 587 h. 30 : l'Idiot; 588 h. 30 : l'Idiot; 589 h. 30 : l'Idiot; 590 h. 30 : l'Idiot; 591 h. 30 : l'Idiot; 592 h. 30 : l'Idiot; 593 h. 30 : l'Idiot; 594 h. 30 : l'Idiot; 595 h. 30 : l'Idiot; 596 h. 30 : l'Idiot; 597 h. 30 : l'Idiot; 598 h. 30 : l'Idiot; 599 h. 30 : l'Idiot; 600 h. 30 : l'Idiot; 601 h. 30 : l'Idiot; 602 h. 30 : l'Idiot; 603 h. 30 : l'Idiot; 604 h. 30 : l'Idiot; 605 h. 30 : l'Idiot; 606 h. 30 : l'Idiot; 607 h. 30 : l'Idiot; 608 h. 30 : l'Idiot; 609 h. 30 : l'Idiot; 610 h. 30 : l'Idiot; 611 h. 30 : l'Idiot; 612 h. 30 : l'Idiot; 613 h. 30 : l'Idiot; 614 h. 30 : l'Idiot; 615 h. 30 : l'Idiot; 616 h. 30 : l'Idiot; 617 h. 30 : l'Idiot; 618 h. 30 : l'Idiot; 619 h. 30 : l'Idiot; 620 h. 30 : l'Idiot; 621 h. 30 : l'Idiot; 622 h. 30 : l'Idiot; 623 h. 30 : l'Idiot; 624 h. 30 : l'Idiot; 625 h. 30 : l'Idiot; 626 h. 30 : l'Idiot; 627 h. 30 : l'Idiot; 628 h. 30 : l'Idiot; 629 h. 30 : l'Idiot; 630 h. 30 : l'Idiot; 631 h. 30 : l'Idiot; 632 h. 30 : l'Idiot; 633 h. 30 : l'Idiot; 634 h. 30 : l'Idiot; 635 h. 30 : l'Idiot; 636 h. 30 : l'Idiot; 637 h. 30 : l'Idiot; 638 h. 30 : l'Idiot; 639 h. 30 : l'Idiot; 640 h. 30 : l'Idiot; 641 h. 30 : l'Idiot; 642 h. 30 : l'Idiot; 643 h. 30 : l'Idiot; 644 h. 30 : l'Idiot; 645 h. 30 : l'Idiot; 646 h. 30 : l'Idiot; 647 h. 30 : l'Idiot; 648 h. 30 : l'Idiot; 649 h. 30 : l'Idiot; 650 h. 30 : l'Idiot; 651 h. 30 : l'Idiot; 652 h. 30 : l'Idiot; 653 h. 30 : l'Idiot; 654 h. 30 : l'Idiot; 655 h. 30 : l'Idiot; 656 h. 30 : l'Idiot; 657 h. 30 : l'Idiot; 658 h. 30 : l'Idiot; 659 h. 30 : l'Idiot; 660 h. 30 : l'Idiot; 661 h. 30 : l'Idiot; 662 h. 30 : l'Idiot; 663 h. 30 : l'Idiot; 664 h. 30 : l'Idiot; 665 h. 30 : l'Idiot; 666 h. 30 : l'Idiot; 667 h. 30 : l'Idiot; 668 h. 30 : l'Idiot; 669 h. 30 : l'Idiot; 670 h. 30 : l'Idiot; 671 h. 30 : l'Idiot; 672 h. 30 : l'Idiot; 673 h. 30 : l'Idiot; 674 h. 30 : l'Idiot; 675 h. 30 : l'Idiot; 676 h. 30 : l'Idiot; 677 h. 30 : l'Idiot; 678 h. 30 : l'Idiot; 679 h. 30 : l'Idiot; 680 h. 30 : l'Idiot; 681 h. 30 : l'Idiot; 682 h. 30 : l'Idiot; 683 h. 30 : l'Idiot; 684 h. 30 : l'Idiot; 685 h. 30 : l'Idiot; 686 h. 30 : l'Idiot; 687 h. 30 : l'Idiot; 688 h. 30 : l'Idiot; 689 h. 30 : l'Idiot; 690 h. 30 : l'Idiot; 691 h. 30 : l'Idiot; 692 h. 30 : l'Idiot; 693 h. 30 : l'Idiot; 694 h. 30 : l'Idiot; 69

SOCIÉTÉ

ARMÉE

AU COLLOQUE DE LA GRANDE LOGE FÉMININE Guerre des sexes ou coopération ?

« Femmes, mythes à détruire, réalités à construire » : le thème choisi pour le premier colloque public organisé par la Grande Loge féminine de France (1), samedi 28 avril à Paris, était bien ambitieux et inspiré. Il a fallu le talent des orateurs et l'ardeur d'un public nombreux pour passionner les débats.

Chargée d'études à l'Institut national de la recherche et de la documentation pédagogique, Mme Michèle Berthoz-Froux s'efforça de montrer l'évolution de l'image mythique de la femme dans les civilisations qui ont engendré la nôtre. Tradition celte où la femme est soleil et lumière, principe de vie (en irlandais la mort est au masculin). Tradition égyptienne où Isis n'est que la déesse lumière que parce qu'elle est un satellite du soleil, son époux Osiris. Tradition hébraïque, où « il faut beaucoup chercher pour trouver des images positives ». Tradition chrétienne enfin, où l'image de la Vierge est celle de la passivité « dont on attend qu'une chose : qu'elle intercede ».

Rejet des mythes

A l'écoute de ces mythes presque tous négatifs faut-il glorifier la fonction maternelle de la femme reproductrice ? Le professeur de médecine, André, biologiste, affirme que « la science a été l'aliénation des femmes », mais se défend de vouloir « enfermer les humains dans leur fatalité biologique ». Il releva pourtant que « chacune de nos cellules est sexuée » et détailla le processus de la reproduction

pour lancer finalement un appel aux femmes : « Une mission militante vous est confiée. Vous devez convaincre l'homme d'accorder la priorité absolue à la vie. »

Les accents féministes de Mme André Michel, maître de recherche au Centre national de recherche scientifique, parurent, à la longue, bien systématiques. Chargée d'analyser « l'émergence d'une nouvelle conscience féministe », elle expliqua à l'aide d'une élite unique — « la société patriarcale » — tous les maux de la femme. Elle brossa un tableau épique des « luttes des femmes » depuis la nuit des temps, et surtout les dernières années : luttes dans la vie quotidienne (rejet du mariage et de la famille), économique (lutte contre le mythe de l'expansion), idéologique (lutte contre l'idée de « qualité de la vie qui est pour les hommes la nostalgie de l'époque où la femme restait à la maison à moudre des petits plats »). Même la construction des centrales nucléaires est, selon Mme Michel, le signe de l'échec du patriarcat, qui préfère construire ces centrales « plutôt que des crèches ou des garderies ».

Affirmant aussi que le « racisme sexuel » affectait toutes les femmes « ouvrières ou femmes de milliardaires », Mme Michel résuma ainsi sa pensée : « L'analyse de la lutte des classes est une analyse partielle de la société, car elle occulte la stratification sexuelle. Les esclaves modernes, ce sont bien les femmes. »

Il devait revenir à Mme Evelyne Sullerot, sociologue, de nuancer les nouveaux mythes vulgarisés par un féminisme un

peu hâtif. Pour elle, ce sont tantôt les hommes, tantôt les femmes qui ont le pouvoir : tout dépend du domaine considéré. « L'éducation des enfants n'est pas seulement la tâche d'un seul, mais aussi d'un autre. Pendant les dix-huitième et dix-neuvième siècles, les femmes ont dû se battre pour conquérir le droit de faire l'éducation de leurs enfants. Actuellement la femme en est presque embarrassée. » Dans les domaines économique et politique, ce sont bien les hommes qui ont le pouvoir, mais dans celui du budget familial les femmes gèrent et décident pour les hommes. En outre, et depuis peu de temps, ce sont les femmes qui ont le pouvoir — non négligeable — de la décision dans le domaine de la fécondité.

Mme Sullerot a-t-elle tort ? « Démêler » ainsi les luttes des femmes, comme le lui reprocha une psychanalyste, Lucie Irigaray ? Froide, journaliste, répondit indirectement à ce reproche en définissant les deux êtres qui quêtent aujourd'hui les femmes : « La marginalisation totale (le ghetto du féminisme) est la dilution du combat dans des organisations qui ne sont pas prêtes à lui faire sa place. » Les femmes, ajouta-t-elle, ont des forces en friche qui ne sont pas organisées. Elles pourraient, en s'organisant, accéder à une certaine forme de pouvoir. Mais il faut le faire avec les hommes qui sont d'accord.

Ce désir de ne pas entretenir artificiellement une guerre des sexes, Mme Edwige Froidhume, grande maîtresse de la Grande Loge féminine, l'a exprimé aussi en concluant le colloque : « Toutes les lumières acquises au cours de l'histoire par les femmes et les hommes doivent être associées et se compléter dans un effort mondial » en vue d'aboutir à « un équilibre harmonieux entre les droits et les devoirs de l'homme, les droits et les devoirs de la femme. »

BRUNO FRAPPAT.

(1) 71 bis, rue La Condamine, 75017 Paris. Secrétariat général : 1, rue Saulnier, 75008 Paris, tél. 770-96-74.

A L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE TOULOUSE

Un premier colloque entre universitaires et militaires

De notre envoyé spécial

Toulouse. — « En vous écoutant tous, j'ai le sentiment de n'être pas intelligent. C'est une approche passionnante des problèmes, mais très difficile. » Ces mots de M. Alexandre Sanguinetti, ancien ministre (U.D.R.) et ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, reflètent le sentiment de nombre des participants au colloque, organisé, vendredi 25 et samedi 26 avril à Toulouse, par l'Institut d'études politiques et le Centre d'études de recherches sur l'armée, sur le thème « Le système militaire américain et le système militaire français : perspectives et comparaisons ». A vrai dire, le thème a été davantage effleuré que traité en profondeur, chacun des intervenants, qu'il soit universitaire (sociologue et historien), militaire (professionnel ou responsable politique, tenant à dire — souvent dans un langage de spécialiste impropre à toute véritable communication publique — ce qu'il avait le plus à cœur, sans jamais instaurer ce débat à plusieurs voix que l'assistance attendait.

Et pourtant, le dialogue aurait dû s'établir en raison, d'abord, de la qualité des intervenants. D'autant que, non sans retard sur celle des États-Unis, l'université, en France, commence, à peine, à découvrir les problèmes de la défense, comme en témoignent les cours ou les séminaires qui sont faits à Paris (au centre d'études politiques de défense), à Montpellier (centre d'histoire militaire), à Amiens (à l'université de Picardie), à Toulouse, à l'École nationale d'administration ou à Sciences politiques de Paris, ou encore à Lyon. « Les institutions militaires ont été longtemps presque ignorées de la science politique », a, du reste, regretté M. Paul Ouilas, membre de l'Institut et directeur de l'Institut d'études politiques de Toulouse. Mais, il faut croire, comme l'a remarqué, en conclusion des débats, l'organisateur du colloque, M. Lucien Mandeville, maître de conférence délégué à l'université de Limoges et directeur scientifique du Centre d'études et de recherches sur l'armée, qu'il ne suffit pas de se mettre en présence d'un certain nombre d'acteurs pour

faire surgir des développements de la sociologie militaire. « Ce qui est apparu, a encore observé M. Mandeville, c'est qu'il n'y a pas eu de consensus sémantique et que, quand on parle de système militaire, on ne met pas le même contenu dans cette expression. » Le manque d'unité de ce colloque et l'absence de dialogue véritable sont, sans doute, liés au fait que les hommes politiques, comme M. Alexandre Sanguinetti et Charles Hernu (P.S.), ont eu le souci de réduire les échanges à la stricte analyse de l'actualité, tandis que les universitaires se lançaient dans des abstractions ou des querelles d'école et que les cadres militaires ont relaté leur expérience acquise sur le tas, avec des anecdotes sur les jeunes appelés dans les troupes parachutistes. A l'exception des représentants américains qui ont été, en fin de compte, les seuls à tenter de traiter leur sujet chacune des trois autres catégories d'intervenants s'est enfoncée dans sa propre conception du système militaire, une conception plus ou moins proche de la réalité, souvent statique et comme figée sur les besoins d'une démonstration idéologique.

Avant que M. Jean-Pierre Marriac, maître-assistant à l'université des sciences sociales de Toulouse, ne reconnaisse que « l'université était le temple du verbe », M. André Martel, professeur à l'université Paul-Valéry de Montpellier et directeur du centre d'histoire militaire, a estimé — ce qui n'est contradictoire qu'en apparence — que « les jeunes refusent les structures d'autorité et de hiérarchie, alors qu'on parle de concertation » et il a affirmé que, d'un point de vue historique, « les armées en France étaient utilisées comme les gardiens des lois fondamentales », contre « l'ennemi intérieur ».

Parlant des militaires, M. Sanguinetti a porté le diagnostic suivant : « Ce qui les ronge, c'est qu'ils sont chargés de défendre une société qui se décompose et qui refuse leurs valeurs. Le ma-

laisse de l'armée, c'est le malaise spécifique des sociétés libérales européennes en période de tension continue et d'apogée de l'influx nerveux des nations conquérantes. » A quoi M. Hernu a répliqué : « Les militaires sont des soldats-citoyens, ils ne sont pas des travailleurs sous l'autorité. Il ne faut pas que l'armée rappelle l'usine ou l'entreprise, la société industrielle, c'est-à-dire une société oppressive. »

Commandant le 9^e régiment de chasseurs parachutistes à Toulouse, le colonel Guldhard Juge, au contraire, les jeunes plus disponibles qu'on ne le croit. Dans ces troupes aéroportées, où 95 % des appelés sont des volontaires, sélectionnés physiquement, la recrue arrive « ne connaissant l'armée qu'à travers le milieu familial, miroir déformant », mais elle accepte ensuite « rapidement les responsabilités, dès lors qu'elle est motivée, et elle les assume avec compétence et conscience ». « Plus que jamais, nos officiers, a précisé, de son côté, le général de division Dufour, commandant la 4^e division militaire, doivent être constamment disponibles, des éducateurs exemplaires et des pédagogues de qualité ». Et il a lancé cet appel : « C'est l'un des rôles de l'éducation nationale et de ses maîtres que d'offrir les vocations au service des armes ; ils auront ainsi contribué, à leur manière, à la défense de notre pays. »

Anticipant, sans doute, sur cet appel des militaires, M. Roger Faillard, président de l'université des sciences sociales de Toulouse, avait ouvert le colloque en ces termes : « L'armée et l'université sont deux corps contestés, et une défense mutuelle pourrait être la bienvenue. Ces deux corps participent à une mission commune d'éducation des jeunes, à laquelle ils sont particulièrement sensibles du temps où je suis lycéen et son école sur la formation de l'officier. Peut-être, certains esprits chagrins diront que ces deux corps s'acquiescent mal de cette tâche ».

JACQUES ISNARD.

RELIGION

Un cimetière musulman va être aménagé à Manosque

De notre correspondant

Digne. — Il y a actuellement environ un million de musulmans en France. Malgré l'importance que la grande majorité d'entre eux attachent au problème de l'inhumation selon la loi coranique, aucune solution pouvant le résoudre de façon entièrement satisfaisante n'a été trouvée à ce jour. Il en coûte un minimum de 8 000 francs à une famille musulmane qui (quand elle y est autorisée par le gouvernement arabe dont elle dépend) veut faire enter- rer un des siens en pays natal.

Il y a six mois, un attaché à la préfecture de Digne, M. Si Chérif Ben Zeghdoudi, soumettait à un conseiller municipal de Manosque l'idée d'aménager un cimetière musulman en France. M. Jean Cabanne, conseiller général, maire de Manosque, qui émit un avis favorable, a été nommé à la tête de la commune. M. Ben Zeghdoudi s'est vu confier la responsabilité technique du projet.

Son Excellence Si Hamza Bou-bakeur, recteur de l'Institut musulman de Paris, a envoyé un descriptif des normes musulmanes en la matière.

Ce cimetière musulman comportera une « massala », lieu de recueillement orienté vers La Mecque, identique à celles qu'on trouve dans tous les cimetières arabes. Une maquette doit être soumise prochainement à S.E. Bou-bakeur, et déjà les plus belles classes est une annexe partielle de la société, car elle occulte la stratification sexuelle. Les esclaves modernes, ce sont bien les femmes. »

Il devait revenir à Mme Evelyne Sullerot, sociologue, de nuancer les nouveaux mythes vulgarisés par un féminisme un peu hâtif. Pour elle, ce sont tantôt les hommes, tantôt les femmes qui ont le pouvoir : tout dépend du domaine considéré. « L'éducation des enfants n'est pas seulement la tâche d'un seul, mais aussi d'un autre. Pendant les dix-huitième et dix-neuvième siècles, les femmes ont dû se battre pour conquérir le droit de faire l'éducation de leurs enfants. Actuellement la femme en est presque embarrassée. » Dans les domaines économique et politique, ce sont bien les hommes qui ont le pouvoir, mais dans celui du budget familial les femmes gèrent et décident pour les hommes. En outre, et depuis peu de temps, ce sont les femmes qui ont le pouvoir — non négligeable — de la décision dans le domaine de la fécondité.

Mme Sullerot a-t-elle tort ? « Démêler » ainsi les luttes des femmes, comme le lui reprocha une psychanalyste, Lucie Irigaray ? Froide, journaliste, répondit indirectement à ce reproche en définissant les deux êtres qui quêtent aujourd'hui les femmes : « La marginalisation totale (le ghetto du féminisme) est la dilution du combat dans des organisations qui ne sont pas prêtes à lui faire sa place. » Les femmes, ajouta-t-elle, ont des forces en friche qui ne sont pas organisées. Elles pourraient, en s'organisant, accéder à une certaine forme de pouvoir. Mais il faut le faire avec les hommes qui sont d'accord.

Ce désir de ne pas entretenir artificiellement une guerre des sexes, Mme Edwige Froidhume, grande maîtresse de la Grande Loge féminine, l'a exprimé aussi en concluant le colloque : « Toutes les lumières acquises au cours de l'histoire par les femmes et les hommes doivent être associées et se compléter dans un effort mondial » en vue d'aboutir à « un équilibre harmonieux entre les droits et les devoirs de l'homme, les droits et les devoirs de la femme. »

BRUNO FRAPPAT.

(1) 71 bis, rue La Condamine, 75017 Paris. Secrétariat général : 1, rue Saulnier, 75008 Paris, tél. 770-96-74.

LE CHAPITRE DES DOMINICAINS A PARIS

ÉLIT UN NOUVEAU PROVINCIAL

Les dominicains de la province de Paris, actuellement réunis en chapitre, ont élu, le 23 avril, un nouveau provincial, le Père Albert Baillon.

DNÉ à Paris en 1919, le Père Baillon est entré dans l'ordre en 1937 et a été ordonné en 1943. Depuis 1945, il a exercé au ministère en Scandinavie (Norvège, Danemark et Suède), et il fut conseiller théologique de l'évêque d'Oslo à la dernière session du concile.

UNE MOSQUÉE A L'AÉROPORT ROISSY-CHARLES-DE-GAULLE

L'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle est le seul de France à comporter une mosquée. Située entre l'aéroport et l'avenue catholique-protestante, cette mosquée comprend une salle de prière et une salle d'ablutions. Des tapis et des lustres orientaux, des murs blancs, couleur de pureté, donnent à cette salle son cachet particulier. Les voyageurs y trouvent un téléphone leur permettant de se mettre en relation avec la mosquée de Paris pour tout renseignement dont ils auraient besoin, transmis dans la langue arabe. Des livres sont à la disposition des musulmans de passage, en français, en arabe et en anglais.

Lors de la béatification de César de Bus

PAUL VI DEMANDE QU'ON DONNE AU PEUPLE CHRÉTIEN « UNE BASE CATÉCHÉTIQUE SOLIDE ».

Cité du Vatican. — Paul VI a célébré, dimanche 27 avril, la Béatification du Père César de Bus, né à Cavallone (Vaucluse) en 1844 et fondateur de la congrégation des Frères de la doctrine chrétienne.

Au cours de la messe concélébrée par Mgr Eugène Pélle, archevêque d'Avignon, le pape a évoqué les problèmes posés par la catéchèse aujourd'hui, « dans une période où le monde est en crise, où la plupart des valeurs, même les plus sacrées, sont incontestablement remises en question au nom de la liberté ». Paul VI a demandé qu'un « effort supplémentaire » soit entrepris « avec courage pour donner au peuple chrétien, qui fait le plus grand nombre, une base catéchétique solide, exacte, facile à retenir ». « Il faut donc inculquer aux catholiques (...) un noyau central, un résumé de la foi, azé sur l'essentiel, qui puisse servir de base à des développements adaptés aux circonstances et à la psychologie des auditeurs », a conclu le pape, dont les paroles peuvent paraître une réponse implicite à la controverse suscitée en France par l'annexion catéchuménale.

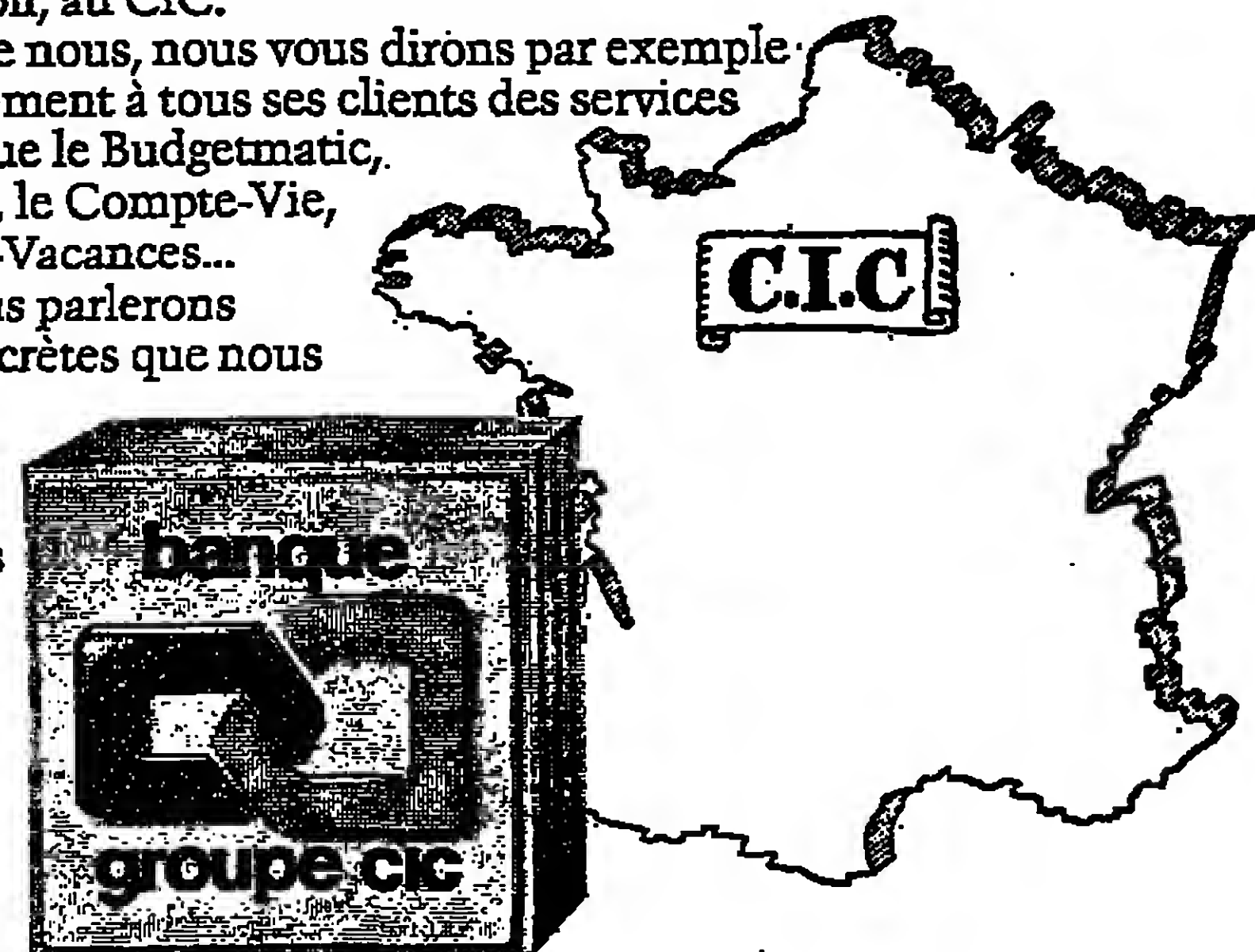
VOUS AVEZ UN PROBLÈME, METTEZ-NOUS EN CONCURRENCE.

CIC C'est le jour où l'on a des problèmes que l'on peut vraiment juger sa banque. Ce que nous vous proposons aujourd'hui est simple : si vous avez un problème précis (ou si vous souhaitez simplement avoir une réponse précise à une question), venez nous voir, au CIC.

Nous vous parlerons de nous, nous vous dirons par exemple que le CIC offre quotidiennement à tous ses clients des services aussi efficaces et pratiques que le Budgetmatic, le Créditmatic, l'Impôtmatic, le Compte-Vie, l'Épargne-Conseil, le Service-Vacances...

Mais surtout, nous vous parlerons de vous, et des solutions concrètes que nous pouvons proposer à votre problème.

Ce n'est que lorsque vous serez persuadé, preuves en mains, que vous pouvez nous demander davantage, que nous vous parlerons, si vous le souhaitez, d'ouverture de compte.



CIC - CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
On peut demander davantage au CIC.

مكتبة ابن الأثير

Le Monde de l'éducation

Le numéro de mai est paru

AU SOMMAIRE

L'ÉGLISE ET L'ÉCOLE

Une interview de Mgr PAILLER, archevêque de Rouen, président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, sur l'éducation, l'enseignement catholique, la loi Debré, les aumôniers, les mouvements de jeunes...

LE RAMASSAGE SCOLAIRE

Tous les matins, 1 700 000 écoliers de six à seize ans prennent le car pour aller à l'école. Une organisation énorme et complexe dans laquelle les bavures ne manquent pas.

FORMER LES MAÎTRES

par Bertrand SCHWARTZ

De toutes les réformes, celle de la formation des maîtres est peut-être la plus urgente — et aussi celle qui est le plus souvent ajournée. Bertrand Schwartz, qui a longtemps étudié cette question aux côtés de M. Fontanet, fait des propositions.

LES COMORES :

UN VESTIGE DE L'ÉCOLE COLONIALE

Dans quelques semaines, ces quatre petits points sur la carte, entre Madagascar et l'Afrique, ne seront sans doute plus français. Le système d'enseignement qu'y laissera la France n'est pas une réussite...

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Suède : les universités face à la « réforme du siècle ». — Belgique : grogne chez les enseignants. — Autriche : les universitaires contre la réforme. — Grande-Bretagne : les syndicats se regroupent. — Québec : les enseignants se mobilisent contre les licenciements. — Maroc : mille coopérants de plus.

VIE DE LA CLASSE

L'ordinateur au lycée. Les nouveaux manuels. Comment choisir un dictionnaire de linguistique ? M. Mazeaud, le sport et l'école. Classes de mer. Jeu : les ramis de mots. Un film de collégiens sur le « périphérique » à Paris.

VOTRE ENFANT ET L'ÉCOLE

Les lycéens tranquilles de Chantilly. L'enfant unique est-il un anormal ? L'été à l'étranger.

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

Compiègne : les difficultés d'un prototype. — Les propositions du patronat. — La formation de « M. Sécurité ». — Le palmarès des « business schools » américaines. — Voyages de vacances.

FORMATION CONTINUE

Concertation aux caisses d'Allocations familiales de Marseille. — L'école des élus locaux. — L'art d'être retraité.

LES REVUES

LES LIVRES

Prix de vente : 5 F

Abonnements (11 numéros par an), voie normale :

Étranger : 68 F

France : 50 F

Voie aérienne sur demande

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09 - C.C.P. 4.208-23

مكتبة الأمل

AUJOURD'HUI

Fête du 1^{er} Mai

LES SERVICES OUVERTS OU FERMÉS

PRESSÉ — Les quotidiens ne paraîtront pas le jeudi 1^{er} mai.
R.A.T.P. — Service réduit des dimanches et jours fériés.
S.N.C.F. — Mise en service de trois cent quarante-trois trains à partir du mercredi 30 avril, dont soixante-sept trains supplémentaires.

GRANDS MAGASINS

— Ils seront fermés le jeudi 1^{er} mai toute la journée.
ALLOCATIONS FAMILIALES — La caisse d'allocations familiales de la région parisienne communique que ses guichets et services d'accueil situés : 10-12, et 18, rue Viala, Paris (15^e) ; 9, rue de Liège, Paris (9^e) ; 64-68, rue du Dessous-des-Berges, Paris (13^e) ; 78, rue du Général-de-Gaulle, à Malmaison-Alfort et Tour Cuvier - Carrefour Pleyel, à Saint-Denis seront fermés du mercredi 30 avril, à 12 heures jusqu'au vendredi 2 mai au matin. Resteront cependant ouverts le 30 avril après-midi les centres de diagnostic et de soins ainsi que les cliniques dentaires.

SECURITE SOCIALE — Les guichets seront ouverts jusqu'à 18 heures le mercredi 30 avril et jusqu'au vendredi 2 mai au matin.

P.T.T. — Les bureaux de poste seront fermés le jeudi 1^{er} mai. Seront ouverts ceux qui le sont habituellement le dimanche. En outre, un bureau sera ouvert de 9 heures à 11 heures au chef-lieu de chaque canton. Ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphiques, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés soit poste restante, soit aux abonnés de boîtes postales.

Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

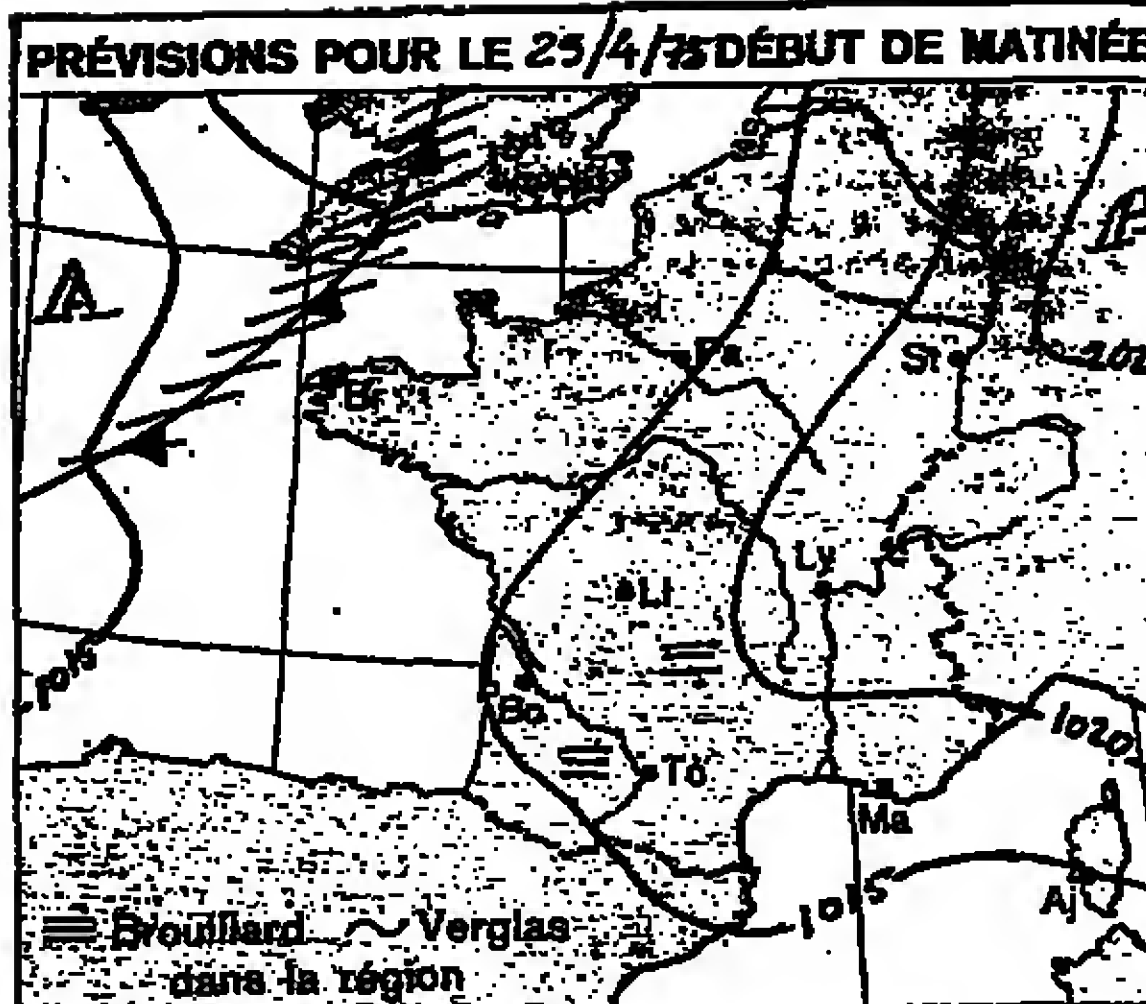
MUSEES — Tous les musées nationaux, le Musée des arts décoratifs, la Bibliothèque nationale et les expositions du musée du Louvre, du Grand Palais et du Musée des arts et traditions populaires seront fermés le jeudi 1^{er} mai à l'exception du musée Condé et du musée Marmottan.

BANQUES — Elles seront ouvertes le mercredi sur heures habituelles, fermées le jeudi 1^{er} mai et rouvriront le vendredi 2 mai au matin.

Colloque

« L'histoire et les historiens du XVIII^e siècle », tel est le thème du colloque qui va se tenir à Aix-en-Provence les 1^{er}, 2 et 3 mai, sous les auspices du Centre aixois d'études et de recherches sur le XVIII^e siècle. Les participants examineront successivement « les discours de l'histoire », ses spécificités, ses rapports avec la politique et la religion, sa philosophie. Le colloque se déroulera au conservatoire national de musique Darius-Milhaud (hôtel de la Tour d'Aigues, 33, rue Joseph Cabessol, à Aix).

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
— Zone de pluie ou neige — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 28 avril à 6 heures et le mardi 29 avril à 24 heures :

Au cours de ces deux jours, le champ de pression restera assez élevé en France mais une perturbation du courant atlantique atteindra les îles Britanniques, puis la mer du Nord et la Norvège. Son front froid pénétrera lentement en France par le nord-ouest et provoquera une évolution orageuse.

Mardi 29 avril, il fera beau le matin sur toute la France avec seulement des brouillards au lever du jour, localisés dans le Sud-Ouest. Les vents, de sud-ouest, dans la zone de temps nuageux et orageux ; ils tourneront au nord-ouest près de la Manche dans la soirée et la nuit en se renforçant un peu.

Les températures maximales s'abaisseront près de l'Atlantique et surtout près de la Manche.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 27 avril 1975 :

DES DÉCRETS

● Relatif à la commission du prélèvement créée par la loi n° 74-1189 du 30 décembre 1974 instituant un prélèvement conjonctuel, décret nommant le président de cette commission et arrêté du 24 avril 1975 relatif au nombre des sections et à la présentation des demandes à ladite commission.

● Fixant les règles d'exploitation de la chasse sur le domaine public maritime et sur la partie des cours d'eau domaniaux situés à l'aval de la limite de salure des eaux.

UNE CIRCULAIRE

● Relative aux zones naturelles d'équilibre de la région parisienne.

Lundi 28 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1017,9 millibars, soit 763,5 millimètres de mercure.

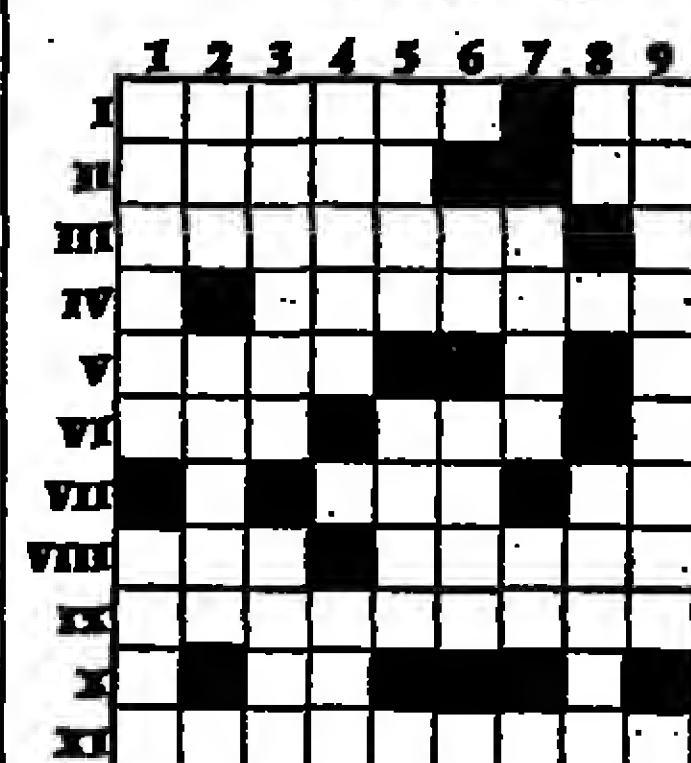
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 avril ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 avril) : Biarritz, 19 et 10 degrés ; Bordeaux, 25 et 10 ; Brest, 19 et 5 ; Caen, 17 et 4 ; Charbourg, 15 et 7 ; Clermont-Ferrand, 20 et 5 ; Dijon, 20 et 7 ; Grenoble, 20 et 7 ; Lille, 17 et 7 ; Lyon, 20 et 9 ; Marseille, 22 et 11 ; Nancy, 18 et 3 ; Nantes, 21 et 8 ; Nice, 15 et 10 ;

Paris - Le Bourget, 20 et 6 ; Pau, 24 et 9 ; Perpignan, 21 et 8 ; Reims, 21 et 6 ; Strasbourg, 19 et 3 ; Tours, 20 et 7 ; Toulouse, 24 et 9 ; Ajaccio, 20 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 14 et 8 degrés ; Athènes, 17 et 8 ; Bonn, 17 et 4 ; Bruxelles, 18 et 7 ; Le Caire, 27 et 17 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 10 et 1 ; Genève, 19 et 3 ; Lisbonne, 23 et 12 ; Londres, 16 et 10 ; Madrid, 23 et 9 ; Moscou, 15 et 6 ; New-York, 12 et 9 ; Palma-de-Majorque, 23 et 12 ; Rome, 19 et 5 ; Stockholm, 14 et 1 ; Téhéran, 22 et 15.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1138



HORIZONTALEMENT

I. Le fait qu'elle soit courte ne l'empêche pas, bien souvent, d'être très significative : Quelle horreur ! — II. Entourage figuré d'un enfant gâté : Dans le bas d'un acte républicain. — III. Il n'est pas donné à n'importe qui de les apprivoiser. — IV. Ancienne principauté. — V. Les travaux de la campagne lui ont donc été favorables. — VI. Fronçon inversé : On le supérieur, placé à l'intérieur, ne pouvait pas voir le postérieur de son inférieur. — VII. A l'encolure épaisse : Orientation. — VIII. On le met à tout...

tes les saucis : Vit dans les détritus. — IX. Dérive souvent fois un front royal. — X. Note. — XI. Peu attristant.

VERTICALEMENT

1. L'initiale d'une effusion : Est aussi froid que le marbre. — 2. Invite une conquête à ne pas s'endormir : Envoyer des fleurs. — 3. Permet parfois de mesurer la puissance en valeur : Réduits de volume. — 4. Laid comme un singe ! : Demande de supplément. — 5. N'est donc pas superflu : De la neige. — 6. Fin de partie : Put la part du feu. — 7. Affécté spécial : Fruit épilé. — 8. Terme musical : Plaines compositions. — 9. Out des idées plus ou moins lumineuses.

Solution du problème n° 1137

HORIZONTALEMENT

I. Photo. — II. Hôte. — III. Tôt. — IV. Avez. — V. Mieux. — VI. Avez. — VII. Avez. — VIII. Avez. — IX. Avez. — X. Avez. — XI. Avez.

VERTICALEMENT

1. Pharmacie. — 2. Ha !. — 3. On. — 4. Ouvre. — 5. Ouvre. — 6. Anna. — 7. Ev. — 8. Dentiers. — 9. Eau. — 10. Eau. — 11. Eau.

GUY BROUTY.

TWA.

2 vols quotidiens sans escale pour New York.

En 747. Départ 12 h. Arrivée 14 h 55
En 707. Départ 15 h. Arrivée 18 h 20*

Appelez votre agent de voyages ou TWA.
Demandez nos nouveaux tarifs réduits.

TransWorld Service TWA.

Le Monde

Servies des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
et COMMUNAUTÉ (sans Algérie)
50 F 100 F 150 F 200 F

TOUTES PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 288 F 432 F 576 F

ÉTRANGERS
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 230 F 345 F 460 F

IL - TUNISIE
125 F 250 F 375 F 500 F

Par voie aérienne
sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse d'adresses ou provisions (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en lettres d'imprimerie.

ÉDITÉ PAR LA S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Imprimeur : Imprimerie de la Presse, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

Reproduction interdite de tous articles, sous réserve de l'administration.

emploi international

LE SERVICE Central de Recrutement et de Développement des Ressources Humaines et de l'Administration des Ressources Humaines

QUATRE (4) SPÉCIALISTES QUELQUES

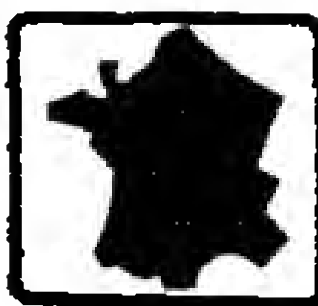
1. Ingénieur diplômé de grandes écoles
2. Géophysicien
3. Ingénieur métallurgiste ou chimiste
4. Statisticien

ESRO
THE EUROPEAN SPACE RESEARCH ORGANIZATION (member of the EUROPEAN SPACE OPERATIONS CENTRE (ESOC) situated at Darmstadt (Germany))

HEAD OF THE SUPPORT OFFICE (ref. VN 1)

ENGINEER IN THE PROJECT COORDINATION GROUP
in the Office for Coordination and Management (ref. VN 2)

PLANNING ENGINEERS IN THE PLANNING AND CONTROL GROUP of the Office for Coordination and Management (ref. VN 2 and VN 3)



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



chaîne nationale prop

créée en 1967, en 1975 nous distribuons 50 % du marché national en produits d'assainissement (savons de toilette) destinés à l'industrie, aux collectivités administratives ou médicales, à l'hôtellerie. Cette expansion nous amène à créer, pour notre établissement de LISIEUX, le poste de

directeur des ventes

en étroite liaison avec le Directeur Général, il devra définir les objectifs et animer l'action de la force de vente (2 chefs de ventes, 10 représentants) sur le secteur Haute et Basse Normandie. Il participera personnellement à la création et à l'animation d'un nouveau département. Il assurera au siège l'administration commerciale. Ce poste conviendrait à un homme de 30 ans minimum, de formation supérieure (Sup. de Ca., E.S.C.) désirant évoluer à moyen terme vers une fonction de Direction Générale à prédominance commerciale, dans une petite unité (20 personnes) au développement rapide, afin d'élargir une première expérience réussie comme Animateur des Ventes.

Ecrire avec CV détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence 1489 M, à plein emploi 10 rue du mail Paris 20

1) DEUX INGÉNIEURS COMMERCIAUX

(Agences d'Angoulême et Limoges)
• pour réaliser les objectifs qu'ils auront définis avec la Direction commerciale.
Travail d'équipe avec les services d'exploitation; possibilité de gestion au poste de Directeur d'Agence; rémunération 45 à 55.000/An.
Ces postes nécessitent une expérience de 2 à 3 ans de vente; formation supérieure appréciée.

2) UN ANALYSTE DE GESTION

(Siège de Limoges)
• pour détecter, analyser les tactiques de diminution des coûts
• rechercher les processus de simplification des opérations administratives;
• élaborer des plans, à M.T. en liaison avec le service de gestion.
Ce poste conviendrait à un récent diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience de 2 à 3 ans dans l'analyse de la gestion; rémunération 50 à 70.000/An.
La Société prendra en charge les frais de déménagement éventuellement nécessaires pour ces postes. Envoyer lettre manuscrite avec CV et photo, sous réf. 5 991, en précisant poste visé au Cabinet JEAN TIMAR 12, rue Victor-Massé, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ ELF POUR LA RECHERCHE ET L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

7, rue Napoléon - 75015 Paris

recherche pour son CENTRE DE RECHERCHES situé dans la REGION TOULOUSAINE

UN INGENIEUR PHYSICIEN

GRANDE ECOLE (X - Mines - Centrale - Arts et Métiers...) ou DOCTEUR ES-SCIENCES. Spécialité mécanique des fluides. Très bonne connaissance de l'Anglais. Sera chargé d'études et de recherches concernant les problèmes d'écoulement en milieux poreux liés à l'exploitation des gisements d'huile et de gaz. Aptitude à l'expatriation Outre-Mer dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire sous référence No 5243 avec C.V. et photo, ELF-PRE Département Développement Formation-75739 PARIS CEDEX 15.

CREUSOT-LOIRE

Le Département ORGANISATION de CREUSOT LOIRE

constitué en unité autonome de conseil, recherche des

INGENIEURS

ayant la pratique de la profession, pouvant faire état de références sérieuses acquises dans des entreprises diverses dans les domaines de la technique et gestion. Dotés d'une solide formation de généralistes, réels praticiens et familiarisés avec les contacts à tous niveaux, ces Ingénieurs devront être prêts à assurer leur fonction auprès des diverses unités du Groupe.

Seules seront examinées les candidatures de professionnels de l'organisation. Ecrire avec C.V. et prétentions au Chef du Département Organisation, B.P. 34 42701 FIRMINY.

Pour ses Laboratoires Européens de Recherche Appliquée qui s'implantent à Sophia-Antipolis, commune de VALBONNE (Alpes-Maritimes)

ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

recherche

10 CHIMISTES

Niveau Ecole Supérieure de Chimie ou licence. Débutant ou ayant 2 ou 3 ans d'expérience.

15 AIDE-CHIMISTES

Niveau brevet technique Supérieur. Débutant ou quelques années d'expérience.

Pour tous ces postes l'ANGLAIS est indispensable.

5 SECRÉTAIRES

Bilingues français-anglais.

1 SECRÉTAIRE DIRECTION

Bilingue français-anglais.

1 STANDARDISTE-RÉCEPT.

Trilingue français-anglais-allemand.

Ces laboratoires sont chargés des études d'application des produits du Groupe ROHM AND HAAS, utilisés principalement dans les industries du plastique, du cuir, de la peinture, du papier, du textile, du pétrole, du traitement des eaux et des fibres synthétiques.

Env. C.V. au Chef du Personnel, Rohm and Haas, 185, rue de Bercy, 75579 Paris Cedex 12.

LABORATOIRES MERCK SHARP & DOHME - CHIBRET

Filiale d'un des plus importants Groupes Pharmaceutiques Mondiaux

recherchent pour leur Usine de CLERMONT-FERRAND

pharmacien de production

Ayant une première expérience (3 à 5 ans) de la production pharmaceutique, il aura, sous l'autorité du Responsable de Production de l'Usine, la charge d'un secteur d'activité comprenant des opérations de fabrication et de Conditionnement.

Ce poste nécessite à la fois :
- de solides connaissances techniques
- des aptitudes à la gestion budgétaire
- le sens des relations humaines et du commandement
- une très bonne connaissance de l'anglais, lu écrit et parlé.

L'expansion du Groupe permet des perspectives de carrière en fonction de la réussite dans ce poste.

Ecrire avec C.V. manuscrit détaillé, photographique, prétentions aux : Laboratoires CHIBRET 200, boulevard Edouard Clémentel 63018 - CLERMONT-FERRAND.

MSD MERCK SHARP & DOHME

recherche pour son CENTRE DE RECHERCHES situé dans la REGION TOULOUSAINE

UN INGENIEUR PHYSICIEN

GRANDE ECOLE (X - Mines - Centrale - Arts et Métiers...) ou DOCTEUR ES-SCIENCES. Spécialité mécanique des fluides. Très bonne connaissance de l'Anglais. Sera chargé d'études et de recherches concernant les problèmes d'écoulement en milieux poreux liés à l'exploitation des gisements d'huile et de gaz. Aptitude à l'expatriation Outre-Mer dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire sous référence No 5243 avec C.V. et photo, ELF-PRE Département Développement Formation-75739 PARIS CEDEX 15.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION d'engrais nationale recherche le

RESPONSABLE DE SON UNITÉ D'EXPLOITATION

située à proximité d'une ville universitaire. Cet homme de 35 ans minimum aura pour mission d'organiser et de contrôler l'activité de l'établissement (gestionnaire et opérationnel), d'optimiser la productivité et la rentabilité, d'assurer la gestion du personnel sur place, de veiller à la mise en œuvre de ce qui permettra le meilleur service à la clientèle. Il dépendra directement du siège (Paris).

Ce poste nécessite une expérience solide de responsable d'établissement et une formation certaine à la fonction et personnel.

Adresser C.V. man. et prêt. à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous réf. 56.708.

IMPT GROUPE CONSTRUCTIONS MECANIQUES

EXPORTATEUR de biens d'équipements et d'ensembles industriels

recherche POUR SA DIRECTION FINANCIERE

SPECIALISTE COMMERCE EXTERIEUR

ayant plusieurs années d'expérience de PROBLEMES COMMERCIAUX ET FINANCIERS A L'EXPORTATION.

Anglais souhaité. RESIDENCE REGION RHONE-ALPES.

Ecrire avec C.V. et photo à No 5288 CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 q.tr.

Importante Société de produits de luxe de réputation mondiale implantée dans ville universitaire, 100 km Paris, recherche :

CHEF DE PRODUITS

DIPLOME H.E.C., I.E.P., E.S.S.E.C. ou LICENCE SCIENCES ECO.

Possédant 4 ans expérience minimum chez Annonceur ou Cabinet Conseil.

Une formation solide d'un service informatique vivement appréciée.

Dans le cadre de la gestion des produits, il devra :

- Collecter, centraliser et interpréter les informations sur les produits ;
- Mettre et mettre en œuvre les recommandations d'un plan marketing.

Excellente connaissance en Anglais et en Allemand exigée.

Appointements suivant expérience.

Ad. C.V. prêt. et photo sous numéro 5.500. CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

THOMSON-CSF

Centre de THONON (Haute-Savoie)

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

E.S.A.M. ou E.C.P. orientation électronique

pour fabrication et qualité

Adresser lettre, curriculum vitae détaillé et photo au Chef du Personnel THOMSON-CSF, Boite Postale 84, 74200 THONON.

Groupe RATIER-FOREST-G.S.P. MACHINES-OUTILS

développant sur le marché national à l'exportation la gamme de ses matériels

recherche :

Jeune INGÉNIEUR

s'intégrant à une équipe très dynamique d'ingénieurs de moins de 30 ans

Capable de donner une nouvelle dimension au produit « MACHINE A TAILLER ».

Expérience tailleur d'engrenages souhaitée.

Salaire en rapport avec les possibilités de réussite du candidat.

Lieu de travail : Albert (Somme).

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et N° 5.536 : cabinet leconte 4, rue André Courbet, PARIS-18^e

A VANNES Entreprise Alimentaire

recherche

ADJOINT DE RESPONSABLE DE DEPARTEMENT

Le développement de l'entreprise au sein d'un groupe puissant, conduit à déléguer à un ADJOINT 50 % des questions administratives, gestion des ventes, relations sociales (50 personnes) et une partie des achats ainsi que la gestion des stocks.

Il faut un gestionnaire et possible 2500+3 ans d'expérience.

Pour réponse rapide, écrire avec C.V. détaillé + photo sous référence 321 à Maitre 31221.

Centre P.S.I. 9 rue Lafayette 44000 Nantes

Important Groupe Pharmaceutique

recherche

UN DIRECTEUR DE GAMME DE PRODUITS

Ce cadre supérieur, rattaché à la Direction Marketing France, aura la responsabilité du budget, des résultats et du développement d'une gamme de spécialités à base de vitamines et des spécialités pour la sphère digestive.

Il devra être Médecin ou Pharmacien et posséder une expérience de plusieurs années dans le Marketing pharmaceutique.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à No 5.077. CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT

dans une entreprise de construction mécanique à dimension humaine, située en NORMANDIE (entre Dieppe et Fécamp).

Sera chargé de missions précises concernant :

- recherche et développement de nouveaux produits ;
- amélioration des méthodes et produits ;
- organisation et gestion des ateliers.

LE DEVELOPPEMENT DE CARRIERE SERA RAPIDE.

Le candidat, A.M. ou équivalent (1^{er} IAE) souhaité, anglais apprécié, doit posséder une expérience de 5 ans en production et méthodes.

Adresser C.V. détaillé en précisant les prétentions de salaire et motivations, sous réf. 75021 à :

CENTRE DE SYNTHÈSE

10, rue de Lénine - 75008 PARIS

PAU

Chef Comptable

POSTE A CRÉER

Nous nous installons à PAU, regroupant plusieurs activités de production et commercialisation d'équipements médicaux pour établissements hospitaliers et collectivités. Nous formons une société nouvelle dans un cadre neuf, filiale d'un très grand groupe pharmaceutique. Notre développement est assuré.

Nous recherchons notre Chef Comptable, membre de nos cadres, qui doit nous aider à réaliser avec le maximum d'efficacité la transition et l'implantation nouvelle de notre société. Ses responsabilités sont larges : comptabilité générale, C.E., bilan, trésorerie, fiscalité, relations avec les banques et administration du personnel (200 personnes). Il participera avec la direction à la mise en place de la comptabilité analytique.

Ce poste conviendrait à un homme ayant une formation niveau D.E.C.S. ou des connaissances en informatique, très expérimenté en comptabilité, sachant organiser et superviser les activités d'un service, qui, dès le départ, sera un des piliers de notre société.

Rémunération importante.

sélé CEGOS

garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier (autre réf. C.V. 662) sous réf. M. 75.174, 33, rue Gallieni, 92153 SURESNES.

Responsables des services administratifs

Société de Produits Chimiques, 1400 personnes, 2 unités de production, Filiale d'un groupe multinational, nous vous proposons ce poste dans notre usine située à REIMS.

Rattaché au Directeur de l'usine, vous prendrez en charge :

- La comptabilité analytique
- La comptabilité générale
- La gestion du personnel : paie, recrutement, mouvements de personnel.

Vous avez une formation comptable D.E.C.S. ou Ecole de Commerce et un début d'expérience professionnelle en milieu industriel.

Envoyez C.V. à HENKEL FRANCE DRH B.P. 119 63000 Nogent sur Vesle

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

DEPARTEMENT MOTEURS à SAINT-DENIS

recherchent

POUR SON DIRECTEUR COMMERCIAL

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

- ayant le sens des responsabilités capable organiser seule les voyages expédier affaires courantes
- parfaite connaissance de l'anglais notions espagnol souhaitées

proximité gare SNCF

Ecrire avec C.V. détaillé 2 Quai de Seine 93203 SAINT-DENIS.

USINE MÉTALLURGIQUE

APPARTENANT À UN GROUPE IMPORTANT recherche pour son usine

de FEST

DIRECTEUR D'USINE

Formation A. M. ou équivalent

ayant expérience travail métaux en feuilles

Langue allemande appréciée

LOGEMENT ASSURÉ

Adresser C.V. et prétentions, n° 5.077

Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Très importante Société industrielle produisant matériel électromécanique en grande série, 1700 personnes

COTE ATLANTIQUE ingénieurs débutants

(ou presque)

EDP - A.T.M. - ENI

Chargés de missions ponctuelles et diversifiées en production pendant un an, ils seront ensuite chargés de responsabilités opérationnelles ou de commandement.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par

Information Carrière SVP 11.11 de 9h à 18h

qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Références 577 37, rue du Général Foy 75008 Paris.

offres d'emploi

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

DEPARTEMENT MOTEURS à SAINT-DENIS

recherchent

POUR SON DIRECTEUR COMMERCIAL

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

- ayant le sens des responsabilités capable organiser seule les voyages expédier affaires courantes
- parfaite connaissance de l'anglais notions espagnol souhaitées

proximité gare SNCF

Ecrire avec C.V. détaillé 2 Quai de Seine 93203 SAINT-DENIS.

USINE MÉTALLURGIQUE

APPARTENANT À UN GROUPE IMPORTANT recherche pour son usine

de FEST

DIRECTEUR D'USINE

Formation A. M. ou équivalent

ayant expérience travail métaux en feuilles

Langue allemande appréciée

LOGEMENT ASSURÉ

Adresser C.V. et prétentions, n° 5.077

Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Très importante Société industrielle produisant matériel électromécanique en grande série, 1700 personnes

COTE ATLANTIQUE ingénieurs débutants

(ou presque)

EDP - A.T.M. - ENI

Chargés de missions ponctuelles et diversifiées en production pendant un an, ils seront ensuite chargés de responsabilités opérationnelles ou de commandement.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par

Information Carrière SVP 11.11 de 9h à 18h

qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Références 577 37, rue du Général Foy 75008 Paris.

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

DEPARTEMENT MOTEURS à SAINT-DENIS

recherchent

POUR SON DIRECTEUR COMMERCIAL

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

- ayant le sens des responsabilités capable organiser seule les voyages expédier affaires courantes
- parfaite connaissance de l'anglais notions espagnol souhaitées

proximité gare SNCF

Ecrire avec C.V. détaillé 2 Quai de Seine 93203 SAINT-DENIS.

USINE MÉTALLURGIQUE

APPARTENANT À UN GROUPE IMPORTANT recherche pour son usine

de FEST

DIRECTEUR D'USINE

Formation A. M. ou équivalent

ayant expérience travail métaux en feuilles

Langue allemande appréciée

LOGEMENT ASSURÉ

Adresser C.V. et prétentions, n° 5.077

Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

DEPARTEMENT MOTEURS à SAINT-DENIS

recherchent

POUR SON DIRECTEUR COMMERCIAL

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

- ayant le sens des responsabilités capable organiser seule les voyages expédier affaires courantes
- parfaite connaissance de l'anglais notions espagnol souhaitées

proximité gare SNCF

Ecrire avec C.V. détaillé 2 Quai de Seine 93203 SAINT-DENIS.

USINE MÉTALLURGIQUE

APPARTENANT À UN GROUPE IMPORTANT recherche pour son usine

de FEST

DIRECTEUR D'US

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	38,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	85,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	28,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Un des Premiers Groupes Français
assure renforcer
l'Etat-Major Commercial
d'une de ses Branches d'activité
par l'adjonction d'un nouveau

DIRECTEUR DES VENTES

Mission : assurer la diffusion de Biens de Consommation durables, à travers un vaste réseau commercial.

Responsabilités : très étendues : définition, fixation et réalisation des objectifs. Gestion et animation d'une force de vente importante. Négociations haut niveau. Gestion du budget public.

Profil : Personnalité affirmée, 33 ans minimum, formation supérieure, expérience significative dans une activité similaire. Ambition, désir de faire une véritable carrière (qui ne se limitera pas à ce poste) dans le Groupe.

Rémunération : non inférieure à 110.000 F

Ecrire Service B

JUSTET

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
recherche pour son Siège Social PARIS

CREDIT MANAGER

FORMATION SUPERIEURE

Connaissances demandées :
— Gestion Comptes Clients
— Crédit
— Recouvrement
— Contentieux
— Enquêtes solvabilité
— Anglais souhaitable.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous No 5008 à CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Banlieue NORD Immédiate

UN COLLABORATEUR QUALIFIÉ

APTITUDES REQUISES :

— Niveau BAC et DUT Gestion du PERSONNEL ;
— Bonnes notions législation sociale et de la paie, avec expérience de quelques années ;
— Bonnes aptitudes au calcul.

Emploi stable et intéressant.

Ecrire avec références et prétentions à no 5238, CONTESSÉ Publiété, 20, av. Opéra, Paris-17^e, q. tr.

Nous sommes un très gros utilisateur télétraitement d'IMS en FRANCE,

Nous disposons du matériel IBM suivant :

- 2 x 370/168 - 3000 K chacun,
- 1 x 370/158 - 3000 K
- 300 terminaux téléprocessing à ce jour.

Vous êtes :

chefs de projet analystes ingénieurs système programmeurs

Vous êtes intéressés par les bases de données et le téléprocessing.

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS !

ECRIEZ-NOUS !

GIE

Service du Personnel (sous référence 6540 M)
Tour Franklin - Cédex 11
92081 - PARIS La Défense.



emplois régionaux

Importante Société Industrielle

recherche

pour son Usine située

REGION NORD de la FRANCE

CHEF de PERSONNEL

EXPERIMENTE

Adresser C.V., photo et prêt. à No 5087, CONTESSÉ Publiété 20, avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EXPORTATRICE
EN PLEINE EXPANSION
LEADER DANS SA SPÉCIALITÉ recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Grandes Ecoles Position II ou III

Bonnes connaissances en électronique et en assemblage industriel.

Salaire région parisienne - Avantages sociaux. Lieu de travail : ORLÈANS.

Ecr. avec C.V. présent. à n° 04.032 CONTESSÉ Publiété, 20, avenue Opéra, PARIS-17^e, q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE

en pleine expansion

recherche

ACHETEUR CONFIRMÉ

27 ans minimum. Poste de responsabilité. Expérience en mécanique. Résidence Midi-Pyrénées. Région agréée.

Ecr. N° 5 8946 HAVAS 31002 TOULOUSE CEDEX.

ASSOCIATION ROANNAISE de FORMATION PROFESSIONNELLE recherche

JEUNE CADRE ASSIST. DE FORMATION

27 ans minimum. Formation supérieure. Une expérience d'enseignement moyenne 2 à 3 ans minimum. Une expérience de formation commerciale est indispensable. La mission réclame goût et sens des contacts humains, et des capacités réelles en organisation.

Rémunération départ minimum : 40.000 F.

Ecrire Service A PSYCHOLOGIE APPLIQUÉE JUSTET 4, rue Brev - PARIS-17^e.

LE CREDIT AGRICOLE DU DOUBS recherche pour

BESANCON

UN COLLABORATEUR

Mission :
— Apporter une assistance technique dans la gestion des agences ;
— Aider à la création d'outils de gestion ;
— Concevoir, tester et mettre en place des méthodes de mesure de la charge administrative des agences.

Profil :
— Format. IUT ou équival. ;
— Bonnes connaissances bancaires ;
— Esprit d'analyse et sens de l'innovation ;
— Aptitude aux contacts humains.

Envoyer lettre de candidature manuscrite et C.V. à C.P.A.M. du DOUBS BP 1157, 25003 BESANCON CEDEX.

SERVICE MEDICAL INTERENTREPRISES recherche

Méthode de Travail temps complet, pour visites médicales en cabinet, région VOIRON. De suite. Ecr. à Service Médical Interentreprises, 22, avenue Jules-Ravel, 38590 VOIRON.

BANQUE REGIONALE (Ville universitaire SUD-EST)

recherche

JURISTE CONFIRMÉ

Le candidat, licencié en Droit, sera responsable :
— des recrutements ;
— de la diffusion et de l'application pratique de l'information juridique.

Expérience bancaire (Service Juridique) indispensable. Connaissances fiscales appréciées. Poste à pourvoir rapidement.

Rémunération selon compétences.

Adr. C.V. dét. et prétentions, sous numéro 8.441, « Le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-8^e.

CENTRE DE CONSULTATIONS recherche pour BORDEAUX des

JURISTES DE DROIT PRIVÉ

ayant une solide formation théorique, licence en droit au minimum.

Une expérience d'enseignement en faculté, de notaire, avocat, etc., serait appréciée.

Situation stable et rémunération intéressante.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : CRIDON BORDEAUX-TOULOUSE 5, rue Mably, 33000 BORDEAUX.

USINE SIDÉRURGIQUE DU CENTRE

recherche pour postes de fabrication emboutissage et émaillage

INGÉNIEURS A.M. ou assimilés

Âgés de 30 ans au minimum, avec 5 années de pratique.

Ecrire sous N° 4.406 à CONTESSÉ Publiété, 20, avenue de l'Opéra, Paris-17^e, qui transmettra.

CENTRE DEPARTEMENTAL INTERPROFESSIONNEL DE FORMATION PARENTS recherche

DIRECTEUR

très qualifié, de formation technique supérieure avec expérience professionnelle et administrative. Le cas échéant, adresser curriculum vitae avec photo au n° 1429, « Le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-8^e.

BANQUE GRENOBLE recherche

JEUNE CADRE

Diplômé supérieur, 3 ou 4 ans d'expérience bancaire commerciale, intéressé par commerce extérieur. Si nécessaire, formation plusieurs mois assurée. Ecr. n° 828 « Le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75247 Paris.

Nous recherchons

UNCADRE (HOMME ou FEMME)

RESPONSABLE de l'ANIMATION et de la GESTION d'un établissement d'enseignement supérieur

Le poste est à CREER à l'intérieur d'un grand centre d'enseignement supérieur situé dans la proche banlieue de Paris.

Les candidats doivent avoir :

• une formation supérieure en gestion, • des connaissances éprouvées dans le commerce international.

Leurs qualités majeures doivent être :

• l'ouverture d'esprit, • le sens pédagogique, • l'énergie, • et l'autorité.

De sérieuses connaissances de l'anglais et si possible d'une autre langue sont souhaitées.

Le poste est à pourvoir RAPIDEMENT

Si vous êtes intéressés par le milieu étudiant et désirez de faire des années de carrière dans la formation au commerce international, écrivez en envoyant C.V., références et prétentions (discretions absolues assurées) sous n° 75.042

CAPIE 18, rue Volney 75002 PARIS

IMPORTANTE PUBLICATION FISCALE recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE RÉDACTION

pour animer et coordonner, sous l'autorité du Directeur-Rédacteur en Chef, les divers services de Rédaction tant intérieurs qu'extérieurs.

Ce poste, doté de réelles responsabilités, exige, outre une formation supérieure, une expérience confirmée de la fiscalité sous tous ses aspects.

Cette expérience aura été acquise dans l'administration, dans un Cabinet de Conseil ou dans une entreprise importante.

Le candidat retenu, âgé de 40 ans minimum, aura une aptitude et un goût certains pour l'information et la rédaction.

Rémunération élevée en fonction des compétences acquises.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Une lettre manuscrite et un C.V. très complet seront adressés sous la référence numéro 521, à :

centor 13 bis, rue B.-Monnier, 75006 PARIS.

qui tr. Le secret absolu des candidats est assuré.

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ MATÉRIEL T.P. recherche

INGÉNIEUR MÉTHODES

AM, ECAM, ENSI, INSA, ENSEM, ECP avec complément BTE

Expérience minimum 3 ans méthodes d'entretien dans industrie mécanique ou activités trav. noués. Anglais indispensable

Ecrire à n° 5.734, CONTESSÉ Publiété, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

SOCIÉTÉ ELF POUR LA RECHERCHE ET L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

7, rue Nèlton - 75015 Paris

recherche

INGENIEUR

Chargé de superviser la négociation et l'établissement d'importants contrats de travaux et services avec coordination des différentes spécialités impliquées.

FORMATION : Diplôme Ingénieur Grande Ecole ou Doctorat en Droit.

Parfait bilinguisme (Anglais/Français) exigé.

EXPERIENCE : au moins 10 ans de négociation à un haut niveau de contrats (branche pétrolière de préférence).

Expérience du travail dans une société d'ingénierie très appréciée.

Ecrire sous référence No 4689 à ELF-RE, Département Développement Formation 75739 PARIS CEDEX 15.

ingénieurs FABRICATION, CONTROLE, ENTRETIEN

En raison de la forte progression de ses activités, un fabricant d'outils spécialisés est amené à renforcer ses équipes d'ingénieurs affectés respectivement au CONTRÔLE, à la FABRICATION et à l'ENTRETIEN.

Il est intéressé par les candidatures de jeunes ingénieurs (Centrale, A.C.I., I.D.N., ENSA et ENSI...) ayant si possible quelques années d'expérience dans l'une ou l'autre de ces fonctions, auxquels il assurera une véritable carrière.

Par ailleurs, un poste de CHEF DE SERVICE est à pourvoir pour lequel est recherché un spécialiste ENTRETIEN ayant une réelle habitude de l'encadrement et du commandement.

Lieu de travail : banlieue parisienne.

Ecrire très rapidement aux Conseils en Recrutement d'Eurequip sous référence 10/138/M.

EUREQUIP 19, rue Yves du Manoir - B.P. 30 92420 Nanterre

Pour différents secteurs de son service Organisation

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER QUARTIER INVALIDES recherche

CHEFS DE PROJET

pour étudier, définir, proposer, mettre en place les procédures de gestion manuelle et AUTOMATIQUE de produits bancaires et para-bancaires.

• Formation impérieuse.

• Expérience minimale de 5 ans informatique de gestion.

• Connaissance des opérations bancaires appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 2031 COOPAF - 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

مكتبة المصطفى

offres d'emploi

DIRECTEUR DES VENTES
Transport par conteneurs

Nous sommes l'une des sociétés de transport par conteneurs dont l'expansion est des plus rapides dans sa spécialité, en Europe. Notre domaine particulier est le transport intégré, porte à porte, en short sea.

Nos opérations s'effectuent entre la Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Europe Continentale, et nous comptons à développer nos activités sur le marché français.

C'est pourquoi nous recherchons pour la France un

DIRECTEUR DES VENTES

- ayant une expérience confirmée de la vente dans le transport maritime ou toute autre forme de transport international;
 - parfaitement bilingue anglais-français.
- Il sera âgé de 25 ans minimum.
- La base de travail est située dans la région parisienne, mais il sera appelé à se déplacer fréquemment en France pour des courtes périodes et occasionnellement en Europe.
- Le salaire sera lié à l'expérience et à la compétence du candidat.

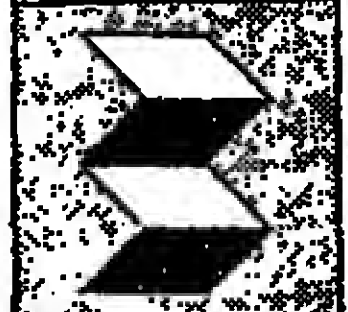
Veuillez répondre en adressant votre C.V. à :

R.P. Ottenhoff, Directeur des Ventes pour l'Europe

BELL LINES

aux bons soins de
Promotion International
63, Rue de Pontéilieu,
75008 Paris, qui transmettra.

Discretion absolue assurée.



INGENIEUR
adjoint au
secrétaire général

BANLIEUE NORD - 80.000 F. +

- Vous avez un diplôme d'INGENIEUR qui vous prépare à être l'interlocuteur de techniciens et d'industriels. Votre expérience de l'entreprise et votre goût vous ont conduit à traiter en organisateur et en gestionnaire de nombreux problèmes administratifs, comptables, juridiques, financiers, de personnel, etc...

- Le Secrétaire Général du Département Mécanique (C.A. 500 Millions) d'une Société française de 10.000 personnes souhaite vous déléguer des fonctions opérationnelles et vous confier des missions plus ponctuelles.

- Poste d'avenir pour tout candidat de valeur, au sein d'un Département leader européen.

Adresser C.V. détaillé à Hervé LE BAUT sous référence 9118/B à

BOSSARD SELECTION
12, rue Jean Jaurès - 92857 PUTEAUX
(Membre de SYNTec et de l'ANICP)

radar géant

recherche

pour de futures OUVERTURES
HYPERMARCHÉS

DIRECTEURS

CHEFS DE DÉPARTEMENT
STAGIAIRES

- ÉPICERIE - LIQUIDES
- TEXTILE - NOUVEAUTÉS
- BAZAR

EXPÉRIENCE CONFIRMÉE
EN HYPERMARCHÉ

Agrégativité commerciale

Ecrire avec C.V. détaillé, références, téléphone, photo (retournée) : Service Recrutement

radar

11, av. de la Division-Lectère - 94230 CACHAN.
Service discrétion.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS
BANLIEUE SUD OUEST

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
SYSTEME

Possédant 2 ou 3 années d'expérience en TEMPS REEL.

Leur rôle :
ils seront chargés de l'analyse et de la programmation de systèmes temps réel en LANGAGE ASSEMBLEUR SUR MINICALCULATEURS.

Leur domaine d'action :
Communication spatiale
Communication de messages.

Envoyer C.V. et présentations à No. 5248
CONTESSÉ Publ. 20, Avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

offres d'emploi

Contrôleur de Gestion

120.000 F

ayant l'expérience de Sociétés Industrielles

Société d'Exploitation de Carrières, nous faisons partie d'un groupe européen, leader sur son marché.

En France, nous avons 4 exploitations et réalisons un CA de 200 M.

En raison de notre développement, notre système de gestion doit être revu et amélioré.

Dans le cadre des procédures pratiquées par notre Groupe, vous aurez donc à concevoir et mettre en place des moyens de gestion plus élaborés, c'est-à-dire mieux adaptés à l'évolution de nos affaires et à en contrôler l'exploitation.

Rattaché au Directeur Général, vous aurez à travailler en collaboration étroite avec nos Directeurs d'Exploitations.

Ce poste est à créer ; il convient à une personnalité de formation supérieure — de type Grandes Ecoles d'ingénieurs, HEC, Business school — ayant une très bonne maîtrise des techniques modernes de gestion appliquées à l'industrie.

Des compléments financiers et juridiques sont appréciés. Age minimum 32 ans.

Notre Siège est à Paris, mais, étant donné la dispersion de nos exploitations, vous aurez de fréquents déplacements à effectuer durant une période de 6 mois à 1 an. L'importance de nos affaires nous met en mesure de vous proposer des perspectives de carrière intéressantes.



garantit une totale discrétion à l'étude de votre dossier (lettre manuscrite et C.V. détaillé) sous référence M. 71.361.
33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
PARIS (14^e), équipé IBM 370/145, recherche :

CHEF D'ATELIER
INFORMATIQUE

- POUR : — réaliser le traitement informatique de toutes les applications du C.T.I. ; — coordonner les activités et gérer le personnel de la section ; — optimiser l'utilisation du matériel.

- Expérience confirmée dans poste similaire.
- Connaissance indispensable OS/MSFT.

Ecrire avec C.V. et présentations, sous numéro 2.037, COFAP, 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS, qui tr

offres d'emploi

sitb

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
CONFIRMÉS

- Langage Assembleur,
- Cobol souhaité,
- 2 ans d'expérience.

Envoyer curriculum vitae détaillé à :
S.I.T.B. SÉLECTION
38, rue des Jeuneurs - 75002 PARIS.

offres d'emploi

BANQUE HERVET

Mettez vos connaissances financières au profit de notre clientèle.

La Banque Hervet propose de vous associer à son expansion et offre à Paris des postes d'

attachés
financiers

Vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur. Vous avez une connaissance approfondie du marché boursier et l'expérience des contacts avec la clientèle de particuliers.

Vous serez responsable, dans un secteur géographique donné, de la prospection et de la gestion d'un portefeuille de clients existants ou potentiels.

Vous devrez déterminer et mettre en place des solutions financières à leurs problèmes. Si ce poste vous intéresse, adressez c.v. manuscrit, photo et présentations à BANQUE HERVET - Direction du Personnel B.P. 154-92201 Neuilly

IMPORTANT GROUPE FINANCIER
Proximité Saint-Lazare recherche

UN JURISTE

25 ans minimum.
Licence ou D.E.S. Droit Privé
1 ou 2 années de pratique
(expérience notariale appréciée)
Intéressé par les problèmes de

DROIT IMMOBILIER

(Droit de la Construction
Financement Immobilier
Crédit-bail - Baux commerciaux...)

et susceptible de s'intégrer à la cellule « Immobilier » d'un service juridique important. La référence sera donnée à un candidat possédant :

- un bon esprit de synthèse,
- le sens et la rigueur des contacts,
- une réelle aptitude à travailler en équipe.

Adresser C.V. détaillé, photo (retournée) et rémunération souhaitée à EPMI, 19, av. Victor-Hugo, Paris (16^e), qui transmettra.

comptable
chef de groupe

Une solide formation (B.P. niveau D.E.C.S. ou I.U.T. comptabilité) et quelques années d'expérience font de vous un comptable confirmé. Maintenant vous êtes prêt à élargir votre champ d'action.

Responsable de notre comptabilité fournisseurs vous aurez à maîtriser des systèmes de gestion comptable français et anglo-saxons éprouvés et à coordonner l'activité de plusieurs personnes.

Ecrire ou téléphoner.



FORD FRANCE S.A.
Service du Personnel
344, avenue Napoléon-Bonaparte
92504 RUEIL-MALMAISON
tél. 977 05 05 Poste 349

GROUPE BANCAIRE ET FINANCIER
de tout premier plan recherche

pour son service de l'inspection

UN CONTROLEUR

- 5 ans minimum d'expérience professionnelle.
 - Niveau classe V.
 - Bonne connaissance de la comptabilité bancaire et financière.
 - Une expérience au sein d'une équipe d'inspection ou de contrôle serait appréciée.
 - Des déplacements sont à prévoir.
- Fonction :
vérification des procédures réglementaires et comptables dans le cadre de missions effectuées dans les diverses Sociétés du Groupe.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et présentations à EPMI, 19, av. Victor-Hugo, Paris-16^e, qui transmet.

ingénieur projet
débutant

(groupe technique division électro-hydraulique)

- étude et développement de produits régulations
- formation électrotechnique indispensable.

ingénieurs
électroniciens
expérimentés

pour s'intégrer à l'équipe de FORMATION téléphonie électronique.

- animation de cours théoriques,
- rédaction de documents pédagogiques et définition des programmes de stages.

ingénieurs débutants

réalisation des commandes téléphonie

- établissement de devis,
- exploitation des moyens de réalisation des centraux téléphoniques,
- établissement de prix de revient.

ingénieur gestionnaire

- suivi financier d'un projet,
- gestion d'un centre de calculs,
- contrôle de production et planification.
- expérience informatique souhaitée.

Pour tous ces postes la connaissance de l'anglais sera appréciée.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser lettre manuscrite avec CV (en précisant le poste choisi) à Direction Gestion des Emplois

B.P. 402
92103-BOULOGNE
(sous référence 308)



Directeur régional

(Banlieue Nord Paris)

100.000 F

Responsable de la gestion de votre région vous avez pour missions essentielles : la prospection auprès d'une clientèle industrielle, la négociation des travaux, la gestion du personnel sur les chantiers...

Ce poste à dominante commerciale vous est offert par une Société spécialisée en montage industriel (travaux électrotechniques).

La connaissance du milieu industriel est souhaitable. La rémunération peut atteindre 100.000 F. sous forme de fixe + intéressement.

Réponse et discrétion assurées à une lettre man.

+ C.V. photo+réf. adressés sous réf. B/3745 à Madame Buterlin

bernard Julhiat psycom

93, av. Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly - membre de l'ANICP

CHEF DU SERVICE
COMPTABLE

Une société métallurgique - C.A. 30 millions - en expansion près SAINT-GERMAIN (78) recherche un Chef du Service Comptable, Collaborateur direct du Directeur de l'Entreprise. Il sera responsable d'une équipe de trois personnes et assurera lui-même les bilans, la trésorerie, les relations avec les banques, le financement et la gestion des dossiers export ainsi que la gestion du personnel.

Nous demandons une solide expérience technique dans les domaines cités (5 à 10 ans) et une personne disponible rapidement. Nous offrons un salaire de début de l'ordre de 80.000 F. Ce poste devrait bien évoluer.

Adresser curriculum vitae sous référence 119 à :

CEPIAD 2, rue Joseph-Bazoin, 75008 PARIS.

BOUGUES OFFSHORE
négociation
commerciale

recherche pour prospection de marchés, étude de projets et remise de prix. un ingénieur formation grandes écoles, 30 ans min., bilingue (anglais), expérience des travaux maritimes et de pipes.

Il définira avec les services techniques les principales orientations du projet et conclura chaque affaire en s'engageant sur un prix de revient prévisionnel.

Pour prendre contact, adresser CV manuscrit et photo à C. GNEYRON Direction du personnel

381, avenue du Général de Gaulle 92140 CLAMART

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS
REGION EST-PARIS recherche

pour second chef comptable

COMPTABLE

2^e ECHELON ou

CHEF DE GROUPE

- 30 ans minimum

- Posséder l'expérience en

COMPTABILITE DE GESTION

(Prix : revient, budget, stock, analyse des coûts, etc.)

Ad. C.V. et présent. sous

2542 B à BLEU

17, r. Lebel, 93000 Vincennes s.t.

Importante Société Import-Export
recherche

recherche

INGENIEUR
TECHNIQUE-COMMERCIAL

POSSÉDANT LE RUSSE

COMME LANGUE MATERNELLE

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

DE MATÉRIEL AUTOMATIQUE,

51, avenue Franklin-Roosevelt, PARIS - 259-68-36.

offres d'emploi

NOTRE DIRECTION DE LA FORMATION recherche

un formateur

haut niveau

capable de concevoir des formations et des outils pédagogiques.

Adresser C.V. détaillé, photo et références à :

Direction de la Formation, 19, av. Victor-Hugo, Paris-16^e, qui transmet.

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél. 977 05 05 Poste 349

92504 RUEIL-MALMAISON

tél.

offres d'emploi

Notre DIRECTION DE LA FORMATION recherche

un formateur

haut niveau

capable de concevoir des sessions et des outils pédagogiques.

Il devra élaborer une politique formation commerciale pour un nouveau département, en assurer la réalisation concrète et animer des séminaires.

Il aura une formation supérieure, un haut degré d'aptitudes et de connaissances pédagogiques, une expérience de la vie d'entreprise.

Anglais courant indispensable.

Idea de travail : banlieue parisienne.

Merci d'envoyer votre candidature avec a.v. sous réf. C16 à Gilles Lelouvier

BP 63 93802 Aulnay-sous-Bois.

RANK XEROX

CADRES FINANCIERS EXPORTATION

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

(Généraliste, ensembles industriels, etc.) ayant activité dans le monde entier recherche pour son siège parisien

CADRES (27 ans minimum)

— Diplômés HEC, ESSEC, SUP. de CO ou IEP ; Ingénieurs possédant formation ou expérience financière complémentaire ; pour construire sur plans administratifs, financiers et bancaires, dossiers concernant MARCHÉS à l'ÉTRANGER.

Déplacements fréquents pour négociations.

Anglais indispensables - Autres langues utiles.

Quelques années d'expérience seront très appréciées.

Env. C.V. manuscrit, photo et prétentions, n° 5404, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

GRUPE BANCAIRE Quartier Etoile, recherche pour son

service organisation collaborateurs (trices)

• aptes à développer efficacité des structures et des méthodes, et satisfaction des hommes dans un milieu en expansion, mutation et information ;

• formation supérieure Gestion ou équivalent, et/ou expérience dans le secteur bancaire, commercial et/ou financier ;

• expérience secteur bancaire ou cabinet.

Possibilités de carrière pour jeunes.

Communiquer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous référence 6554 M, à

plein emploi 10 rue du mal paris 2e

Schlumberger

Schlumberger Limited is a multinational company with sales of \$ 1,100 million and an excellent growth and profit history. We are involved globally in the manufacturing of electronic instrumentation and providing technical services to the oil and gas industry.

INTERNAL CONSULTING

Due to recent promotions we need to fill several positions on our corporate staff which provides management services to subsidiaries. For our Paris office we are seeking young, aggressive individuals with strong management potential. Minimum qualifications for the successful candidate include a university degree and fluency in French and English.

Either of following backgrounds is desirable : — 2 to 4 years experience in EDP with American or International firms — 2 to 4 years experience with a large public accounting firm.

Please submit resume in confidence to : G. C. JOHNSON, Schlumberger Limited 11, rue La Boétie, 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TURBOMACHINES

Banlieue NORD immédiate recherche

INGÉNIEURS Débutants

Départes S.M. Ecoles : AM - INSA - SUDRIA et ESSCA (Anglais indispensable)

POUR : — Actions commerciales — Gestion d'affaires — Gestion administrative

Postes intéressants dans un domaine en expansion offrant de nombreuses possibilités d'évolution. Adr. curriculum vitae et prétentions à n° 5427, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

offres d'emploi

ORGANISME PROFESSIONNEL

possédant important

SERVICE DOCUMENTATION AUTOMATISÉE à l'échelle européenne recherche

Ingénieur Documentaliste

possédant formation scientifique Chimie, Textile...

ALLEMAND et ANGLAIS indispensables. Salaire de l'ordre de 75.000 F. annuels. Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

service M.1000, 10 r. de la Paix, 75002 Paris

Chef de produit

Filiale française d'un groupe multinational, C.A. 100 millions, expansion 15 % l'an.

Nous créons, auprès du Directeur Ventes et Marketing, un poste de Chef de Produit.

Votre objectif : gérer une gamme de produits intéressant la clientèle du commerce traditionnel, des grandes surfaces ; participer à l'élaboration de la stratégie commerciale, suivre l'évolution de la rentabilité des produits.

Vous : une formation commerciale supérieure (E.S.C. par exemple), deux ans de pratique du marketing de biens de consommation ou de grande diffusion. Vous souhaitez maintenant une responsabilité plus large : nous vous proposons aussi élaborer et de mettre en place vos moyens de travail, de créer votre fonction.

La connaissance de l'Allemand sera un atout.

sélé CEGOS

garantit toute discrétion à l'égard de votre dossier (lettre man. C.V. dét.) sous référence M. 22.414, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

IMPORTANTE ADMINISTRATION TECHNIQUE

recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

avec formation économique complémentaire débutant ou ayant une première expérience dans le domaine des Etudes Economiques et d'aménagement du territoire.

Le candidat participera à des travaux de planification et de prévision régionale nécessitant de solides connaissances statistiques et informatiques.

Une aptitude aux contacts et un esprit d'organisation seront appréciés.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser C.V. et prétentions sous réf 54499 à PUBLIPRESS 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02

INGÉNIEUR DES VENTES

responsable du secteur

« Relais, temporisateurs, thermostats »

pour importante Société d'études de fabrication et d'équipements aéronautiques

BANLIEUE OUEST

Une formation d'ingénieur en électrotechnique ou en électronique est indispensable, cette dernière aura pu être valorisée en Bureau d'Etudes, en Laboratoire ou éventuellement dans un service technique-commercial.

L'expérience est confirmée dans le secteur vente de composants électroniques ou électriques auprès des clients Aérospatiale, Espace, Armement et Télécommunications en France et à l'étranger. A ce titre, il devra avoir animé efficacement un réseau de représentation française et étrangère.

Une bonne connaissance pratique de l'organisation de campagnes de promotion publicitaire et d'expositions internationales sera considérée comme un atout supplémentaire.

Langue anglaise parlée nécessaire.

Ce poste offre de très larges initiatives et des responsabilités précises. Une rémunération fixe en rapport avec le niveau de la fonction et un intéressement sur le chiffre d'affaires du secteur d'activité.

Ecrire à CONTEXTE Publicité sous réf. 1.007, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE

C.A. 400 Millions - 2.200 Personnes

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL

recherche

pour SIEGE SOCIAL ET USINES :

CHEF du PERSONNEL

LIEU : — Proximité Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

MISSIONS : — Participer activement à l'élaboration de la politique sociale ;

— Assurer, avec une très large délégation, la gestion courante et prévisionnelle pour tous les domaines de la fonction, y compris la formation dans le cadre du budget et des objectifs de la Société.

PROFIL : — Le candidat, outre une forte motivation, devra avoir : une bonne connaissance du Droit du Travail et de la Sécurité sociale, 4 ou 5 ans d'expérience dans la fonction, formation de préférence Grande Ecole, Licence Droit ou Sciences Economiques.

REMUNERATION INTERESSANTE ET BONNES PERSPECTIVES D'AVENIR

Adr. lettre man. C.V. photo et prét. à n° 3.983, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

— Discretions assurées —

offres d'emploi

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche

pour son service Etudes Economiques et Financières

RESPONSABLE DES ETUDES FINANCIERES

La poste : — Suivi des résultats financiers du secteur ; — Etude des structures professionnelles et participation à l'élaboration des politiques correspondantes ; — Relations avec les établissements financiers ; — Formation des entreprises.

Le candidat : — Expérience financière acquise au sein d'une entreprise, d'un organisme financier ou de conseil ; — Si possible, connaissance du secteur des biens d'équipement à cycle long, ou de la construction ; — Qualités de rédaction.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur manuscrit, C.V. et photo en indiquant leurs prétentions à n° 8.440, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS

Société multinationale Import-Export

gare Montparnasse recherche l'

adjoint du chef comptabilité générale

BP ou niveau DECS

Le poste conviendrait à un candidat :

— très au fait des problèmes fiscaux ;

— connaissant les traitements informatiques ;

— ayant une bonne pratique de la langue anglaise.

Avantages intéressants, mutuelle, retraite complémentaire, restaurant d'entreprise.

Téléphoner pour R.V. 273-88-00 poste 21-10.

LANVIN

Département Prêt-à-Porter et Accessoires pour Dames recherche pour Paris

RESPONSABLE DE LA GESTION DES FABRICATIONS DES ARTICLES TEXTILES

Imprimés et confectionnés de ses collections de Distribution.

La titulaire du poste rend directement compte à la Direction. Il négocie avec les fournisseurs, contrôle les livraisons et agit le stock des articles exploités en direct. Il a un esprit méthodique, précis et rapide.

Il est en relation permanente avec le studio de création, les fabricants et les réseaux de vente en France et à l'étranger. C'est un homme de confiance, de contact, mais également un interlocuteur déterminé.

Il assume ses nombreuses responsabilités concrètes dans le cadre d'une structure simple.

Il prend en main directement les opérations, selon les méthodes qu'il conçoit et applique personnellement.

Le candidat retenu, âgé de 28 ans minimum, parlera l'anglais et aura acquis une expérience dans les industries textiles.

La rémunération sera fonction de son aptitude.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à LANVIN, 15, rue du Faubourg-Saint-Honoré 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE BIENS D'EQUIPEMENT DE LA MAISON

Banlieue Sud

recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

• Ayant animé une équipe et connaissant les problèmes de gestion du personnel.

• Capable de présenter à une direction générale des éléments de synthèse permettant d'apprécier le fonctionnement d'une entreprise.

Envoyer lettre avec Curriculum Vitae sous N° 25138 B à BLEU PUBLICITE 17, rue Lobel - 94300 VINCENNES qui transmettra

PARIS CABINET EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche

JEUNE JURISTE

CHARGES DES MARQUES

Quelques années d'expérience souhaitées.

Ecrire : HAYAS CONTACT, 156 bd Hausmann, 75008 PARIS - N° 63.029

En vue d'Etudes Techniques et de Gestion du Trafic

GRAND SERVICE PUBLIC

recherche

DES CANDIDATS

pour postes

D'INGENIEURS

Formation : Grande Ecole ou maîtrise

d'informatique, si possible expérience d'un an.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à :

PUBLIPRESS (sous référence 54500) 31, Boulevard Bonne Nouvelle 75002 Paris.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

BANLIEUE NORD-OUEST PARIS

recherche

A.T. 2 ou 3

B.T.S. - F.P.A. ÉLECTRONICIENS

EN CIRCUITS LOGIQUES OU ANALOGIQUES

Quelques années d'expérience très souhaitées

CONTREMAITRE

POUR ATELIER DE CABLAGE ÉLECTRONIQUE

Ecrire avec C.V. et prétentions à

SIPEP 3, rue de Choiseul

75002 PARIS, sous réf. 5.000.

Importante Société de distribution Paris recherche

CHEF DE SERVICE

EXPLOITATION INFORMATIQUE

sur matériel 370/135 D08/VS, C16/VS pour lui confier la responsabilité des plannings de l'organisation de l'exploitation, de la gestion du personnel et de la mise en place des nouvelles chaînes.

La personne recrutée aura :

• 3 ans d'expérience dans un poste équivalent ;

• des qualités personnelles d'animateur et d'organisateur et le souci de l'efficacité et de la rentabilité ;

• une formation de base du niveau BTS ou Universitaire lui permettant de participer aux études, à l'évolution technologique et de dialoguer avec les utilisateurs.

Adresser curriculum vitae manuscrit et prétentions HAYAS CONTACT, 156, boulevard Hausmann, 75008 PARIS, sous référence 56720.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Société Financière de Cautionnement recherche pour son

Service des engagements en cours de création

UN CADRE

ayant une solide formation comptable, juridique et financière, appuyée par une exp. confirmée. Il sera chargé de la surveillance permanente des risques et, à ce titre, il analysera les bilans, suivra l'exécution des contrôles comptables et examinera l'évolution de la situation financière des personnes garanties.

Adresser C.V. très détaillé et résum. synthétiques à « le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

ENGINEERING BÂTIMENT - INDUSTRIE

recherche pour PARIS

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

diplômé grande école

formation de thermicien ou d'électricien, ou de structures, capable d'assurer la coord. d'études de grands projets, minimum 5 ans d'expérience.

Ecrire avec curriculum vitae, présent. et photo, à :

B.E.P.S. - ENGINEERING, 63, avenue des Vosges - 67000 STRASBOURG.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

IMPORT. CABINET AVOCATS INTERNATIONAUX

recherche

FISCALISTE EXPÉRIMENTÉ

Au moins licencié en Droit, connaissant l'anglais et possédant aussi une bonne expérience dans le droit des affaires. Situation d'avenir. Env. C.V., sous le numéro 8.419, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9, qui transmetra.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à

« le Monde » Publicité, sous le numéro 8.437,

LA NAISSANCE D'UN MYTHE

1. The first part of the document is a header section containing the following information:

- DATE: 10/10/1964
- TIME: 10:10 AM
- FROM: [illegible]
- TO: [illegible]
- SUBJECT: [illegible]

2. The second part of the document is a body section containing the following information:

- TO: [illegible]
- FROM: [illegible]
- SUBJECT: [illegible]
- RE: [illegible]

3. The third part of the document is a footer section containing the following information:

- 10/10/1964
- 10:10 AM
- [illegible]

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Le P.C. et le P.S. se prononcent pour la création d'une société nationale d'informatique

Aucune décision n'aurait été prise jeudi après-midi au cours du conseil restreint consacré à la Compagnie internationale pour l'informatique. Ce conseil réunissait autour du chef de l'Etat le premier ministre, M. Jacques Chirac, MM. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, et Hugues de l'Estolle, directeur général de l'industrie. Un nouveau conseil devrait se tenir la semaine prochaine. Dans l'attente du verdict gouvernemental, le conseil d'administration de la C.I.I. prévu pour vendredi après-midi a été remis à « une date ultérieure ». Des arrêtés de travail ont été observés dans les usines de la C.I.I. à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la C.G.C. pour s'opposer à tout démantèlement et pour demander le développement d'une informatique nationale.

Le projet de fusion entre Honeywell-Bull et la C.I.I. (le Monde du 23 avril) suscite de multiples réactions dans les milieux politiques et syndicaux. « LE PARTI SOCIALISTE. — En abandonnant en 1964 Bull aux intérêts américains, puis en confiant l'informatique nationale aux intérêts privés, les gouvernements successifs ont mené une politique incohérente conduisant, en 1974, à une faillite apparente au grand jour », indique André Arquier, député national aux questions industrielles du P.S. « Conscient de l'importance du secteur informatique pour l'économie et l'indépendance nationale, le P.S. propose la création d'une Compagnie nationale d'informatique autour de la C.I.I. et

de Honeywell-Bull nationalisée. Ces nationalisations doivent se faire pour objectifs prioritaires : la garantie de l'emploi ; le maintien du potentiel industriel et technologique français ; la coopération sur une base égalitaire avec d'autres pays (...). Par son souci de préserver l'indépendance nationale, notamment dans le domaine de l'informatique dont il prévoit la nationalisation, le programme commun de gouvernement propose une fois de plus son actualité et sa cohérence. Le P.S. présentera dans quelques jours à la presse la proposition de loi de nationalisation de l'informatique française. »

« LE PARTI COMMUNISTE. — Pour Jean Colpin, membre du bureau politique : « L'information est un secteur de pointe fondamental pour l'avenir industriel, pour l'indépendance nationale. Comme le propose le programme commun, il faut nationaliser l'industrie des calculateurs, avec comme première mesure la création d'une société nationale regroupant Honeywell-Bull et la C.I.I. Dans la situation présente, et comme le stipule le projet de loi déposé par le P.C.F. à l'Assemblée nationale, il faut immédiatement procéder à cette nationalisation. La société nationale (...) constituerait un ensemble économiquement important... »

« De son côté le Syndicat national des cadres et techniques de l'informatique et de l'électronique. Le syndicat national (...) constitue un ensemble économiquement important... »

ÉNERGIE

LE ROI KHALED ORDONNE LA RÉOUVERTURE DE LA TAPLINE AU LIBAN

Beirut (A.F.P.). — Le roi Khaled d'Arabie saoudite a ordonné la reprise du pompage du pétrole saoudien vers le Liban. « Lorsque j'ai appris que le Liban souffrait de l'arrêt du pompage du pétrole dans l'oligoduc de la Tapisserie (Trans Arabique Pipeline), déclare le souverain dans une interview à l'Agence libanaise d'informations, j'ai ordonné la reprise du pompage. »

« Je ne veux pas qu'une seule famille libanaise subisse les conséquences de l'interruption de cette source de revenus. »

ACTION SOCIALE

AU CONGRÈS DES ORGANISMES SANITAIRES ET SOCIAUX Mme Simone Veil annonce un effort budgétaire pour la formation du personnel socio-médical

Mme Simone Veil, ministre de la santé, a présidé la séance de clôture du quinquiesme congrès de l'Union nationale interdépartementale des organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPESS) qui s'est tenue du 22 au 25 avril au Touquet. Après avoir rappelé l'action législative entreprise en faveur du secteur social, Mme Veil s'est félicitée des « critiques positives » formulées par les congressistes « dans un esprit d'analyse constructive ». Le ministre a d'autre part annoncé « un effort budgétaire » pour la formation des infirmières et des personnels sociaux, ainsi que l'élaboration d'un projet de loi qui permettra la prise en charge des travailleurs handicapés par l'aide sociale lorsque celles-ci sont affectées à des services des handicapés, des grands vieillards ou des handicapés sociaux.

De notre envoyé spécial

Le Touquet. — Près de mille deux cents dirigeants et animateurs d'associations représentant quelque sept mille établissements sanitaires et sociaux ont participé au congrès. Les débats ont été particulièrement importants cette année, au moment où le Parlement examine la loi d'orientation des handicapés et la réforme des institutions socio-médicales. Le thème choisi — « Internats, services, familles » — reflétait les préoccupations du secteur privé à but non lucratif, à l'heure où les structures socio-médicales, les méthodes d'accueil et de protection des handicapés, de l'enfance à l'âge adulte ou du troisième âge font l'objet d'une reprise en main par l'Etat.

Comme l'a souligné M. Robert Prigent, ancien ministre, directeur général de l'UNIOPESS, il s'agit de faire le point sur les conditions de ces réformes par une « réflexion collective fruit de l'expérience quotidienne ». Les congressistes ont noté une diminution de la population des internats dans les secteurs particuliers de la santé mentale, des enfants caractérisés, des sociaux, des handicapés moteurs et sensoriels, et même du troisième âge, au profit de formules d'externat, de « milieu ouvert » ou d'action à domicile. Autre constat : de nombreux cas, parmi les plus difficiles, restent sans solution, en raison parfois de la concurrence opposant l'un et l'autre type d'action.

M. Mousnier-Lompre, conseiller technique du ministre de la santé, avait, sur ce point, reconnu que l'action sociale dite de secteur a

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA ROCHETTE CENPA

Le conseil d'administration de La Rochette Cenpa, réuni sous la présidence de M. Pierre Schmidt, a arrêté, dans sa séance du 18 avril 1975, les comptes de l'exercice 1974. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 1 627 millions de francs contre 937 millions en 1973. Le compte de pertes et profits de la société mère se solde par un bénéfice net, après impôts, de 55,1 millions de francs, dont 25,7 mil-

lions de plus-values nettes à long terme, provenant à concurrence de 10,2 millions de la cession d'éléments d'actifs et à concurrence de 15,5 millions de réintégration de provisions qui traduisent le redressement des principales valeurs. Ce bénéfice a été réalisé après affectation : — de 25,1 millions de francs à la dotation aux amortissements ; — de 41,5 millions de francs aux provisions pour fluctuations des cours et hausse des prix ; — et, pour la première fois, d'une dotation de 4,8 millions de francs à la provision pour participation des salariés aux fruits de l'expansion.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 9,50 % (ex-6,50 %) mai 1968

Les intérêts courus du 15 mai 1974 au 14 mai 1975 sur les obligations Electricité de France 9,50 % (ex-6,50 %) mai 1968 seront payables, à partir du 15 mai 1975, au taux de 42,75 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 25 (montant global : 47,50 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 7,12 F, soit un net de 35,33 F.

ELECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 1950 à intérêt progressif

Les intérêts courus du 20 mai 1974 au 19 mai 1975 sur les obligations Electricité de France 1950 à intérêt progressif seront payables, à partir du 20 mai 1975, au taux de 4,75 F par titre de 100 F nominal, contre détachement du coupon n° 25 ou estampillage du certificat nominatif, après son retour à la source d'où il a été tiré. En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 1,04 F, soit un net de 5,46 F.

La liste numérique de ces séries et de celles qui, sorties aux tirages antérieurs, comprennent des titres non encore présentés au remboursement, a été publiée au « Journal officiel » du 12 avril 1975. Elle sera mise à jour par tout porteur qui en fera la demande à la Caisse nationale de l'énergie, département des titres, 68, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais sur des comptes bancaires directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions). La Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

GARANTIE FINANCIÈRE

(Loi du 31-12-1971. Décret du 13 juillet 1972)

La Banque Hervet, succursale Maubourgs, 78, bd Maubourgs, 75008 Paris, informe le public que la garantie financière accordée par elle à M. Maurice-Olivier Darrès, 11, rue Godot-de-Mauray, 75008 Paris, concernant ses activités de conseil juridique, n'a pas été renouvelée pour l'année 1975.

En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque Hervet cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs à date de la présente publication (article 23 du décret du 13 juillet 1972). Conformément aux dispositions de l'article 23 du même décret, cette garantie cessera à toutes fins d'ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 31-12-1971, et restant couvertes par la Banque Hervet à condition d'être produites par les créanciers dans les trois mois de la présente publication, au siège ci-dessus indiqué.

Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues.

SYNDICATS

AU COURS D'UNE ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

M. Simakis est mis en minorité à la C.F.T.

M. Jacques Simakis, secrétaire général de la C.F.T. (Confédération française du travail), a été « démissionné » de son poste au cours d'une assemblée extraordinaire de cette organisation, qui s'est déroulée dimanche 27 avril à Paris à l'hôtel Hilton.

M. Simakis et ses partisans avaient été mis en minorité à trois reprises. M. Simakis ayant demandé, dans une motion de politique générale, à être mandaté pour engager immédiatement des contacts avec « tous les syndicats de participation non politiques, y compris la C.F.T.C. », s'est vu refuser cette orientation par 1 804 voix contre 1 032. M. Simakis a été élu à son poste par 92 % des suffrages.

Un troisième vote, enfin, acquis par 1 942 voix contre 100 et un certain nombre d'abstentions, a reconduit ce bureau confédéral sortant composé de douze membres jusqu'à un congrès qui aura lieu au plus tard le 15 juin.

La « démission » de M. Simakis intensifie la lutte d'influences qui se joue depuis plus de deux ans entre l'ex-leader de la C.F.T., militant de la première heure, qui fut, il y a quelques années, l'unique facteur de diverses factions autonomes, — et une tendance « jeune » conduite par M. Auguste Blanc, quarante et un

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale de Sidérurgie lance un appel d'offres international pour l'étude, la conception, la réalisation, l'équipement et le démarrage de plusieurs centres techniques spécialisés représentant une tranche de dix mille (10.000) postes de formation (O.P., A.M., A.T.) dans les différentes spécialités des secteurs métallurgique, mécanique et construction métallique.

La capacité instantanée de chaque centre sera de 1.000 places ou 2.000 places suivant localisation.

Les prestations attendues comprennent :

- 1 - Les études préliminaires relatives à la création des différents centres de formation.
- 2 - La conception, la réalisation et l'équipement (y compris installation et contrôle) de chaque centre.
- 3 - La définition du projet didactique et des programmes d'enseignement.
- 4 - La définition de l'organisation pédagogique et administrative des centres ainsi que celle des besoins en personnel nécessaires à chaque centre.
- 5 - La formation des formateurs.
- 6 - L'assistance technique au démarrage de chaque centre.

Les entreprises intéressées peuvent retirer ou consulter le cahier des charges à la Société Nationale de Sidérurgie - Direction du Personnel - Division Emploi et Formation - Le Paradou - HYDRA - ALGER - à partir du 13 mai 1975, la date limite de réception des offres est fixée au 15 juin 1975, délai de rigueur.

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

2, rue Jules-Monnet, MARSEILLE (6^e)

AVIS D'APPEL D'OFFRES RESTREINT

LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES BOUCHES-DU-RHÔNE procédera à un appel d'offres restreint pour la construction :

- 1) d'un ENSEMBLE ADMINISTRATIF situé Propriété VALMANTE-MARSEILLE (9^e).
- 2) de QUATRE CENTRES DE PAIEMENT situés à : — MARIGNANE, — CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES, — PORT-DE-BOUC, — ISTRES,

pour lesquels les travaux seront divisés en quatre tranches définies comme suit :

- a) Tranche ferme : Centre de Paiement de MARIGNANE Superficie 1781 m² environ.
- b) Tranche conditionnelle : Centre de Paiement de CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES Superficie 1781 m² environ.
- c) Tranche conditionnelle : Centre de Paiement de PORT-DE-BOUC Superficie 1685 m² environ.
- d) Tranche conditionnelle : Centre de Paiement d'ISTRES Superficie 1781 m² environ.

BASE DE LA CONSULTATION : Les offres pour les centres de paiement ou par lots séparés soit pour l'ensemble de l'appel d'offres, soit pour l'immeuble Administratif de Valmente d'une part, et pour les quatre Centres de Paiement d'autre part, seront déposées au siège de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Bouches-du-Rhône.

N° DE LOT	DÉSIGNATION DES LOTS	QUALIFICATION	CLASSIFICATION
1	Terrassement - Fondation - Béton armé - Gros œuvre - Ouvrages divers.	132.134.1101.1105	5 étoiles
2	Électricité, Menuiseries extérieures - Fermatures.	2210 et la suite 4301 et la suite	5 étoiles
3	Menuiseries intérieures - Bois blancs portés - Agencement intérieur.	2210 et la suite 4301	5 étoiles
4	Carpenterie - Revêtements sols et murs.	78.141.771	5 étoiles
5	Faux plafonds.	5222	3 étoiles
6	Serrurerie - Ferronnerie.	410.451	3 étoiles
7	Zinguerie - Plomberie - Sanitaires.	221	4 étoiles
8	Electricité.	5	5 étoiles
9	Peinture - Revêtements muraux.	811	5 étoiles
10	Vitrerie - Mirrolierie (glaces soit-halles).	821.732	5 étoiles
11	Chauffage - Ventilation - Production d'eau chaude.	532.533.535	5 étoiles
12	Vente - Réseaux divers - Citernes - Aménagements extérieurs.	1101.1102.1111	5 étoiles
13	Contrats tables et distribution de l'énergie.	Agrément P.T.T.	5 étoiles
14	Signalisation lumineuse (Centres de Paiement seulement).	Sur références	
15	Journals édités (ensemble administratif).	Sur références	

ADMISSION PRÉALABLE DES CANDIDATURES

Les entrepreneurs (le mandataire commun pour les groupements) devront adresser à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Bouches-du-Rhône : 2, rue Jules-Monnet, 13001 MARSEILLE CEDEX 2, avant le 15 mai 1975, une demande d'admission sur papier libre accompagnée des pièces indiquées ci-dessous :

- a) une fiche de qualification et classification professionnelle délivrée par l'O.C.C.S.
- b) une note indiquant les moyens techniques de l'entreprise ainsi qu'une liste des travaux effectués pendant les trois dernières années, avec leurs montants et si possible une copie des certificats délivrés par les clients pour les ouvrages analogues à ceux faisant l'objet de la consultation et de même importance.

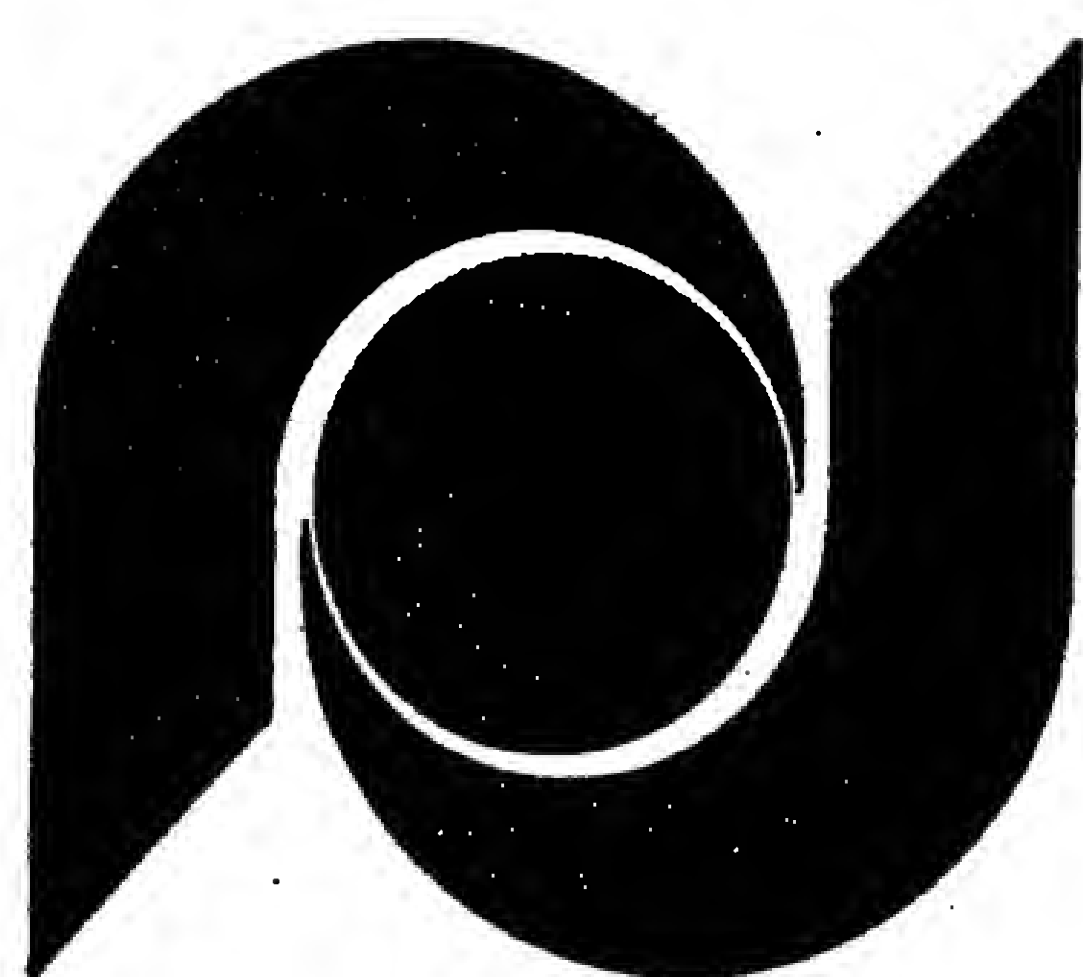
DISPOSITIONS DIVERSES : Pour les groupements d'entreprises, les mandataires communs devront donner la liste des entreprises du groupement et, pour chaque lot, proposer plusieurs candidats pour un même corps d'état.

Les entreprises seront avisées par lettre de leur admission à soumissionner ou du refus sans que la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Bouches-du-Rhône soit tenue de fournir une justification. Ce même document précèdera les conditions de remise des dossiers d'appel d'offres.

RENSEIGNEMENTS : Pour tous renseignements, les entreprises pourront s'adresser à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie - Service des Projets Immobiliers, 2, rue Jules-Monnet, 13001 MARSEILLE CEDEX 2 - Tél. 50-49-50 poste 602.

مكتبة الأمل

صكنا من الأصل



le groupe des Charbonnages de France

Groupe CdF

CdF Energie

le charbon : une énergie nationale, indispensable et sûre

25 millions de tonnes de charbon, 6 millions de tonnes de coke pour la sidérurgie et l'industrie, 15 milliards de kilowatts-heures

CdF Chimie

entreprise de dimension internationale en pleine expansion

du pétrole aux produits finis, de puissantes lignes de fabrication intégrées, basées sur des procédés originaux : 1700 000 tonnes d'engrais, 800 000 tonnes de matières plastiques et résines synthétiques, etc...

CdF Industrie

bâtiment industrialisé, matériaux de construction, transformation des plastiques (ménager, jouet, meuble, emballage et conditionnement, équipement industriel, tissu enduit), mécanique, etc...

CdF Services

recherches et assistance technique, ingénierie en France et à l'étranger, génie civil, génie chimique, ensembles industriels clés en main, thermique, lutte contre les nuisances, informatique, formation, assistance à l'industrialisation, etc...

un ensemble d'activités de plus en plus diversifiées
150 établissements industriels
employant plus de 100 000 personnes

chiffre d'affaires
1973 : 6 milliards
1975 : 12 milliards

**EMPRUNT
CHARBONNAGES DE FRANCE**

10.50 %

garanti par l'Etat

les porteurs de bons Charbonnages de France 7,50 % (ex 5,75 %) 1966 peuvent obtenir sur simple demande la consolidation de leurs titres en obligations Charbonnages de France 10,50 % 1975.

AVIS FINANCIER

BANQUE NATIONALE DE PARIS

ETON CROISSANCE

PERFORMANCE

DEMON - SAT

SOCIETE ANONYME
DE GERANCE
D'ARMEMENT S & G A

2^e SALON PRIVE
DE

L'AUDIO-TELECOMMUNICATION
les 5, 6 et 7 mai 1975

MAISON DE TOULOUSE
38, avenue George V, Paris-8

Altmann

38, avenue George V, Paris-8
TELEPHONE : 205.00.00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Le conseil d'administration, réuni le 25 avril 1975, a convoqué pour le 28 mai 1975 le collège représentant les actionnaires de la B.N.P. afin de soumettre à son approbation les comptes et le bilan de l'exercice 1974.

Le total du bilan de la B.N.P. s'élève à 187 683 303 F, en augmentation de 8,8 % par rapport au bilan au 31 décembre 1974. L'accroissement le plus important provenant des dépôts de la clientèle, dont l'ensemble progresse de 14,4 % contre 12,4 % l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation de 334 844 443 F est en diminution de 18,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Cette régression est due aux conditions dans lesquelles la banque a dû exercer son activité en France métropolitaine : ralentissement de l'activité économique, hausse des prix, allongement des délais de paiement, etc.

Le conseil d'administration a décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Banque Nationale de Paris.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Banque Nationale de Paris.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Banque Nationale de Paris.

SÉLECTION CROISSANCE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 21 avril 1975 sous la présidence de M. Depont-Fanville, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Banque Nationale de Paris.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Banque Nationale de Paris.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Banque Nationale de Paris.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GÉRANCE ET D'ARMEMENT SAGA

Le conseil d'administration s'est réuni le 23 avril 1975, afin d'examiner les résultats définitifs de l'exercice 1974.

Ces résultats font ressortir un bénéfice net de 3 321 844 F, à comparer à 3 975 422 F en 1973.

Compte tenu de ces résultats et des perspectives favorables de l'exercice en cours, le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 28 mai 1975, la distribution d'un dividende net de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société Anonyme de Gérance et d'Armement Saga.

2^e SALON PRIVÉ DE L'AUDIO-TÉLÉCOMMUNICATION

les 5, 6 et 7 mai 1975

MAISON DE TOULOUSE
38, avenue George-V, Paris-8^e

- Appareils périphériques de l'ordinateur
- Appareils d'alarme et de protection contre le vol
- Matériel téléphonique : répondeurs, répondeurs-enregistreurs, amplificateurs téléphoniques
- Matériel à dicter - Systèmes de télédicte
- Systèmes d'audio-télécommunications - Appareils d'annonces
- Enregistreurs multipistes - Horloges parlantes

Asmann FRANCE

14, rue Saint-Georges, 75009 Paris. Tél. : 280-08-08.
INVITATION, INFORMATION SUR DEMANDE

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

Le conseil d'administration, réuni le 24 avril 1975 sous la présidence de M. Pierre Luyet, a arrêté les comptes de l'exercice 1974.

La société a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires de 1 707 millions hors taxes en 1974, en augmentation de 8,2 %.

Après amortissement de 89,7 millions (contre 83,3 millions en 1973), participation des salariés de 171 millions (contre 12,6 millions), l'impôt sur les sociétés de 103,8 millions (contre 89,7 millions en 1973), le bénéfice net de l'exercice ressort à 87 883 368 F (contre 81 540 119 F en 1973).

Rapporté au chiffre d'affaires hors taxes, le bénéfice net ressort à 2,2 %, sensiblement au même niveau que l'année précédente (2,3 %).

Le conseil d'administration propose à l'assemblée, convoquée pour le 28 mai 1975, la distribution d'un dividende net de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société des Chantiers de l'Atlantique.

NOUVELLES GALERIES RÉUNIES

Au cours de sa séance du 24 avril 1975 le conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société des Nouvelles Galeries Réunies.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société des Nouvelles Galeries Réunies.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société des Nouvelles Galeries Réunies.

ETS V.O. PETERSEN ET CIE

L'assemblée ordinaire, qui s'est tenue le 21 avril 1975 à Dakar, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société des Ets V.O. Petersen et Cie.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société des Ets V.O. Petersen et Cie.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société des Ets V.O. Petersen et Cie.

VEUVE CLICQUOT PONSARDIN

Maison fondée en 1772

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 avril 1975, sous la présidence de M. Alain de Vande, afin d'arrêter les comptes de l'exercice 1974 et de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société Veuve Clicquot Ponsardin.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société Veuve Clicquot Ponsardin.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société Veuve Clicquot Ponsardin.

SÉLECTION - RENDEMENT

Le 24 avril 1975, les actionnaires de Sélection-Rendement se sont réunis en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Huet, afin d'arrêter les comptes de l'exercice 1974 et de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société Sélection-Rendement.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société Sélection-Rendement.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Société Sélection-Rendement.

BANQUE DE FINANCEMENT POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE B.F.I.C.

(Groupe ancienne mutuelle)

L'assemblée générale qui s'est réunie le 22 avril 1975 a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Banque de Financement pour l'Industrie et le Commerce B.F.I.C.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Banque de Financement pour l'Industrie et le Commerce B.F.I.C.

Le conseil d'administration a également décidé de répartir un dividende de 1,125 F par action (soit 0,90 F net) à chaque actionnaire de la Banque de Financement pour l'Industrie et le Commerce B.F.I.C.

De Beers: 'La demande de petits diamants a continué de se renforcer'

Extraits de l'allocution du président H. F. Oppenheimer

Les ventes de diamants de la Central Selling Organisation se sont élevées à R848 000 000, chiffre inférieur de R72 000 000, c'est-à-dire 7,8 pour cent, à celui de 1973. Cette réduction s'est produite en dépit du chiffre de ventes record atteint au premier semestre de 1974, du fait de la détérioration marquée de la conjoncture mondiale pendant la deuxième partie de l'année.

Nous avons, au cours de cette période, poursuivi notre politique habituelle de mise en stock de l'excès de la production. Ceci a entraîné une augmentation de R54 300 000 de la valeur des stocks de diamants, qui est ainsi passée à R269 800 000. L'industrie diamantaire, soutenue par la solidité financière de la Central Selling Organisation et sa politique de fermeté, a su faire face à la situation. La demande pour les pierres de petites dimensions a continué de se renforcer, grâce, en particulier, à nos efforts pour élargir le marché international des bijoux servis de petits diamants. La chute de nos ventes est donc imputable à la réduction de la demande pour les gros diamants de valeur dont l'offre était rare jusqu'ici.

A mon avis, le déclin des ventes de gros diamants n'est pas inquiétant à long terme. En effet, nos études régulières de la conjoncture sur les principaux marchés révèlent que les ventes de bijoux servis de grosses pierres n'ont pas été affectées de la même manière. Il n'est pas surprenant qu'en cas d'incertitude économique, où les taux d'intérêt sont exceptionnellement élevés, les négociants désirent réduire leurs stocks. Il n'en est cependant pas moins vrai que la production de gros diamants de valeur provenant des mines les plus anciennes continue de décroître et que les gisements récemment découverts contiennent surtout des pierres de petites dimensions. Les gros diamants deviennent donc de plus en plus rares.

de 24 à 25 cents le dividende de l'année. La production du groupe s'est élevée à 11 068 000 carats et a donc légèrement dépassé le chiffre de 1973 (10 823 000 carats).

Au Botswana, la cheminée DK1 a été prouvée rentable; les négociations se poursuivent avec le gouvernement sur les termes de son exploitation. DK1 est une cheminée beaucoup plus petite qu'Orapa, de teneur moindre mais de qualité supérieure.

Un accord vient d'être conclu avec le gouvernement du Lesotho concernant l'ouverture de la mine de diamants de Letseng-la-Terai dans les montagnes de Maluti, projet qui coûtera quelque R23 000 000. La production devrait démarrer en 1977 à un rythme de 4 000 tonnes par jour.

Logement des travailleurs africains

Des progrès ont encore été réalisés en ce qui concerne le logement des employés noirs à Kimberley. Un millier environ de ces travailleurs vivent à présent avec leurs familles à Kimberley et le nombre de travailleurs émigrés vivant encore à la mine a été réduit à 1 600. Beaucoup de nos travailleurs émigrés sont à notre service depuis longtemps et nous leur devons d'améliorer leurs conditions d'emploi. Notre politique est toutefois d'abolir entièrement le recours aux travailleurs émigrés à la mine de Kimberley, pour la raison déjà mentionnée, cela prendra quelques années. Comme les conditions de logement de nos travailleurs, à Kimberley, sont en général satisfaisantes, nous avons entrepris, avec l'appui total des autorités locales, un vaste programme de construction. La même politique sera adoptée à la mine de Koffiefontein. Dans les autres mines du groupe, en Afrique du Sud et dans le Sud-Ouest africain, le recours à la main-d'œuvre émigrée ne pourra cesser dans un proche avenir du fait de l'isolement géographique de ces mines et de la pénurie de main-d'œuvre locale; aussi, nous n'avons adopté une politique visant à améliorer la qualité des logements tant anciens que nouveaux.

Je tiens à souligner l'importance des progrès enregistrés dans le domaine des rapports sociaux et de la formation, progrès que mentionne le rapport des administrateurs. L'instauration de comités d'entreprise pour nos employés et l'amélioration des méthodes de communication contribueront, dans une grande mesure, à améliorer la satisfaction personnelle des travailleurs et aboutiront à une efficacité accrue. Des mesures ont également été prises en vue de permettre à un plus grand nombre de nos employés d'acquiescer les qualifications générales et techniques nécessaires à leur promotion au sein du groupe.

De Beers Consolidated Mines Limited

Société enregistrée en République Sud-Africaine
Des exemplaires de cette allocution ainsi que du rapport et des comptes annuels peuvent être obtenus au siège de la société à Londres, au 40, Holborn Viaduct, EC1P 1AJ, ou au bureau des trustees de la société au Royaume-Uni, à l'adresse suivante: CHARTER CONSOLIDATED LIMITED, P.O. Box 102, Charter House, Park Street, ASHFORD, Kent, TN24 8EQ. La quarante-septième assemblée générale ordinaire des actionnaires de De Beers Consolidated Mines Limited se tiendra au siège de la société à Kimberley, République Sud-Africaine, le 20 mai 1975.

مركز الأمل

LES MARCHÉS

S.A. au Capital de F. 94.481.400 • 60330 - Le Plessis-Bellerville • RC SENS 685490244 B
BALO du 21.4.1975 Visa COB n° 75-54 du 15 avril 1975

résultats et celles de :
— les dépenses et profits, après constitution d'une provision pour impôts sur les sociétés de 10 p. 100, ressortant à un montant net de 13 680 885 F, contre 17 870 780 francs pour l'exercice précédent. Ce résultat tient compte de moins-values de 3 200 000 F, d'un montant de 2 471 895 F, contre 10 133 388 F de plus-values nettes à l'exercice précédent.
Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui doit être convoquée le 15 septembre 1978, de distribuer aux actionnaires une somme globale de 10 950 000 F, contre 16 millions 800 000 F, au titre de l'exercice précédent, et de constituer une provision nette pour cet exercice de six millions à un montant de 3 F par action, contre 10 F, au titre de l'exercice précédent, à valoir sur le dividende payé au Trésor (avoir fiscal de 1,50 F), un revenu global de 4,50 F, contre 7,50 pour l'exercice précédent, et de verser à l'Etat, en paiement à compter du 10 juillet 1978, la somme de 10 950 000 F.

Les éléments correspondants de l'exercice précédent sont de 2 735 217 F pour le bénéfice net ; 2 245 403 F pour les impôts sur les bénéfices ; 422 775 F pour les amortissements et 2 841 920 F pour la provision pour baisse des prix.

A l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1975, il sera proposé un dividende de 10 F (impôt payé d'avance 5 F), revenu total, 15 F, contre respectivement, pour le précédent exercice, 6,50 F, 3,25 F et 9,75 F.

Le bénéfice net à fin 1974 s'inscrit à 1 600 979 F, après 9 245 907 F d'amortissements et provisions.

Le conseil proposera à la prochaine assemblée le règlement d'un dividende égal à celui de l'année précédente, soit 3 F, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 1,50 F, le revenu global par action s'établissant à 4,50 F.

Ce résultat s'entend après amortissements de 75 671 000 francs contre 70 311 000 francs et des dotations à la réserve de participation des salariés aux fruits de l'expansion et à la provision pour impayés amortissements respectivement de 9 millions 380 000 francs et de 6 821 000 francs.



Entreprises associées :
Hong Kong - Trident International Finance Limited, London - Merrill Lynch-Brown Shipley Bank Limited, Téhéran - Irano Merrill Lynch

banque jordaen
conseil en placements
et gestion de patrimoine
raymond bouchon tel 280 63 45
répondra à vos questions
siège central paris
37 rue st georges

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-4. EUROPE
 - PORTUGAL : grand vainqueur du scrutin du 25 avril, le parti socialiste respectera le pacte conclu avec le M.F.A. avant les élections.
- 3. PROCHE-ORIENT
 - L'Inde consolide ses positions dans les régions frontalières de la Chine.
 - La situation au Vietnam du Sud.
- 8. AFRIQUE
 - CONGO : « Le socialisme à petits pas » (II), par Olivier Postel-Vinay.
- 9. LA VISITE DE M. MITTERRAND EN U.R.S.S.
- 10-11. POLITIQUE
 - LA JOURNÉE DE LA DÉPORTATION
 - TEMOIGNAGE : « Et s'il était à refaire... », par le pasteur Aimé Bouffès.
- 14. LA RÉGION PARISIENNE
 - Des « plans » pour occuper les sols.
- 15. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - A PROPOS DE... : l'aménagement du centre des villes.
- 16. ÉDUCATION
 - Les lycéens d'extrême gauche offrent la nécessité d'un regroupement permanent.
- 17. MÉDECINE
- 18. JUSTICE
 - Cinq nouveaux tribunaux dans la région parisienne.
- 19. SPORTS
 - AUTOMOBILISME : cinq morts au Grand Prix d'Espagne.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
PAGES 21 A 25

- LE REDRESSEMENT DU FRANCO : De l'importance d'être au point de vue du franc, dialogue avec le directeur de la diplomatie du commerce et du crédit.
- MÉTALUX NON FERREUX : La crise.
- GRANDES : Le scénario de l'abandon.
- COMMERCE EXTERIEUR : L'objectif de M. Fourcade atteint.
- Une faible croissance peut nécessiter un taux élevé d'investissement.

- 27-28. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : L'« Extradition » de Peter von Gunten.
- 29. ARMÉE
- 30. RELIGION
- 38-39. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - AGRICULTURE : les Neuf faces à de nouvelles difficultés sur la viande bovine et les produits méditerranéens.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (28 et 29)
Annonces classées (21 à 27)
Aujourd'hui (28) : Courant (28)
« Journal officiel » (30) : Météorologie (30) : Mots croisés (30) : Finances (43).

**DECORATION
VELOURS
D'AMEUBLEMENT**

- *VELOURS UNIS en coton, « Dralon », lin, unis, flammés, cotés, une immense gamme de coloris disponibles.
- *VELOURS JACQUARD une multitude de dessins de style ou contemporains de très grande classe.

les prix : de 38 F à 175 F le mètre (tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Europcar simplifie la location de voitures. Réservez au 645.21.25.

A B C D E F G

Au Maroc

La presse dénonce l'attitude de l'Algérie à propos du Sahara espagnol

Le conseil des ministres de la Ligue arabe, qui vient de se réunir au Caire, a adopté une résolution concernant la restitution au Maroc des enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla et de trois autres « presides » que détient Madrid sur la côte méditerranéenne du Maroc. Le problème du Sahara sous administration espagnole n'est pas abordé dans ce texte. Ce territoire, revendiqué par le gouvernement de Rabat, est à l'origine d'une certaine tension entre le Maroc et l'Algérie.

De notre correspondant

Rabat. — La publication, le dimanche 27 avril, dans la presse de l'istigial, d'une déclaration de M. Mohamed Boucetta, secrétaire général de ce parti, sur l'attitude inqualifiable de l'Algérie dans l'affaire du Sahara espagnol, a provoqué une polémique que l'on aurait pu croire apaisée. Il y a quelques jours, il est vrai, le quotidien en arabe de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), *Al Mouharri*, s'était fait l'écho d'une « altercation » qui aurait opposé le docteur Ahmed Laraki et M. Abdelaziz Bouteflika, lors de la récente réunion au Caire des ministres arabes des affaires étrangères.

Selon *Al Mouharri*, M. Bouteflika aurait affirmé « ouvertement » que le Sahara occidental « n'appartient pas au Maroc » et se serait prononcé en faveur de l'autodétermination des habitants de cette région.

L'intervention de M. Boucetta frappe par sa vigueur. Le secrétaire général de l'istigial n'hésite pas à poser le problème du retour au Maroc de territoires occupés par l'Algérie. « Si ce pays, a-t-il déclaré, cherche à séparer cette terre marocaine (le Sahara occidental) par le recours à un prétendu référendum, il est de notre droit de réclamer le retour à la mère patrie de tous les territoires marocains qu'occupe encore

LOUIS GRAYRER.

En Éthiopie

UN COMLOT AURAIT ÉTÉ DÉJOUÉ

Un complot aurait été déjoué à Addis-Abeba et deux membres du Derg (conseil militaire éthiopien) ont été arrêtés, rapporte le correspondant de « Washington Post », dimanche 27 avril. Les deux personnes arrêtées seraient le chef des forces de sécurité, le lieutenant-colonel Hailé Sélassié, et l'un de ses subordonnés, le capitaine Debebe Beyene. Ils auraient tenté de libérer l'empereur Hailé Sélassié et d'établir un régime modéré. Un porte-parole du Derg a cependant déclaré vendredi que ces rumeurs sont des « messages construits de toutes pièces » et des « vœux pieux de la part d'Éthiopiens hostiles à la révolution socialiste ».

Les correspondants des agences de presse internationales ayant été expulsés d'Éthiopie, il est impossible d'obtenir des renseignements réguliers sur l'évolution de la situation. Cette tentative de coup d'État, si elle a bien eu lieu, peut cependant être mise en relation avec des informations publiées dimanche par l'hebdomadaire britannique « The Observer », selon lesquelles deux des quatre divisions dont se compose l'armée éthiopienne auraient été adressées, il y a une quinzaine de jours, un ultimatum au Derg, l'accusant d'avoir entravé l'Éthiopie dans la chute et le sommant de se démettre et d'accepter de détruire complètement le pays.

Dans un « programme en dix points », l'une de ces deux divisions, basée en Erythrée, aurait demandé au Derg d'engager des négociations immédiates avec les rebelles. Ce programme demandait également que les terres dont disposent les militaires en activité soient éparpillées par la réforme agraire.

A quatre jours de l'échéance de la précédente convention

Les syndicats de médecins s'inquiètent de l'absence d'accord avec les caisses d'assurance-maladie

A la veille de nouvelles rencontres entre les représentants des syndicats médicaux et des caisses d'assurance-maladie, plusieurs organisations de médecins ont tenu des réunions durant le week-end. La plus importante d'entre elles, la Confédération des syndicats médicaux, que préside le Dr Monier, a constaté qu'à quatre jours de l'échéance de la convention nationale, aucune négociation n'a encore abouti à l'établissement d'un accord entre les caisses nationales d'assurance-maladie et les syndicats médicaux. Cette situation est grave pour les assurés sociaux, qui, dès le 1^{er} mai, risquent d'être privés du remboursement valable de leurs frais médicaux.

Le C.S.M.F., qui rappelle son attachement au système des conventions, déclare qu'elle a décidé « de ne pas donner de consigne immédiate d'augmentation des honoraires » pour ne pas compromettre le dialogue entamé avec les caisses et le gouvernement.

Néanmoins, elle « donne à tous les syndicats médicaux la consigne formelle de mettre en place tous les moyens de contestation, même les plus sévères, et d'organiser une journée médicale d'information et de protestation le 6 juin prochain ».

De leur côté, les généralistes de la Fédération des médecins de France (F.M.F.), réunis à Orléans, se sont inquiétés du « vide conventionnel » qui risque d'apparaître à partir du

Selon le général Otelo de Carvalho

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA SERAIT RESPONSABLE DE L'ASSASSINAT D'AMILCAR CABRAL

Lisbonne. — Le général Otelo de Carvalho, commandant en chef du Copcon, a affirmé, le lundi 28 avril, au cours d'une conférence de presse à Lisbonne, que l'ancien général Spinola aurait été l'instigateur de l'assassinat d'Amílcar Cabral, leader du P.A.I.G.C., à Conakry, en janvier 1973, ainsi que de l'opération montée en Guinée en novembre 1970. Le général de Carvalho a ajouté que des « preuves », impliquant l'ex-général Spinola, existent.

Le général de Carvalho a encore annoncé que le Conseil de la révolution, pourrait prochainement lever la suspension d'activités qui frappe deux formations gauchistes et le parti de la démocratie chrétienne.

RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR ET FERMETÉ DU FRANC

Le dollar poursuivait lundi matin sa remontée, amorcée vendredi après-midi, sur l'annonce d'un important excédent de la balance commerciale des États-Unis : il cotait 2,339 DM contre 2,328 DM à Francfort et 4,18 F à Paris contre 4,17 F.

Le franc français a accentué son avance, notamment vis-à-vis du deutschemark, qui est revenu à 1,70 F contre 1,738 F.

Le premier ministre congolais en visite officielle à Paris

M. Henri Lopes, premier ministre congolais, est arrivé à Paris dimanche soir, 27 avril, pour une visite officielle de trois jours. Il a été accueilli par M. Jacques Chirac. Après s'être entretenu, lundi matin, avec des personnalités de l'industrie, il devait être l'hôte à déjeuner de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, puis, dans l'après-midi, s'entretenir avec le premier ministre.

Mardi matin, M. Lopes ouvra les travaux de la grande commission franco-congolaise, puis il sera reçu par M. Giscard d'Estaing. Un déjeuner sera offert au président de la République au nom du gouvernement par M. Pierre Abélard, ministre de la coopération. M. Lopes sera reçu dans l'après-midi par M. Jean Sauvagnargues, puis donnera une conférence de presse. Il assistera le soir à un dîner offert par M. Jacques Chirac. Le premier ministre congolais regagnera Brazzaville mercredi matin.

(Lire page 8 le second article d'Olivier Postel-Vinay sur le Congo : le socialisme à petits pas.)

**LOUEZ :
VOTRE VILLA
EN TUNISIE
pour 1040 F**

Pour la première fois, tous ceux qui louent une villa de vacances ou un studio vont pouvoir, enfin, échapper à la Côte d'Azur surpeuplée et aux stations de la Costa Brava ou de la Méditerranée pour vivre leur été sur sa véritable et ensolée : en TUNISIE ! Nos villas et nos studios sont dans une zone privilégiée, au bord d'une très grande plage de sable, à moins d'un kilomètre de la jolie station de Nabeul où vous aimerez faire vos courses.

Puisque de vous faire une agréable offre « à partir de », nous préférons vous offrir ce petit tableau de prix. A vous de juger !

Prix par semaine	Base Saison	Haute Saison	Période Tunis
2 personnes	300 F	400 F	745 F
Villa 3 pièces	400 F	500 F	745 F
Villa 4 pièces	500 F	600 F	745 F
Nos studios	200 F	300 F	745 F

Vols réguliers assurés par Air France et Tunis Air.

EXEMPLE : 3 personnes, 3 semaines dans une villa de 2 pièces (voyage avion inclus), par personne : 1 040 F. TROISIÈME SEMAINE GRATUITE : pour les départs de mai, juin et septembre.

Et aussi ! L'Hôtel Méditerranée à Hammamet. Des baignoires très confortables, dissimulées dans un parc, une grande piscine, un bar, et puis l'immense plage d'Hammamet. Séjour d'une semaine Paris-Paris, en pension complète : 985 F.

GRANDES VACANCES
1, rue du Louvre, Paris 1^{er} 260.34.35 LIC 736 A

Pour recevoir notre brochure « Vacances en Tunisie », renvoyez ce bon à Grandes Vacances après l'avoir rempli. LIC 736 A

Nom :
Adresse :
En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.

TUNISIE

**SEJOURS
RESIDENCE-CLUB
EL KANTAQUI SOUSSE**

7 vrais jours

Transport avion, transferts, pension complète et sur place, assistance permanente de nos hôtes.

Prix tout compris au départ de Paris

1120

Animation sportive sur place

TOUTE LA TUNISIE

Circuit de 7 jours

à bord du train personnel du Bey de Tunis, véritable palais roulant, avec le charme des voyages d'autan.

Prix tout compris au départ de Paris

1870

Demandez les détails sur ce circuit intitulé « L'Azur Rouge »

Tel : 365-69-30

REPUBLIQUE tunisienne

à la place de la République, 72011 Paris

en collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien

Couverts argentés

garantis 25 ans

PLATERIE-CAFETERIE

Fabricant - Vente directe

FRANOR

77, RUE ARAGO, 75013 PARIS

100 St-Denis. Dev. 10 les jours 27 ans.

Piano center

Exposition de 500 modèles de pianos et orgues sélectionnés parmi les meilleures marques mondiales.

PIANOS

Paris-Ouest 71, rue de l'Alsace 92250 LA GARENNE

Tel. 242.26.30 et 782.75.67

PIANOS-ORGUES

Paris-Est 122, rue de Paris 93100 MONTREUIL

**Un costume signé
Francesco Smalto : 1400 F
Achetez-en deux.**

francesco smalto

44 rue François 1^{er}, Paris 8^e 5 Place Victor-Hugo, Paris 10^e
Centre Maine-Montparnasse.

**YVONNE
DE BREMOND D'ARS**

achète pour collectionneurs : tous beaux meubles anciens tapisseries tableaux de maîtres.

20, Fg St-HONORE, PARIS 8^e 265.11.03

**les huîtres
de Prat-ar-coum**

chez **Cantarel**

12 avenue du Maine 548.59.35 fermé le dimanche

A. Moysignac

DESIGN - EXPOSE
FABRIQUE - RESTAURE
DECORE - INSTALLE

tapisserie ébénisterie

Meubles - Boiserie
Rangements - Eléments
Membres-lits
Sièges et Canapés
Lits Classiques
Canapés-lits
Tentures murales
Rideaux - Décor de fenêtres

Les travaux

Styles et contemporains

ATELIERS-MAGASIN
1500 M² DE TRAVAIL
42-44, FAUBOURG ST-ANTOINE
PARIS 12 - BASTILLE
PARKING

CONSEILS - DESSIN - PROJETS - DEVIS

Tel : 343-96-31 3 lignes

Tunisie 8 jours 850f

Mexique 18j 2.780 F

Tunisie 8j 870 F

Tunisie 15j 1.330 F

Grèce 15j 1.330 F

Egypte-Liban Israël 15j 1.550 F

Afghanistan 22j 3.850 F

Thaïlande 11j 2.795 F

Inde 15j 3.855 F

et Maroc, Yougoslavie, Corée, Bolivie, Indonésie, Pérou, Bolivie, U.S.A., URSS, etc.

Prix comprenant : voyage par avion de ligne régulière, séjour en hôtel ou centre de vacances, ou d'été. (Voyage et une semaine de location voiture).

Pour un devis détaillé sur ces voyages, veuillez nous renvoyer votre brochure.

payscope International

6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

nom :
adresse :
ville : code postal :

des prix pour aller plus loin plus longtemps

Trois mille détenus
vont bénéficier
d'un régime pénitentiaire
plus libéral

• Le G.R.P. est décidé à
• Les Américains forment

La fin d'une époque et évènement

Les étrangers

La Commission des Communautés européennes a décidé de réduire de 10 % les droits de douane sur les produits agricoles importés de l'étranger à partir du 1^{er} mai 1975. Cette mesure vise à faciliter l'accès des produits étrangers au marché commun.

Le G.R.P. a décidé de réduire de 10 % les droits de douane sur les produits agricoles importés de l'étranger à partir du 1^{er} mai 1975. Cette mesure vise à faciliter l'accès des produits étrangers au marché commun.

Créer la paix pour

De notre envoyé spécial

A l'heure où la guerre civile sévit en Iran, le G.R.P. a décidé de réduire de 10 % les droits de douane sur les produits agricoles importés de l'étranger à partir du 1^{er} mai 1975. Cette mesure vise à faciliter l'accès des produits étrangers au marché commun.

Le G.R.P. a décidé de réduire de 10 % les droits de douane sur les produits agricoles importés de l'étranger à partir du 1^{er} mai 1975. Cette mesure vise à faciliter l'accès des produits étrangers au marché commun.

**TROIS JOURS
SOMER
CITROËN**

Projet européen pour les automobiles

Les Américains forment

LES PAYS
MATIN

FLAMMATION